

RECUEIL

D'ORDRES EN CONSEIL

D'UN INTÉRÊT GÉNÉRAL,

ENREGISTRÉS SUR LES RECORDS DE L'ÎLE DE
GUERNESEY DEPUIS L'ANNÉE 1800.

RÉDIGÉ SOUS L'AUTORITÉ DE LA COUR ROYALE

PAR

E. C. OZANNE, PROCUREUR DU ROI.

VOL.



III.

GUERNESEY:

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ AUX FRAIS DES ÉTATS.

PAR LA

COMPAGNIE D'IMPRIMERIE DE BICHARD, LIMITÉE,

IMPRIMEURS OFFICIELS AUX ÉTATS,

BUREAU DE LA "GAZETTE OFFICIELLE," RUE DU BORDAGE.

1906.

TABLE ALPHABETIQUE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE TROISIÈME VOLUME.

[Les Chiffres indiquent les pages.]

A.

AFFAIRES ECCLÉSIASTIQUES ET SÉCULIÈRES d'une paroisse	280
AMARREURS, Chaussée des	257
APPELS À SA MAJESTÉ EN CONSEIL, Règlements et Procédure.....	151
" " " The National Telephone Coy., Ltd. and The Constables St. Peter Port	200
" " " Godfray and Constables Sark	283
APPELS, Loi relative aux	372
APPLICATION DES PEINES, Loi Supplémentaire (1896) Mineurs de 18 ans, Coups de Verge	23
" " " Loi Supplémentaire (1896) Domage volontaire, Dommages-intérêts	52
ARRÊT, Loi ayant rapport à l'arrêt par un Créancier de la personne de son débiteur, et à la Cession et la Renonciation Volontaire	242
ASSEMBLÉES PAROISSIALES, Loi	274
AUREGNY, Havre du Braye, extension, £100 stg. payables annuellement de l'Impôt aux "Commis- sioners of Woods and Forests," envers les dépenses de l'Administration Locale. Etats maintiendront Cour, maisons du Greffier et du Geolier, et la Prison. Somme annuelle pour rédemption de la dette des États réduite de £100 à £50	11

AUREGNY, Impôt renouvelé pour 5 ans. (1896) Liqueurs Spiritueuses 2s. 6d. le gallon, Cordiaux 2s. 6d. par douzaine, Vins 1s., Bière 2d. le gallon ..	26
„ Loi relative au Pilotage	31
„ Voix du Juge lors présidant la Cour ou les États	80
„ Introduction de Chiens venant de l'étranger ..	103
„ Cour autorisée à passer Ordonnances pour la mise à exécution de la Loi portant Règlement sur l'Introduction dans les Iles de ce Bailliage de Chiens venant de l'Étranger.....	107
„ Loi relative aux Honoraires de la Cour	141
„ Loi relative aux Privilèges pour Loyers en cas de Faillite	141
„ Loi relative au Scrutin Secret	184
„ Impôt renouvelé pour 5 ans (1901)	261
„ Loi pour la Suppression des Maisons de Jeu, des Paris et des Poules	362
AUTOMOBILES, Taxe.....	340

B.

BATEAUX À VAPEUR portant passagers, Loi (1898)	88
Rappel de la Loi relative à l'Inspection des Bateaux à vapeur de 1878, et de la Loi relative au nombre de Passagers dans les Bateaux à vapeur de 1881	95
BORDEAUX, Chaussée dans le Havre de	257
BRAYE, Extension du Havre du (Auregny)	11
Défense de débarquer Chiens venant de l'Étranger ailleurs que sur le Dévaloir du Briselame et dans le Havre du Brayé	106

C.

CADASTRE, Egouts St. Pierre Port	172
Egouts St. Samson.....	211
Voies Publiques	402
CAPITATION dans les Écoles Publiques Primaires est abolie	374
CARTE DE L'ILE, Loi ayant rapport à la confection d'une nouvelle	75

CESSION, Loi	242
CHEVAUX, Droits sur les	402, 405
Déclarations seront faites en Janvier par le propriétaire de	405
Importateur paiera contribution dans les 24 heures de l'arrivée	406
CHIENS VENANT DE L'ÉTRANGER, Loi portant règle- ment sur l'introduction dans les Iles de ce Bailliage de...	103
CIMEIÈRE militaire au Fort George (1897), 81 (1900) ..	192
à St. Martin	330
COLLÈGE ELIZABETH Statut 31 amendé	68
COLPORTAGE, Loi (1895)	5
COMPENSATION qui pourra être accordée aux Familles de Personnes dont la Mort aura été causée par accident	235
CONSEIL PRIVÉ. Voir Appels.	
CONTRÔLE DU ROI. Membre des Etats de délibération	165
" " " d'Élection	253
CONVOCATION des Assemblées Paroissiales	281
COPYRIGHT Voir " International Copyright "	159
CRIME Mineurs de 18 ans, coups de verges	23
" First Offenders "	38
Dommage volontaire. Dommages-intérêts	54
Débiteur arrêté quittant l'île après serment censé coupable de Félonie	247
Procédures en Crime. Reconnaissance de l'Infra- ction. Cas exceptionnels	254
Voir aussi :—	
Reformatory Schools	8
Inspection Bateaux à Vapeur	94
Education Primaire Obligatoire	227
Milice Royale	232
Maisons de Jeu	290
Huiles et Essences	394
Explosifs	442, 446

D.

DÉBITEUR arrêté au corps	245
DÉCLARATIONS pour la Taxation Paroissiale. Greffier ..	355
DÉPUTÉS DES ETATS	165
Membres des États d'Élection	253

DOUZAINES seront renouvelées tous les 6 ans	165
Loi relative à la Douzaine de la Ville et Paroisse de St. Pierre Port. Rappel des Art. 1 et 2 de la Loi relative à l'Éligibilité des Douzeniers de Canton à la charge de Douzenier de Paroisse (1851)	214
Qualification d'un Douzenier de la Ville et Paroisse de St. Pierre Port fixée à 30 Qrs.	217
DROITS SUR MARCHANDISES IMPORTÉES, Applica- tion aux besoins généraux de l'Île, et au Revenu du Havre de St. Pierre Port	124
Droits additionnels	466
DROITS, Havre de St. Pierre Port, <i>nouveau tarif</i> (1903) <i>expiré le 31 Décembre</i> 1903	315
Havre de St. Samson. Assimilation des droits de Tonnage et des droits sur Marchandises importées à ceux du Havre de Saint Pierre Port. Appli- cation	380
perçus sur les Pierres Exportées, Loi	188
de Timbre, Loi (1903) rappelée par la Loi de 1905	344
Sucre	333

E.

ÉCOLE DES HAUTES CAPELLES, Application de la Loi relative aux Assemblées Paroissiales	282
ÉCOLES. Certified Reformatory Schools	8
ÉCOLES PUBLIQUES PRIMAIRES, Application des fonds de "La Petite École" à l'achat de sites pour nouvelles Écoles	59
ÉDUCATION PRIMAIRE OBLIGATOIRE, Loi	221
Amendement de l'Art. III., 5e Grade sub- stitué au 4e Grade pour Certificats d'exemp- tion	366
ÉGLISE ST. JAMES, Placement du Fonds de Dotation	85
ÉGOUTS, Loi relative aux Égouts de la Ville et Paroisse de St. Pierre Port	167
Loi relative aux Égouts de St. Samson	205
ÉLECTIONS de Jurés, Prévôt et Députés des États se feront par le Scrutin Secret	177
d'Officiers paroissiaux, scrutin sera facultatif.	178

ÉLECTIONS St. Pierre Port depuis 8 a.m. à 8 p.m.; en Campagne depuis midi à 8 p.m.	179
Auregny	184
ÉLECTRICITÉ Loi relative à la Fourniture de la Lumière Artificielle au moyen de l'Électricité	110
EMPRUNT SPÉCIAL	468
ENTRETIEN DES RUES de la paroisse de St. Pierre Port, Loi (1898)	95
ENTRETIEN DES VOIES PUBLIQUES, <i>Loi portant modi- fication à la Loi relative à l'Entretien des Voies Publiques (1900) (rappelée par la Loi de 1904)..</i>	198
Loi relative à l' (1904)	397
ÉQUIVALENT, <i>Loi relative à l'Équivalent (1901) rappelée par la Loi relative à l'Entretien des Voies Publiques, 1904..</i>	239
ÉTATS DE DÉLIBÉRATION Loi relative à la Réforme. Qualifications, Recteurs, Douzeniers, Députés. Art. 13 de la Loi de 1844 rappelé. À l'avenir tout Projet de Réforme sera soumis aux États à 3 séances consécutives	162
ÉTATS D'ÉLECTION, Loi relative aux, Contrôle du Roi et Députés seront Membres	250
EXPLOSIFS, Loi relative aux	414
Amendement à la Loi relative aux	473
EXPROPRIATION FORCÉE, Loi	452

F.

FEMME MARIÉE, Témoin idoine dans causes civiles	249
"FIRST OFFENDERS," Loi relative aux personnes accusées de Crime pour la première fois	38
"FOREIGN DESERTERS" Japan	358

G.

GREFFIER, Honoraires pour déclarations Taxation Parois- siale payables par Connétables	355
---	-----

H.

HAUTES CAPELLES, Application de la Loi relative aux Assemblées Paroissiales à l'École des	282
--	-----

HAVRE DU BRAYE, AUREGNY, Extension	11
Défense de débarquer Chiens venant de l'Étranger ailleurs que sur le Dévaloir du Briselame et dans le	106
HAVRE DU CREUX, SERK, Défense de débarquer chiens venant de l'étranger ailleurs que dans le ..	106
HAVRE DE ST. PIERRE PORT, Service d'Eau	3
Albert Dock	16
Débarcadère No. 1 Blanche Rocque	50
Draguage	73
Extension du dévaloir de l'emplacement Château Cornet. Elargissement du Quai du Nord de l'Ancien Havre	108
Application en partie des Droits sur Marchan- disés importés au Revenu du Havre. £400 par an payables du dit Revenu aux Baillif et Jurés pour besoins publics	124
Emplacement St. Julien. Chantiers sur " Castle Cornet Arm."	136
Pont-à-bascule Chaussée Albert	139
Draguage additionnel	145
Droit d'un demi penny sur pierres exportées sera payé au compte des Havres de St. Pierre Port et de St. Samson	191
Draguage	217
Signaux au Fort George et au Château Cornet..	259
Nouveau tarif de Droits	315
HAVRE DE ST. SAMSON, Baie de la Longue Hougue.	
Muraille de défense	1
Reconstruction du quai du Nord et nouveaux travaux autorisés	18
Horloge, Transfert au Comité du Havre du maintien de partie des quais	20
Application du Revenu à la construction de la Chaussée des Platières dans le Grand Havre ..	62
Application du Revenu à la Construction d'une Chaussée dans la Baie de Bellegrève	71
Enlèvement de sable. Quai du Nord haussé ..	132
Achat de terrain bordant Quai du Nord	134
Nettoisement des égouts, Achat de Mont Crevelt	147

HAVRE DE ST. SAMSON, Droit d'un demi-penny sur pierres exportées sera payé au compte des Havres de St. Pierre-Port et de St. Sarison..	191
Reconstruction du Pont-à-bascule sur le Quai du Nord	203
Draguage	219
Havre de Bordeaux, Chaussée des Amarreurs dans le Grand Havre	25
Emprunt de £6,000	266
Assimilation des Droits de Tonnage et des Droits sur marchandises importées à ceux du Havre de St. Pierre Port, Application de droits	380
Magasin sur le Quai du Nord	450
HONORAIRES DE LA COUR (Auregny), Loi	141
HUILES OU ESSENCES MINÉRALES OU VÉGÉTALES, Loi modifiant Loi de 1893 (1897)	64
Loi modifiant Loi de 1893 (1904)	387

I.

IMPÔT AUREGNY, Voir Extension Havre du Braye	11
„ Renouvelé pour cinq ans (1896) Li- queurs Spiritueuses 2s 6d. le gallon. Cordiaux 2s. 6d. par douzaine, Vins 1s , Bière 2d. le Gallon	26
„ Renouvelé pour 5 ans (1901)	261
GUERNESEY, Impôt de 5s. le gallon sur Liqueurs Spiritueuses, et de 1s. 6d. le gallon sur Vins	180
de 1s. le gallon sur Vins	195
de 6s. le gallon sur Liqueurs Spiri- tueuses, 1s. 6d. sur Vins, Sucre ..	333
SERK, Emprunt n'excédant pas £1,000 garanti par l'Impôt	268
INSPECTION des Bateaux à Vapeur	88
INSTRUCTION PUBLIQUE PRIMAIRE, Loi (1903)	291
Deux nouveaux Articles substitués aux Articles 15 et 16 de la Loi de 1903, Ameublement ..	350
Loi relative à l'Instruction Publique Primaire par rapport à l'Abolition de la Capitation ..	374

INTERNATIONAL COPYRIGHT—

L'Acte de Parlement 49 & 50 Victoria, cap. 33, "The International Copyright Act, 1886," et plu- sieurs Ordres en Conseil enregistrés	159
Denmark & Farøe Islands	354
Sweden	413

J.

JUGE D'AUREGNY, Voix lors présidant la Cour ou les Etats	80
JUGEMENTS, Voir Appels.	

L.

LICENCES pour Colportage	7
pour Huiles et Essences	391
pour Automobiles	343, 402
pour Vélocipèdes	343, 402
pour Chevaux et Poneys	402
pour Tabac	412
pour Explosifs	447
LOAN. "Special Loan"	468
LOYERS de Maisons. Privilèges Auregny	141

M.

MAISONS DE JEU DES PARIS ET DES POULES—

Loi pour la Suppression des	286
idem (Auregny)	362
MALADIES SECRÈTES, Loi	56
MARCHANDISES IMPORTÉES, Application en partie des Droits sur Marchandises importées dans l'île aux besoins généraux de l'île et au Revenu du Havre de St. Pierre Port	124
Droits additionnels sur	466
MARCHÉS, Service d'eau	3
MARI, témoin dans causes civiles	249
MILICE ROYALE, Loi relative à la	229
MINEURS de 18 ans, Coups de Verges	23
MONT CREVELT, Achat par les Etats	147

P.

PETITE ÉCOLE, Application des Fonds à l'achat de sites pour nouvelles Écoles Publiques Primaires.....	59
PIERRES EXPORTÉES, Droits perçus sur	188, 402
PILOTAGE (Auregny), Loi relative au.....	31
PLAIDS D'HÉRITAGE, Loi portant modification à la Procédure en Plaids d'Héritage. Terme de 40 jours après 3 ^{me} défaut est aboli	370
PLATIÈRES, Chaussée des	62
POLICE CORRECTIONNELLE. Voir Crime.	
POPULATION DE L'ILE, 1881, 1891, 1901	337
PRÉSIDENTE DES ASSEMBLÉES PAROISSIALES....	281
PREUVES, Loi Supplémentaire relative aux Preuves. Sont rappelés Articles 10 & 16 et partie de l'article 13 de la Loi de 1865	248
PRIVILÈGES (Auregny) pour loyer en cas de Faillite	141
PROCÉDURES EN CRIME, Loi Supplémentaire. Reconnaissance de l'Infraction	254

Q.

QUALIFICATIONS des Membres des Etats	165
des Douzeniers de la Ville et Paroisse de St. Pierre-Port	217

R.

RAILWAY COMPANIES' SUBSIDY (1903) 309 (1904) 378	
RECTEURS seront assermentés avant de siéger dans les Etats	165
REFORMATORY SCHOOLS, Loi (1895)	8
RÉFORME DES ETATS DE DÉLIBÉRATION, Loi	162
Tout Projet de réforme sera soumis aux Etats à 3 séances consécutives	167
REGISTRES des noms des Propriétaires de chevaux seront gardés par Connétables et publiés	406
RENONCIATION, Loi	242
RUES, Loi pour l'Entretien des Rues de St. Pierre Port (1898)	95

S.

SAINTE JAMES' CHURCH, Investment of Trust Funds ..	85
SAINTE MARTIN, Cimetière à	330
SAINTE SAMSON, Voir, Havre St. Samson. Égouts	

SALUBRITÉ PUBLIQUE—Voir Égouts St. Pierre Port, Égouts St. Samson	
SERK, Chiens venant de l'Étranger	106
Emprunt de £1,000 garanti par l'Impôt	268
Appel devant le Conseil Privé "Godfray et Conné- tables."	283
Télégraphes	311
SCRUTIN SECRET, Loi relative au	175
" " " (Auregny)	184
SERMENT D'ALLÉGEANCE pour la Milice	234
SERVICE D'EAU, Marchés et Havre St. Pierre Port.....	3
SIGNAUX au Fort George et au Château Cornet	259
SUBSIDY, Railway Companies (1903) 309 (1904)	378
SUCRE. Droit de 4s. par cwt. sujet à une délibération des États.....	339, 340

T.

TABAC, Loi relative à la vente de	408
TAXATION PAROISSIALE. Loi Supplémentaire relative aux déclarations pour les Honoraires du Greffier ..	355
TAXE n'excédant pas £1,200 sur valeur locative des héri- tages de l'Île au lieu d'Équivalent.	341, 402
TÉLÉGRAPHES. SERK	311
TÉMOINS. Voir Preuves.	
TIMBRE. <i>Loi relative aux Droits de Timbre (1903) rappelée par la Loi du 11 Juillet 1905</i>	344

V.

VACCINATION. Loi relative à la	40
VÉLOCIPÈDES. TAXE	340
VOIES PUBLIQUES. Droit d'un penny par tonneau sur pierres exportées payable au compte général des États en aide du main- tien des Voies Publiques	191
<i>Loi portant modification à la Loi relative à l'Entretien des Voies Publiques (1900) rappelée</i>	198
Loi relative à l'Entretien des Voies Publiques (1904)	397

VOIES PUBLIQUES. Taxe n'excédant pas £1,200 sur la valeur locative au lieu de l'Équi- valent	402
Taxe sur Pierres Exportées ..	191, 402
Licences pour Voitures Publiques	402
Droits sur Chevaux	402
Taxe sur Automobiles et Véloci- pèdes	402
VOIX PRÉPONDÉRANTE. Juge d'Auregny	80
d'un Président d'Assemblée	179, 281
d'un Président d'Assemblée (Auregny)	187

ORDRES EN CONSEIL.

(Enregistré sur les *Records* le 8 Décembre 1894.)

AT THE COURT AT WINDSOR

the 20th day of November, 1894

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

HIS ROYAL HIGHNESS PRINCE HENRY OF BATENBERG

LORD PRESIDENT

LORD JUSTICE RIGBY

EARL SPENCER

SIR JULIAN PAUNCEFOTE.

EARL OF KIMBERLEY

WHEREAS there was this day read at the Board Havre de St. Samson.
a Report from the Right Honourable the Lords of Baie de la Longue Hougue.
the Committee of Council for the Affairs of Guernsey Muraille de défense.
and Jersey, dated the 5th day of November, 1894,
in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of Sir Edgar MacCulloch, Knight, Bailiff of the Island of Guernsey, dated the 23rd October, 1894, setting forth :—That by an Order in Council of the 23rd day of November, 1893, Your Majesty was most graciously pleased, on the Humble Petition of the States of that Island, to approve of the building of a Sea Wall at the “Longue Hougue” in the parish of Saint Sampson, as voted by the States on the 9th day of August, 1893, and also to sanction the application of the sum of £2,400 sterling, taken out of the monies of the Harbour of Saint Sampson, for the building of the said sea-wall :—That

III.—A.

1894.

at a meeting of the States of that Island, holden before John Le Mottée, Esquire, Lieutenant-Bailiff, on the 10th day of October, 1894, the States found it necessary to vote an additional sum of £500 sterling, so as to complete the above named Sea-Wall with a coping of granite instead of one of concrete, and that a further resolution was passed to petition Your Majesty, praying that Your Majesty would be graciously pleased to approve of this work being carried out, and to sanction the application of the said additional sum of £500 sterling, taken from the monies of the Harbour of Saint Sampson, for that object; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to approve of the work being carried out as voted by the States, and to sanction the application of the additional sum of £500 sterling, to be taken from the monies of the Harbour of Saint Sampson for the completion of the work as aforesaid :—

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to approve of the work voted by the States on the 10th day of October, 1894, being carried out, and also to sanction the application of the sum of £500 sterling to be taken from the monies of the Harbour of Saint Sampson, for the completion of the work as aforesaid.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to approve of the work voted by the States on the 10th day of October, 1894, being carried out, and also to sanction the application of the sum of £500

sterling, to be taken from the monies of the Harbour of Saint Sampson, for the completion of the work as aforesaid.

1894.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

(Enregistré sur les Records le 8 Décembre 1894.)

AT THE COURT AT WINDSOR

the 20th day of November 1894

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

HIS ROYAL HIGHNESS PRINCE HENRY OF BATTENBERG

LORD PRESIDENT

LORD JUSTICE RIGBY

EARL SPENCER

SIR JULIAN PAUNCEFOTE.

EARL OF KIMBERLEY

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the affairs of Guernsey and Jersey, dated the 5th day of November, 1894, in the words following, viz. :—

Havre de
St. Pierre-
Port et
Marchés.
Service d'Eau.

“YOUR MAJESTY, having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of Sir Edgar MacCulloch, Knight, Bailiff of the Island of Guernsey, dated the 25th day of October, 1894, setting forth :—That by an Order in Council of the 30th day of April, 1894, Your Majesty was most graciously pleased, on the humble Petition of the States of that Island, to approve

1894.

of certain works, as voted by the States on the 17th day of November, 1893 :—That one important item of the said Works was the construction of a Cistern and laying of pipes to convey water for the use of the Harbour of Saint Peter-Port, as also for the use of the Public Markets, and Your Majesty was graciously pleased to authorize half the cost thereof to be taken out of the revenue of the Harbour of Saint Peter-Port :—That at a meeting of the States of that Island, holden before John Le Mottée, Esq., Lieutenant-Bailiff, on the 10th day of October, 1894, the States voted £230 sterling for laying a second line of pipes to convey water for the use of the Public Markets, and for the use of the Harbour of Saint Peter-Port, one-half of the cost to be charged to the account of the said Harbour, and further resolved to petition Your Majesty praying that Your Royal approval be granted thereto and that Your Royal Sanction be given to apply the revenue of the said Harbour for defraying one-half of the cost thereof ; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to approve of the additional works for the Water Supply of the Public Markets and the Harbour of Saint Peter-Port, as voted by the States on the 10th of October, 1894, and also to sanction that one-half of £230 sterling (the cost of the said additional Works) be charged to the revenue of the Harbour of Saint Peter-Port.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to approve of and to sanction the carrying out of the additional Works for the

Water Supply of the Public Markets and the Harbour of Saint Peter-Port, as voted by the States on the 10th day of October, 1894, and also to sanction that one-half of £230 sterling (the cost of the said additional works) be charged to the revenue of the Harbour of Saint Peter-Port.”

1895.

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof and to approve of and sanction the carrying out of the additional Works for the Water Supply of the Public Markets and the Harbour of Saint Peter-Port, as voted by the States on the 10th day of October, 1894, and also to sanction that one-half of the £230 sterling (the cost of the said additional Works) be charged to the revenue of the Harbour of Saint Peter-Port.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

(Enregistré sur les Records le 28 Mai 1895.)

AT THE COURT AT WINDSOR

the 11th day of May 1895

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

SPEAKER OF THE HOUSE OF

LORD CHAMBERLAIN

COMMONS

LORD KENSINGTON

MR. ARNOLD MORLEY.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the

Loi relative au
Colportage.

1895.

Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 22nd day of March, 1895, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Sir Edgar MacCulloch, Knight, Bailiff of Guernsey, dated the 1st March, 1895, setting forth :—That at the Court of Chief Pleas holden on the 21st day of January, 1895, a Bill or Projet de Loi as set forth in the Schedule, marked A, thereunto annexed, intituled “Loi Relative au Colportage,” was adopted, the object of the Projet being to introduce some changes in the regulations relating to Hawkers and Pedlars, substituting the present Projet de Loi in the place of that sanctioned by an Order of Your Majesty in Council of the 30th day of June, 1890 ; that at an assembly of the States of the Island, holden before John Le Mottée, Esquire, Lieutenant-Bailiff, on the 20th of February, 1895, the above-named Projet de Loi was approved with a view to its being submitted to Your Majesty in Council, for Your Majesty’s Royal Sanction ; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the said Bill or Projet de Loi intituled “Loi relative au Colportage” as set forth in the Schedule thereunto annexed, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same should have force of Law within Your Majesty’s Island of Guernsey.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to sanction the said Projet de Loi

intituled "Loi relative au Colportage," and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have force of Law within Your Majesty's Island of Guernsey."

1895.

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have force of law within the Island of Guernsey."

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council:—

LOI RELATIVE AU COLPORTAGE.

1.—Le Colportage pour la vente d'effets et marchandises, autres que les comestibles colportés par un habitant, ne pourra être exercé dans cette île que par des personnes qui auront préalablement obtenu licence pour cet effet.

2.—La Cour Royale statuera sur la manière d'accorder les licences, ainsi que sur les règlements qui doivent être observés par ceux qui les ont obtenues, bien entendu que le taux d'une licence n'excédera pas la somme de £4 stg. par an.

3.—Tous ceux qui enfreindront la présente Loi seront punis d'une amende, à discrétion de Justice, qui

1895. ne sera pas moindre de £28 tournois et n'excédera pas £98 tournois. Après la deuxième infraction sera tout délinquant sujet à une amende, à discrétion de Justice, qui n'excédera pas £280 tournois.

Est et demeure rappelée la Loi relative au Colportage, sanctionnée par Ordre de Sa Majesté en Conseil, en date du 30 Juin, 1890, enregistrée sur les Records de cette île, aux fins d'Acte de la Cour Royale en date du 12 Juillet 1890.

(Enregistré sur les Records le 28 Mai 1895.)

AT THE COURT AT WINDSOR

the 11th day of May 1895

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY	
LORD PRESIDENT	SPEAKER OF THE HOUSE OF
LORD CHAMBERLAIN	COMMONS
LORD KENSINGTON	MR. ARNOLD MORLEY.

Loi sur les
Ecoles dites
"Certified
Reformatory
Schools."

WHEREAS there was this day read at the Board a report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 25th day of April, 1895, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Sir Edgar MacCulloch, Knight, Bailiff of Guernsey, dated March 1st, 1895, setting forth :—That on the 21st day of January, 1895, the Court of Chief Pleas of the Island of Guernsey adopted a Projet de Loi or Bill, having for its object the reformation of youthful Criminals, entitled ‘Loi sur les Écoles dites ‘Certified Reformatory Schools’ which was laid before the States of the Island on the 20th day of February, 1895, and was by them approved with a view to its being submitted to Your Majesty’s gracious consideration (a copy of the said Projet de Loi being annexed in a

Schedule to the said Petition marked A.), and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the said Projet de Loi or Bill so passed by the Royal Court, and approved by the States of that Island, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same should have force of Law within the Island of Guernsey.

1895.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to sanction the said Projet de Loi entitled ‘Loi sur les Écoles dites ‘Certified Reformatory Schools,’ and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have force of Law within Your Majesty’s Island of Guernsey.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have force of Law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty’s Officers, for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

1895.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order
in Council :—

LOI SUR LES ÉCOLES DITES “ CERTIFIED
REFORMATORY SCHOOLS.”

Enfant de 12 à
16 ans
condamné.

1.—Toutes les fois qu'un enfant traduit devant Justice, qui paraîtra à la Cour être âgé de moins de seize ans, sera trouvé coupable d'un crime ou d'un délit punissable par emprisonnement ou servitude pénale, la Cour, outre un emprisonnement ou à la place d'emprisonnement ou de servitude pénale, pourra ordonner que le dit enfant soit envoyé à telle école dite “ Certified Reformatory School ” qui pourra être autorisée par le Secrétaire d'État à le recevoir, afin qu'il y soit détenu pour le terme fixé par la Cour, lequel ne sera pas moins de trois ans et n'excédera pas cinq ans ; pourvu toutefois ce ne soit que pour un terme qui, dans l'opinion de la Cour, devra expirer, soit lorsque le dit enfant atteindra l'âge de dix-neuf ans, soit avant le dit âge. Pourvu toutefois que le pouvoir ci-dessus ne sera pas exercé dans le cas d'un enfant âgé de moins de douze ans, à moins qu'il n'ait été déjà traduit devant la Justice pour un délit punissable par un emprisonnement ou la servitude pénale.

Frais
d'entretien.

2.—Le montant annuel requis pour la garde, nourriture et entretien d'un enfant détenu comme dessus, comme aussi ses frais de voyage, d'aller et retour, seront payés par le Superviseur de la Chaussée pour le compte des États de cette île.

Père, mère,
etc. sujet à
payer ds. la
semaine.

3.—Le père, la mère ou autre personne légalement tenue de garder nourrir et entretenir un enfant qui est détenu dans une école dite “ Certified Reformatory School,” sera sujet à payer au Superviseur de la Chaussée une somme qui n'excédera pas cinq chelins la semaine en aide des frais du maintien de tel enfant. Et sur la plainte du dit Superviseur, ou de l'un des

Connétables de cette île, la Cour pourra faire comparaître devant elle, tel père, mère ou autre personne, et après avoir examiné l'état de ses moyens, émaner tel ordre qu'elle jugera convenable par rapport au paiement d'une somme par semaine en aide des dits frais. 1895.

4.—Sans porter atteinte à ses autres pouvoirs, il sera loisible à la Cour d'ordonner, que tout enfant traduit devant elle, aux fins de la présente Loi, soit tout simplement détenu dans la prison publique ou dans tel autre lieu que la Cour trouvera convenable, et dont l'occupant se déclarera prêt à le recevoir, et ce pour un terme qui n'excédera pas quatorze jours. Si l'enfant s'échappe du lieu où il est ainsi détenu il pourra y être ramené sans qu'il soit nécessaire de décréter un décret de prise de corps.

Cour ordonnera lieu où l'enfant sera détenu pendant la quinzaine.

5.—L'autorité qui, par cette Loi, est donnée à la Cour, pourra être exercée soit par la Cour en Corps, soit par la Cour siégeant en Police Correctionnelle.

Autorité donnée à la Cour en Corps et à la Cour de Police.

(Enregistré sur les Records le 27 Juillet 1895.)

AT THE COURT AT WINDSOR

the 4th day of July, 1895.

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT	SIR HENRY JAMES
LORD PRIVY SEAL	MR. AKERS-DOUGLAS
MARQUESS OF LANSDOWNE	MR. LONG.
LORD GEORGE HAMILTON	

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council, for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 4th day of July, 1895, in the words following, viz. :—

Auregny. Havre du Braze. Extension.

1895.

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee a Petition of the States of the Island of Alderney, dated the 12th June, 1895, setting forth, among other matters, that the Harbour at Braye in the Island of Alderney has long been found to be insufficient, that the said Harbour is the sole property of the Commissioners of Your Majesty’s Woods and Forests, that all dues arising therefrom are received by the said Commissioners, so that the States are thereby powerless and cannot themselves forward what is required for the benefit of Trade and the position of the Island by giving the necessary accommodation for shipping, that trade cannot therefore possibly advance, that the prosperity of the Island is at a standstill, and suggesting means whereby the required accommodation of the said Harbour could be given, as shown in the Plan which accompanied the said Petition, at the cost of £8,550, and praying that the said Commissioners of Your Majesty’s Woods and Forests would construct the said Harbour, the States assisting in defraying the cost of outlay by paying the sum of £2,000 by annual instalments of £200 out of the Impôt upon Spirits imported into the Island, such Impôt to be raised for the purpose from 2s. 6d. to 4s. 2d. per Gallon : THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, together with a Scheme by the Commissioner of Your Majesty’s Woods, &c., to the following effect, viz., the construction of a pier 120 feet long and 30 feet wide within Braye Harbour with an extension towards the Admiralty Breakwater 150 feet in length and 50 feet in breadth, subject to any improvement as to details, at an estimated cost of £12,250 ; the work to be carried out by the Lords

Commissioners of the Admiralty as a repayment service, and the usual extra charge of 20 per cent. to be waived in this case,—the States of Alderney to contribute towards the expenses of the local administration of the Island now defrayed by the Woods, Forests, and Land Revenue Department the sum of £100 sterling per annum to be paid to the Department out of the Impôt Dues, such contribution to rank next in precedence to the Interest and Sinking Fund of Debt amongst the charges on the Impôt, and to defray the cost of maintenance and repair of the Greffier's House, Court House, Gaol and Gaoler's House, the sinking fund for repayment of the Alderney States debt to be reduced from £100 sterling to £50 sterling per annum, that the Lords Commissioners of Your Majesty's Treasury have signified their assent to the said Scheme of the Commissioner of Your Majesty's Woods, &c., and to an Act of the States of Alderney of 23rd April, 1895, as amended on the 25th May, 1895, accepting the said Scheme and agreeing to conditions as set forth in the Act as amended.

1895.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to approve of the said Scheme of the Commissioner of Your Majesty's Woods, &c., and of the Act of the States of Alderney of the 23rd April, 1895, as amended on the 25th May, 1895.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, was pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to approve of and ratify the said act as amended, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Alderney.

1895.

And Her Majesty, by and with the like advice, is further pleased to authorize the construction of a pier 120 feet long and 30 feet wide within Braye Harbour, with an extension towards the Admiralty Breakwater 150 feet in length and 50 feet in breadth, subject to any improvement as to details, at an estimated cost of £12,250, the work to be carried out by the Lords Commissioners of the Admiralty, as a repayment service, and the usual extra charge of 20 per cent. to be waived in this case, the States of Alderney to contribute towards the expenses of the Local Administration of the Island now defrayed by the Woods, Forests, and Land Revenue Department the sum of £100 sterling per annum, to be paid to the Department out of the Impôt Dues, such contribution to rank next in precedence to the Interest and Sinking Fund of Debt amongst the charges on the Impôt, and to defray the cost of maintenance and repair of the Greffier's House, Court House, Gaol, and Gaoler's House, the sinking fund for repayment of the Alderney States Debt to be reduced from £100 sterling to £50 sterling per annum.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said Act (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the said Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island of Guernsey, and also the Judge and Jurats of the said Island of Alderney, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

AUX ÉTATS DE L'ILE D'AUREGNY

1895.

Tenus le 23 Avril 1895 devant Jean A. Le Cocq Ecuier Juge, Presents Pierre Herivel, Jean N. Le Bair, Nicolas B. Renier, William J. Baron, Jean M. Duplain, et Thomas J. Robilliard Ecuiers Jurés. Et Messrs. les Douzainiers représentant le Droit du Public et en presence du Major Gall 2 Bn Royal Fusiliers stationé en cette Ile représentant son Excellence le Lt Gouverneur.

* Les Etats étant ce jour extraordinairement Assemblée pour entendre lecture de plusieurs Lettres reçues du Lord President of the Council et de la Trésorerie demandant la confirmation des propositions faites par les Etats à l'égard des améliorations du Port de Bray lesquelles propositions sont—

- 1° Que la somme de £100 sterling sera payée annuellement à tout jamais par les Etats hors du Revenu de l'Impôt aux "Commissioners of Woods and Forests" comme contribution faites par les Etats envers le paiement des dépenses de l'Administration Local.
- 2° Que les Etats prendront sous leurs soins les Bâtiments de la Cour, la Maison du Greffier, la Maison du Geolier et la Prison, et qu'ils garderont et maintiendront les sus-dits Bâtiments en bonne reparations à leurs frais.
- 3° Que permission leurs soient accordée d'augmenter l'Impôt, si plus tard il est trouvé nécessaire de 2s. 6d. à 3s. 4d. le gallon.
- 4° Que la somme de £100 sterling payée annuellement par les Etats envers la redemption de leurs dette sera à l'avenir reduite de £100 sterling à £50 sterling par an.

Ont les Etats après avoir sur ce ouïe les conclusions du Procureur de la Reine, confirmé en entier les

* Le texte de cet Acte est conforme à l'original.

1895.

sus-dites Propositions et de plus ils consentent à ce que la sus-dite somme de £100 sterling montant contribué par eux annuellement envers le paiement des dépenses de l'Administration Local sera le premier paiement fait par les Etats après l'Intérêt et la caisse d'amortissement de la dette des Etats.

JOHN RENIER

Dep^{té} Greffier de la Reine.

Extrait des Regitres

Acte du 23 Avril, 1895,

Avec Amendements.

(Enregistré sur les Records le 26 Octobre 1895.)

AT THE COURT AT BALMORAL,

The 3rd day of October, 1895.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

EARL OF KINTORE

MR. CHAPLIN

EARL OF HOPETOUN

SIR FLEETWOOD EDWARDS.

Havre de St.
Pierre-Port.
Albert Dock.
Travaux
autorisés.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 24th day of August, 1895, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 3rd August, 1895, setting forth that from the year 1851, when the enlargement of the Harbour of St. Peter-Port was commenced, many items had from time to time been voted towards the completion of the works: that one item, the removal of the rocky bottom of that portion of the Harbour known as “The Albert Dock,” a very small

portion of which was done in 1888, still remained to be completed ; that this matter was brought before the States, at an Assembly holden before John Le Mottée, Esquire, Lieutenant Bailiff, on the 19th day of June, 1895, whereupon the States voted the said work, at the estimated expenditure of one thousand pounds sterling, subject to Your Majesty's most gracious approval of the same, and Your Royal Sanction to apply that amount to the said purpose, out of the Revenue of the Harbour of St. Peter-Port ; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to approve of the proposed works for deepening the portion of St. Peter-Port Harbour, as voted by the States of the Island of Guernsey, on the 19th day of June, 1895 ; and to sanction the application of the sum of one thousand pounds sterling, to be taken out of the Revenue of the Harbour of St. Peter-Port for the execution of the aforesaid work :

1895.

“ THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to approve of the work, voted by the States of Guernsey on the 19th day of June, 1895, being carried out ; and also to sanction the application of the sum of £1,000 sterling, to be taken out of the Revenue of the Harbour of St. Peter-Port for the execution of the work as aforesaid.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof and to approve of the work voted by the States on the 19th day of June, 1895, being carried out, and also to sanction the application of the sum of £1,000 sterling,

III.—B.

1896.

to be taken out of the Revenue of the Harbour of St. Peter-Port for the execution of the work as aforesaid.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

(Enregistré sur les Records le 22 Février 1896.)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT,
The 8th day of February 1896.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

SIR R. TEMPLE

LORD PRIVY SEAL

MR. STUART-WORTLEY.

LORD ASHBOURNE

Havre de
St. Samson.
Reconstruc-
tion du Quai
du Nord et
nouveaux
travaux
autorisés.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 24th day of January, 1896, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 14th January, 1896, setting forth that certain works estimated to cost Four thousand three hundred pounds, for maintaining and improving the Harbour of St. Sampson in the said Island, were approved by the said States at an Assembly holden

1896.

before Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff, and the sum of Four thousand three hundred pounds was voted at the said Assembly for defraying the cost for carrying the said works into execution, the same to extend over a period of three years and the outlay not to exceed the sum of fifteen hundred pounds per annum: that the said works include 1° The reconstruction of a portion of the wall of the North Quay which is now in a dangerous condition; 2° The removal of a mass of rock within the said Harbour, called "Les Maisonnettes" and the deepening of the said Harbour between the said rocks and the careening slip at the Western extremity of the Harbour; 3° The widening of the North Quay of the said Harbour at its Western extremity and the formation of a Slipway to connect the said Quay with the Harbour: and most humbly praying that Your Majesty in Council would be graciously pleased to sanction the said works approved by the States and the application of the revenues of the said Harbour to the payment of the aforesaid sum of Four thousand three hundred pounds, the estimated cost of the said works, provided always that the sum so to be drawn from the revenues of the said Harbour should not exceed fifteen hundred pounds per annum:

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to approve of the works voted by the States of Guernsey being carried out, and also to sanction the application of the revenues of the Harbour of St. Sampson, to the payment of the sum of Four thousand and three hundred pounds, the estimated cost of the said works, provided that the sum to

1896.

be drawn from the revenues of the said Harbour shall not exceed fifteen hundred pounds per annum."

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to approve of the proposed works for the improvement of the Harbour of St. Sampson, and also to sanction the application of the sum of Four thousand and three hundred pounds to be taken out of the revenues of the said Harbour for the execution of the said works, provided that the sum to be drawn from the said revenues shall not exceed fifteen hundred pounds per annum.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

(Enregistré sur les Records le 27 Juin 1896.)

AT THE COURT AT WINDSOR,

The 13th day of May, 1896.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

EARL OF KINTORE

LORD BALFOUR OF BURLEIGH.

Havre de
St. Samson.
Horloge.
Transfert au
Comité du
Havre du
maintien de
partie des
Quais du
Havre.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 23rd day of March, 1896, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 9th day of March, 1896, setting forth that at an Assembly of the States of Your Majesty’s Island of Guernsey, holden before Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff, on the 6th day of March, 1896, certain changes and improvements in connection with the Harbour of St. Sampson in that Island were approved; that these changes and improvements involve :—

1896.

“1st. The removal of the Public Clock from its present position, at the Weighbridge, on the South Quay of the said Harbour to a Clock Tower which it is proposed to erect in front of the Harbour Master’s Office also on the South Quay of the said Harbour, a place more central and deemed more convenient for sailors and the working classes in general.

“2nd. The transfer of the maintenance and repair, and the reconstruction in the future of the Western portion of the Quays of the said Harbour (between the ‘Life Boat House’ on the North Quay, and the Weighbridge on the South Quay) from the ‘Public Roads Committee’ of the Island, to the ‘St. Sampson’s Harbour Committee,’ upon the same terms and conditions as apply to the remainder of the Quays of the said Harbour, which are already under the supervision and management of the said Harbour Committee ;

That the States, at the said Assembly, voted the sum of Three hundred and sixty-five pounds sterling for

1896.

defraying the cost of erection of the said Clock Tower and the repairs and expenses connected with the said Clock, and resolved to present a humble Petition to Your Majesty in Council, praying Your Majesty to sanction the aforesaid changes and improvements, and to permit the revenue of the said Harbour of St. Sampson to be applied to the payment of the said sum of Three hundred and sixty-five pounds, as also to the annual cost for maintaining, repairing, and reconstructing in the future the Western portion of the Quays of the said Harbour; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to sanction the aforesaid changes and improvements in connection with St. Sampson's Harbour, and to permit the revenue of the said Harbour to be applied to the payment of the sum of Three hundred and sixty-five pounds, the estimated cost of erection of the said Clock Tower, and of repairs and expenses connected with the said Clock, as also to the annual cost for maintaining, repairing, and reconstructing in the future the Western portion of the Quays of the said Harbour:

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to approve of the changes and improvements in connection with St. Sampson's Harbour proposed by the States, and to permit the revenues of the said Harbour to be applied to the payment of the sum of Three hundred and sixty-five pounds sterling, the estimated cost of the said changes, as also to the annual cost of maintaining, repairing, and reconstructing in the future the Western portion of the Quays of the said Harbour.

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to approve of the changes and improvements in connection with St. Sampson's Harbour proposed by the States of Guernsey, and also to sanction the application of the revenues of the said Harbour to the payment of the sum of £365 sterling, the estimated cost of the said changes, as also to the annual cost for maintaining, repairing, and reconstructing in the future the Western portion of the Quays of the said Harbour.

1896.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

(Enregistré sur les Records le 11 Juillet 1896.)

AT THE COURT AT WINDSOR,

The 29th day of June, 1896.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

LORD ARTHUR HILL

EARL OF KINTORE

LORD BALFOUR OF BURLEIGH.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 11th day of June, 1896, in the words following, viz. :—

Loi relative à
l'Application
des Peines.
Mineurs de
18 ans.
Coups de
verges.

1896.

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 28th day of April, 1896, setting forth that there is at present in force in the said Island of Guernsey a Law intituled ‘Loi relative à l’application des Peines’ which gives authority to the Royal Court to subject to corporal punishment lads under 18 years of age when convicted of certain specified misdemeanours. That it has frequently been deemed desirable in the case of misdemeanours other than those specified in the aforesaid Law proved against lads under 18 years of age that the Royal Court should possess a similar power to the one referred to above so as to enable it to deal summarily with these cases without being obliged to subject the offenders to a lengthened term of imprisonment or even under given circumstances to any imprisonment whatever. That with a view to attain this end the Royal Court on the 21st day of March, 1896, adopted a Bill or ‘Projet de Loi’ intituled ‘Loi supplémentaire à la Loi relative à l’application des Peines’ as set forth in the Schedule annexed to the Petition and requested the Bailiff to lay the same before the States for their approval. That at an assembly of the States holden before Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff, on the 24th day of April, 1896, the States approved of the aforesaid ‘Projet de Loi’ and most humbly prayed that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the said Bill or ‘Projet de Loi’ intituled ‘Loi supplémentaire à la Loi relative à l’application des Peines’ and to declare it to be Your Royal Will and Pleasure that the same should have force of Law within the Island of Guernsey :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition and ‘Projet de Loi’ into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of Guernsey.”

1896.

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said “Projet de Loi” and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said “Projet de Loi” (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty’s Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI SUPPLÉMENTAIRE À LA LOI RELATIVE À
L’APPLICATION DES PEINES.

Pourront être adjugés en Police Correctionnelle à recevoir jusqu’à vingt-quatre coups de verges, pourvu qu’ils soient du sexe masculin et mineurs de dix huit ans et ce comme peine soit supplémentaire à ou à la place d’emprisonnement—ceux qui se seront rendus coupables de délits punissables par emprisonnement.

1896.

Ne déroge pas cette présente Loi à l'Article 14 de la Loi relative à l'application des Peines, confirmée par Ordre de Sa Majesté en Conseil du 24 Juin 1856, enregistré sur les Records de cette île le 5 Juillet 1856.

(Enregistré sur les Records le 14 Août 1896.)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT,
The 1st day of August, 1896.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

LORD PRIVY SEAL

LORD ARTHUR HILL.

Auregny.
Impôt pour 5
ans sur
liqueurs,
cordiaux,
vins, bière.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 24th day of July, 1896, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of J. A. Le Cocq, Esquire, Judge and President of the States of the Island of Alderney, setting forth that on the 30th July 1891 Your Majesty was most graciously pleased by and with the advice of Your Majesty's most Honourable Privy Council to grant to the States of Your Majesty's Island of Alderney the power to levy for the term of Five Years from the 2nd August 1891 to the 2nd August 1896 a duty of 2s. 6d. per gallon on all Spirituous Liquors retailed and consumed in Your Majesty's Island of Alderney, also a duty of 1s. per gallon on all Wines consumed in the Island, and also 2d. per gallon on all Beer imported and consumed in the Island ; the proceeds of which duties were to be

1896.

applied from time to time by the joint discretion of the States and the Court of the Island, towards the liquidation of the Public debt; in works or other purposes of Public utility; in keeping Public Buildings in repair; in continuing the construction and repair of Roads; to pay to the Directors of the Public Schools such expenses beyond the endowment as may appear in the Yearly Accounts to have been incurred; also authorizing the States to make such regulations for raising and collecting such duties as may seem to them meet and proper. That the power granted to the States of the Island to levy the said duties will cease on the 2nd day of August, 1896; and humbly praying that Your most gracious Majesty would be pleased to grant to the States of the Island a power to levy for a further period of Five Years from the 2nd August, 1896, to the 2nd August, 1901, a duty of 2s. 6d. per gallon as heretofore on all spirituous liquors consumed in the Island; a duty of 2s. 6d. per dozen on all cordials consumed in the Island; a duty of 1s. per gallon on all wines consumed in the Island, and also 2d. per gallon on all Beer imported and consumed in the Island—the proceeds of the said Impôts to be applied by the States according to certain conditions. And also humbly praying that Your Majesty might be pleased to authorize the States of the Island to make from time to time such regulations for raising and collecting such duties as might be found meet and proper :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to grant to the States of the Island of Alderney the power of levying for a term of five years from the

1896.

2nd day of August, 1896, to the 2nd day of August, 1901, a duty of 2s. 6d. per gallon as heretofore on all spirituous liquors consumed in the Island; a duty of 2s. 6d. per dozen on all cordials consumed in the Island; a duty of 1s. per gallon on all wines consumed in the Island; and also a duty of 2d. per gallon on all beer imported and consumed in the Island, the proceeds of the said duties to be applied by the States according to the following conditions:—

1. That the Impôt Account be kept separately from that of other Funds;
2. That the proceeds of the Impôts be devoted to the following purposes exclusively—
 - (a) Payment of interest on bonded debt— which debt amounts to £450;
 - (b) Payment of the sum of £100 sterling per annum from the 1st April, 1896, to the Commissioners of Woods, Forests, and Land Revenues as a contribution towards the expenses of the local administration of the Island now defrayed out of the Land Revenues, in accordance with Her Majesty's Order in Council of the 4th July, 1895;
 - (c) Rent of Court House;
 - (d) Repairs and maintenance of all Public Buildings;
 - (e) Repairs and maintenance of Public Roads;
 - (f) Redemption of the Public debt at the rate of £50 sterling per annum;
 - (g) New Public works and improvements;

1896.

- (h) To continue sanitary measures when recommended by the Sanitary Committee ;
 - (i) To pay £30 sterling per annum as salary to Her Majesty's Procureur in addition to that paid by Government ;
 - (j) To pay to the Directors of the Parochial Schools such expenditure beyond the endowment as may appear in the yearly accounts to have been incurred ;
 - (k) To assist in paying the expenses of lighting the Town ;
 - (l) To pay the Militia expenses for the year ;
 - (m) To pay Her Majesty's Greffier for the registry of all public documents, printing, postage, &c. ;
 - (n) To pay a portion of Police expenses ; Insurance of all Public Buildings ; care of fire engines ; and cleaning and keeping in repair all Public Tanks ;
3. That a yearly account of the receipt and expenditure of the Impôt be furnished to the Privy Council distinguishing the different terms of expenditure ;
 4. That no debt chargeable to the Impôt be incurred without the previous sanction of Your Majesty in Council ;

“ And the Lords of the Committee are further of opinion that the States of the Island of Alderney should be authorized by Your Majesty

1896.

to make from time to time such regulations for raising and collecting the said duties as may be found meet and proper.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to authorize the levying by the States of the Island of Alderney for a term of five years from the 2nd day of August, 1896, to the 2nd day of August, 1901, of a duty of two shillings and sixpence per gallon on all spirituous liquors consumed in the Island ; a duty of two shillings and sixpence per dozen on all cordials consumed in the Island ; a duty of one shilling per gallon on all wines consumed in the Island ; and also a duty of two pence per gallon on all beer imported and consumed in the Island ; the proceeds of the said duties to be applied by the States in accordance with the conditions set forth in the said Report of the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey :

And Her Majesty is further pleased to authorize the States of the Island of Alderney to make from time to time such regulations for raising and collecting the said duties as may be found meet and proper :

And Her Majesty doth hereby direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Alderney and observed accordingly. And the Judge, Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island of Alderney, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

(Enregistré sur les Records le 19 Août 1896.)

1896.

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT.

The 1st day of August, 1896.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

LORD PRIVY SEAL

LORD ARTHUR HILL.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 22nd day of July, 1896, in the words following, viz.:—

Auregny.
Loi relative au
Pilotage.

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference, of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of John Abraham Le Cocq, Esq., Judge of Alderney and President of the States of Your Majesty's Island of Alderney, setting forth that at a meeting of the States of the Island of Alderney assembled on the Eleventh day of May, Eighteen hundred and Ninety-six, held before Your petitioner to take into consideration the necessity of making certain changes in Pilotage Regulations of the said Island, and that it was thought fit to pass a Law which was thereunto annexed, and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to sanction the said Law and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same should have full force of Law in your Island of Alderney.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply

1896.

with the prayer of the said Petition, and to sanction the said Law entitled 'Loi relative au Pilotage de l'Ile d'Aurégny,' and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have full force of law within Your Majesty's Island of Alderney."

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said Law, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Alderney.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said Law (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island of Guernsey, and also the Judge and Jurats of the said Island of Alderney, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

LAW referred to in the foregoing Order in Council.
PROJET DE LOI RELATIVE AU PILOTAGE DE
L'ILE D'AURÉGNY.

Titre I.

DES PILOTES.

1.—Nul ne pourra exercer l'état de pilote pour cette Ile, ni entreprendre le pilotage d'aucun Navire que ce soit pour entrer sur la rade ou dans les Hâvres de cette Ile ou en sortir, sans avoir été assermenté par la Cour à la charge de pilote après qu'il aura subi

Défense de
piloter sans
avoir été
assermenté.

l'examen ci-dessous prescrit et ce sur la peine d'une amende, à discrétion de Justice, qui ne sera pas moindre de trente livres tournois et n'excédera pas cent livres tournois. 1896.

2.—Sont exemptés de la pénalité portée dans l'article précédent ceux qui préteraient de l'assistance à un Navire hors de route ou en détresse. Exemption en cas de détresse.

3.—Un Comité, composé de M. le Juge, de deux Jurés, et de M. le Procureur de la Reine, s'assemblera, lorsque besoin sera, pour examiner ceux qui désire d'entreprendre le métier de pilote. Le dit Comité pourra requérir l'assistance de toute personne qu'il croira nécessaire pour l'aider dans le dit examen. Comité d'examen.

4.—Chaque candidat qui se présentera pour être examiné produira un certificat de décharge comme *A.B.* et paiera au bénéfice du Comité la somme de Cinq Chelins ; et paiera de plus la somme de Quinze Chelins s'il est approuvé et reçu par le Comité et il recevra dès son assermentement une licence en parchemin signé par le Comité précité. Qualifications du Candidat. Honoraires.

5.—Le Comité assignera un numéro à chaque pilote assermenté, et gardera une liste des dits pilotes, avec leurs numéros respectifs, et les lieux de leur demeure. Le nombre des Pilotes sera limité à 6 résidant dans l'Île. Liste des Pilotes et Numéros.

6.—Tout pilote qui refusera de se rendre au bord d'un vaisseau de Sa Majesté lorsque requis, sera sujet à être puni, à discrétion de Justice, selon l'exigence du cas. Vaisseaux de Sa Majesté.

7.—Chaque bateau pilote portera un pavillon, moitié bleu et moitié blanc, dont la partie blanche sera placée au-dessus de la partie bleue ; la lettre P sera inscrit en noir sur la partie blanche, et le numéro du pilote sera inscrit en blanc sur la partie bleue, près du centre du pavillon ; le tout sur la peine d'une amende, à discrétion de Justice, qui ne sera pas Pavillon de pilote.

1896.

moins de dix livres tournois, et n'excédera pas trente livres tournois, contre le maître ou propriétaire de tel bateau.

Pilote tenu
d'exhiber
licence lors
dûment
requis.

8.—Tout pilote entreprenant le pilotage d'un Navire sera tenu, lorsqu'il en sera requis par le maître ou contre-maître de tel navire, d'exhiber sa Licence, à laquelle sera annexée une copie imprimée du Titre 1 de cette présente Ordonnance, sur la peine de Vingt-une livres tournois d'amende.

Pilotes ne
prêteront pas
licence.

9.—Tout pilote qui prêtera sa Licence à qui que ce soit pour en faire usage pour le pilotage, sera passible d'une amende de cinquante livres tournois, et sa Licence pourra être suspendue ou retirée par la Cour; il sera, en outre, passible de tous dommages causés par l'individu auquel il l'aura prêté.

Licence d'un
pilote mort
sera rendue au
Greffe.

10.—Lors du décès d'un pilote, ses héritiers, ou ceux qui prendront charge de sa succession, seront tenus de remettre sa Licence au Greffe dans huit jours après son décès, sur la peine de dix livres tournois d'amende.

Pilote déréglé.
Peines.

11.—Tout pilote qui se conduira mal, soit en se rendant au bord d'un navire dans un état d'ivresse, soit en causant quelque dommage à un Navire par sa négligence ou son impéritie, forfaira l'entier de son salaire, et sera sujet à payer des dommages-intérêts dans le cas qui en seront susceptible; il sera, en outre, passible de telle amende que la Cour trouvera convenable, et sa Licence pourra être suspendue ou retirée par la Cour.

Pilote
refusant de
piloter.

12.—Tout pilote qui refusera de piloter un navire, sera passible de telle amende que la Cour trouvera convenable, et sa Licence pourra être suspendue ou retirée par la Cour; il sera, en outre, sujet à payer des dommages-intérêts dans le cas où tel navire aurait éprouvé des dommages en conséquence de son refus.

13.—Tout pilote qui exigera un pilotage plus élevé 1896.
 que celui auquel il aura droit, sera sujet à faire Pilote surchargeant pilotage.
 restitution du montant qu'il aura surchargé ; il sera
 aussi sujet à une amende, à discrétion de Justice, qui
 ne sera pas moindre de quatorze livres tournois, et
 n'excédera pas trente livres tournois, et sa Licence
 pourra être suspendue ou retirée par la Cour.

14.—Dans le cas où un pilote se livre habituelle- Pilote ivrogne.
 ment à l'ivrognerie, sa Licence lui sera retirée par la
 Cour.

15.—Tout navire soit à vapeur ou à voile au-dessus Navires au-dessus de 50 tonneaux.
 de cinquante tonneaux de jauge nouvelle mesure, sera
 tenu de prendre un pilote, tant à son arrivée en cette
 Ile qu'à sa sortie, à peine de payer le pilotage
 ordinaire au pilote qui se sera présenté le premier pour
 en prendre la conduite. Sont exceptés les bateaux
 à vapeur avec excursions et les yachts, ainsi que tous
 navires venant sur la rade en relâche ou la quittant,
 pourvu qu'ils ne chargent ni ne déchargent marchan-
 dises ou lest.

16.—Tout maître de navire venant pour cette Ile, Premier pilote se présentant sera pris à bord.
 qui sera sujet à prendre un pilote d'après les disposi-
 tions de l'article précédent, sera tenu de mettre en
 travers à l'approche du premier pilote qui se présen-
 tera, et de le prendre à son bord, sur la peine portée
 dans le dit article.

17.—Le premier pilote qui se rendra le long d'un Préférence des pilotes.
 navire venant pour cette Ile aura la préférence, et le
 pilote qui aura entré un navire aura la préférence à sa
 sortie s'il se présente. Tout maître de navire qui
 refusera, sans raison valable, d'employer le pilote qui
 à droit à la préférence, et qui en emploiera un autre,
 sera tenu de le payer de la même manière que s'il eut
 accepté ses services.

18.—Tout pilote qui abordera un navire venant du Pilote et Maître de Navire tenus de hisser pavillon national.
 large et en prendra la conduite, enjoindra au maître

1896. de hisser son pavillon national au haut du grand mât, afin de faire connaître qu'il à un pilote au bord, et ce sur la peine de quatorze livres tournois d'amende contre le pilote qui négligera de ce faire ; et sera le maître de tel navire passible de la même amende s'il refuse ou néglige de hisser ainsi son pavillon national lorsqu'averti par le dit pilote.
- Par mauvais temps bateau pilote guidera. 19.—Si le mauvais temps empêche un pilote de monter au bord d'un navire en mer, le navire et le bateau pilote seront tenus de faire, en sorte que le bateau pilote prenne le devant et serve de guide ; et tel navire sera tenu de payer le même pilotage qu'il aurait payé si le pilote était monté au bord.
- Taux de Pilotage. 20.—Le taux du pilotage sera suivant au tarif marqué A, à la fin de ce présent Titre.
- Salaires par journée. 21.—Tout pilote qui sera obligé de rester au bord d'un navire dans la rade recevra 5s. par jour de vingt-quatre heures, et ses vivres.
- Tarif ne s'étend pas à cas de détresse. 22.—Les taux du pilotage portés dans le tarif ne s'étendront pas aux navires en détresse, ni au cas de périls et difficultés extraordinaires.
- Pilotes procureront copie de cette Ordonnance. 23.—Chaque pilote se procurera au Greffe une copie de Titre 1 de cette présente Ordonnance, avec une traduction en Anglais imprimée, pour laquelle il paiera 2s. 6d. et laquelle sera annexée à sa Licence.
- Frais curiaux en cas de poursuites. 24.—Tout pilote qui sera obligé d'intenter poursuite judiciaire pour le paiement de son pilotage, et qui obtiendra sa demande avec frais par Acte de Cour, aura droit de charger les frais curiaux au même taux que ceux chargés par les officiers publics, en outre ses journées sur le pied d'une livre quinze sols tournois par jour.
- Application des amendes. 25.—Les amendes portées aux articles de ce Titre seront appliquées, un quart à la Reine et trois quarts au délateur.

A.
Le TAUX PROPOSÉ pour le PILOTAGE sera comme suit.

	Navires au dessus de 50 tonneaux de Jauge Nouvelle mesure et au dessus de 80 tonneaux.		Navires de 80 tonneaux et au dessus jusqu'à 100 tonneaux de Jauge Nouvelle mesure.		Navires au dessus de 100 tonneaux de Jauge Nouvelle mesure.	
	s.	d.	s.	d.	s.	d.
Pour Navire à Vapeur ou à voile autre que ceux aux avec excursions ou les Yachts.	7	6	15	0	20	0
Pour amener un navire du large à la rade et l'aura mouillé et amarré sur la rade lorsque nécessaire.	5	0	7	6	10	0
Pour entrer un Navire de sur la rade dans un des Hâvres	10	6	16	0	22	0
Pour entrer un Navire du large directement dans un des Hâvres	10	6	16	0	22	0
Pour sortir un Navire d'un des Hâvres sans mouiller ni amarrer en rade	12	6	22	6	30	0
Pour sortir un Navire d'un des Hâvres, lorsqu'il est nécessaire de le mouiller ou amarrer en rade.						

Le mot "large" sera entendu d'être en dehors de l'entrée du Brise mer et ligne avec la roche
grois de dehors.

1896.

(Enregistré sur les Records le 19 Août 1896.)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT,
The 1st day of August, 1896.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

LORD PRIVY SEAL

LORD ARTHUR HILL.

Loi relative
aux Personnes
accusées de
Crime pour la
première fois
"First
Offenders
Act."

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 31st day of July, 1896, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth that the Royal Court of Guernsey, deeming it to be undesirable, under given circumstances, to commit to Prison persons convicted for the first time of misdemeanours punishable by imprisonment, did, on the 9th day of May, 1896, adopt a Bill or ‘Projet de Loi’ intituled ‘Loi relative aux personnes accusées de crime pour la première fois’ and prayed the Bailiff to submit the same to the States for their consideration : that at an Assembly of the States, holden before Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff, on the 17th day of June, 1896, the States approved of the said ‘Projet de Loi’; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the Bill or ‘Projet de Loi’ intituled ‘Loi relative aux Personnes accusées de Crime pour la première fois’ as set forth in the Schedule annexed to the said Petition, and to declare it to be Your Royal Will and pleasure that the same should have force of law within the Island of Guernsey :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agreee humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of Guernsey, and to approve of and ratify the said Act entitled ‘Loi relative aux Personnes accusées de Crime pour la première fois.’”

1896.

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty’s Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI RELATIVE AUX PERSONNES ACCUSÉES DE CRIME POUR LA PREMIÈRE FOIS.

Attendu qu’il convient de statuer pour les cas où il y a lieu d’espérer que la réformation des personnes trouvées coupables de crime ou de délit pour la

1896. première fois pourra s'effectuer sans les assujettir à un emprisonnement.

Lorsqu'un accusé aura été trouvé coupable de vol, de faux prétextes ou d'autre crime ou délit punissable par emprisonnement, il sera loisible à la Cour siégeant comme Cour Criminelle ou comme Cour de Police Correctionnelle, si l'accusé n'a pas été déjà condamné pour crime ou délit, et cas avenant que son âge, son caractère, ses antécédents, les circonstances atténuantes ou le peu de gravité du cas rendent désirable de ce faire, au lieu de prononcer une sentence immédiate de condamnation d'ordonner que le dit accusé ainsi trouvé coupable sera libéré en donnant sa caution juratoire, ou en fournissant caution pécuniaire, à la discrétion de la Cour, de se présenter en Cour toutes fois et quantes qu'il en sera requis, pour recevoir sa sentence et entretemps de se bien conduire et de garder la paix envers tous et un chacun.

(Enregistré sur les Records le 19 Août 1896.)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT,
The 14th day of August, 1896,

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY,

LOED PRESIDENT
LOED STEWARD

LOED ARTHUR HILL
MR. LONG.

Loi relative
à la
Vaccination.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 5th day of August, 1896, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the

1896.

humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated April 28th, 1896, setting forth that there is at present no Law in force for the compulsory vaccination of children born in the said Island : that to remedy this state of things the Royal Court, on the 3rd day of March, 1896, adopted a Bill or 'Projet de Loi' intituled 'Loi relative à la vaccination des enfants,' and requested the Bailiff to submit the same to the States for their approval : that at an Assembly of the States, holden before Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff, on the 24th day of April, 1896, the said 'Projet de Loi' was presented for the consideration of the States, who approved of the same in the form set forth in a Schedule annexed to the said Petition, and further resolved to present a humble petition to Your Majesty in Council praying Your Majesty to give Your Royal sanction thereto : and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal sanction to the said Bill or 'Projet de Loi,' intituled 'Loi relative à la vaccination des enfants,' as set forth in the Schedule to the said Petition, and to declare it to be your Royal Will and pleasure that the same should have force of Law within the Island of Guernsey :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to sanction the said 'Projet de Loi,' intituled 'Loi relative à la vaccination des enfants' ; and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have force of Law within Your Majesty's Island of Guernsey.”

1896.

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order as it is hereby ordered, that the same shall have force of Law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI RELATIVE À LA VACCINATION DES ENFANTS.

Considérant que la vaccination est le seul moyen connu d'empêcher le développement de la variole ;

Que cctte opération ne présente aucun danger lorsqu'elle est pratiquée suivant les règles de l'art ;

Que non seulement elle n'est pas dangereuse en temps d'épidémie de variole, mais qu'elle est le seul moyen qui puisse arrêter ces épidémies ;

Que la variole a presque complètement disparu des pays où la vaccination et la ré-vaccination sont obligatoires et régulièrement pratiquées.

Considérant que le vaccin animal offre une source pure de vaccin, donnant une sécurité absolue, et pouvant satisfaire à toutes les éventualités.

ARTICLE GÉNÉRAL.—Dans cette Loi le terme “Parent” s’applique à toute personne ayant charge d’un enfant ; le terme “Vaccinateur” s’applique au Vaccinateur Public, au médecin ou au chirurgien exerçant sa profession dans cette île auquel un enfant sera présenté pour la vaccination ; le terme “la Paroisse d’un Enfant” s’applique à la paroisse où l’enfant est né ; le terme “Régistrare” s’applique au Régistrare ou au Député-Régistrare des Naissances et des Morts de la paroisse où l’enfant est né.

1896.

Définitions.

1.—Il sera nommé par chaque paroisse de cette île, aux frais de la paroisse, au moins un médecin ou chirurgien exerçant sa profession en cette île, qui exercera dans la paroisse les devoirs de “Vaccinateur Public.”

Vaccinateur Public sera nommé par chaque Paroisse.

2.—Le Vaccinateur Public sera obligé de vacciner avec du vaccin animal (anglicé “Calf Lymph”), fourni par lui à ses propres frais.

Vaccinateur Public tenu de vacciner avec “Calf Lymph.”

3.—Le Comité Paroissial pour la salubrité publique et le Vaccinateur Public fixeront le lieu, le jour et l’heure où les vaccinations et la présentation des enfants auront lieu ; bien entendu que le Vaccinateur Public s’y trouvera lorsque nécessaire.

Le lieu, le jour et l’heure des vaccinations seront fixés.

4.—Lors de l’enregistrement de la naissance d’un enfant le Régistrare ou Député-Régistrare livrera au parent ou autre personne représentant le parent dudit enfant selon le cas, la Forme d’Instructions, modèle “A” et sera le dit parent tenu de s’y conformer sous les peines ci-dessous mentionnées.

Forme d’Instructions sera livrée par Régistrare lorsqu’une naissance est enregistrée.

5.—Le parent d’un enfant qui naîtra en cette île après l’enregistrement de cette présente loi, devra, dans les trois mois de la naissance de l’enfant, le présenter avec la Forme d’Instructions qu’il aura reçue du Régistrare, soit au Vaccinateur Public de la paroisse où l’enfant est né, soit à ses propres frais à un autre médecin ou chirurgien exerçant sa profession

Dans le 3 mois de la naissance parent doit présenter l’enfant pour vaccination.

1896.

en cette île, pour être vacciné suivant les prescriptions de la présente loi. Le Vaccinateur devra le vacciner si l'enfant se trouve dans un état de santé qui ne l'empêche pas d'être vacciné.

Dans les 7 jours l'enfant sera représenté au Vaccinateur.

6.—Dans la semaine suivante, et le même jour de la semaine que celui où l'opération a été pratiquée, le parent devra représenter l'enfant au Vaccinateur, de façon qu'il soit examiné pour déterminer le résultat de l'opération. Dans le cas de non réussite, l'enfant devra être de nouveau vacciné comme la première fois si le Vaccinateur le juge dans un état convenable.

Dans le cas de réussite Vaccinateur livrera Certificat "B" au parent qui le transmettra dans les 7 jours au Régistrare.

7.—Le Vaccinateur qui a vacciné un enfant et a reconnu que le dit enfant a été vacciné avec succès, devra de suite livrer au parent un certificat constatant ce fait dans la forme du Modèle "B" daté et signé de lui. Le parent est tenu de transmettre ledit certificat au Régistrare de la paroisse de l'enfant avant l'expiration des sept jours de la réception.

Cas où l'enfant n'est pas dans une bonne disposition pour vaccination. Certificat "C." Devoirs du Parent.

8.—Si le Vaccinateur est d'avis que l'enfant n'est pas dans une bonne disposition pour être vacciné, il devra de suite livrer au parent un certificat, daté et signé de lui, dans la forme du Modèle "C" constatant que l'enfant est dans un état de santé qui ne permet pas la vaccination. Ce certificat sera valable pour deux mois, et sera renouvelable pour des périodes successives de même durée pendant l'année qui suivra la naissance de l'enfant. A la fin de chaque période successive, le parent est tenu de représenter l'enfant au Vaccinateur pour être vacciné ou pour le renouvellement du certificat. Il est aussi tenu de transmettre, dans les sept jours, au Régistrare de la paroisse de l'enfant tout certificat ou certificats renouvelés par lui reçus du Vaccinateur, sous peine d'une amende qui n'excédera pas cinq chelins sterling.

Devoirs du Parent lorsque l'état de l'enfant est par après jugé favorable.

9.—Aussitôt que le Vaccinateur aura jugé que l'état de l'enfant est favorable à une bonne vaccination,

le parent sera tenu de le faire vacciner sans retard, et un certificat, sous les formes des modèles "B" ou "D" constatant le résultat, lui sera livré par le Vaccinateur et sera par lui transmis, dans les sept jours, au Régistrare de la paroisse de l'enfant.

1896.

10.—Si la vaccination n'a pas réussi, le Vaccinateur livrera au parent un certificat, dans la forme Modèle "E," lequel sera transmis par le parent au Régistrare de la paroisse de l'enfant dans les sept jours, comme est porté dans l'article 8. Et sera tel parent tenu de représenter l'enfant pour la vaccination avant l'expiration de quatorze jours, ou avant tel terme que le Vaccinateur aura fixé.

Cas de non-réussite.

11.—Si le Vaccinateur juge qu'un enfant qu'il aura déjà vacciné trois fois sans succès est impropre à une bonne vaccination, ou que l'enfant, qui lui est présenté pour être vacciné a déjà eu la variole, il livrera au parent un certificat, daté et signé de sa main, dans la forme du modèle "D"; et sera tel parent exempté de présenter l'enfant pour qu'il soit ré-vacciné. Le certificat sera transmis par lui dans les sept jours de la réception au Régistrare de la paroisse de l'enfant.

Cas où l'enfant a été vacciné trois fois sans succès, ou a eu la variole.

12.—Tout parent qui néglige de présenter l'enfant à la vaccination dans les trois mois de la naissance ou qui néglige de le présenter au Vaccinateur suivant les dispositions de cette Loi, et ne présente pas une excuse raisonnable de ses négligences, sera passible d'une amende qui n'excédera pas vingt chelins stg.,—et tout parent qui néglige dans les sept jours de la réception de transmettre au Régistrare de la paroisse de l'enfant, un certificat à lui livré par le Vaccinateur, sera passible d'une amende qui n'excédera pas cinq chelins sterling.

Amendes sur Parent.

13.—Tout Vaccinateur Public qui aura vacciné avec du vaccin autre que le vaccin animal ou qui

Amendes sur Vaccinateur.

Peines sur personne signant faux certificat.

1896.

refusera ou négligera de remplir et signer, et de livrer au parent un certificat constatant le résultat d'une vaccination qu'il aurait eu à faire, sera passible d'une amende de vingt chelins stg. Toute personne qui sciemment et volontairement, signera un faux certificat, sera punissable d'emprisonnement ou d'amende à discrétion de justice.

Peines.

14.—Dans une poursuite pour avoir négligé à faire vacciner un enfant, il ne sera pas nécessaire d'établir que l'accusé a reçu avis du Régistrare ou du Député Régistrare des exigences de la loi à cet égard.

Vaccination
ne sera pas
considérée un
secours
paroissial.

15.—Il est déclaré par ces présentes que la vaccination, ou l'assistance médicale ou chirurgicale relative à la vaccination par un Vaccinateur Public, ne sera pas considérée comme un secours paroissial.

Devoirs et
honoraires des
Députés-
Régistrare.

16.—Les Députés Régistrare des Naissances déposeront tous les mois au Greffe avec le livre dans lequel ils auront fait l'entrée des Naissances et des Morts, et ce suivant l'article 6 de la Loi du 3 Octobre 1840, enregistrée sur les records le 24 Octobre 1840, relative à l'enregistrement des Naissances, des Mariages et des Morts, tous les certificats relatifs à la vaccination qu'ils auront reçus dans le courant du mois. Pour les services qui leur sont imposés par la présente loi, il leur sera payé annuellement par les États de cette île la somme de six pennis sterling par chaque certificat par eux livré au Régistrare, bien entendu qu'un Député-Régistrare ne recevra pas moins d'une livre sterling par an.

Devoirs et
honoraires du
Régistrare.

17.—Le Régistrare des Naissances, des Mariages et des Morts gardera en liasse les certificats qui lui seront transmis ou par lui reçus directement, et en tiendra un registre ; il sera chargé de la mise à exécution de la présente Loi, bien entendu que les frais par lui encourus pour cet objet seront pour le compte des États, il permettra de faire des recherches

dans ce registre, et sur la demande qui lui en sera faite, il donnera copie de certificats et d'enregistrements moyennant paiement de six pennis stg. par chaque recherche, et six pennis par chaque copie. Bien entendu que les susdits honoraires ne seront pas exigibles des Vaccinateurs Publics, ni des officiers paroissiaux. Pour les services qui lui seront imposés par la présente loi, il lui sera payé annuellement par les États de cette île la somme de vingt-quatre livres sterling.

1896.

18.—Les États fourniront aux Régistrare, Députés-Régistrare, Vaccinateurs Publics, médecins et chirurgiens exerçant leur profession dans cette île, les livres, certificats et autres imprimés qui leur seront nécessaires, conformément aux dispositions de cette Loi, et paieront toutes les dépenses nécessaires pour l'impression et la distribution de notices dans les paroisses respectives. Les États rembourseront de plus aux paroisses les frais par elles encourus pour la vaccination obligatoire des enfants étrangers.

Etats
fourniront
tous livres,
certificats et
imprimés, et
rembourseront
aux paroisses
frais encourus
pour enfants
étrangers.

19.—Ne déroge pas la présente loi à l'Ordonnance relative à la Vaccination des enfants, passée aux Chefs Plais d'après la Saint Michel, tenu le 4 Octobre 1869, la dite Ordonnance rendue permanente aux Chefs Plais d'après la Saint Michel tenu le 6 Octobre 1879.

Ordonnance
de 1879 relative
à la
Vaccination
restera en
force.

20.—Les amendes seront applicables, moitié à Sa Majesté et moitié au délateur.

Application
des Amendes.

CÉDULE DE FORMES.

Forme d'Instructions (Modèle "A").

Je, soussigné, vous signifie par ces présentes que, suivant à la Loi relative à la Vaccination, vous êtes tenu de faire vacciner l'enfant (suivent les noms), dont la naissance est aujourd'hui enregistrée, dans les trois mois qui suivront la naissance, savoir : avant le

jour de 18 .

1896.

Et que faute à vous de ce faire, vous serez sujet aux peines et pénalités imposées par les lois.

Vous êtes libre de présenter l'enfant, soit au Vaccinateur Public de cette paroisse, soit à vos propres frais à un autre médecin ou chirurgien exerçant sa profession en cette île.

Si vous avez l'intention de présenter l'enfant au Vaccinateur Public, il se trouvera à _____ le
18 _____, à _____ heures de _____.

Vous êtes tenu de me remettre, dans les sept jours de la réception, tous et tels certificats qui vous seront livrés par le Vaccinateur auquel vous aurez présenté l'enfant. À défaut de ce faire, vous serez sujet à une pénalité.

Ce _____ jour de _____ 18 _____.

Signé, *A.B.*, Régistrare de St. Pierre-Port, ou
C.D., Député Régistrare pour la paroisse de _____.
À _____.

Forme de Certificat (Modèle "B").

Je, soussigné, certifie par ces présentes que (nom de l'enfant), enfant de _____ né le
18 _____, dans la paroisse de _____, a été vacciné par moi avec succès.

Daté ce _____ jour de _____ 18 _____.

Signé, *A.B.*, Vaccinateur Public de la paroisse de _____,
ou *C.D.*, Médecin ou Chirurgien.

N.B.—Le Vaccinateur livrera le certificat ci-dessus au parent ou à la personne ayant charge de l'enfant, lesquels sont tenus de le remettre dans les sept jours au Régistrare des Naissances de la paroisse de l'enfant.

Forme de Certificat (Modèle "C").

1896.

Je, soussigné, certifie par ces présentes que je suis d'avis que (suivent les noms de l'enfant), enfant de , né le dans la paroisse de , n'est pas dans une bonne disposition pour être vacciné avec succès, et je remets par ces présentes la vaccination jusqu'au jour de 18 .*

Daté ce jour de 18 .

Signé, *A.B.*, Vaccinateur Public, ou *C.D.*,
Médecin ou Chirurgien.

* Le terme n'excédera par deux mois.

N.B.—Le Vaccinateur livrera le certificat ci-dessus au parent ou à la personne ayant charge de l'enfant, lesquels sont tenus de le remettre dans les sept jours au Régistrare des Naissances de la paroisse de l'enfant.

Forme de Certificat (Modèle "D").

Je, soussigné, certifie par ces présentes que j'ai fois vacciné sans succès (suivent les noms), enfant de , né le , en la paroisse de , (ou que enfant de né le , en la paroisse de , a déjà eu la variole) et je suis d'avis que ledit enfant n'est pas susceptible à la vaccination.

Daté le jour de 18 .

Signé, *A.B.*, Vaccinateur Public de la paroisse de ,
ou *C.D.*, Médecin ou Chirurgien.

N.B.—Le Vaccinateur livrera le certificat ci-dessus au parent ou à la personne ayant charge de l'enfant, lesquels sont tenus de le remettre dans les sept jours au Régistrare des Naissances de la paroisse de l'enfant.

III.—D.

1896.

Forme de Certificat (Modèle "E").

Je, soussigné, certifie avoir fois vacciné
 sans succès (noms) enfant de , né le
 jour de 18—, en la paroisse
 de , et avoir signifié à parent ou
 personne ayant charge de l'enfant de me représenter le
 dit enfant le 18 .

Daté ce jour de 18 .

Signé, *A.B.*, Vaccinateur Public,
 ou *C.D.*, Médecin ou Chirurgien.

N.B.—Le Vaccinateur livrera le certificat ci-dessus
 au parent ou à la personne ayant charge de l'enfant,
 lesquels sont tenus de le remettre dans les sept jours
 au Régistrare des Naissances de la paroisse de
 l'enfant.

(Enregistré sur les Records le 14 Novembre 1896.)

AT THE COURT AT BALMORAL,
 The 26th day of October, 1896.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
 LORD PRIVY SEAL
 DUKE OF FIFE, K.T.
 SIR FLEETWOOD EDWARDS.

Havre St.
 Pierre Port.
 Débarcadère
 No. 1, Blanche
 Rocque.

WHEREAS there was this day read at the Board a
 Report from the Right Honourable the Lords of the
 Committee of Council, for the Affairs of Guernsey
 and Jersey, dated the 31st day of August, 1896, in
 the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your
 General Order of Reference of the 21st day of
 March, 1862, to refer unto this Committee the
 humble Petition of the States of the Island of
 Guernsey, dated the 21st day of August, 1896,

setting forth that since the year 1850 extensive works for the enlargement and improvement of the Harbour of St. Peter-Port in the said Island,—including several landing stages for passengers and goods have from time to time been duly approved by the States and sanctioned by Your Majesty in Council: that owing to the constantly increasing traffic better accommodation is now required for the larger class of Steamers which frequent the port: that with a view to provide the same in respect to the landing Stage No. 1, belonging to the said Harbour, the States did, at an Assembly holden before Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff, on the 19th day of August, 1896, approve of a plan for lengthening by 60 feet or thereabouts the South end of the said landing stage and resolved to present a humble petition to Your Majesty in Council praying Your Majesty to authorize the States to carry the said plan into execution at an estimated cost of £2,000 and to defray this expenditure out of the revenues of the said Harbour: and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to authorize the States to lengthen the landing Stage No. 1 belonging to the Harbour of St. Peter-Port in accordance with the plan approved of by the States and to permit the States to defray the cost thereof out of the revenues of the said Harbour:

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to approve of the said plan being carried into execution, and to permit the States of Guernsey to defray the cost thereof (estimated at £2,000) out of the revenues of the Harbour of St. Peter-Port.”

1896.

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to approve of the Plan, approved by the States of Guernsey on the 19th August, 1896, being carried into execution, and also to sanction the cost of the execution of the said Plan (estimated at £2,000) being defrayed out of the revenues of the Harbour of St. Peter-Port.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

J. H. HARRIS.

(Enregistré sur les Records le 14 Novembre 1896.)

AT THE COURT AT BALMORAL,

The 26th day of October, 1896.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRIVY SEAL

DUKE OF FIFE, K.T.

SIR FLEETWOOD EDWARDS.

Loi Supplémentaire à la Loi relative à l'Application des Petites. Dommage volontaire. Dommages-intérêts.

WHEREAS there was this day read at the Board a report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 22nd day of September, 1896, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st March, 1862,

to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated 21st August, 1896, setting forth that by the Law now in force in the said Island, persons found guilty of malicious injury to certain specified property belonging to others are liable to imprisonment or fines at the discretion of the Royal Court, but that there exists no power enabling the Court to award compensation in such cases to the injured party; that experience having shown the desirability of bringing all malicious injury to property within the cognizance of the Court of Correctional Police, and also of giving authority to the said Court to grant reasonable compensation in such cases to the injured party, the Royal Court adopted on the 24th day of July, 1896, a Bill or 'Projet de Loi' intituled 'Loi supplémentaire à la Loi relative à l'application des Peines' and prayed the Bailiff to submit the same to the States for their consideration; that at an Assembly of the States holden before Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff, on the 19th day of August, 1896, the States approved of the said 'Projet de Loi' in the form set forth in the Schedule annexed to the Petition, and resolved to present a humble Petition to Your Majesty in Council praying Your Majesty to grant Your Royal Sanction thereto; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the Bill or 'Projet de Loi' intituled 'Loi supplémentaire à la Loi relative à l'application des Peines' as set forth in the Schedule annexed to the Petition and to declare it to be Your Royal Will and Pleasure that the same should have force of Law within the Island of Guernsey:

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition

1896.

into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition, and to sanction the said 'Projet de Loi' entitled 'Loi supplémentaire à la Loi relative à l'application des Peines,' and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have force of law within Your Majesty's Island of Guernsey."

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern are to take notice and govern themselves accordingly.

J. H. HARRIS.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI SUPPLÉMENTAIRE À LA LOI RELATIVE À
L'APPLICATION DES PEINES.

1.—Seront passibles en police correctionnelle soit, des peines imposées par les lois présentement en force, soit d'une amende à discrétion de justice, qui n'excédera pas cinq livres sterling et de telle somme

Domage
causé volon-
tairement.
Dommages-
intérêts.

qui sera fixée par la Cour pour dommages-intérêts n'excédant pas dix livres sterling dus à la partie lésée :—

1896.

- 1° Ceux qui auront volontairement cassé les lampes publiques ou les fenêtres d'un édifice public ou d'une maison habitée ;
- 2° Ceux qui auront volontairement endommagé ou dégradé les murs de clôture, balustres ou palissades, portes, ou barrières bordant les chemins publics ou les arbres, arbustes ou plantes appartenant à autrui.

Si la partie trouvée coupable est condamnée à une amende et à des dommages-intérêts, la Cour, en prononçant sentence, spécifiera dans quel temps la dite amende et le montant des dits dommages-intérêts seront payables ; comme aussi à quelle peine, qui n'excédera pas deux mois d'emprisonnement avec ou sans travail forcé la partie ainsi condamnée sera assujettie à défaut de paiement.

Cours spécifiera terme pour paiement d'amende et de dommages-intérêts, et terme d'emprisonnement à défaut de paiement.

2.—Seront passibles en police correctionnelle d'une amende à discrétion de justice, qui n'excédera pas cinq livres sterling, et de telle somme qui sera fixée par la Cour pour dommages-intérêts n'excédant pas dix livres sterling dus à la partie lésée :—

Domage causé volontairement à propriété particulière.

Ceux qui auront volontairement endommagé ou dégradé une propriété quelconque, meuble ou immeuble, appartenant à autrui sans toutefois avoir commis un acte qui les rendrait passibles des peines portées dans l'article précédent.

La Cour, en prononçant sentence, spécifiera dans quel temps la dite amende et le montant des dits dommages-intérêts seront payables, comme aussi à quelle peine qui n'excédera pas deux mois d'emprisonnement avec ou sans travail forcé la partie ainsi condamnée sera assujettie à défaut de paiement.

Cours spécifiera terme pour paiement de l'amende, etc.

1897.

(Enregistré sur les Records le 30 Janvier 1897.)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT,
The 15th day of January, 1897.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

LORD ARTHUR HILL

LORD BALFOUR OF BURLEIGH.

Loi relative
aux Maladies
Secrètes.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 7th day of December, 1896, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference, of the 21st March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 7th December, 1895, setting forth that Secret Diseases, not unfrequently introduced by foreign prostitutes would appear to be prevalent in that Island. That the Constables of the Town and parish of St. Peter-Port conscious that such diseases sap the foundation of public health and affect injuriously not only those who by their own misconduct have incurred them, but even generations yet unborn, had prayed the Royal Court to apply a remedy to the evils complained of. That at the Court of Chief Pleas holden on the 21st day of January, 1895, a Bill or Projet de Loi was in consequence adopted by the Royal Court, intituled ‘Loi relative aux Maladies Secrètes.’ That the objects contemplated by the said Projet de Loi are to heal disease and to prevent, as far as possible, its recurrence, and the means to be employed are, the detection of disease amongst women given to prostitution by medical examination (even compulsorily enforced by order of the Court when necessary) the

detention in Hospital of diseased women pending recovery and the removal from the Island of those amongst them, being aliens, whose presence may threaten to endanger the public health. That at an Assembly of the States holden before John Le Mottée, Esquire, Lieutenant-Bailiff, on the 20th day of February, 1895, the said Projet de Loi was laid before them and was referred to the consideration of a Committee of the States. That the report of the said Committee having been favourable to the adoption of provisions similar to those contained in the said Projet de Loi, the States resumed the consideration of the said Projet de Loi at an Assembly holden before Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff of that Island, on the 29th day of November, 1895. That at the said Assembly the States approved of the said Projet de Loi in the form set forth in the Schedule annexed to the Petition : and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the Bill or Projet de Loi, intituled 'Loi relative aux Maladies Secrètes,' as set forth in the Schedule annexed to the Petition, and to declare it to be Your Royal Will and Pleasure that the same should have force of Law within the Island of Guernsey.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken into consideration, the said Petition together with two Petitions of Inhabitants of Guernsey and Petitions of various bodies in Great Britain, praying Your Majesty not to sanction the said Projet de Loi, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of Guernsey, and to sanction the said Projet de Loi, entitled 'Loi

1897.

relative aux Maladies Secrètes,' and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have force of law within Your Majesty's Island of Guernsey."

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI RELATIVE AUX MALADIES SECRÈTES.

Comme ainsi soit que les Maladies Secrètes sont introduites de temps en temps dans l'île par des prostituées y arrivant de pays étrangers, et qu'en s'y propageant, elles préparent un avenir funeste pour la jeunesse de cette Ile.

La Cour Royale est autorisée à passer, de temps à autre, tels règlements qu'elle jugera nécessaires pour prévenir et réprimer les maux résultant de l'introduction dans cette Ile de Maladies Secrètes, avec pouvoir d'ordonner l'examen compulsoire, par un médecin, des femmes qui se livrent à la prostitution,

la détention de telles femmes lorsqu'atteintes d'une maladie secrète, dans un hôpital ou tout autre lieu désigné à l'effet, jusqu'à leur complète guérison, et le renvoi de cette île des prostituées étrangères, dont la présence sera jugée dangereuse pour la santé publique.

1897.

Bien entendu qu'il sera loisible à telles femmes d'en appeler à la Cour Royale siégeant en Cour de Police.

(Enregistré sur les Records le 30 Janvier 1897.)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT.

The 15th day of January, 1897.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

LORD ARTHUR HILL

LORD BALFOUR OF BURLEIGH.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 7th day of December, 1896, in the words following, viz. :—

Application des Fonds de "La Petite Ecole" à l'achat de sites de nouvelles écoles publiques primaires.

"YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble petition, dated the 20th day of October, 1896, of the Reverend George Edward Lee, Clerk, Rector of the Parish of Saint Peter-Port in the Island of Guernsey, of Charles James Durand and Nicholas Ferguson Churchwardens of the said Parish, of Edward Valpied and Robert Henry Payne Constables of the said Parish and of John Carrel Le Mottée Dean of the Douzaine of the said parish of Saint Peter-Port being a Committee appointed on the 23rd September, 1896, at a meeting of the Ratepayers of the said Parish for the purpose (inter alia) of taking

1897.

the needful steps in order to obtain the necessary authority for the appropriation of the funds of the "Petite Ecole" as occasion may require to the purchase of sites for new primary school buildings in the said Parish: Setting forth that in the year 1872 it was represented to Your Majesty by a Committee of the ratepayers of Saint Peter-Port that in order to complete a new road then in prospect (St. Julian's Avenue) it would be necessary that the States should acquire the possession of a small house and ground called "Maison de la Petite Ecole" situate on Gategny Esplanade in the parish of Saint Peter-Port. That it was explained that the said premises formed part of an old foundation for a school the patronage of which was vested in Your Majesty and that since the decease of the master of the said school in the year 1848 no fresh appointment had been made and the premises had been under the charge of the churchwardens of the parish. That by an Order in Council of the 25th day of June, 1872, registered on the Records of the Island of Guernsey the 13th day of July, 1872, Your Majesty was graciously pleased to sanction authorize and permit the above-named Committee of ratepayers to sell and make over to the States the said small house and ground called "La Maison de la Petite Ecole" for a consideration of £240 sterling Guernsey currency the said sum to be employed in the purchase of rentes or to be placed at interest for the benefit of the school called "La Petite Ecole" in the aforesaid parish. That since the issue of the above Order in Council the endowments of the school together with the proceeds of the sale above referred to have accumulated at interest and now amount to a capital sum of Two thousand eight hundred pounds sterling Guernsey currency or thereabout of which the churchwardens of the said parish have charge.

1897.

That no fresh appointment of a master has been made and it has never been suggested that the ancient school should be revived. That at the present time the school accommodation being insufficient for the wants of the poorer classes of the inhabitants of St. Peter-Port the construction of new schools has become an urgent necessity and for this purpose the ratepayers propose to acquire sites in different parts of the parish one such site having already been selected at a cost of £1,250 sterling Guernsey currency. That at a meeting of the ratepayers of the said Parish of St. Peter-Port held on the 23rd September 1896 a Committee was appointed consisting of the Petitioners for the purpose (inter alia) of taking the needful steps in order to obtain the necessary authority for the appropriation of the whole of the funds of the 'Petite Ecole,' as occasion may require, to the purchase of sites for new primary school buildings in the said Parish. And most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction and authority for the appropriation, as occasion may require, of the whole of the funds of the 'Petite Ecole' to the purchase of sites for new primary school buildings in the said Parish ;

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petitioners.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to sanction and authorize the appropriation, as occasion may require, of the whole of the funds of the “Petite

1897.

Ecole" to the purchase of sites for new Primary School Buildings in the Parish of St. Peter-Port.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

(Enregistré sur les Records le 30 Janvier 1897.)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT,
The 15th day of January 1897.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
LORD PRESIDENT
LORD ARTHUR HILL
LORD BALFOUR OF BURLEIGH.

Application
du Revenu
du Havre de
St. Samson
à la construc-
tion de la
Chaussée des
Platières dans
le Grand
Havre.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 21st day of December, 1896, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 7th day of December, 1896, setting forth that by an Order of Your Majesty in Council of the 5th day of July, 1865 (cited in the Petition of the States as the 3rd July, 1865), Your Majesty was pleased to order and direct, inter alia, that the dues levied in the Harbour of Saint Sampson, in the said Island, be applicable, amongst other purposes, to the

cost of erecting and maintaining such piers or other harbour works on the coasts of the Island as Your Majesty in Council might be pleased to authorize on the petition of the States; that at an Assembly of the States, holden before Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff, on the 2nd day of December, 1896, the States were pleased to approve of the construction of a pier for the use and benefit of fishermen with approach thereto at 'Les Platières,' forming part of the bay known as 'Le Grand Havre,' situate on the coast of the Vale parish, in the said Island, at an estimated cost of One thousand pounds, and resolved to petition Your Most Gracious Majesty in Council to authorize the construction of the said pier with approach thereto, and to order and direct that the revenue of the said Harbour of St. Sampson be applied to the payment of the cost of the same, in accordance with the provisions contained in the aforesaid Order in Council of the 5th July, 1865; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to authorize the construction of the said pier with approach thereto as voted by the States, and to order and direct that the revenue of the Harbour of St. Sampson should be applied to the payment of the cost of the same, in accordance with the provisions contained in the aforesaid Order in Council of the 5th of July, 1865:

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to authorize the construction of the said pier, with approach thereto, as voted by the States, and to order and direct that the revenue of the Harbour of St. Sampson should be applied to the payment of the

1897.

cost of the same (estimated at £1,000), in accordance with the provisions of the Order of Your Majesty in Council of the 5th day of July, 1865."

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to authorize the construction of the said pier, with approach thereto, as voted by the States, and to order and direct that the revenue of the Harbour of St. Sampson be applied to the payment of the cost of the same (estimated at £1,000) in accordance with the provisions of the Order of Her Majesty in Council of the 5th day of July, 1865.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

(Enregistré sur les Records le 30 Janvier 1897.)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT,
The 15th day of January, 1897.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
LORD PRESIDENT
LORD ARTHUR HILL
LORD BALFOUR OF BURLEIGH.

Loi modifiant
la Loi relative
aux Huiles ou
Essences
Minérales ou
Végétales.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 6th day of January, 1897, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 7th day of December, 1896, setting forth that under the provisions of Article 3 of Your Majesty’s Order in Council of the 4th of July, 1893, the storage for commercial purposes, of Mineral Oils in larger quantities than five gallons at one and the same place was prohibited under a penalty set forth in the said Article. That at an Assembly of the States holden before Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff, on the 19th day of August, 1896, the States, acceding to the prayer of a petition emanating from the trading classes of the community, passed a resolution praying the Royal Court to prepare a ‘Projet de Loi’ with a view to the substitution, in lieu of the aforesaid Article 3 of Your Majesty’s Order in Council of the 4th July, 1893, of a new Article whereby, without interfering with the other provisions of the said Article, the prohibition of the storage of Benzoline in larger quantities than five gallons should be relaxed. That at a subsequent Assembly of the States holden before the said Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff, on the 2nd day of December, 1896, the States approved of the ‘Projet de Loi’ relative to the Storage of Benzoline, hereunto annexed, and resolved to present a humble petition to Your Majesty in Council praying Your Majesty to declare Your Royal Will and Pleasure that the same should have force of law in the Island of Guernsey ; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the Bill or ‘Projet de Loi’ intituled ‘Loi modifiant la loi relative aux huiles ou essences minérales ou végétales, ou autres substances de la même nature,’ as set forth in the

1897.

1897.

Schedule to the said Petition and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same should have force of law in the Island of Guernsey in the place and stead of Article 3 of Your Majesty's Order in Council of the 4th of July, 1893 :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to sanction the said ‘Projet de Loi’ intituled ‘Loi modifiant la loi relative aux huiles ou essences minérales ou végétales, ou autres substances de la même nature,’ and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have force of Law within Your Majesty's Island of Guernsey.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have force of Law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

*PROJET DE LOI referred to in the foregoing 1897.
Order in Council.

LOI MODIFIANT LA LOI RELATIVE AUX HUILES
OU ESSENCES MINÉRALES OU VÉGÉTALES,
OU AUTRES SUBSTANCES DE LA MÊME
NATURE.

Vu la délibération des États en date du 19 Août 1896, accueillant une Requête de plusieurs membres des États par laquelle les États furent priés de modifier en faveur de la Benzoline les dispositions de l'Article 3 de la Loi relative aux huiles ou essences minérales ou végétales ou autres substances de la même nature en date du 4 Juillet 1893, et enregistrée sur les Records de cette Ile le 22 Juillet 1893, et priant la Cour Royale de préparer un Projet de Loi pour y donner effet :—

Est et demeure rappelé l'Article 3, et sera l'Article suivant substitué à sa place, lequel sera censé former partie de la dite Loi.

3.—Il est défendu à tout commerçant d'emmagasiner, vendre ou débiter aucunes des substances mentionnées dans l'Article 1^{er} sans avoir préalablement obtenu une licence à cet effet, et ce sous peine d'une amende de dix livres sterling.

La licence indiquera le nom, prénoms et domicile du licencié et la description du local affecté soit au débit, soit au dépôt ou à l'emmagasinage.

Cette licence sera livrée gratuitement par les Connétables et Douzeniers de la paroisse où le magasin, dépôt ou débit sera situé et fixera la quantité d'huiles ou d'essences que le dit commerçant pourra

* Les États dans leur Assemblée tenue le 15 Avril 1904 approuveront un Projet de Loi modifiant la Loi Relative aux Huiles ou Essences Minérales ou Végétales ou Autres Substances de la même Nature, lequel Projet attend la sanction de Sa Majesté en Conseil. Ed. Ce 28 Avril 1904.

1897. garder sur les prémisses ainsi licenciées, bien entendu que cette quantité ne pourra dans aucun cas excéder cinq gallons.

Néanmoins dans le cas où il s'agit de la Benzoline les Connétables et Douzeniers des différentes paroisses pourront permettre à tout commerçant d'en emmagasiner dans un seul local licencié une quantité qui n'excédera pas 50 gallons, la dite permission étant de plus sujette à telles mesures de précaution qu'ils croiront nécessaires d'imposer dans l'intérêt de la sûreté publique.

Une licence sera valable pour une année, elle sera personnelle et non-transférable.

Les Connétables et Douzeniers avant d'accorder une licence s'assureront que le local est convenable pour l'objet proposé.

(Enregistré sur les Records le 30 Janvier 1897.)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT,
The 15th day of January, 1897.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

LORD ARTHUR HILL

LORD BALFOUR OF BURLEIGH.

Collège
Elizabeth.
Statut 31
amendé.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 12th day of January, 1897, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the

humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated 7th December, 1896, setting forth that Elizabeth College in the Island of Guernsey is governed by a body of Statutes sanctioned by an Order of Your Majesty in Council of the 28th day of December, 1852. That No. 31 of the said Statutes enacts as follows:—‘31. The Board of Directors shall receive payment from the Scholars at a rate not exceeding Twelve pounds sterling per annum each.’ That the Board of Directors of the said College did by letter addressed to the States, dated the 6th of November, 1896, pray the States, for divers reasons set forth in the said letter, to petition Your Most Gracious Majesty in Council to modify the aforesaid Statute so as to enable the Board to increase the maximum fee payable by the Scholars from Twelve pounds to Fifteen pounds sterling per annum each. That at an Assembly of the States, holden before Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff, on the 2nd day of December, 1896, the States approved of the modification to Statute No. 31 prayed for by the Board of Directors, and resolved to petition Your Majesty in Council to approve the Article set forth in the Schedule annexed to the Petition, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same should be, and constitute henceforward, No. 31 of the said Statutes in the place and stead of the present No. 31 of the same, and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to approve of the Article 31 as set forth in the Schedule annexed to the Petition, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same should be, and constitute henceforward, No. 31 of the Statutes of Elizabeth College in the place and stead of the present No. 31 of the same :

1897.

1897.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of Guernsey.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to order, as it is hereby ordered, that Statute No. 31 of the Statutes of Elizabeth College, Guernsey, shall henceforth be as set forth in the Schedule hereunto annexed.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and Statute 31 as amended (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty’s Officers, for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

AMENDED STATUTE 31 of the Statutes of Elizabeth College referred to in the foregoing Order in Council, &c., &c.

31.—The Board of Directors shall receive payments from the Scholars at a rate not exceeding fifteen pounds sterling per annum each.

(Enregistré sur les Records le 12 Juin 1897.)

1897.

AT THE COURT AT WINDSOR,

The 18th day of May, 1897.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

EARL OF KINTORE

DUKE OF NORFOLK

CHIEF JUSTICE WAY.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 11th day of March, 1897, in the words following, viz. :—

*Application
du Revenu
du Havre de
Samson à la
construction
d'une
Chaussée dans
la Baie de
Bellegrèvo.*

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 30th day of January, 1897, setting forth that by an Order of Your Majesty in Council of the 5th day of July, 1865, Your Majesty was pleased to order and direct, inter alia, that the dues levied in the Harbour of St. Sampson in the said Island should be applicable, amongst other purposes, to the cost of erecting and maintaining such piers or other harbour works on the coasts of the Island as Your Majesty in Council might be pleased to authorise on the petition of the States; that at an Assembly of the States, holden before Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff, on the 27th day of January, 1897, the States were pleased to approve of the construction of a pier for the use and benefit of fishermen frequenting Bellegrève Bay, situate on the East coast of the said Island, at an estimated cost of Five hundred pounds, and resolved to present a petition to Your Most Gracious Majesty in Council, praying Your Majesty to authorise the construction of the said pier and to order and direct that the

1897.

revenue of the Harbour of St. Sampson be applied to the payment of the cost of the same, in accordance with the provisions contained in the aforesaid Order of Your Majesty in Council of the 5th July, 1865, and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to authorise the construction of the said pier, as voted by the States, and to order and direct that the revenue of the Harbour of St. Sampson should be applied to the payment of the cost of the same :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to authorise the construction of the said pier, as voted by the States, and to order and direct that the revenue of the Harbour of St. Sampson should be applied to the payment of the cost of the same (estimated at £500) in accordance with the provisions of the Order of Your Majesty in Council of the 5th day of July, 1865.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to authorise the construction of the said pier, as voted by the States ; and Her Majesty is pleased to order and direct that the revenue of the Harbour of St. Sampson be applied to the payment of the cost of the same (estimated at £500) in accordance with the provisions of the Order of Her Majesty in Council of the 5th day of July, 1865.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the

Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

1897.

C. L. PEEL.

(*Enregistré sur les Records le 12 Juin 1897.*)

AT THE COURT AT WINDSOR

the 18th day of May, 1897.

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

EARL OF KINTORE

DUKE OF NORFOLK

CHIEF JUSTICE WAY.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 11th day of March, 1897, in the words following, viz. :—

Havre de St.
Pierre Port.
Draguage.

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 30th day of January, 1897, setting forth that for some time past the powerful screws of the large steam vessels belonging to the London and South Western and to the Great Western Railway and Steam-packet Companies have been gradually displacing the sand at and around the landing stages in the Harbour of St. Peter Port, that as a consequence thereof the bed of the said Harbour is now represented by a series of sand ridges from three to four feet high, which are necessarily dangerous to shipping, that at an Assembly of the States holden

1897.

before Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff, on the 27th day of January, 1897, a plan was approved of for the dredging of the said Harbour and the sum of £9,600 British was voted to enable the Committee of the said Harbour to carry the said plan into execution, that it was further resolved at the same time to petition Your Most Gracious Majesty in Council, praying Your Majesty to authorise the dredging of the said Harbour in conformity with the plan so approved and to order and direct that the revenues of the said Harbour be charged with the cost thereof, and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to authorize the States to proceed with the dredging of the said Harbour in conformity with the plan approved of by them, and to order and direct that the revenues of the said Harbour should be charged with the cost thereof :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration and do agree humbly to report, as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of Guernsey.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to authorize the States of the Island of Guernsey to proceed with the dredging of the Harbour of St. Peter Port, in conformity with the plan approved by them ; and Her Majesty is pleased to order and direct that the revenues of the said Harbour shall be charged with the cost (£9,600) of the said work.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the

Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

1897.

C. L. PEEL.

(Enregistré sur les Records le 12 Juin 1897.)

AT THE COURT AT WINDSOR,

The 18th day of May, 1897.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

EARL OF KINTORE

DUKE OF NORFOLK

CHIEF JUSTICE WAY.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 8th day of April, 1897, in the words following, viz. :—

Loi ayant
rapport à la
confection
d'une nouvelle
Carte de l'Île.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 25th day of February, 1897, setting forth that at an Assembly of the States holden before Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff, on the 29th day of September, 1896, the States, with a view to give effect to certain proposed arrangements on the subject set forth in a correspondence which had taken place between Your Majesty's Government and the Authorities of the said Island, passed a resolution declaring the expediency of undertaking an Ordnance Survey of the Island, on a scale of 25 inches to the mile, and voted for that purpose an amount representing two-thirds of

1897.

the estimated cost of the same. That, so as to empower the Surveyors and the Committee of the States specially named in connection with the said survey to enter upon any lands grounds or heritages situate in the said Island for the purpose of making the said survey and to regulate other matters relating thereto, the Court of Chief Pleas at a sitting holden before the said Thomas Godfrey Carey, Bailiff, on the 18th day of January 1897 adopted a 'Projet de Loi' intituled 'Loi ayant rapport à la confection d'une nouvelle carte de cette Ile,' and prayed the Bailiff to submit the same for the approval of the States. That at an Assembly of the States holden before the said Thomas Godfrey Carey, Bailiff, on the 24th day of February, 1897, the States approved of the aforesaid 'Projet de Loi' in the form set forth in the Schedule thereunto annexed, and resolved to present a humble Petition to Your Most Excellent Majesty in Council, praying Your Majesty to grant Your Royal Sanction thereto, and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the 'Projet de Loi,' intituled 'Loi ayant rapport à la confection d'une nouvelle carte de cette Ile,' as set forth in the Schedule annexed to the Petition and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same should have force of law within the Island of Guernsey:

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition, and to sanction the said 'Projet de Loi,' entitled 'Loi ayant rapport à la confection d'une nouvelle carte de cette Ile,' and to declare Your Royal

Will and Pleasure that the same shall have force of law within Your Majesty's Island of Guernsey."

1897.

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI AYANT RAPPORT À LA CONFECTION D'UNE
NOUVELLE CARTE DE CETTE ILE.

Attendu que les États à leur assemblée du 29 Septembre 1896, ont délibéré que la confection d'une nouvelle carte de cette île est dans l'intérêt de la communauté et ont voté les deniers nécessaires pour subvenir au coût du dit travail.

Attendu que les dits États ont fait des arrangements avec le Gouvernement de Sa Majesté pour que la dite carte soit dressée par l'anglicé "Ordinance Survey."

1897.

1.—Il est permis aux Officiers et employés de l'anglicé "Ordnance Survey," après avoir donné par écrit trois jours d'avertissement au propriétaire ou à l'occupant, d'entrer sur et de parcourir toute propriété quelconque (les maisons exceptées) afin de faire le lever de plans et l'arpentage de cette île, comme aussi d'y planter des bornes, piquets et poteaux, et de fixer ou placer sur les arbres, murailles, murs et fossés de telle propriété des marques plaques et autres objets pour servir de bornes, pourvu toutefois que le moindre dommage possible sera fait à la dite propriété dans l'exécution de ce travail. Bien entendu qu'il sera loisible au propriétaire ou à l'occupant lui même, s'il le préfère, de faire planter telles bornes et de faire fixer et placer tels marques, plaques et autres objets pour servir de bornes, au dire des Officiers de l'Ordnance Survey.

2.—Il est pareillement permis au Comité des États (nommé le 2 Décembre 1896 et chargé de donner aux personnes auxquelles la confection de la nouvelle carte de l'île sera confiée les renseignements nécessaires touchant la délimitation des paroisses ou telle autre information qui devra être marquée sur la dite carte) d'entrer sur et de parcourir toute propriété quelconque (les maisons exceptées) afin de constater, vérifier ou fixer les bornes des paroisses, cantons, fiefs et districts dans les paroisses respectives.

3.—Tout arpenteur, anglicé "Surveyor" est tenu, lorsque requis, d'exhiber au propriétaire ou à l'occupant son mandat d'autorité.

4.—Il sera payé par les États de cette Ile au propriétaire ou à l'occupant une compensation juste et raisonnable pour le dommage qui lui aura été causé par les Officiers et les employés de l'Ordnance Survey, laquelle compensation sera fixée par les Douzeniers de la paroisse où est située la propriété endommagée.

Toute demande en compensation sera par écrit et devra être livrée dans les trois jours qui suivront la commission du dommage allégué, tant au Doyen de la Douzaine qu'au Superviseur de la Chaussée et Trésorier des États. Le Doyen avertira les Douzeniers et les parties respectives de comparaître sur le lieu dans la huitaine qui suivra la demande en compensation afin d'en ordonner. Les dits Douzeniers, après l'audition des parties feront de suite notifier leur arrêt aux parties, auxquelles il sera respectivement loisible dans les dix jours qui suivront la notification de l'arrêt d'en appeler devant la Cour Ordinaire dont la décision sera finale, après l'audition des parties et de leurs témoins s'il y en a.

5.—Toute personne mettant empêchement ou obstacle soit aux Officiers et employés de l'Ordnance Survey dans l'exécution de leur devoir, soit au sus dit Comité des États sera passible d'une amende à discrétion de Justice qui ne sera pas moins de deux livres sterling et n'excédera pas dix livres sterling. Sera aussi passible d'une pareille amende celui qui sans être dûment autorisé à ce faire, ôte, retire, déplace ou change de position des bornes, piquets, poteaux, marques, plaques ou autres objets qui auront été plantés, fixés ou placés par ou pour l'Ordnance Survey ou le dit Comité des États.

6.—La présente Loi n'étendra pas et ne sera pas censée étendre, changer, agrandir, ou diminuer les bornes respectives des paroisses, cantons, fiefs, districts ou des propriétés particulières ou publiques en cette île.

7.—Les amendes seront applicables moitié à Sa Majesté et moitié au délateur.

1897.

(Enregistré sur les Records le 15 Juin 1897.)

AT THE COURT AT WINDSOR,

The 18th day of May, 1897.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

EARL OF KINTORE.

DUKE OF NORFOLK

CHIEF JUSTICE WAY.

Auregny.
Voix du Juge
lors président
la Cour ou les
Etats.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 14th day of April, 1897, in the words following, viz.:—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee a Petition of Mr. P. Herivel, a Jurat of the Royal Court of Alderney, humbly praying that Your Majesty would define the powers of the Judge of Alderney so far as regards his right to Vote in the Court :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration and do agree humbly to report as their opinion, to Your Majesty, that the Judge of Alderney, when presiding over the Court or States, has no Vote unless the Votes of the Jurats are balanced ; in which event his decision settles the question at issue.”

HER MAJESTY having taken the said report into consideration is pleased by and with the advice of Her Privy Council to approve thereof ; and Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Alderney and observed accordingly. And the Judge, Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time

being, in the said Island of Alderney, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly. 1897.

C. L. PEEL.

(Enregistré sur les Records le 24 Juillet 1897.)

AT THE COURT AT WINDSOR

the 7th day of July, 1897.

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

HIS ROYAL HIGHNESS THE DUKE OF CONNAUGHT AND
STRATHEARNE

LORD PRESIDENT EARL OF HOPETOUN
EARL OF KINTORE MR. SECRETARY CHAMBERLAIN.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 29th day of May, 1897, in the words following, viz. :—

Cimetière
militaire au
Fort George.

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of the Reverend George Edward Lee, Clerk, Master of Arts, Rector of the Parish of St. Peter Port in the Island of Guernsey, Charles James Durand and Nicholas Ferguson Churchwardens of the said Parish of Saint Peter Port, dated the 15th day of April, 1897, setting forth that Your Majesty is patron of the living of the said Parish of Saint Peter Port in the Diocese of Winchester ; that there is no Cemetery or Burying Ground appropriated to the use of the Officers and men of the garrison in that Island ; that the want of such a Burying Ground has been long and severely felt and that in consequence of correspondence between the Secretary of State for War and the

III.—F.

1897.

Lieutenant-Governor of the said Island of Guernsey, the said Secretary of State for War has approved the consecration of a Soldier's Burial Place within the precincts of Fort George the site of which adjoins and lies to the West of Kent Battery and is known as letting No. 24 containing 3 roods 24 perches or thereabouts ; that on the constitution of the new Ecclesiastical Parish of the Holy Trinity in the said Island which Ecclesiastical parish was formerly a part of the said parish of Saint Peter Port the spiritual charge of the inhabitants of the lands belonging to Your Majesty's War Department was expressly reserved to the Rector of Saint Peter Port ; that on the 6th day of February in the year of our Lord one thousand eight hundred and ninety-seven the Very Reverend Thomas Bell, M.A., Dean and Commissary of the said Island of Guernsey granted a Licence or Faculty to the said Rector of the said parish of Saint Peter Port for the passing of a Contract or Deed between the said Rector and the Colonel Commanding the Royal Engineers in the said Island of Guernsey by which contract the said Rector for himself and his successors the Rectors of the said parish should cede and make over to the said Colonel Commanding the Royal Engineers all rights privileges emoluments or revenues to the said Rector or his successors belonging or appertaining upon or by reason of the said burying ground on the conditions following :—

*“(1.) That no person but officers and soldiers of the garrison shall be interred in the new Burial Ground.

“(2.) That a Fee of Five Shillings shall be paid to the Rector for every burial in the said ground.

* Par Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 3 Mars 1900 enregistré le 17 Mars 1900, le droit de sépulture est étendu aux membres de la famille des dits Officiers et Soldats.

- “ (3.) That the Rector shall not claim any freehold 1897.
in the said Burial Ground or any right to the
grass, trees, shrubs, &c., growing there or any
fee for the erection of Monuments therein.
- “ (4.) That the Burials conducted in the said
Ground by Clergymen of the Church of
England be registered in the Register of
the parish of Saint Peter Port as if the
interment had taken place in one of the other
cemeteries.
- “ (5.) That the churchwardens of Saint Peter Port
have no responsibility respecting the repairs
and maintenance of the said Cemetery nor
shall the Ratepayers at any time be held
responsible for the cost of such repairs or
maintenance ;

And most humbly praying that Your Majesty
would be graciously pleased to grant Your Royal
sanction and authority for the passing of a Contract
or Deed before the Bailiff and Jurats of the Royal
Court of the Island of Guernsey between the said
Rector and the Colonel Commanding the Royal
Engineers in the said Island of Guernsey by which
contract the said Rector for himself and his successors
the Rectors of the said parish should cede and make
over to the said Colonel Commanding the Royal
Engineers acting for and on behalf of Your Majesty's
War Department all rights privileges emoluments
or revenues to the said Rector or his successors
belonging or appertaining upon or by reason of the
said burying ground on the conditions expressed in the
before recited Licence or faculty of the said Dean
and Commissary of the said Island of Guernsey :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in
obedience to Your Majesty's said Order of

1897.

Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the Rector and Churchwardens of the Parish of Saint Peter Port.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to authorize the passing of a Contract or Deed before the Bailiff and Jurats of the Royal Court of the Island of Guernsey between the Rector of the Parish of St. Peter Port and the Colonel Commanding the Royal Engineers in the said Island of Guernsey, by which contract the said Rector, for himself and his successors, the Rectors of the said Parish, shall cede and make over to the said Colonel Commanding the Royal Engineers, acting for and on behalf of Her Majesty's War Department, all rights, privileges, emoluments and revenues to the said Rector or his successors belonging or appertaining upon or by reason of the said burying ground on the conditions expressed in the before recited Licence or Faculty of the said Dean and Commissary of the said Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

(Enregistré sur les Records le 11 Décembre 1897.)

1897.

AT THE COURT AT WINDSOR

the 26th day of November 1897

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

LORD PRIVY SEAL

MR. RITCHIE.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 16th day of November, 1896, in the words following, viz. :—

Eglise
St. James.
Placement du
Fonds de
Dotation.

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Francis Edward Carey, James Mourant, the Reverend William Walter Merry, Doctor of Divinity, and Thomas Saumarez Dobrée, Trustees of the Church of Saint James the Minor in the Island of Guernsey, setting forth that by an Order of His Royal Highness the Prince Regent in Council of the 3rd day of August, 1816, the liberty was granted to Peter de Havilland, Esquire, Bailiff of the Island of Guernsey, and Admiral Sir James Saumarez, Baronet, of building the said Church of Saint James for the performance of Divine Worship according to the rites and ceremonies of the Church of England in behalf of themselves and of several of the inhabitants and English Residents of the Parish of Saint Peter Port in the said Island of Guernsey : that certain regulations were adopted by the proprietors of the said Church at a Special General Meeting held on the 6th day of December 1876 : that one of these regulations enacts as follows ; “It shall be lawful for the Trustees for the time

1897.

being to vary and transpose from time to time the Securities constituting the Endowment Fund into Securities of the States of Guernsey or of such public Government Securities as may then be authorized by Act of Parliament for the investment of Trust Monies": that since the year 1876 the constitution of the church has been altered, the said Proprietors having ceded and vested their rights to the said Trustees, and consequently there exists an absence of machinery whereby such regulation may be altered or rescinded: that certain States Bonds having been paid off there is a portion of the Trust Funds available for investment: that Your Petitioners now desire an extension of their powers of investments upon the following grounds:

- (i) That although the English Trust Investment Act is not registered in the Island of Guernsey its regulations are involved as guiding the powers of your Petitioners:
- (ii) That by the Trust Act of 1893 a Trustee unless expressly forbidden by the instrument creating the Trust may invest in any securities authorized by the said Act:
- (iii) That Trustees cannot be said to be expressly forbidden to invest in Securities mentioned in the Act merely because they are authorized to invest in a more limited class of security, and that in England in the absence of express prohibition no application would now be necessary to the Court since the Trustee Act of 1893 gives the necessary authority:
- (iv) And lastly, that if the strict letter of the regulation must be applied and an implied prohibition be interpreted as an express prohibition that your petitioners could only

invest in Consols $2\frac{3}{4}$ or $2\frac{1}{2}$ per cent., which only return $2\frac{1}{4}$ per cent. for money invested, or in India $3\frac{1}{2}$ and 3 per cent. stock, which are quoted at 118 and 107 respectively returning a yield of $2\frac{3}{4}$ per cent. :

1897.

that the Lord Bishop of the Diocese, the Lord Bishop of Winchester, has approved the present course as appears by his Lordship's signature at the foot of the petition, and humbly praying that Your Majesty in Council would approve an extension of the powers of investment and would authorize them and their successors Trustees of the said church of Saint James the Minor to invest the Securities constituting the Endowment Fund in (I) such Securities as are now or may be hereafter authorized by Act of Parliament for the investment of Trust monies (II) in Guernsey Wheat Rentes payable in money at the fixed rate of One pound sterling (currency) per Quarter :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to order as it is hereby ordered, that the Trustees of the Church of Saint James the Minor in the Island of Guernsey and their successors be authorized to invest the securities constituting the Endowment Fund (I) in such securities as are now or may be hereafter authorized by Act of Parliament for the investment of Trust monies (II) in Guernsey Wheat

1898.

Rentes payable in money at the fixed rate of One pound sterling (currency) per Quarter.

And Her Majesty doth hereby direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

(Enregistré sur les Records le 19 Février 1898.)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT,

The 3rd day of February 1898.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

LORD ARTHUR HILL

MR. AKERS-DOUGLAS.

Loi relative à
l'Inspection
des Bateaux
à Vapeur.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 17th day of December, 1897, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth that on the 12th day of June, 1897, the Royal Court adopted a *Projet de Loi*, intituled “*Loi relative à l'Inspection des Bateaux à Vapeur*” at the same time praying the Bailiff to submit the said *Projet de Loi* for the consideration of the States so that, if

approved, it should be transmitted to Your Most Excellent Majesty in Council for Your Majesty's gracious sanction : that at an Assembly of the States duly holden before Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff, on the 1st day of September, 1897, the aforesaid *Projet de Loi* intituled " *Loi relative à l'Inspection des Bateaux à Vapeur* " was taken into consideration by the States and was approved in the form set forth in the Schedule annexed to the Petition : that the said *Projet de Loi* reproduces, with certain additions, the provisions of Your Majesty's two Orders in Council dated respectively the 14th day of August, 1878, and the 5th day of January, 1881, and its provisions are intended, if sanctioned by Your Majesty, to take the place of and be substituted for those contained in the said two Orders in Council, and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the said *Projet de Loi*, intituled " *Loi relative à l'Inspection des Bateaux à Vapeur* " and to declare Your Royal Will and pleasure that the same should be in force as a law throughout the Bailiwick of Guernsey :

" THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition, and to sanction the said *Projet de Loi* intituled ' *Loi relative à l'Inspection des Bateaux à Vapeur,*' and to declare Your Royal Will and pleasure that the same shall be in force as a law throughout the Bailiwick of Guernsey."

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the

1898.

said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Bailiwick of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Petition :—

LOI RELATIVE À L'INSPECTION DES BATEAUX À VAPEUR.

Préambule.

Attendu, que d'après les dispositions de l'Acte de Parlement dit "Merchant Shipping Act, 1894," les bateaux à vapeur anglais portant des passagers hors d'un port du Royaume-Uni doivent être inspectés une fois au moins par an, par des Experts anglicé "Surveyors" nommés par le "Board of Trade," et que tels bateaux sont assujettis à certains règlements par rapport au nombre des dits passagers.

Attendu qu'il y a des bateaux à vapeur non sujets aux dispositions du dit Acte de Parlement, lesquels portent des passagers entre cette île et les îles voisines, le Royaume-Uni et ses dépendances, et la France.

Attendu que la sûreté publique demande que tels bateaux à vapeur soient inspectés une fois par an par autorité compétente, et que des dispositions analogues à celles mentionnées dans le susdit Acte de Parlement soient appliquées aux susdits bateaux à vapeur.

Attendu que le "Board of Trade" est prêt à envoyer un Expert, anglicé "Surveyor," à Guernesey, à l'effet ci-dessus. 1898.

ARTICLE GÉNÉRAL.

Le mot "passager" dans la présente loi signifie toute personne portée dans un bateau à vapeur autre que le maître et l'équipage, le propriétaire ou propriétaires en partie ou les actionnaires de la Compagnie qui en est propriétaire et leurs familles et domestiques, bien entendu que le nombre de telles personnes portées en sus du maître et de l'équipage ne dépassera pas six.

Définition
du mot
"passager."

1.—Le propriétaire de tout bateau à vapeur, non pourvu d'un certificat du "Board of Trade," portant plus de douze passagers entre l'île de Guernesey, les îles voisines, le Royaume-Uni et ses dépendances, et la France, sera tenu de faire inspecter la coque et les machines du dit bateau à vapeur une fois au moins par an, de la manière ci-dessous indiquée par un Expert autorisé à cet effet.

Propriétaire
d'un bateau à
vapeur tenu
de le faire
inspecter
annuellement.

2.—Sur la demande par écrit de tel propriétaire faite au Superviseur de la Chaussée, entre le 1^{er} Janvier et le 1^{er} Avril de chaque année, le dit Superviseur de la Chaussée s'adressera à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur le priant de prendre les mesures nécessaires afin qu'un Expert, anglicé "Surveyor," soit envoyé à Guernesey par le "Board of Trade" pour inspecter la coque et les machines du dit bateau à vapeur.

Demande par
le propriétaire
au
Superviseur
pour
inspection.

3.—Les frais de l'inspection seront avancés par le Superviseur de la Chaussée des revenus du havre de St. Pierre Port, et il sera payé au dit Superviseur de la Chaussée par le propriétaire de tout bateau à vapeur inspecté, la somme de dix livres sterling en aide des dits frais, bien entendu que cette somme sera réduite à cinq livres sterling dans le cas où il y aurait plus d'un bateau à vapeur inspecté.

Frais de
l'inspection.

1898.
Rapport de
l'Expert.

4.—L'Expert fournira au Superviseur de la Chaussée un rapport, par écrit sur les points suivants :

- (a) L'état de la coque du bateau à vapeur ;
- (b) L'état des machines du dit bateau à vapeur ;
- (c) Le temps, si moins d'un an, pour lequel les dites machines suffiront au dit service ;
- (d) L'état des soupapes de sûreté et de l'anglicé " fire-hose " ;
- (e) Le maximum de poids à placer sur les soupapes de sûreté ;
- (f) Le nombre de passagers que le dit bateau à vapeur est propre à porter.

Certificat du
Superviseur.

5.—Après réception de ce rapport, ou d'un certificat du " Board of Trade," le Superviseur de la Chaussée, s'il est satisfait que le bateau à vapeur est en bon état, donnera au propriétaire un certificat l'autorisant à porter un nombre spécifié de passagers à bord du dit bateau à vapeur, et ce pour un temps qui n'excédera pas un an.

Liste des
Certificats
sera tenue au
bureau des
Etats.

6.—Il sera tenu au Bureau des États une liste des certificats que le Superviseur de la Chaussée aura ainsi donnés.

Durée des
Certificats.
Suspension et
suppression.

7.—Les certificats livrés par le Superviseur de la Chaussée ne seront valables que pour le temps spécifié dans les dits certificats, et ils pourront être suspendus ou supprimés :—

- (a) Lorsque la coque, le grément, les machines, ou autre partie du bateau à vapeur sont ou ont été avariés ;
- (b) Lorsque les réparations effectuées sont incomplètes ou insuffisantes.

Nouveau
certificat.

Dans ce cas, si le propriétaire désire obtenir un nouveau certificat, le Superviseur pourra exiger qu'une nouvelle inspection soit faite aux frais du propriétaire.

Le Superviseur de la Chaussée pourra exiger que les certificats suspendus ou supprimés lui soient livrés lorsque requis, sous peine d'une amende de dix livres sterling contre le propriétaire ou le maître de tel bateau à vapeur, en cas de refus.

1898.

Certificats suspendus ou supprimés seront livrés au Superviseur.

8.—Toutes les fois qu'un bateau à vapeur quittera le port de Guernesey pour un voyage ou une excursion, ayant plus de douze passagers sur son bord sans que le maître soit muni du certificat du "Board of Trade," ou de celui du Superviseur de la Chaussée, les propriétaires et le maître de tel bateau à vapeur seront chacun sujets à une amende qui ne sera pas moins de vingt livres sterling et n'excédera pas cent livres sterling.

Propriétaires et maître d'un bateau à vapeur non autorisé quittant l'île avec plus de 12 passagers, sujets à une amende de £20 à £100 stg.

9.—Toutes les fois que le propriétaire, le maître ou autre personne ayant la charge d'un bateau à vapeur recevra à bord de tel bateau à vapeur des passagers excédant le nombre porté dans le certificat du "Board of Trade" ou dans celui du Superviseur de la Chaussée, le propriétaire, l'agent ou le maître de tel bateau à vapeur sera sujet à une pénalité qui ne sera pas moins de deux livres sterling et n'excédera pas vingt livres sterling, ainsi qu'à une pénalité additionnelle de dix chelins par chaque passager reçu à bord du dit navire en excédant du dit nombre.

Amendes lors bateau à vapeur reçoit passagers excédant le nombre autorisé.

10.—Le certificat donné soit par le Superviseur de la Chaussée, soit par le "Board of Trade" au propriétaire d'un bateau à vapeur, l'autorisant à porter un nombre spécifié de passagers, sera affiché à bord tout bateau à vapeur portant des passagers entre l'île de Guernesey, les îles voisines, le Royaume Uni et ses dépendances, et la France, de manière à pouvoir être lu facilement par les personnes à bord du dit bateau à vapeur, le tout sous peine d'une amende, à discrétion de justice, contre le propriétaire ou le maître du dit bateau à vapeur, qui n'excédera pas dix livres sterling.

Certificats du Superviseur et du "Board of Trade" seront affichés à bord.

1898.

Poursuites en crime dans le cas de fausse déclaration, et de contrefaçon du rapport de l'Expert et du certificat du Superviseur.

11.—Pourra être poursuivi devant la Cour Royale à se voir adjuger à telle peine, punition ou châtiment corporel que la Cour trouvera condigne :—

(a) Toute personne qui sciemment et volontairement fait une fausse et frauduleuse déclaration d'inspection ou de certificat d'inspection et toute personne qui provoque ou aide à telle déclaration.

(b) Toute personne qui frauduleusement contrefait, change ou falsifie le rapport de l'Expert et le certificat du Superviseur, et toute personne aidant ou assistant à ce faire.

Pénalité lors poids à placer sur soupapes de sûreté a été augmenté au-delà du maximum approuvé.

12.—Sera sujette à une amende à discrétion de justice qui n'excédera pas cent livres sterling toute personne qui augmente le poids à placer sur les soupapes de sûreté au-delà du maximum fixé dans le rapport de l'Expert.

Ivresse et inconduite.

13.—Le maître d'un bateau à vapeur portant passagers pourra refuser de recevoir à bord et pourra remettre à terre toute personne qui soit par cause d'ivresse ou autre inconduite, moleste ou incommode les passagers à bord.

Poursuites en Police Correctionnelle.

14.—Seront passibles en Police Correctionnelle d'une amende qui n'excédera pas deux livres sterling :

1.—Ceux qui, après avoir été avertis par le Maître ou autre Officier d'un bateau à vapeur de se désister, auront continué à molester un passager.

2.—Ceux qui persisteront à essayer de se rendre à bord un bateau à vapeur, ou qui refuseront de le quitter après avoir été requis de ce faire, par le Maître ou autre Officier, dans le cas qu'il y ait à bord du dit vapeur le nombre complet de passagers permis par le certificat du Superviseur ou du "Board of Trade."

3.—Ceux qui, étant passagers à bord un bateau à vapeur refuseront, lors requis par le Maître ou autre Officier, soit de payer le prix de la course, soit de produire un billet ou autre reçu constatant que tel paiement a été fait. 1898.

15.—Seront passibles en Police Correctionnelle d'une amende qui n'excédera pas vingt livres sterling : Poursuites en Police Correctionnelle.

Ceux qui volontairement obstrueront ou nuiront à la mécanique, ou aux chaînes, cordages, palans et autres agrès d'un bateau à vapeur, ou qui volontairement mettront obstacle, entrave ou empêchement au Maître ou à l'équipage dans la navigation et la manœuvre d'un bateau à vapeur, ou dans l'exécution de leur devoir.

16.—Les pénalités imposées par cette loi seront applicables moitié à Sa Majesté et moitié au délateur. Application des Pénalités.

Sont et demeurent rappelées la loi relative à l'inspection des bateaux à vapeur, confirmée par un Ordre de Sa Majesté en Conseil, en date du 14 Août 1878, et la loi relative au nombre de passagers dans les bateaux à vapeur, confirmée par Ordre de Sa Majesté en Conseil, en date du 5 Janvier 1881. Lois rappelées.

(Enregistré sur les Records le 19 Mars 1898.)

AT THE COURT AT WINDSOR,

The 7th day of March, 1898,

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

EARL OF KINTORE

LORD JAMES HEREFORD.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 26th day of February, 1898, in the words following, viz. :— Loi pour l'Entretien des Rues de la paroisse de St. Pierre-Port.

1898.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth that on the 26th day of March, 1878, Your Majesty was graciously pleased to give Your Royal Sanction to a Bill or ‘Projet de Loi,’ intituled ‘Loi pour l’entretien des rues de la paroisse de St. Pierre Port’; that the Order of Your Majesty in Council approving of the said Bill or ‘Projet de Loi’ was duly registered on the records of the Island and published in the usual form, on the 13th day of April, 1878; that this Law having been passed for a term of ten years only, did consequently expire in April, 1888; that on the 21st day of February, 1888, Your Majesty, upon a humble petition from the States of that Island, was graciously pleased to renew the said Law for a further term of ten years, by an Order of Your Majesty in Council of that date, which was duly registered on the 10th day of March, 1888; that the term of ten years for which the said Law was so renewed, will expire on the 10th day of March, 1898; that on the 31st day of December, 1897, the Royal Court adopted a Bill or ‘Projet de Loi’ having for its object the renewal of the aforesaid Law registered on the 10th day of March, 1888, with sundry slight modifications, whereof the principal one is embodied in article III. of the ‘Projet de Loi,’ whereby the Street Board of the parish of St. Peter Port will henceforward exercise powers over an enlarged area; that the States, at an Assembly holden before Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff, on the 28th day of January, 1898, approved of the said ‘Projet de Loi’ in the form set forth in the Schedule annexed to the Petition, and resolved to Petition Your Majesty to be graciously pleased to give Your Royal Sanction

thereto; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to ratify and confirm the said Bill or 'Projet de Loi' intituled 'Loi pour l'entretien des rues de la paroisse de St. Pierre Port' as set out in the Schedule annexed to the Petition, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same should have force of law within the Island of Guernsey for the term of ten years, from the 10th day of March, 1898 :

1898.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition and to sanction the said Projet de Loi entitled 'Loi pour l'entretien des rues de la paroisse de St. Pierre Port,' and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have force of law within Your Majesty's Island of Guernsey.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island,

1898.

and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI POUR L'ENTRETIEN DES RUES DE LA PAROISSE DE SAINT PIERRE PORT.

Entretien des Voies Publiques en dedans certaines limites confié au Conseil.

1.—L'entretien et la réparation des voies publiques bordant l'enceinte comprise en dedans des limites tracées par l'article III. de cette Loi, ainsi que des voies publiques en dedans des dites limites, est confié au Conseil présentement en charge et appelé le Conseil pour l'Entretien des Rues de la paroisse de Saint Pierre Port, et aura le dit Conseil droit aux services de l'Ingénieur ayant la surintendance des voies publiques ; bien entendu que les Esplanades et les Quais du Havre de Saint Pierre Port seront réparés et entretenus de la manière indiquée dans l'Ordre en Conseil du 28 Juillet 1856, et les Ordres en Conseil subséquents au sujet du dit Havre.

Constitution du Conseil.

2.—Afin de pourvoir à l'existence non-interrompue du Conseil, les règles qui suivent seront en force—

- (1) Toutes les fois que la charge de Président deviendra vacante les États nommeront un nouveau Président pour le terme de cinq ans. Trois autres membres du Conseil seront choisis par les États parmi les membres des États, et les autres trois membres du Conseil seront choisis par la Douzaine de la paroisse de St. Pierre Port parmi les Chefs-de-Famille de la paroisse.
- (2) Le Président aura la faculté de désigner chaque année un membre du Conseil pour agir comme Vice-Président jusqu'à l'expiration de l'année courante.

- (3) Dans l'absence tant du Président que du Vice-Président, ces Assemblées du Conseil seront présidées par le plus ancien membre présent.
- (4) Les six membres du Conseil sortiront de charge à tour de rôle à la fin de chaque année comme suit, savoir : un de ceux nommés par les États, et un de ceux nommés par la Douzaine.
- (5) Au fur et à mesure que les membres du Conseil sortiront de charge comme est spécifié dans l'article No. 4, ces membres seront remplacés comme suit, l'un des remplaçants sera nommé par les États et l'autre par la Douzaine, et sera chacun en charge pour le terme de trois ans à compter du commencement de l'année de sa nomination.
- (6) Dans toute assemblée du Conseil quatre membres formeront un quorum en comprenant dans ce nombre le Président du jour.
- (7) Un Président ou autre membre nommé par les États ne cessera pas d'être Président ou membre du Conseil par le fait seul qu'il a cessé d'être membre des États, et pareillement un membre nommé par la Douzaine ne cessera pas d'être membre du Conseil par le fait seul qu'il a cessé d'être Chef-de-Famille.
- (8) Dans le cas où la place d'un membre du Conseil (autre que le Président) deviendrait vacante par son décès, sa résignation, ou autrement, le Conseil, après y avoir été préalablement autorisé par la Cour Royale, pourvoira à son remplacement,—bien entendu qu'un membre qui n'aura pas assisté à une assemblée du Conseil pendant une année entière sera censé avoir résigné sa charge.

1898.

(9) Le membre qui aura été désigné par le Conseil, en vertu de la règle précédente, ne restera en charge que pendant le temps restant à courir sur l'exercice de celui qu'il remplacera.

Limites de l'Enceinte.

3.—Les limites de l'enceinte sont comme suit, savoir : Depuis le carrefour de la Longstore, le Petit Bouët, la Rouge Rue, la route depuis le haut de la Rouge Rue jusqu'au haut de la Rue des Maurepas, la partie de haut de la route des Guelles depuis le carrefour de la Rue des Maurepas jusqu'à et en suivant la route d'Amherst, la route dite "Elm Grove" et St. Jacques jusqu'au haut de la Rue Rozel, de là retournant par la Rue conduisant aux Rocquettes, la Rue des Rocquettes et la route des Rohais, les routes dites "York Avenue" et "Stanley Road," la route des Croutes, la Grande Marche, la route dite "Mount Row," la route dite "Prince Albert's Road," la Charroterie, la ruelle dite "Park Lane Steps" et la route de Havelet jusqu'à la mer. Sont aussi comprises les voies publiques qui suivent, savoir : 1° la partie du Petit Bouët depuis le bas de la Rouge Rue jusqu'au Carrefour de la Vrangue et du Grand Bouët ; 2° la partie de la route des Rohais depuis la route des Rocquettes jusqu'aux limites de la paroisse vis-à-vis l'héritage de Frogmore ; 3° le bout de route de Mount Row depuis le carrefour de la Ville au Roi jusqu'à l'héritage de Richmond appartenant aux héritiers de feu le Révérend Brehaut ; 4° la route de la Ville au Roi jusqu'aux limites de la paroisse ; 5° de "Park Lane Steps" jusqu'à Montville ; 6° la route dite "George Road" jusqu'aux limites du terrain de Fort George.

Contributions qui seront reçues par Connétables de St. Pierre-Port.

4.—Les Connétables de la ville et paroisse de St. Pierre Port recevront annuellement, tant des propriétaires des maisons et terrains bordant les voies publiques ci-dessus spécifiées, que des propriétaires des maisons et terrains bordant toute rue ou chemin

tombant sous l'action de la présente Loi, une contribution d'un penni par pied courant sur la longueur de leurs propriétés bordant telle rue ou chemin tombant sous l'action de la présente Loi—bien entendu que si la longueur d'une propriété bordant telle rue ou chemin excède deux perches, le propriétaire ne paiera qu'à raison de trois pennis par perche sur telle partie de l'excédant qui ne consistera pas en maisons ou autres édifices. Toute fraction d'un demi-penni comptera comme demi-penni.

5.—Lesdits connétables feront publier dans les premiers quinze jours du mois de Mars de chaque année, par le moyen d'une annonce dans la Gazette autorisée pour les annonces officielles, que les deux Mercredis suivant la dite publication ils seront prêts à recevoir les contributions ci-dessus au bureau des dits connétables depuis dix heures du matin jusqu'à deux heures de l'après-midi. Et si quelques personnes ne paient pas les dites contributions aux jours et heures indiqués, lesdits connétables iront ou enverront une personne chez les défaillants recevoir les dites sommes, dans lequel cas chaque défaillant payera en outre la somme de dix pennis aux connétables ou à la dite personne envoyée. Et dans le cas que les dites sommes ne soient ni payées aux dits connétables ni à la personne chargée de les recevoir, ainsi que les dix pennis en sus dans deux fois vingt quatre heures après qu'on sera allé chez le défaillant pour les recevoir, le défaillant sera sujet à une amende de dix huit sous tournois pour chaque paiement qu'il n'aura pas fait, comme est ci-dessus spécifié, et ce en outre les journées du connétable qui fera la poursuite. Et seront les saisis d'héritage tenus de payer les dites sommes de même et semblable manière que les propriétaires et sur les mêmes peines.

6.—Les connétables de la dite paroisse seront tenus de verser entre les mains du président du conseil pour

1898.

Publications.
Amendes.
Saisis censés
propriétaires.

Connétables
tenus avant
1er Juillet de
payer
contributions
au Président
du Conseil, et
au
Superviseur.

1898.

l'entretien des rues de la paroisse de Saint Pierre Port avant le 1^{er} Juillet de chaque année, les contributions payables aux fins de l'Article IV. de la présente Loi, et ce à l'exception de celles reçues des propriétaires de maisons et terrains bordant les Esplanades et les Quais du havre de St. Pierre Port, lesquelles seront versées entre les mains du Superviseur de la Chaussée pour être placées au crédit du havre de St. Pierre Port.

Superviseur ouvrira au Conseil crédit annuel de £1,700, après un état reçu du Président, avec certificat que neuf-dixièmes des contributions sont payés.

7.—Le Superviseur de la chaussée ouvrira annuellement au conseil pour l'entretien des rues de la paroisse de St. Pierre Port, un crédit hors du revenu général des États pour la somme de mille sept cents livres sterling, bien entendu que le dit crédit ne sera ouvert par le Superviseur qu'après qu'un état des recettes et des dépenses de l'année précédente, signé du président du conseil, aura été livré au Superviseur avec un certificat signé du dit président constatant que les neuf-dixièmes pour le moins des contributions pour la dite année ont été reçus.

Equivalent.

8.—Les propriétaires de terrains bordant les routes, rues et chemins de la dite paroisse, à l'exception de ceux spécifiés dans l'article 4 de la présente Loi, ainsi que les propriétaires de terrains bordant les routes, rues et chemins dans les autres paroisses de cette île, payeront l'équivalent fixé par l'article deux de la Loi relative à l'entretien des voies publiques, confirmée par un Ordre de Sa Majesté en Conseil, en date du 23 Août 1894, enregistré sur les Records de cette île le 8 Septembre 1894.

Balayage, arrosage et nettoyage.

9.—Sous les mots de "l'entretien et la réparation" des voies publiques sous l'administration du dit conseil, sont compris le balayage, l'arrosage et le nettoyage.

Requête demandant qu'une rue soit refaite en macadam, asphalte, etc.

10.—Toutes fois et quantes qu'un ou plusieurs propriétaires de maisons ou de terrains bordant une rue ou portion de rue pavée de la Ville, présenteront au Conseil pour l'entretien des rues de la paroisse de

St. Pierre Port une requête demandant que la dite rue soit refaite en macadam, asphalté ou autre matière, le dit Conseil, s'il le juge à propos s'adressera à la Cour Royale en corps, afin qu'elle en ordonne, après avoir entendu les connétables de la dite paroisse et les parties intéressées. En tel cas pourra la Cour autoriser l'ouvrage, à moins que les propriétaires de la moitié en longueur des maisons et terrains bordant la dite rue ou portion de rue ne s'y opposent.

1898.

11.—Tout chemin passant ouvert au public dans l'enceinte spécifiée dans l'article III., tombera sous l'action de la Loi.

Chemins
ouverts au
public dans
l'enceinte sont
compris dans
Loi.

12.—Et sera cette Loi en force pour le terme de dix ans, à compter du 10 Mars 1898, date de l'expiration de la Loi pour l'entretien des Rues de la paroisse de St. Pierre Port, confirmé par Ordre de Sa Majesté en Conseil du 21 Février 1888, enregistré sur les Records de cette île le 10 Mars 1888.

Loi en force
pour 10 ans.

(Enregistré sur les Records le 11 Juin 1898.)

AT THE COURT AT WINDSOR
the 19th day of May, 1898.

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
LORD CHANCELLOR
LORD PRESIDENT
LORD BALFOUR OF BURLEIGH.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 12th day of April, 1898, in the words following, viz. :—

Loi portant
réglement sur
l'introduction
dans les îles
de ce Bailliage
de Chiens
venant de
l'Etranger.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March,

1893.

1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth that for the reasons specified in the preamble to the 'Projet de Loi' set forth in the Schedule annexed to the Petition, the Royal Court of the said Island did on the 29th day of January, 1898, adopt a Bill or 'Projet de Loi,' intituled 'Loi portant règlement sur l'introduction dans les îles de ce Bailliage de chiens venant de l'étranger,' in order that, should the same be approved by the States, it might be submitted for Your Majesty's gracious consideration; that at an assembly duly holden before Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff, on the 25th day of February, 1898, the States passed a resolution whereby they approved the said Bill or Projet de Loi in the form set out in the Schedule annexed to the said Petition; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to ratify and confirm the said Bill or Projet de Loi, intituled, 'Loi portant règlement sur l'introduction dans les îles de ce Bailliage de chiens venant de l'étranger,' as set forth in the Schedule annexed to the said Petition, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same should have force of law within the Bailiwick of Guernsey:

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition and to sanction the said Projet de Loi, intituled 'Loi portant règlement sur l'introduction dans les îles de ce Bailliage de chiens venant de l'étranger,' and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have force of law within the Bailiwick of Guernsey."

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Bailiwick of Guernsey.

1898.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

J. H. HARRISON.

SCHEDULE referred to in the foregoing Order in Council.

LOI PORTANT RÈGLEMENT SUR L'INTRODUCTION
DANS LES ILES DE CE BAILLIAGE DE CHIENS
VENANT DE L'ÉTRANGER.

Vu l'ordre du Département de l'Agriculture en Angleterre en date du 7 Mai 1897, intitulé "Importation of Dogs Order of 1897," qui défend, à partir du 15 Septembre 1897, le débarquement dans la Grande Bretagne de Chiens venant de tout pays autre que l'Irlande ou l'Ile de Man excepté à des conditions prescrites par le dit ordre.

Attendu qu'il convient dans l'intérêt public de prendre des mesures nécessaires, tant pour la prévention de la rage ou d'autre maladie contagieuse parmi les chiens, que pour assurer la libre entrée dans la Grande Bretagne de chiens venant des Iles de ce Bailliage.

1898.

Défense de débarquer sans autorisation dans le Bailliage chiens venant de l'Etranger.

1.—Il est défendu de débarquer dans aucune Ile du Bailliage des chiens venant d'aucun pays excepté la Grande Bretagne, l'Irlande, l'Ile de Man et l'île de Jersey, sans l'autorisation par écrit dans les Iles de Guernesey, Sercq, Herm et Jethou, du Supérieur de la Chaussée et Trésorier des États, et dans l'île d'Auregny du Juge de la dite île sous peine d'une amende, à discrétion de Justice qui n'excédera pas £10 sterling, sur le propriétaire ou maître du navire, le propriétaire du chien et la personne qui en aura soin, sur toute personne aidant et assistant au débarquement, et sur le consignataire et toute personne qui recevra et gardera le dit chien sachant qu'il a été débarqué en contravention à la présente Loi. Et sera tué immédiatement tout chien débarqué sans l'autorisation requise.

Endroits fixés pour débarquement.

2.—Il est défendu sous pareille peine sur tout contrevenant de débarquer tels chiens dans l'île de Guernesey ailleurs que dans le havre de Saint Pierre Port, dans l'île d'Auregny ailleurs que sur le Dévaloir du Briselame ou dans le Havre du Braye et dans l'île de Sercq ailleurs que dans le Havre du Creux.

Demande pour autorisation.

3.—Toute demande pour une autorisation aux fins de l'article 1^{er} sera par écrit et signée du propriétaire du chien ou de son agent autorisé par écrit à cet effet, et contiendra :—

- (1) Une pleine description du chien constatant autant que possible afin d'en faciliter l'identification, la race, le sexe, l'âge et la couleur du chien.
- (2) Le pays d'où il est proposé d'introduire le chien et le port d'embarquement.
- (3) Le port de débarquement.
- (4) L'endroit où l'on se propose de conduire le chien pour porter à exécution telle détention et telle isolation qui pourront être ordonnées

par le Superviseur de la Chaussée ou par le Juge de l'île d'Auregny. 1898.

4.—Le Superviseur de la Chaussée et le Juge de l'île d'Auregny dans les Iles respectives auront plein pouvoir discrétionnaire, soit d'accorder, soit de refuser toute autorisation : ils pourront imposer telles conditions qu'ils jugeront nécessaires :—

Autorisation.
Détention,
transport et
inspection de
chiens.

- (a) Pour la détention et l'isolation du chien dans un endroit convenable aux frais du propriétaire et pour une période de temps n'excédant pas six mois ;
- (b) Pour le transport dans les dites îles du dit chien ;
- (c) Pour l'inspection de temps à autre du dit chien.

A défaut de lieu jugé convenable par le dit Superviseur ou le dit Juge de l'île d'Auregny le dit chien devra être détenu dans l'endroit qui sera fixé comme Dépôt par les autorités des îles de Guernesey et d'Auregny respectivement, et ce sous la garde de l'Inspecteur Officiel de Bétail, tout frais de maintien, transport et d'inspection seront à la charge du propriétaire ou de l'importateur.

5.—Seront passibles d'une amende, à discrétion de Justice, qui n'excédera pas dix livres sterling. Amende.

Le propriétaire et la personne qui a la charge d'un chien, lequel, d'après l'autorisation ci-dessus, doit être détenu et isolé, ainsi que l'occupant des prémisses où tel chien est détenu, qui négligera de faire détenir et isoler le dit chien et de le garder isolé. Sera aussi passible de pareille amende toute personne qui enfreindra aucune des conditions de l'autorisation du dit Superviseur ou du dit Juge.

6.—Sont la Cour Royale de l'île de Guernesey et la Cour de l'île d'Auregny autorisées à passer telles Cour Royale et
Cour
d'Auregny
autorisées à
passer
Ordonnances.

1898.

Ordonnances qu'elles trouveront convenables pour la mise à exécution de la présente Loi, et de tous et tels ordres relatifs à l'importation de chiens qui pourront de temps en temps être passés par le Département de l'Agriculture en Angleterre.

Application
des Amendes.

7.—Seront les amendes applicables moitié à Sa Majesté et moitié aux États.

(Enregistré sur les Records le 6 Août 1898.)

AT THE COURT AT WINDSOR,

The 18th day of July 1898.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

MR. JAMES A. CAMPBELL

MR. GOSCHEN

MR. JAMES W. LOWTHER

MR. RITCHIE

MR. EDMOND WODEHOUSE

SIR G. TAUBMAN-GOLDIE

SIR CHARLES S. SCOTT.

Havre de St.
Pierre-Port.
Extension du
Dévaloir de
l'emplacement
du Château
Cornet.
Elargissement
du Quai du
Nord de
l'Ancien
Havre.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 17th day of June, 1898, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth that at an Assembly holden before Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff, on the 3rd day of November, 1897, the States with a view to enable the Lifeboat to be more easily launched than at present resolved to authorize the Committee of the Harbour of St. Peter Port to prolong the Slipway situate near Castle Cornet, on the South arm of the said harbour, at a cost of fifty pounds sterling, the same to be paid for, with Your

1898.

Majesty's gracious approval, out of the revenues of the said Harbour ; that by an Order of Your Most Gracious Majesty in Council, dated the 26th day of August, 1893, the States were authorised to reconstruct and extend the 'North Pier' of the ancient harbour of St. Peter Port at an estimated cost of £15,500 to be defrayed out of the revenues of the said Harbour ; that the said Works being now completed, it is found desirable to widen the quay or roadway leading to the same ; that to effect this improvement it will be necessary to remove the present wooden structures containing the engine house and hauling gear in connection with the careening hard and to replace them, at the distance of a few yards, by buildings of a permanent character ; that with that object the States did at an Assembly holden before the said Thomas Godfrey Carey, Bailiff, as aforesaid, on the 27th day of May, 1898, resolve to present a humble petition to Your Majesty praying Your Majesty to sanction the said works and to order and direct that the estimated cost of the same, amounting to £950 be defrayed out of the revenues of the said Harbour ; And most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to approve of the aforesaid works and to authorize the States to defray the cost thereof estimated at £950, as well as the aforesaid sum of £50, required for the improvement of the Slipway for the Lifeboat, out of the revenues of the said Harbour of St. Peter Port :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to approve of the said works, and to authorize the States of Guernsey to defray the cost thereof (estimated

1 98.

at £1,000) out of the revenues of the said Harbour of St. Peter Port."

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to approve of the works, referred to in the Petition, being carried out, and also to authorize the States to defray the cost thereof (estimated at £1,000) out of the revenues of the Harbour of St. Peter Port.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

J. H. HARRISON.

(Enregistré sur les Records le 6 Août 1898.)

AT THE COURT AT WINDSOR

the 18th day of July, 1898.

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT	MR. JAMES A. CAMPBELL
MR. GOSCHEN	MR. JAMES W. LOWTHER
MR. RITCHIE	MR. EDMOND WODEHOUSE
SIR G. TAUBMAN-GOLDIE	SIR CHARLES S. SCOTT.

Loi relative à
la Fourniture
de la Lumière
Artificielle au
moyen de
l'Electricité.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 20th day of June, 1898, in the words following, viz. :—

1898.

“YOUR MAJESTY, having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth that on the 15th day of February 1898, the Royal Court of the said Island adopted a Bill or *Projet de Loi*, intituled “*Loi relative à la fourniture de la Lumière artificielle au moyen de l'électricité*,” in order that, should the same be approved by the States, it might be transmitted for Your Majesty's Royal sanction; that the said Bill or *Projet de Loi* was taken into consideration at assemblies of the States held on three successive days, viz. :—the 24th February and the 4th March last and on the 13th April last, before Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff, and was on the said 13th day of April approved of by the States in the form set forth in the Schedule annexed to the said Petition; And most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to ratify and confirm the said Bill or *Projet de Loi*, intituled ‘*Loi relative à la fourniture de la Lumière artificielle au moyen de l'électricité*’ as set out in the Schedule annexed to the said Petition, and to declare Your Royal Will and P'leasure that the same should have force of law within the Island of Guernsey :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of Guernsey, and to approve of and ratify the said *Projet de Loi* entitled ‘*Loi relative à la fourniture de la Lumière artificielle au moyen de l'électricité*.’ ”

1898.

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

J. H. HARRISON.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI RELATIVE À LA FOURNITURE DE LA LUMIÈRE
ARTIFICIELLE AU MOYEN DE L'ÉLECTRICITÉ.

Concession.

1.—Les directeurs de la Compagnie dite "Edmundson's Electricity Corporation Limited," dont le bureau enregistré est situé numéro dix-neuf, Great George Street, à Londres, et leurs successeurs directeurs pour et au nom de la dite Compagnie ci-après désignés les Concessionnaires, sont autorisés à établir et maintenir sur tout terrain acquis par eux, tous et tels lignes électriques, usines, conducteurs et constructions qu'ils jugeront nécessaires pour la fourniture aux habitants de l'île de Guernesey de l'électricité pour l'éclairage et la force motrice. Les plans des travaux nécessaires devront être approuvés avant le commencement des dits travaux par un Comité qui sera nommé par les

États. Et seront les dits plans et la dite installation portés à exécution par les Concessionnaires à la satisfaction du dit Comité, et en conformité avec les règlements établis tant pour la sûreté publique que pour la fourniture de l'énergie électrique, par le "British Board of Trade," et ce après permission de la Cour Royale préalablement obtenue, en conformité avec l'article vingt-neuf de l'Ordonnance de mil huit cent quarante par rapport aux routes, rues et chemins.

1898.

2.—Les dits Concessionnaires pourront, sous la surveillance du Comité des États, et sous telles conditions qui pourraient leur être imposées par les États, ou par le Conseil pour l'entretien des rues de la paroisse de Saint Pierre-Port, ou par le Comité des Voies Publiques, ou par autorité paroissiale, ou publique, suivant le cas.

Autorisation
à relever
pavage, ouvrir
tranchées,
placer fils
conducteurs,
poteaux et
boîtes, et
faire autres
travaux.

- I. Relever le pavage et ouvrir des tranchées dans les routes, rues et chemins de cette Ile, tant pour y placer des fils conducteurs et des poteaux, que pour réparer, changer ou retirer les dits conduits, fils, conducteurs et poteaux.

Bien entendu que les dits conduits, fils et conducteurs ne seront suspendus que dans des endroits où l'on ne pourra les placer sous terre, et ce après avoir préalablement obtenu la permission, par écrit, tant de l'autorité publique ou paroissiale susdite que du Comité des États.

- II. Employer la terre et les matériaux à et sous la surface des dites routes, rues et chemins, et y faire exécuter tous autres ouvrages et travaux qui seront requis pour la fourniture de l'électricité.
- III. Construire dans les rues des boîtes qui pourront être nécessaires à la réglementation.

1898.

tion de l'énergie à fournir, y inclus l'appareil ventilateur des susdites boîtes. Toute boîte ainsi construite sera pour l'usage exclusif des Concessionnaires et sous leur propre direction, et les Concessionnaires ne s'en serviront que pour diriger les lignes de service et autres conducteurs de répartition, ou pour l'examen, l'essai, le mesurage, la direction ou le contrôle de la force d'énergie, ou pour l'examen ou l'essai de la condition des tuyaux conducteurs, ou toute autre partie des travaux ou autres objets semblables qui concernent cette entreprise ; et les Concessionnaires pourront y placer des compteurs des aiguilles et tout autre appareil propre et convenable aux mêmes desseins. Toute et telle boîte, y inclus la surface supérieure de la couverture, sera construite et maintenue par les Concessionnaires de telle sorte que ce ne soit pas cause de danger, soit en raison de l'inégalité de surface ou autrement.

Elle portera des marques distinctives, et sera peinte et placée de manière à ne pas être confondue avec des boîtes appartenant à d'autres systèmes. Sans la permission, par écrit, du Comité des États, les dits conduits et fils conducteurs ne seront placés dans aucune route, rue ou chemin à moins de dix-huit pouces de distance des conduits de gaz et des tuyaux pour l'eau fournie par la Compagnie dite "The Guernsey Waterworks Company, Limited," et à moins de douze pouces des fils télégraphiques et téléphoniques.

3.—Les Concessionnaires, en exécutant tous les dits travaux, obtiendront au préalable le consentement et

Conditions à
remplir en
exécutant
travaux
susdits.

se conformeront aux directions du Comité des États, ou du Conseil pour l'Entretien des Rues, ou du Comité des Voies Publiques, ou autre autorité Paroissiale ou Publique, selon le cas.

1898.

4.—Avant de commencer aucun des travaux mentionnés dans l'article deux, les Concessionnaires seront tenus de donner avis, par écrit, de leur intention de ce faire à celui ou à ceux qui ont la charge ou la surveillance de la route, rue ou chemin où les dits travaux doivent être exécutés, au moins huit jours avant le commencement des dits travaux, excepté en cas d'urgence, par suite de quelque défaut à aucun des tuyaux ou autres ouvrages servant à la fourniture journalière de l'électricité aux habitants, et en ce cas spécial les Concessionnaires seront tenus d'en donner avis à qui de droit aussitôt que possible.

Conditions à remplir avant commencement des travaux mentionnés dans l'article 2.

5.—Lorsque les Concessionnaires auront ouvert ou levé les routes ou les pavés d'une rue ou d'un chemin ou aucun égout ou conduit, ils seront tenus d'exécuter et de compléter les travaux pour lesquels ils auront ainsi démolis les chemins ou égouts, avec le moins de délai possible, et ils répareront et remettront en bon état la rue, le chemin et les pavés ou l'égout ou conduits ainsi ouverts ou levés, et feront enlever les débris provenant des dits travaux. Pendant qu'une rue, pavé, égout ou conduit sera ainsi ouvert ou levé, ils feront ériger autour de l'endroit une barricade et la feront garder, et ils y établiront une lumière suffisante pour prévenir les passants pendant chaque nuit que la dite rue ou pavé restera ouvert ou levé. Après avoir remplacé et réparé la dite route ou pavé ainsi ouvert ou levé, ils seront tenus de l'entretenir en bonne condition pendant les trois mois suivants ou pour toute autre époque n'excédant pas une année, qu'il sera jugé nécessaire à cause de travaux y exécutés, le tout sujet à l'approbation de

Travaux des Concessionnaires dans les rues et chemins.

1898. l'autorité ayant la charge ou la surveillance de la route, rue, chemin ou égout.

Pénalités lors travaux exécutés à tort ou avec négligence.

6.—Cas avenant que les dits Concessionnaires auraient ouvert ou levé aucune rue ou route, ou aucun égout ou conduit, sans avertissement préalable aux autorités compétentes, en conformité avec l'article précédent, ou qu'ils auraient exécuté des travaux d'une manière différente de celle approuvée par l'autorité compétente, ou sans faire les travaux temporaires de protection, ou s'ils encourent aucun délai inutile en terminant les dits travaux, ou en réparant et remettant en bon état la dite rue, route ou pavés, égouts ou tonnelle qu'ils auront levés ou ouverts, ou en enlevant les débris occasionnés par les dits travaux, ou s'ils négligent de faire entourer l'endroit où les travaux seront en voie d'exécution par une clôture suffisante, et de les faire garder et éclairer, ou s'ils négligent d'entretenir la dite route ou pavé pendant la période ci-dessus stipulée, ils seront passibles d'une amende n'excédant pas cinq livres sterling, et d'une pénalité additionnelle d'une livre sterling par chaque jour que tel délai ou négligence continuera.

Obligation de fournir l'électricité.

7.—Les Concessionnaires seront tenus dans les deux ans qui suivront l'enregistrement de l'Ordre en Conseil confirmant cette loi, d'établir les conducteurs nécessaires pour fournir l'électricité au public dans chaque rue ou partie d'une rue contenue dans la cédule ci annexée. Si dans les autres rues de cette île un nombre suffisant des propriétaires ou occupants de maisons présentent aux dits Concessionnaires un engagement, signé par eux, de recevoir et de payer pour trois années consécutives une quantité d'électricité suffisante pour payer collectivement chaque année une somme égale à une cinquième partie des frais nécessaires pour l'établissement des conducteurs, le dit engagement devant être

accompagné d'une demande, par écrit, à cet effet, et que les Concessionnaires refusent ou négligent dans le courant de six mois, de confectionner les travaux nécessaires et de fournir la quantité d'électricité demandée, ils seront tenus de payer à chacun des dits propriétaires ou occupants un dédommagement de deux livres sterling pour chaque jour pendant lesquels ils refuseront d'établir tels conducteurs ou de fournir telle quantité d'électricité, étant entendu que les Concessionnaires ne seront pas sujets à tels dédommagements ou pénalités en cas d'accident ou autre cause majeure.

8.—Le propriétaire ou l'occupant d'une maison, magasin, édifice ou endroit public, devra rembourser aux Concessionnaires le prix des conducteurs ou autres appareils placés par les dits Concessionnaires sur les prémisses occupées par lui ou bien les fournir lui-même, les dits conducteurs et appareils seront maintenus aux frais du dit propriétaire ou occupant. Les compteurs pourront être, sur la demande des consommateurs, fournis aux frais des Concessionnaires, le consommateur payant à titre de location quinze pour cent par an sur le prix de ces appareils. Les Concessionnaires seront tenus de fournir et de placer à leur frais les conducteurs intermédiaires jusqu'à l'intérieur de la propriété qui doit être fournie avec l'électricité, pourvu que la longueur des dits conducteurs intermédiaires n'excède pas trente pieds, en cas contraire la différence du prix sera payée par le propriétaire ou occupant, étant entendu que les entrepreneurs ne seront pas obligés de fournir de l'électricité sur aucune propriété s'ils ne sont pas raisonnablement satisfaits que les conducteurs, fils appareils et travaux y placés, sont en bon état, en bonne condition, et qu'ils ne peuvent nuire à l'usage ou à la fourniture de l'électricité par les Concessionnaires dans d'autres prémisses.

1898.

Installation et
maintien des
conducteurs,
compteurs et
autres
appareils.

1898.

Tous les compteurs fournis par les Concessionnaires seront d'un modèle approuvé par le Comité des États.

Défense sous pénalité de prendre ou détourner l'électricité des fils ou conduits des Concessionnaires, d'endommager fils ou accessoires, et d'occasionner dépense inutile d'électricité.

9.—Toute personne qui, sans y avoir droit, prendra ou détournera l'électricité des fils ou conduits appartenant aux Concessionnaires sera passible envers eux d'une amende qui n'excédera pas cinq livres sterling, et toute autre personne qui, volontairement, ou par négligence, brisera ou endommagera un fil ou aucun des accessoires appartenant aux Concessionnaires, ou qui sciemment ou volontairement commettra un acte qui occasionnera une dépense inutile d'électricité, sera passible envers les dits Concessionnaires d'une amende qui n'excédera pas cinq livres sterling.

Taux à défaut d'accord particulier.

10.—Les Concessionnaires pourront faire payer l'électricité fournie par eux à tout consommateur ordinaire, à moins d'un accord particulier, suivant la quantité actuelle d'électricité fournie par compteur.

"Demand Indicator." Maximum des prix qui sera fixé par Concessionnaires.

11.—Il sera installé dans les prémisses de tout consommateur un instrument appelé "demand indicator," lequel instrument enregistrera avec exactitude en ampères le maximum de l'énergie fournie au consommateur. Le maximum des prix, qui sera fixé par les Concessionnaires, pour l'énergie par eux fournie, sera comme suit :—

1. Pour la première heure, sur le pied de sept pennis par unité dite "Board of Trade Unit," par consommation moyenne, à raison d'une heure par lampe par jour.
2. Après la première heure (*a*) sur le pied de quatre pennis par unité dite "Board of Trade Unit," pour l'électricité fournie, pour n'importe quel objet, excédant telle consommation moyenne pendant les quatre ans qui suivront l'enregistrement de la présente Loi, et, (*b*) après les quatre ans révolus, sur le pied de trois pennis par unité.

Pour l'éclairage des routes, rues et autres chemins publics, des havres et des édifices publics appartenant aux États, comme suit :—

1898.

Sur le pied de quatre pennis par unité dite " Board of Trade unit " pendant les quatre ans qui suivront l'enregistrement de la présente Loi ; et après les quatre ans révolus sur le pied de trois pennis par unité.

Il sera toutefois loisible aux États de cette île six mois avant l'expiration de sept ans qui suivront l'enregistrement de la présente Loi et six mois avant l'expiration de toute période subséquente de sept ans, d'avertir les Concessionnaires qu'ils sont d'avis qu'il convient dans l'intérêt public de faire une révision du susdit tarif afin d'en effectuer une diminution. Telle révision sera réglée par deux arbitres nommés l'un par les États et l'autre par les Concessionnaires, et, dans le cas de désaccord, entre les dits arbitres, un sur-arbitre sera nommé par le Président de l'Institution des Ingénieurs Electriciens à Londres, et sera la décision des arbitres et sur-arbitres finale entre les dites parties.

Révision du tarif.

12.—Toutes sommes d'argent dues aux entrepreneurs pour l'électricité fournie par eux, seront payées par, et seront recouvrables de toute personne qui aurait requis, reçu ou fait usage de l'électricité ainsi fournie.

Paiement des sommes exigibles par Concessionnaires.

13.—Les Concessionnaires seront tenus de commencer les travaux autorisés par la présente concession dans un an, à compter de l'enregistrement de l'Ordre en Conseil sanctionnant la présente loi, et de compléter les ouvrages compulsoires de la manière et dans le temps spécifiés dans l'article 7, après laquelle époque, si les dits ouvrages ne sont pas achevés, tous et tels fils et conduits, avec leurs accessoires, qui auront été placés dans les routes, rues et chemins publics, seront et demeureront la propriété des États.

Terme pour le commencement et la confection des travaux.

1898.

Comité de
Surveillance.

14.—Il sera nommé par les États un comité pour surveiller les travaux entrepris par les dits Concessionnaires, et est ce Comité autorisé à employer les services d'un ingénieur compétent aux frais des États, et il ne sera permis aux dits Concessionnaires de fournir de l'énergie qu'après que la sanction de la Cour Royale aura été obtenue, laquelle sera basée sur le certificat du dit ingénieur, constatant que les travaux ont été convenablement exécutés conformément aux dispositions de la loi, et en égard à la sûreté tant des employés de la Compagnie que du public.

Inspection des
Usines fils et
appareils.
Changements
et réparations.

15.—Une inspection des usines, fils électriques et appareils des dits Concessionnaires sera faite aux frais des Concessionnaires une fois, par an, ou plus souvent si le Comité des États le trouve nécessaire, par une personne compétente nommée par le dit Comité, laquelle fournira son rapport au dit Comité, par écrit, sur toute question à elle soumise par le dit Comité ; les Concessionnaires seront tenus de faire les changements et réparations qui seront trouvés nécessaires par le dit Comité, et, faute à eux de ce faire dans un délai raisonnable, ils seront passibles d'une amende à discrétion de Justice, qui ne dépassera pas dix livres sterling, et pourra de plus le dit Comité des États faire faire aux frais des Concessionnaires tels changements et réparations.

Visites à
domicile des
autorisés des
Concession-
naires.

16.—Toute personne agissant avec l'autorité des dits Concessionnaires pourra, en tout temps raisonnable entrer dans toute maison ou prémisses fournies d'électricité, en vertu de cette loi, afin d'examiner s'il ne se trouve pas de fuite ou de détournement de l'électricité, et si telle personne ainsi autorisée se voyait en aucun temps refuser l'entrée de telle maison ou prémisses lorsqu'elle s'y présentera dans l'exécution de ce présent article, ou se trouvait empêchée par qui que ce soit de faire le dit examen, les Concessionnaires

pourront cesser de fournir l'électricité pour l'usage des dites maisons ou prémisses.

1896.

Toute personne agissant comme dessus avec l'autorisation des Concessionnaires, sera tenue de porter quelque signe ou uniforme distinctif afin d'être facilement reconnue comme autorisée des Concessionnaires.

17.—Les Concessionnaires seront tenus toutes fois et quantes après avoir reçu du Superviseur de la Chaussée et Trésorier des États un avertissement préalable de douze mois avant l'expiration d'une période de quatorze ans ou autre période subséquente de sept ans depuis l'enregistrement de la présente loi, de céder et de délaisser aux dits États leur concession y incluse toute la propriété immobilière et mobilière y appartenant, et ce moyennant telle somme (avec l'addition de quinze pour cent) qui sera jugée juste et raisonnable par deux arbitres nommés, l'un par les États et l'autre par les Concessionnaires, et dans le cas de désaccord entre les dits arbitres, un sur-arbitre sera nommé par le Président de l'Institution des Ingénieurs Electriciens à Londres, et sera la décision des dits arbitres et sur-arbitre finale entre les parties. Nulle compensation ne sera payée pour la valeur non intrinsèque, anglie "good will," ni pour les travaux additionnels qui auront été confectionnés après le dit avertissement sans que les Concessionnaires eussent préalablement obtenu l'approbation, par écrit, du Comité des États.

Concession sera cédée aux États après avertissement de 12 mois avant l'expiration de 14 ans ou autre période subséquente de 7 ans.

18.—Après que la sanction de la Cour Royale pour la fourniture d'électricité aux fins de l'article 14 aura été obtenue, les Concessionnaires auront la faculté de vendre et transférer la concession, à eux accordée par la présente loi, à une Compagnie qui sera formée par eux, suivant les provisions des lois anglaises dites "English Joint Stock Companies' Acts, One thousand Eight hundred and Sixty-two, to One thousand Eight hundred and Ninety," ou à une

Faculté de céder concession à une Compagnie après refus des États.

1898.

Compagnie avec responsabilité limitée enregistrée sur les Records de l'Île de Guernesey, laquelle Compagnie aura le pouvoir de tenir, user, jouir de et exercer les droits, immunités et privilèges conférés aux dits Concessionnaires par la présente loi et sera sujette aux obligations imposées par icelle. Et sera telle Compagnie tenue d'offrir dans la dite Île de Guernesey pour le transfert au pair, la moitié au moins de ses actions. Bien entendu que la vente ou le transfert de la concession, comme est ci-dessus mentionné, ne pourra s'effectuer qu'après que les États de l'Île de Guernesey auront préalablement refusé de reprendre la concession et d'accepter la délaissances de la propriété des Concessionnaires suivant aux termes et conditions portés dans l'Article 17 de la présente loi.

Comptes
seront livrés
annuellement
au Trésorier
des États.

Partage entre
concession-
naires et États
du net profit
au-delà de 10
pour cent.

Concession-
naires
déposeront
£1,000 stg.
avec
Trésorier des
États.

19.—A la fin de chaque année les Concessionnaires seront tenus de livrer leurs comptes à M. le Trésorier des États, et s'il est trouvé un net profit au-delà de dix pour cent sur le capital employé, le dit net profit d'au-delà de dix pour cent sera partagé entre les États et les Concessionnaires en portions égales.

20.—Les Concessionnaires seront tenus, au moins un mois après l'enregistrement de l'Ordre en Conseil sanctionnant la présente loi, de déposer entre les mains du Trésorier des États la somme de mille livres sterling, argent au cours d'Angleterre, laquelle somme leur sera remboursée lorsque l'ingénieur nommé par le Comité aux fins de l'article 14, aura certifié que des travaux de la valeur de deux mille livres sterling ont été confectionnés. Le dit Trésorier leur paiera un intérêt à raison de deux et demi pour cent par an sur la dite somme, à compter du jour que la dite somme aura été déposée, et jusqu'au jour du remboursement de la dite somme. Et sera le montant du dit dépôt forfait aux dits États si les travaux ci-dessus mentionnés ne sont pas commencés

dans un an, à compter de l'enregistrement de l'Ordre en Conseil sanctionnant la présente loi. 1898.

21.—Cas avenant que la dite somme de mille livres sterling n'ait pas été déposée aux fins de l'article 20, ou que les travaux n'aient pas été commencés ou achevés dans les temps requis par la présente loi, cette concession sera forfaite. Forfaiture de la concession.

22.—Le Comité des États se satisfera de temps en temps, que les bâtiments et édifices des Concessionnaires soient construits et entretenus et leurs travaux confectionnés d'une manière solide et permanente, et qu'ils soient susceptibles d'extension, s'il y a lieu. Comité des Etats fera inspecter de temps à autre bâtiments et édifices.

23.—Et ne dérogent les susdits articles au droit de la Cour Royale de passer de temps à autre, tels règlements qu'elle jugera nécessaires pour la sûreté publique, et pour donner effet dans l'île de Guernesey aux règlements du département dit " Board of Trade." Règlements pourront être passés par la Cour.

24.—Cas avant que les Concessionnaires vendent ou transfèrent la présente concession à une Compagnie aux fins de l'article 18 de la présente Loi, telle Compagnie ne pourra vendre ni transférer la dite concession sans avoir préalablement obtenu la sanction des dits États. Une compagnie ne vendra pas la concession sans la sanction des Etats.

CÉDULE À LAQUELLE RÉFÉRENCE EST FAITE
DANS L'ARTICLE 7.

Esplanade du Nord. Cédule.
Esplanade de Glatigny jusqu'à l'hôtel dit "The Channel Islands Hotel."
La Grande Rue.
Le Pollet.
Les Arcades Commerciales.
La rue des Forges.
La rue de la Fontaine.
La rue du Bordage.

1898.

La Place de la Trinité.

La rue de Hauteville et des Godaines (George Road) jusqu'au carrefour au haut des Godaines.

La rue St. James.

La rue Chasse-Vassal.

La route de la Grange jusqu'à l'Église St. Etienne.

Le Havre de St. Pierre-Port y compris le Phare (Leading Light) situé à Belvédère.

Le Havre de St. Samson.

Les Lampes Publiques dans les paroisses de St. Pierre-Port et de St. Samson respectivement, cas avenant que les paroisses délibèrent de faire l'éclairage public par le moyen de l'électricité.

Les édifices publics appartenant aux États situés en dedans des Barrières de la Ville de St. Pierre-Port.

(Enregistré sur les Records le 5 Novembre 1898.)

AT THE COURT AT BALMORAL,

The 20th day of October, 1898.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

DUKE OF FIFE

EARL OF KINTORE

LORD GEORGE HAMILTON.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 4th day of September, 1898, in the words following, viz. :—

“ YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March,

By an Order in Council of the 25th June, 1903, registered on the Records of this Island the 11th July, 1903, the substitution of a new Tariff was sanctioned without prejudice to the rights of administration and enjoyment which would revert to the Bailiff and Jurats of the Royal Court under and by virtue of the Orders in Council of the 14th November, 1851, and the 2nd September, 1858, upon the extinction of the debt upon the Harbour of St. Peter Port. This debt was extinguished the 31st December, 1903, when the tariff contained in Schedule B of the Order in Council of 1858 came into force.

Application des Droits sur les Marchandises importées aux besoins généraux de l'Île et au revenu du Havre de St. Pierre-Port.
£400 par an payables du revenu du Havre aux Bailif et Jurés pour les besoins publics.

1898.

1862, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey setting forth that the States of Your Majesty's said Island of Guernsey, by a resolution passed at an Assembly holden on the 6th day of June, in the year 1851, voted the execution of certain works for the improvement of the harbour of St. Peter Port, the said works forming part of a more extensive design furnished by Mr. Rendel, C.E. ; that upon the Petition of the said States Your Majesty was graciously pleased, by and with the advice of Your Most Honourable Privy Council, to issue an Order bearing date the 14th day of November, 1851, whereby, among other things, Your Majesty was graciously pleased to sanction and authorize the levying of the several dues or duties specified in a certain Tariff set forth in a schedule annexed to the said Order, the said dues or duties consisting of an Impôt on Wines, a duty on goods imported into the Island and certain Harbour dues, the net produce of the said dues or duties, after certain payments in the said Order specified, to be applied exclusively to defray the expenditure in respect of the works so voted as aforesaid, and did further in and by the said Order in Council sanction and authorize the Bailiff and Jurats of the Island of Guernsey, from and after the time when the cost of the works, voted by the States of the said Island on the 6th day of June, 1851, should have been defrayed, to levy, in lieu and place of the ancient dues of Petite Coutume, the dues following, to wit :—

- ‘ One half of the duty on goods imported, specified in the aforesaid Tariff,
- ‘ One half of the tonnage dues specified in the said Tariff,
- ‘ The anchorage and chainage dues specified in the said Tariff,

1898.

‘The Harbour Master’s fees specified in the said Tariff:’

the said several dues to be vested in and levied by the said Bailiff and Jurats, in perpetuity, and to be by them applied as follows:—the produce of the above-mentioned Tonnage, Anchorage, and Chainage dues, and Harbour Master’s Fees to be applied to the Harbour of St. Peter Port, and the produce of the above-mentioned Duties on goods imported, to be applied to wants of the Island in general; that by an Order in Council of the 2nd September, 1858, Your Majesty was graciously pleased, on the Petition of the States to sanction the levying of the aforesaid dues on a revised basis set out in a Schedule marked (A.) annexed to the said Order, as well in lieu of the dues created by the Order in Council of the 14th November, 1851, as in respect of a Careening hard and Floating dock forming part of the plan of improvement, such dues to continue to be levied until the sums already borrowed, and the expenditure to be incurred in respect of the several works voted for the improvement of the Harbour (including those voted on the 12th February, 1858), should be entirely discharged and paid, after which time it was provided by the Order of 2nd September, 1858, that the Bailiff and Jurats should be authorized to levy certain dues set forth in a certain other Schedule marked (B.) annexed to the said Order, the said dues which included a duty on goods imported into the Island to be vested in and levied by the Bailiff and Jurats, who had signified their assent thereto, in lieu of the ancient dues of ‘La Petite Coutume’ in as full and ample a manner as those which had been reserved to them by the aforementioned Order in Council of 14th November, 1851; that by Order in Council of 17th December, 1860, Your Majesty was graciously pleased, on the Petition of the States, to sanction

1898.

a tariff of dues continuing with certain modifications those which had been sanctioned by the Order in Council of 2nd September, 1858, and to authorize the levying of the dues specified in the said tariff and the application of them, as well to the payment of certain additional works voted by the States on the 1st day of June, 1860, as to the other purposes for which the dues then levied were applicable under the authority of the several former Orders in Council issued on that behalf ; that under the provisions of an Order of Your Majesty in Council dated 21st day of February, 1872, the Duty on goods imported into the Island was raised from two shillings to two shillings and sixpence per ton (as it now stands) with an augmentation of 25 per cent. on certain goods specifically enumerated in the 2nd section of the tariff then in force ; and that it was further enacted in and by the said Order that the Impôt on Wines which since 1851 had formed part of the revenue of the Harbour of St. Peter Port should thenceforward be applicable to the general wants of the Island ; that since 1851, Your Majesty has been graciously pleased to sanction from time to time the several works which have been voted by the States for the improvement of the said Harbour ; that the fund provided for defraying the cost of these various works consists *inter alia* of the aforesaid Duty of two shillings and sixpence per ton on goods imported into the Island, with the augmentation as aforesaid of 25 per cent. on certain specific goods ; that the proceeds of the other Dues sanctioned by Your Majesty in Council for the maintenance and improvement of the said Harbour are now amply sufficient with one-half of the Duty leviable upon goods imported into the Island to provide the ordinary cost of up-keep of the said Harbour, the liquidation of the balance owing upon the cost of construction of the

1898.

works sanctioned by Your Majesty from time to time for the improvement of the said Harbour and for the construction of any supplementary works which Your Majesty may be graciously pleased to sanction hereafter for the completion of the said Harbour ; that on the other hand the ordinary general revenue of the States of the said Island is not much more than sufficient to provide for the Ordinary general expenses of the said Island and that these Ordinary general expenses are constantly on the increase, owing to the requirements of modern civilization ; that the States in consequence possess no funds capable of providing for any extraordinary demands which from time to time may arise ; that at an Assembly of the States holden before the Bailiff on the 29th day of December, 1897, a Committee was appointed to consider and report to the States as to what public works it was urgent for the States to carry into execution without delay and as to the approximate cost of such works ; that the Committee has recently reported that in the opinion of a large majority of its members it is urgently necessary, in addition to the erection of a States House of Assembly which the States resolved at an Assembly holden before the Bailiff on the 27th day of January, 1897, to erect in commemoration of Your Majesty's Diamond Jubilee, and of a new Court House for the administration of Justice in that Island, which the States at an Assembly also holden before the Bailiff on the 28th day of April, 1897, resolved to erect, owing to the unsatisfactory condition of, and the inadequate accommodation provided by the present building (these two works estimated to cost £40,000), to provide means for carrying out a complete system of drainage for the Northern part of the parish of St. Peter Port (the estimated proportion to be borne by the States being £20,000), to erect New Schools for developing Primary education

1898.

throughout the Island (the proportion to be borne by the States being estimated at £20,000), to enlarge and widen certain important thoroughfares in the town of St. Peter Port owing to the danger resulting from congested traffic (estimated to cost £66,000), and finally to supply a Telephonic Exchange which the States at an Assembly holden before the Bailiff on the 17th day of June, 1896, resolved to establish within the said Island (the same estimated to cost £8,000); that at an Assembly holden before the Bailiff on the 12th day of August, 1898, the States took into consideration the report of the said Committee with a view to enable them to carry into execution, in whole or in part, the aforesaid works, deemed by their Committee to be urgent and necessary, or other public works which may from time to time become urgent and necessary, and resolved to present an humble Petition to Your Majesty in Council, praying Your Majesty to authorize the States, from and after the 1st day of January, 1899, to apply one-half of the proceeds of the Duty on goods imported into the Island to the general wants of the Island (the other half continuing as heretofore to form part of the Harbour revenue); that at the said Assembly holden on the 12th day of August, 1898, it was further resolved, the assent of the Bailiff and Jurats of the Royal Court having been previously signified thereto, to entrust to the States, with Your Majesty's sanction the levying and administration of such Dues upon goods imported into the Island as were confided to the said Bailiff and Jurats by Your Majesty's Order in Council of the 14th November, 1851, in lieu of the Droits de la Petite Coutume thenceforward abolished, and to place annually to the credit of the said Bailiff and Jurats, out of the revenue of the Harbour of St. Peter Port, a sum of Four hundred pounds to be employed by them, at their discretion, for public

1898.

purposes, the said sum of £400 representing the annual surplus upon the said Droits de la Petite Coutume, which since the abolition of the said Droits, in 1851, have been paid to the Bailiff and Jurats for such purposes as aforesaid out of the general revenue of the Island ; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased :—

1° To authorize the States, from and after the 1st January, 1899, to levy the Dues upon goods imported into the Island in accordance with Your Majesty's Orders in Council now in force, viz. :—One-half thereof for the benefit of the general revenue of the Island, and the other half, for the benefit of the revenue of the Harbour of St. Peter-Port, and to order and direct that the revenue of the said Harbour shall thenceforward be applicable to the annual up-keep of the said Harbour, the balance owing upon the cost of construction of works already approved of by Your Majesty for the improvement of the Harbour, and to the cost of the construction of any supplementary works which Your Majesty may hereafter approve, with a view to the completion of the said Harbour.

2° To order and direct that, from and after the same period, a sum of Four hundred pounds be annually paid out of the revenue of the Harbour of St. Peter Port, to the Bailiff and Jurats of the Island to be employed by them, at their discretion, for public purposes, the same to take the place of the annual surplus on the Droits de la Petite Coutume, which, up to 1851, were levied, and administered by the said Bailiff and Jurats.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to authorize the States from and after the 1st January, 1899, to levy the Dues upon goods imported into the Island in accordance with Your Majesty’s Orders in Council now in force, viz., one-half thereof for the benefit of the general revenue of the Island, and the other half for the benefit of the revenue of the Harbour of St. Peter Port; to order and direct that the revenue of the said Harbour shall thenceforward be applicable to the annual up-keep of the said Harbour, and to the reduction of the balance owing upon the cost of construction of works already approved of by Your Majesty for the improvement of the Harbour and to the cost of the construction of any supplementary works which Your Majesty may hereafter approve, with a view to the completion of the said Harbour; and to order and direct that, from and after the same period the sum of £400 be annually paid out of the Revenue of the Harbour of St. Peter Port to the Bailiff and Jurats of the Island to be employed by them, at their discretion, for public purposes, the same to take the place of the annual surplus on the Droits de la Petite Coutume which, up to 1851, were levied and administered by the said Bailiff and Jurats.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to approve the proposed new arrangements referred to in

1898.

the Petition for the levying and application of the dues upon goods imported into the Island.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

(Enregistré sur les Records le 1er Novembre 1898.)

AT THE COURT AT BALMORAL,

The 20th day of October, 1898,

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

DUKE OF FIFE

EARL OF KINTORE

LORD GEORGE HAMILTON.

Havre de St.
Samson.
Enlèvement
de sable.
Quai du Nord
haussé.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 27th day of August, 1898, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 12th day of August 1898, setting forth that the Committee of St. Sampson's Harbour in the said Island, deeming it expedient to undertake the removal, by dredging, of a sandbank dangerous to shipping which now exists immediately

outside the mouth of the said Harbour;—and further considering it advisable with a view to facilitate the loading of stone in the said Harbour to raise the level (by three feet or thereabouts) of a portion of the Northern Quay of the said Harbour—recently decided to make application to the States in respect thereto; that at an Assembly holden before Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff, on the 10th day of August, 1898, the States approved of the aforesaid Works and voted a sum not to exceed One thousand pounds for the dredging at the mouth of the said Harbour and a sum not to exceed One thousand four hundred pounds for raising the level of a portion of the said Quay, as aforementioned; that the States further resolved to present an humble petition to Your Most Excellent Majesty in Council praying Your Majesty to grant Your Royal sanction to the said works, and to authorize the States to take the said respective amounts, One thousand pounds and One thousand four hundred pounds out of the revenues of the said Harbour for the aforesaid purposes; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to approve of the aforesaid works, and to authorize the States to defray the cost thereof (estimated at One thousand pounds and One thousand four hundred pounds respectively), out of the revenues of the Harbour of Saint Sampson :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to approve of the removal, by dredging, of a sandbank immediately outside the Harbour of St. Sampson and the raising of the level of a portion of the

1899.

Northern Quay of the said Harbour ; and to authorize the States to defray the cost thereof (estimated at One thousand pounds and One thousand four hundred pounds respectively) out of the revenues of the said Harbour of St. Sampson.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to approve of the removal, by dredging, of a sandbank immediately outside the Harbour of St. Sampson, and the raising of the level of a portion of the Northern Quay of the said Harbour, and to authorize the States to defray the cost thereof (estimated at £1,000 and £1,400 respectively) out of the revenue of the said Harbour of St. Sampson.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey, and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

(Enregistré sur les Records le 14 Février 1899.)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT,
The 2nd day of February, 1899.

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

DUKE OF MARLBOROUGH

LORD PRIVY SEAL

EARL OF KINTORE.

Havre de
St. Sampson.
Achat de
terrain
bordant le
Quai du Nord. a

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of

the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 24th day of January, 1899, in the words following, viz. :—

1899.

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth that the States of the said Island, at an Assembly holden before Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff, on the 28th day of December 1898, adopted a proposition emanating from the Committee of the Harbour of St. Sampson, in favour of the purchase of such portion of the ground forming part of certain premises belonging to Doctor Leale bordering the North Quay of the said Harbour as encroaches on and inconveniently narrows the said Quay and, subject to Your Majesty’s approval, voted a sum of One hundred and fifty pounds to defray the cost of the said purchase and the expenses connected therewith, the same to be taken out of the revenues of the said Harbour ; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to sanction the said purchase approved by the States and the application of the revenues of the said Harbour to the payment of the aforesaid sum of One hundred and fifty pounds required for that purpose and for defraying the expenses connected therewith.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to approve of the purchase of the said land and to sanction the application of the Revenues of the Harbour of St. Sampson to the payment of the cost of the said purchase and the expenses connected there-

1899.

with amounting to the sum of one hundred and fifty pounds.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to approve of the purchase of the land referred to in the Petition of the States, and also to sanction the application of the sum of £150 sterling, to be taken out of the revenues of the Harbour of St. Sampson, to the payment of the cost of the said purchase and the expenses connected therewith.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZROY.

(Enregistré sur les Records le 29 Mars 1899.)

AT THE COURT AT WINDSOR,

The 7th day of March, 1899.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

LORD CHAMBERLAIN

LORD JAMES OF HEREFORD.

Havre de St.
Pierre Port.
Emplacement
St. Julien.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 7th day of March, 1899, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth that since the commencement of the new works for the improvement of the Harbour of St. Peter Port a mass of rock, known as La Rocque St. Julien, abutting on the inside of the North Arm of the said harbour has been converted into a square plot of ground now known as the Emplacement St. Julien: that from time to time, during the progress of the said new works, Your Majesty has been graciously pleased to authorise the application of the revenues of the said harbour towards the cost of providing quayage for ships and other accommodation for the benefit of the trading community of the said Island; that there exist at present on the said Emplacement some wooden sheds for storage which it is now found necessary to demolish and which it is expedient to replace by some permanent structure: that at an Assembly holden before Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff, on the 22nd day of February, 1899, the States approved of a plan for the erection of such permanent structure at a cost of Six thousand pounds: that at the same Assembly the States with a view to provide workshops for States' purposes in the place and stead of the temporary workshops now existing in the aforesaid wooden sheds (which it is proposed to demolish as afore stated) approved of a plan for providing the same on the South Arm of the said harbour known as the Castle Cornet Arm at a cost not exceeding the sum of Twelve hundred and fifty pounds: that the States did further at the same Assembly, resolve to present a humble petition to Your Majesty in Council, praying your Majesty to sanction the said works and to order and direct

1899.

1899.

that the amounts required for carrying the same into execution, viz. :—Six thousand pounds for the proposed buildings on St. Julien Emplacement and a sum not exceeding Twelve hundred and fifty pounds for the proposed works on the Castle Cornet Arm of the said harbour, be taken from the revenues of the said harbour of St. Peter Port : and most humbly praying that your Majesty would be graciously pleased to approve of the aforesaid works, and to authorise the States to take the aforesaid sum of Six thousand pounds and a further sum not exceeding Twelve hundred and fifty pounds out of the revenues of the said Harbour with a view to carry into effect the aforesaid resolutions of the States :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to approve of the works, referred to in the Petition of the States, being carried out, and also to sanction the amounts required for carrying the same into execution, viz. :—Six thousand pounds for the proposed buildings on the St. Julien Emplacement, and a sum not exceeding twelve hundred and fifty pounds for the proposed works on the Castle Cornet Arm being taken from the Revenues of the Harbour of St. Peter Port.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to approve of the proposed works, and also to sanction the amounts required, say £6,000, and a sum not exceeding £1,250 being taken from the revenues of the Harbour of St. Peter-Port.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

1899.

A. W. FITZ ROY.

(Enregistré sur les Records le 17 Juin 1899.)

AT THE COURT AT WINDSOR,

The 19th day of May, 1899.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

LORD CHAMBERLAIN

EARL OF KINTORE.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 28th day of March, 1899, in the words following, viz.:—

Havre de St.
Pierre-Port.
Nouveau
Pont-à-
Bascule sur la
Chaussée
Albert.

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 11th day of March, 1899, setting forth that there exists at present a Weighbridge at the opening of the North Arm known as the St. Julian's Arm of the Harbour of St. Peter Port: that the necessity of an additional Weighbridge to accommodate trade when vessels discharge their cargoes at the South side of the said Harbour, has long been felt: that at an assembly holden before

1899.

Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff, on the 8th day of March, 1899, the States, at the instance of the Committee of the said Harbour, resolved, subject to Your Majesty's Gracious Approval to erect a Weighbridge with office attached on the pier known as the Albert Pier, situate on the South side of the said Harbour, at an estimated cost of Three hundred and fifty pounds, the same to be provided out of the revenues of the said Harbour: and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to approve of the aforesaid work, and to authorise the States to take the said sum of Three hundred and fifty pounds out of the revenues of the Harbour of St. Peter-Port for the purpose of carrying into effect the aforesaid resolution of the States adopted on the 8th day of March, 1899:

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to approve of the work, referred to in the Petition of the States, being carried out, and also to sanction the amount required for carrying the same into execution, viz., Three hundred and fifty pounds for the erection of a Weighbridge, with office attached, on the pier known as the Albert Pier, situate on the South side of the Harbour of St. Peter Port, being taken from the Revenues of the Harbour.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to approve of the proposed work, and also to sanction the amount required, viz., £350, being taken out of the revenues of the Harbour of St. Peter Port.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

1899.

A. W. FITZ ROY.

(Enregistré sur les Records le 17 Juin 1899.)

AT THE COURT AT WINDSOR

the 19th day of May 1899.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

LORD CHAMBERLAIN

EARL OF KINTORE.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 25th day of April, 1899, in the words following, viz. :—

Auregny.
Loi relative
aux
Honoraires de
la Cour.

Loi relative au
sujet des
Privilèges
pour loyer de
maisons en Cas
de Faillite ou
Déconfiture.

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of Nicolas Barbenson Esquire, Judge and President of the States of Alderney :—Setting forth that at a meeting of the States assembled held before the Petitioner the 8th day of March, 1899, to take into consideration the necessity of making certain changes in the Insular Ordinance relative to the fees paid to the Court of Alderney, it was thought expedient to pass an Ordinance assimilating them to those paid to the Royal Court of Guernsey, a copy

1899.

of which Ordinance was annexed to the said Petition ; that at the same meeting of the States it was also thought fit to take into consideration the necessity of having an Ordinance stating the privileges that proprietors of houses would have in cases of Bankruptcy of tenants over other creditors, and an Ordinance was therefore passed copy of which was also annexed to the said Petition ; and your Petitioner most humbly prayed that Your Majesty would be graciously pleased to grant your Royal sanction to the said Laws, and to declare your Royal Will and Pleasure, that they may from the time of their registration in the Island of Alderney have force of Law in Your Majesty's said Island :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition, and to approve of and ratify the said Ordinances, entitled—

1. “Loi relative aux honoraires de la Cour.
2. “Loi relative au Sujet des Priviléges pour loyer de Maisons en cas de faillite ou déconfiture.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said Ordinances, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of the Law within the Island of Alderney.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said Ordinances (copies whereof numbered 1 and 2 respectively are hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of

Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being of Guernsey, and also the Judge and Jurats of the said Island of Alderney, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

1899.

A. W. FITZ ROY.

ORDINANCES referred to in the foregoing Order in Council.

I.

LOI RELATIVE AUX HONORAIRES DE LA COUR.

Les Honoraires payables à Monsieur le Juge ou en son absence à Monsieur le Lieut. Juge et Messrs. les Jurés de la Cour d'Auregny seront à l'avenir comme suit :—

Séances de la Cour.

Il sera payé à la Cour comme suit	£	s.	d.
Causes en Cour Ordinaire et en Amiralité	0	1	3
Appel de sentence en Cour Ordinaire ou d'Amiralité	0	2	6
Appropriement en Plaids d'Héritage par cause	0	1	8
Examen de témoins à futur par témoin	0	2	6

Pour causes en vue de Justice il sera payé par cause.

A Monsieur le Juge	0	1	8
A chaque Juré Justicier présent...	0	0	10
A chaque Avocat présent	0	0	10
Au Greffier, Prévost et Sergent, chaque...	0	0	10

Signatures de pièces.

Pour chaque pièce passée ou collationnée, et pour chaque pièce mise sous sceau contenant une transaction d'une valeur au-dessous de deux Quartiers ou de £50 sterling 0 1 8

1899.

Idem, d'une valeur au-dessus de 2 Qrs. ou de £50 sterling et au-dessous de 10 Qrs. ou de £200 sterling 0 3 4

Idem, d'une valeur au-dessus de 10 Qrs. ou de £200 0 6 8

Dans le cas d'un Partage, s'il y a autant de copies du Partage présentées pour être signées que de Billes, il ne sera payé que suivant la valeur des Billes

Pour chaque pièce sur les Regîtres du Greffe collationnée avec l'original 0 0 10

Pour toutes pièces où la valeur de la transaction n'est pas mentionnée y compris Procurations et Testaments d'Immeubles 0 3 4

Signature de Testaments d'Immeubles hors de Cour 0 5 0

Pour Certificats d'usage et déclarations solennelles 0 5 0

Pour déclarations de toutes autres espèces 0 2 6

Il sera payé à Monsieur le Juge.

Pour régler le paraphernal d'une Veuve 0 2 6

Pour la Signature d'une Clameur de Haro 0 5 0

Pour la Signature d'un Arrêt au-dessous de Dix Livres sterling 0 0 10

Idem, au-dessus de £10 et au-dessous de £50 sterling 0 1 8

Idem, au-dessus de £50 sterling 0 3 4

Pour signature d'Arrêt avec affidavit le double des sus-dits honoraires

Pour Signature d'enrôlement 0 1 8

Pour visa de requête 0 2 6

Séances de Commis de La Cour.

Pour accédement de lieu et signature de rapport outre louage de voiture 0 5 0

Pour toutes autres vacations hors de Cour en outre la signature de pièce, s'il y a lieu et louage de voiture, s'il en est besoin...	0	5	0	1899.
Séance de Commis en Cour aux fins d'un Acte de Cour... ..	0	3	4	
Pour vacation au Partage de Biens Meubles entre créanciers il sera payé par créancier	0	0	5	
Pour vacation à l'opposition de Droits en saisie il sera payé pour chaque Affieffeur ...	0	0	5	

II.

LOI RELATIVE AU SUJET DES PRIVILÈGES POUR LOYER DE MAISONS EN CAS DE FAILLITE OU DÉCONFITURE.

Les privilèges pour loyers de Maisons et dépendances en cas de faillite ou de déconfiture seront dorénavant comme suit :—

Si le loyer est payable par la semaine le privilège sera de six semaines et la semaine courante.

S'il est payable par mois, le privilège sera de trois mois et le mois courant.

S'il est payable par quartier, le privilège sera de six mois, et le quartier courant.

S'il est payable par la demi-année ou par année, le privilège sera d'un an.

(Enregistré sur les Records le 5 Août 1899.)

AT THE COURT AT WINDSOR
the 14th day of July, 1899.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
LORD PRESIDENT
DUKE OF MARLBOROUGH
LORD CHAMBERLAIN.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the

Havre de St.
Pierre-Port.
Draguage
additionnel.

IV.—K.

1899.

Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 30th day of May, 1899, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 18th day of May, 1899, setting forth that at an Assembly, holden on the 27th of January 1897 before Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff, the States voted the sum of £9,600 of British sterling for defraying the estimated cost of dredging the Harbour of Saint Peter Port; that Your Majesty was graciously pleased by an Order in Council of the 18th May 1897 to sanction the said work and to authorise the States to apply the sum of £9,600 of British sterling out of the revenues of the said Harbour in the manner prayed for; that at a recent Assembly of the States holden before the said Bailiff on the 17th day of May 1899 upon an application from the Committee of the said Harbour (the £9,600 previously granted having for divers reasons proved insufficient for the purpose) an additional sum of £5,000 of British sterling was voted, subject to Your Majesty’s gracious approval, to enable the dredging of the said Harbour to be completed; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to approve the completing of the dredging of the said Harbour of St. Peter Port, and to order and direct that the revenues of the said Harbour should be charged with the additional sum of £5,000 of British sterling required for that purpose :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition

into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition of the States of Guernsey, and to sanction the cost of the completion of the dredging of the Harbour of St. Peter Port (£5,000 sterling) being charged on the revenues of the said Harbour.”

1899.

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to order and direct that the Revenues of the Harbour of St. Peter-Port be charged with the additional sum of £5,000 sterling for the completion of the dredging of the said Harbour.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

(Enregistré sur les Records le 5 Août 1899.)

AT THE COURT AT WINDSOR
the 14th day of July 1899.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
LORD PRESIDENT
DUKE OF MARLBOROUGH
LORD CHAMBERLAIN.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the

Havre de
St. Samson.
Nettoiemnt
des Egouts.
Achat de
Mont Crevelt.

1899.

Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 30th day of May, 1899, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey dated the 18th day of May, 1899, setting forth that the States of the said Island at an Assembly holden before Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff did on the 17th day of May 1899 adopt, subject to Your Majesty’s gracious approval, a proposition emanating from the Committee of the Harbour of St. Sampson in the said island, having for its object to provide at an estimated cost of £700 a pump and gas engine a cistern and the necessary pipes with a view to enable the quays of the said Harbour to be cleansed and the drains connected with the said Harbour to be flushed by means of water drawn from the sea ; that at the same Assembly the States did further, upon the application of the said Committee, resolve, subject as above, to trench a specified portion of the said Harbour, along the North Quay, at an estimated cost of £170. And did moreover at the instance of the said Committee resolve, subject also as above to purchase for the sum of £600 of British sterling the whole of the property now belonging to Your Majesty’s Government known as Mont Crevelt on the south side of the Harbour of St. Sampson. And the States in furtherance of the foregoing deliberations resolved to present a humble petition to Your Most Excellent Majesty in Council praying that Your Majesty would be graciously pleased to sanction the carrying out of the aforesaid deliberations and to allow the said sums of £700, £170, and £600 of British sterling for the aforesaid purposes respectively as also the necessary expenses

1899.

to be incurred in the purchase of the said property to be taken out of the revenues of the Harbour of St. Sampson, provided always that if Your Majesty's sanction be given thereto, the property situate at Mont Crevelt should, when purchased by the States, constitute a dependency of the said Harbour of St. Sampson; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to ratify and confirm the aforesaid deliberations of the States and to order and direct that the aforesaid sums of £700, £170 and £600 of British sterling respectively, as also the necessary expenses to be incurred in the purchase of the property known as Mont Crevelt in the said Island be taken out of the revenues of the Harbour of St. Sampson in the said Island for the purpose of giving effect to the said deliberations provided always that the said property known as Mont Crevelt should constitute a dependency of the said Harbour :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition of the States of Guernsey, and to sanction the sums mentioned, amounting in the aggregate to £1,470 sterling and also the necessary expenses incurred in the purchase of Mont Crevelt being taken out of the revenues of the Harbour of St. Sampson; provided always that Mont Crevelt, when purchased, shall constitute a dependency of the Harbour of St. Sampson.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to

1899.

ratify and confirm the deliberations of the States of Guernsey as set forth in the said Report, and also to direct that the cost of giving effect to the said deliberations be taken out of the revenues of the said Harbour of St. Sampson.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

Le Cinq Août Mil huit cent nonante neuf, pardevant Thomas Godfrey Carey, Écuyer, Baillif; présents: Jean Richardson Tardif, Jean Thomas Ross de Havilland, William Le Ray, De Vic Francis Carey, William Mansell MacCullsch, Hubert Le Cocq, Jean De Garis, Ferdinand Beckwith Mainguy, Alfred Henry Collings, Jean Nant Brouard et Edward Charles Ozanne, Écuyers, Jurés.

Monsieur le Bailiff ayant aussi ce jour communiqué à la Cour un Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 14 Juillet 1899 avec trois copies imprimées de chacun des Ordres en Conseil suivants:—

31 Mars 1855,
24 Mars 1871,
26 Juin 1873,
6 Mars 1896,

ayant rapport à la procédure que les parties seront tenues de suivre en ce qui regarde des appels devant Sa dite Majesté en Conseil, après qu'ils ont été inscrits sur les registres du dit Conseil.—LA COUR après avoir eu lecture du dit Ordre, ouïes les conclusions des dits Officiers de la Reine, a ordonné que les dits Ordres seront enregistrés sur les Records de cette Ile, et desquels Ordres la teneur suit:—

AT THE COURT AT WINDSOR,

1899.

The 14th day of July, 1899.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

DUKE OF MARLBOROUGH

LORD CHAMBERLAIN.

It is this day ordered by Her Majesty, by and with the advice of Her Privy Council, that a printed copy of the following Orders in Council relating to Appeals to Her Majesty in Council, be transmitted to the Royal Court of the Island of Guernsey, viz. :—

Appels à Sa
Majesté en
Conseil.

Orders in Council bearing date 31st March, 1855,
24th March, 1871, 26th June, 1873, and 6th
March, 1896 :

And it is hereby further ordered that the said Orders in Council be registered and published in the Island of Guernsey ; and the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief for the time being of the Island of Guernsey, and its Dependencies, and all other persons whom it may concern, are to take notice of Her Majesty's pleasure hereby signified, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,

The 31st day of March, 1855.

PRESENT :

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY IN COUNCIL.

WHEREAS doubts have arisen with reference to the power of the Judicial Committee of the Privy Council to suspend or relax, under certain special circumstances, the regulations in appeal causes established by Her Majesty's Order in Council of the 13th of June, 1853 :

1899.

HER MAJESTY, by and with the advice of Her Privy Council, is pleased to order and

IT IS HEREBY ORDERED, That in Appeal Cases in which a Petition of Appeal to Her Majesty shall have been lodged, and referred by Her Majesty to the Judicial Committee, the said regulations shall be subject to any order or direction which, in the opinion of the Lords of the Judicial Committee, the justice of any particular case may seem to require.

C. C. GREVILLE.

ORDER IN COUNCIL

FOR THE REGULATION OF THE FORM AND TYPE
TO BE USED IN THE PRINTING OF THE
CASES, RECORDS, AND PROCEEDINGS IN APPEALS
AND OTHER MATTERS PENDING BEFORE
THE LORDS OF THE JUDICIAL COMMITTEE OF THE
PRIVY COUNCIL.

AT THE COURT AT WINDSOR CASTLE,

The 24th day of March, 1871.

PRESENT :

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY IN COUNCIL.

WHEREAS there was this day read at the Board a Representation from the Lords of the Judicial Committee of the Privy Council, dated the 20th January 1871, humbly recommending to Her Majesty in Council that certain Rules be established by the authority of Her Majesty, by and with the advice of Her Privy Council, to be observed in the form and type used in the printing of all Cases, Records, and other proceedings in Appeals and other matters pending before the Judicial Committee of the Privy Council :

HER MAJESTY, having taken the said Representation into consideration, and the Schedule of Rules hereunto annexed, was pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to order, and it is hereby ordered, that the same be punctually observed, obeyed, and carried into execution :

1899.

Whereof the Judges and Officers of all the Courts of Justice in Her Majesty's dominions from which an Appeal lies to Her Majesty in Council, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

ARTHUR HELPS.

SCHEDULE annexed to the foregoing Order.

I. All Cases, Records, and other proceedings in Appeals, or other matters pending before the Judicial Committee of the Privy Council, are henceforth to be printed in the form known as DEMY QUARTO, and not in demy folio, as hath heretofore been used.

II. The size of the paper used is to be such that the sheet, when folded, will be eleven inches in height and eight inches and a half in width.

III. The type to be used in the text is to be Pica type, but Long Primer is to be used in printing accounts, tabular matter, and notes.

IV. The number of lines in each page of Pica type is to be forty-seven, each line being five inches and three quarters or 146 millimetres in length.

V. The foregoing Rules do not apply to cases now pending in which the printing of the Record is begun before the receipt of this Order, but in all cases printed after the receipt of this Order the form and type herein prescribed are to be used exclusively.

VI. The price in England for printing 75 copies in the form herein established is to be thirty-eight

1899. shillings per sheet (eight pages) of pica with marginal notes, not including corrections, tabular matter, and other extras.

VII. The form of paper and type of the present Order in Council [with the pages hereunto annexed*], are to serve as a specimen sheet or pattern for the printing of the proceedings before the Judicial Committee of the Privy Council.

A. H.

* Omitted in this reprint.

AT THE COURT AT WINDSOR CASTLE,

The 26th day of June, 1873.

PRESENT :

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY IN COUNCIL.

WHEREAS in many Appeals now pending before Her Majesty in Council no effectual steps have been taken by the parties or their agents to set down their cases for hearing, although more than twelve months have elapsed since the arrival and registration of the transcript of appeal in this country, and it is expedient to make further provision in that behalf.

HER MAJESTY, by and with the advice of Her Privy Council, and upon a recommendation of the Lords of the Judicial Committee of the Privy Council, is pleased to order, and it is hereby ordered, that the solicitors or agents for the party appellant in all such Appeals now pending before Her Majesty in Council are hereby required to take effectual steps to set down their cases for hearing within six months from the date of this Order, and in all other Appeals to Her Majesty in Council within a period not exceeding twelve months from the date of the arrival and registration of the transcript in this country.

And Her Majesty is further pleased to order, and it is hereby ordered, that it shall be the duty

1899.

of the Registrar of the Privy Council to report to the Lords of the Judicial Committee the names of the parties and dates of the Decrees in Appeals in which no effectual steps have been taken within the aforesaid periods of time to set down the case for hearing; and the Lords of the Judicial Committee of the Privy Council shall be at liberty to call upon the Appellant or his agent in such cases to show cause why the said Appeal or Appeals should not be dismissed for non-prosecution, and (if they shall so think fit) to recommend to Her Majesty the dismissal of any such Appeal, or to give such directions therein as the justice of the case may require.

And Her Majesty is further pleased to order that nothing in the present Order shall prevent the dismissal of an Appeal under the 5th of the Rules approved by Her Majesty on the 13th of June, 1853, in cases to which that Rule is applicable.

Whereof the Governors of Her Majesty's Plantations and Dominions abroad, and the Judges or Officers of Her Majesty's Courts of Justice from which an Appeal lies to Her Majesty in Council, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

(Signed) ARTHUR HELPS.

AT THE COURT AT WINDSOR,

The 6th day of March, 1896.

PRESENT :

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY IN COUNCIL.

WHEREAS there was this day read at the Board a Representation from the Lords of the Judicial Committee of the Privy Council, in the words following, viz. :—

1899.

“ The Lords of the Judicial Committee of the Privy Council have the honour, with their humble duty to Your Majesty, to represent that it would be advisable that the Rules, established by Your Majesty’s Order in Council of the 31st March, 1870, should be amended ; and their Lordships beg leave to recommend that Your Majesty will be graciously pleased to approve the Rules set forth in the Schedule hereunto annexed, and to declare that the said Rules shall be observed by all Proctors, Solicitors, Attorneys, Agents, or other persons employed in the conduct of Appeals, Petitions, or other matters pending before Her Majesty in Council.”

HER MAJESTY having taken the said Representation and the Schedule of Rules annexed into consideration, was pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to order, as it is hereby ordered, that the said Rules (copy of which is hereunto annexed) be punctually observed, obeyed, and carried into execution, in lieu of the Rules established by the Order of Her Majesty in Council of the 31st March, 1870.

C. L. PEEL.

SCHEDULE annexed to the foregoing Order.

RULES.

1. Every Proctor, Solicitor, or Agent admitted to practise before Her Majesty’s Most Honourable Privy Council, or any of the Committees thereof, shall subscribe a Declaration to be enrolled in the Privy Council Office, engaging to observe and obey the Rules, Regulations, Orders, and Practice of the Privy Council ; and also to pay and discharge, from time to time, when the same shall be demanded, all fees or charges due and payable upon any matter

pending before Her Majesty in Council ; and no person shall be admitted to practise, or allowed to continue to practise, before the Privy Council, without having subscribed such Declaration in the following terms :—

1899.

FORM OF DECLARATION.

WE, the Undersigned, do hereby declare, that we desire and intend to practise as Solicitors or Agents in Appeals and other matters pending before her Majesty in Council ; and we severally and respectively do hereby engage to observe, submit to, perform, and abide by all and every the Orders, Rules, Regulations, and Practice of Her Majesty's Most Honourable Privy Council and the Committees thereof now in force, or hereafter from time to time to be made ; and also to pay and discharge, from time to time, when the same shall be demanded, all fees, charges, and sums of money due and payable in respect of any Appeal, Petition, or other matter in and upon which we shall severally and respectively appear as such Solicitors or Agents.

II. Every Proctor or Solicitor practising in London shall be allowed to subscribe the foregoing Declaration, and to practise in the Privy Council, upon the production of his Certificate for the current year ; and no fee shall be payable by him on the enrolment of his signature to the foregoing Declaration.

III. Persons not being certificated London Solicitors, but having been duly admitted to practise as Solicitors by the High Courts of Judicature in England and Ireland, or by the Court of Session in Scotland, or by the High Courts in any of Her Majesty's Dominions respectively, may apply, by

1899.

petition, to the Lords of the Committee of the Privy Council, for leave to be admitted to practise before such Committee; and such persons may, if the Lords of the Committee please, be admitted to practise, by an Order of their Lordships, for such periods and under such conditions as their Lordships are pleased to direct.

IV. Any Proctor, Solicitor, Agent, or other person practising before the Privy Council, who shall wilfully act in violation of the Rules and Practice of the Privy Council, or of any rules prescribed by the authority of Her Majesty, or of the Lords of the Council, or who shall misconduct himself in prosecuting proceedings before the Privy Council, or any Committee thereof, or who shall refuse or omit to pay the Council Office fees or charges payable from him when demanded, shall be liable to an absolute or temporary prohibition to practise before the Privy Council, by the authority of the Lords of the Judicial Committee of the Privy Council, upon cause shown at their Lordships' Bar.

MONSIEUR LE BAILLIF ayant aussi ce jour communiqué à la Cour un Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 14 Juillet 1899, avec trois exemplaires de l'Acte de Parlement 49 et 50 Victoria Cap. 33 "The International Copyright Act, 1886," comme aussi trois exemplaires imprimés de chacun des Ordres en Conseil suivants, savoir :—

		Order in Council of 28 Nov. 1887, Belgium and certain other countries:
"	"	10 August 1888, Grand Duchy of Luxembourg:
"	"	15 October 1889, Principality of Monaco;
"	"	16 May 1893, Principality of Montenegro;
"	"	30 April 1894, Austria-Hungary
"	"	2 February 1895, Newfoundland and certain other colonies:
"	"	11 May 1895, India:
"	"	1 August 1896, Norway:
"	"	7 March 1898, Germany and certain other countries (applying additional Act):
"	"	19 May 1898, Hayti (applying additional Act):

mentionnés dans le dit Ordre duquel Ordre la teneur suit :—

AT THE COURT AT WINDSOR,

1899.

The 14th day of July, 1899.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

DUKE OF MARLBOROUGH

LORD CHAMBERLAIN.

It is this day ordered by Her Majesty, by and with the advice of Her Privy Council, that printed copies of the following Act of Parliament and Orders in Council relating to Copyright be transmitted to the Royal Court of the Island of Guernsey, viz. :—

International
Copyright.

49 and 50 Victoria, cap. 33, "The International Copyright Act, 1886":

Order in Council of	28 Nov. 1887,	Belgium and certain other countries :
"	"	10 Aug. 1888, Grand Duchy of Luxembourg :
"	"	15 Oct. 1889, Principality of Monaco :
"	"	16 May 1893, Principality of Montenegro :
"	"	30 April 1894, Austria-Hungary :
"	"	2 Feb. 1895, Newfoundland and certain other colonies :
"	"	11 May 1895, India :
"	"	1 Aug. 1896, Norway :
"	"	7 Mar. 1898, Germany and certain other countries (applying additional Act) :
"	"	19 May 1898, Hayti (applying additional Act) :

And it is hereby further ordered that the said Act and Orders in Council be registered and published in the Island of Guernsey, not as being essential to their

1899.

operation therein, but that Her Majesty's subjects in the said Island may have notice of the said Act and Orders in Council having passed, and that they are bound thereby.

And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief for the time being of the Island of Guernsey, and its Dependencies, and all other persons whom it may concern, are to take notice of Her Majesty's pleasure hereby signified, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

LA COUR après avoir eu lecture des dits Ordres, ouïes les conclusions des Officiers de la Reine, a ordonné ce que suit :—

- 1° Les dits Ordres seront enregistrés sur les Records de cette Ile.
- 2° L'un des dits exemplaires du dit Acte de Parlement sera logé au Greffe pour faire partie des dits Records.
- 3° Un extrait des Registres contenant ce présent Acte avec le deuxième exemplaire du dit Acte de Parlement et des dits Ordres en Conseil seront expédiés par Monsieur le Greffier de la Reine à Monsieur le Juge de l'Ile d'Auregny, et
- 4° Un extrait des Registres contenant ce présent Acte avec le troisième exemplaire du dit Acte de Parlement, et des dits Ordres en Conseil, seront expédiés par Monsieur le Greffier de la Reine à Monsieur le Sénéchal de l'île de Serk.

ORDERS IN COUNCIL referred to in the foregoing Order in Council of the 14th day of July, 1899.

28th November 1887 Called hereinafter "The Principal Order";

Schedule I. contains the Copyright Convention (afterwards called "The Berne Convention.") The provisions of this Order extend to

Belgium	Germany	Italy
Switzerland	France	Hayti
Spain	Tunis.	

Schedule II. revokes certain Orders in Council.

10th August 1888	The provisions of the Principal Order extended to The Grand Duchy of Luxembourg.	1899.
15th October 1889	The provisions of the Principal Order extended to The Principality of Monaco.	
16th May 1893	The provisions of the Principal Order extended to The Principality of Montenegro.	
30th April 1894	Convention between Great Britain and Austria-Hungary. This Order applies to all the Colonies and Foreign Possessions of Her Majesty excepting to India Victoria The Dominion of Queensland Canada Tasmania Newfoundland South Australia The Cape Western Australia Natal New Zealand. New South Wales	
2nd February 1895	The Provisions of the Order in Council of the 30th April 1894 shall apply to Newfoundland Natal Victoria Queensland South Australia Western Australia New Zealand.	
11th May 1895	The Provisions of the Order in Council of the 30th April 1894 shall apply to India.	

- | | | |
|------------------------------------|---|---|
| <u>1899.</u>
1st August
1896 | The Provisions of the Principal Order shall apply to | The Kingdom of Norway. |
| 7th March 1898 | Extending to the undermentioned Foreign Countries an Additional Act to the Berne Convention (translation of Act set out in the Schedule to this Order) for the purpose of varying the provisions of the Convention— | Germany Italy Switzerland
Belgium Luxembourg and
Spain Monaco Tunis.
France Montenegro |
| 19th May 1898 | Extending the Provisions of the Order of the 7th March 1898 to | The Republic of Hayti. |

(Enregistré sur les Records le 26 Août 1899.)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT,
The 8th day of August, 1899.

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD CHANCELLOR	LORD JAMES OF HEREFORD
LORD PRESIDENT	SIR FLEETWOOD EDWARDS.

Loi relative à
la Réforme des
Etats de
Délibération.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 21st day of July, 1899, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth that the constitution of the

States of the said Island is at present regulated by Your Majesty's Order in Council of the 13th December 1844 ; that Article 13 of the Project of Law confirmed by Your Majesty's said Order specifies the composition of the States of Deliberation ; that for some time past a feeling has prevailed in certain sections of the community as to the expediency of giving the ratepayers of the Island a more direct interest than exists at present in the management of the administrative affairs of the said Island which are under the control and management of the said States of Deliberation ; that with a view thereto, as also to amend in certain particulars the aforesaid Article 13 of Your Majesty's aforesaid order, the Bailiff presented to the States on the 28th December, 1898, a Project of Reform, which after mature consideration was approved of with certain slight modifications, and the Royal Court was requested to prepare for the consideration and approval of the States a Bill or 'Projet de Loi' embodying the conclusions thus arrived at by the States ; that, after public notice had been duly given to all whom it might concern, the Royal Court did, on the 13th day of May, 1899, adopt a Bill or 'Projet de Loi' intituled 'Loi relative à la réforme des États de Délibération' in order that, in case the same should be approved by the States, it might be transmitted for Your Majesty's Royal sanction ; that the said Bill or 'Projet de Loi' was taken into consideration at an Assembly of the States, holden on the 14th day of June, 1899, before Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff, and was approved of by an almost unanimous vote in the form set forth in the Schedule annexed to the Petition ; that Article IX. of the said Bill or "Projet de Loi" repeals the aforesaid Article 13 of Your Majesty's Order of the 13th December, 1844, which is to be replaced by the remaining provisions of the said Bill

1899.

1899.

or 'Projet de Loi'; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to ratify and confirm the said Bill or 'Projet de Loi,' intituled 'Loi relative à la réforme des États de Délibération' as set out in the Schedule to the said Petition, and to declare your Royal Will and pleasure that the same should have force of law within the Island of Guernsey :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of Guernsey, and to approve of and ratify the said 'Projet de Loi,' entitled 'Loi relative à la réforme des États de Délibération.'”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said "Projet de Loi," and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of the Law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said "Projet de Loi" (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council. 1899.

LOI RELATIVE À LA RÉFORME DES ÉTATS DE DÉLIBÉRATION.

I.—Les États de Délibération seront composés comme suit :—

M. le Baillif (Président, ayant voix prépondérante en cas d'égalité de voix).	
Les Jurés-Justiciers	12 voix.
Les Recteurs des paroisses de l'Île	10 „
Les Officiers de la Reine	2 „
Les Délégués (autrement députés des Douzaines paroissiales, savoir la paroisse de St. Pierre-Port, 2 voix, et les 9 autres paroisses, 9 voix, ensemble	11 „
Les Délégués (autrement Députés) des 4 Douzaines cantonales de St. Pierre-Port	4 „
Les Députés élus par les Chefs de Famille de l'Île toute entière	9 „
Total.....	<u>48 voix.</u>

Les Délégués des Douzaines et les Députés seront censés former ensemble un des trois corps des États.

II.—Pour pouvoir siéger aux États de Délibération il faut :—

- 1° Etre sujet Britannique ou admis par la Cour Royale habitant de cette Île, et
- 2° Etre contribuable aux taxes paroissiales.

Un Recteur de Paroisse devra aussi avant que de siéger promettre par serment devant la Cour Royale de bien et fidèlement remplir la charge de membre des États de Délibération.

Recteurs
prêteront
serment.

III.—A l'avenir les Douzaines de l'île seront renouvelées tous les six ans, comme suit :—

Douzaines
seront
renouvelées
tous les six
ans.

1899.

- (a) Les 20 Douzeniers composant la Douzaine de St. Pierre-Port—les quatre, les plus anciens, devant sortir de charge chaque année pendant les premiers quatre ans et deux à la fin de chaque 5ème et 6ème année ;
- (b) Les 16 Douzeniers de la paroisse du Valle—les trois, les plus anciens, devant sortir de charge chaque année pendant les premiers quatre ans et deux à la fin de chaque 5ème et 6ème année ;
- (c) Les membres des autres Douzaines de l'île (tant paroissiales que cantonales) devant sortir de charge les deux les plus anciens à la fin de chaque année.

Douzenier ré-élu tenu de servir jusqu'à 60 ans.

IV.—Un Douzenier sortant de charge sera toujours ré-éligible et tenu de servir comme d'ancienneté jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de 60 ans. Un Douzenier ré-élu reprendra le rang qu'il occupait dans la Douzaine avant sa ré-élection. Un Douzenier qui n'est pas ré-élu lorsqu'il sortira de charge pourra refuser de servir s'il est élu subséquemment à la dite charge.

Neuf Députés.

V.—Les Chefs de Famille de l'île éliront tous les trois ans neuf Députés comme Membres des États de Délibération pour le dit terme. Seront élus à cette charge les 9 candidats qui recueilleront la pluralité des voix. Les élections auront lieu le même jour dans toute l'étendue de l'île.

Remplacement d'un Député.

En cas d'absence de l'île d'un député pour au delà d'un an de sa mort ou de sa démission, il sera procédé à une nouvelle élection. Son remplaçant sera élu pour le terme non expiré de sa gestion.

Députés sont ré-éligibles : prêteront serment.

VI.—Les Députés seront toujours ré-éligibles et lorsqu'élus ou ré-élus devront, avant que de siéger, promettre par serment devant la Cour Royale de bien

et fidèlement remplir la charge de Membre des États de Délibération durant le terme de leur gestion. 1899.

VII.—La Cour Royale réglera par Ordonnance deux mois d'avance le jour et les heures de l'élection des Députés, les lieux où les Chefs de Famille de l'Île pourront donner leurs voix, et les formalités qui devront être observées tant durant l'élection que lorsqu'il s'agira de compter les voix pour en connaître le résultat.

Cour Royale réglera toutes formalités lors d'une élection de Député.

VIII.—Et aura ce projet force de Loi à partir du 1er Janvier de l'année qui suivra l'enregistrement de l'Ordre en Conseil sanctionnant le dit projet.

Date où Loi viendra en force.

IX.—Est et demeure rappelé l'article 13 de la Loi du 13 Décembre 1844 relative à la Constitution des États.

Article 13 de la Loi du 13 Décembre, 1844, rappelée.

X.—Ne pourront les mesures nécessaires être prises ci-après pour faire rappeler ou modifier les dispositions de cette Loi, et des articles non rappelés de la dite Loi du 13 Décembre 1844, qu'après que les changements ou modifications que l'on voudra y introduire auront été soumis aux États à trois séances consécutives.

A l'avenir tout projet de réforme sera soumis aux États à trois séances consécutives.

(Enregistré sur les Records le 26 Août 1899.)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT.

The 8th day of August, 1899.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD CHANCELLOR LORD JAMES OF HEREFORD
LORD PRESIDENT SIR FLEETWOOD EDWARDS.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 24th day of July, 1899, in the words following, viz. :—

Loi relative aux Égouts de la Ville et Paroisse de St. Pierre-Port.

1899.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth that for a considerable period the imperfect state of the drainage of the parish of St. Peter-Port in the said Island, has occupied the attention of the Municipal and other authorities ; that with a view to provide a remedy for the existing evils the Royal Court did on the 17th day of December, 1898, adopt a Bill or Projet de Loi intituled ‘Loi relative aux Égouts de la Ville et paroisse de St. Pierre-Port’ in order that should the same be approved by the States it should be transmitted for Your Majesty’s Royal sanction ; that the said Bill or Projet de Loi was taken into consideration at Assemblies of the States held on three separate occasions, viz., the 22nd of February and the 1st of March, 1899, and on the 17th day of May, 1899 ; and was at the Assembly held on the said 17th day of May, 1899, before Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff, approved of by the States in the form set forth in the Schedule annexed to the Petition ; most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to ratify and confirm the said Bill or Projet de Loi, intituled ‘Loi relative aux égouts de la Ville et paroisse de St. Pierre Port,’ as set out in the Schedule annexed to the Petition, and to declare Your Royal Will and pleasure that the same should have force of law within the Island of Guernsey :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Projet de Loi into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it

may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said *Projet de Loi*.” 1899.

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing
Petition :—

LOI RELATIVE AUX ÉGOUIS DE LA VILLE ET
PAROISSE DE SAINT PIERRE-PORT.

1.—L'exécution de cette Loi sera confiée au Conseil pour l'entretien des rues de la paroisse de St. Pierre-Port.

Exécution de
cette Loi
confiée au
Conseil pour
l'entretien des
Rues.

2.—Le dit Conseil est autorisé par la présente loi à entreprendre les travaux ci-dessous mentionnés :—

Travaux
autorisés.

- 1°. De construire des égouts dans la paroisse de St. Pierre-Port au fur et à mesure qu'ils seront jugés nécessaires ;
- 2°. De mettre en bon état, et, en cas de besoin de reconstruire à neuf les égouts publics dans la dite paroisse de St. Pierre-Port.

1899.

Conseil
s'adressera
à la Cour
Royale pour
permission.

3.—Avant de commencer les travaux mentionnés dans l'article précédent, le Conseil pour l'entretien des rues sera tenu de s'adresser à la Cour en corps pour permission à cet effet, après publications faites par trois Samedis consécutifs dans la partie officielle de la Gazette de cette Ile, et par trois Dimanches consécutifs dans le cadre au porche de l'église de la paroisse de St. Pierre-Port, notifiant le jour et l'heure de l'application projetée, et que tout propriétaire d'héritage situé dans la dite paroisse qui désire s'opposer à la dite application ait à se présenter en Cour, le dit jour et heure, afin de faire valoir son opposition.

La moitié des
dépenses des
travaux sera
fournie par
États, un
quart par
contributions
foncières, et
pour
nouveaux
égouts l'autre
quart par
États sujet à
recouvrement.

4.—Les États devront contribuer la moitié des sommes pour porter à exécution les ouvrages spécifiés dans l'article 2 de la présente loi ; un quart des sommes ainsi dépensées sera fourni au moyen de contributions foncières sur les héritages situés dans la paroisse de St. Pierre-Port et l'autre quart en cas de la confection de nouveaux égouts sera fourni par les États lesquels recevront les contributions mentionnées dans l'article 6 de la présente loi.

Lors du
renouvelle-
ment d'égouts
l'autre quart
sera fourni
par
propriétaires
riverains.

Quant au renouvellement d'égouts existant lors de la passation de la présente loi, l'autre quart des sommes dépensées, sera payé par les propriétaires de bâtiments et terrains bordant la voie publique où l'égout sera renouvelé, suivant la longueur de leur propriété et en faisant cette répartition toute fraction d'un pied en longueur comptera pour un pied.

5 p.c.
additionnel
pour frais de
commis et
cadastre.
Contribution
foncière
n'excédant pas
3d. par
quartier, sera
levée en Mars
et payée au
Président du
Conseil.

Bien entendu que sur les frais de construction ou de renouvellement il sera fait dans tous les cas une ajoutation de cinq pour cent, pour être appliquée au paiement de Commis employés par le Conseil, et autres frais y compris les frais du cadastre.

5.—Une contribution foncière qui n'excèdera pas trois pennis par quartier sera levée par les Conné-

tables et Douzeniers de la paroisse de St. Pierre Port sur les héritages situés dans la dite paroisse d'après le cadastre, durant le mois de Mars de chaque année pour tout et aussi longtemps que des contributions seront requises pour défrayer la partie des dépenses faites par le Conseil et payable de la manière indiquée dans l'article précédent, et sera le net produit des dites contributions foncières versé par les Connétables entre les mains du Président du Conseil d'an en an à compte de la portion qui doit être payée au moyen des dites contributions.

1899.

6.—Tout propriétaire de maison d'habitation et dépendances bordant la voie publique où un nouvel égout sera à l'avenir construit, ainsi que tout propriétaire de maison d'habitation, édifice ou chantier que le comité sanitaire ordonnera dans l'intérêt de la salubrité publique d'être mis en communication avec un égout public construit aux fins de la présente loi—(que les dites maisons et dépendances, et les dits autres édifices ou chantiers soient érigés lors de la confection ou après la confection de l'égout)—paiera aux États de cette île le tiers de la valeur locative annuelle, une fois payée, des dites maisons et dépendances, chantiers ou autres édifices, pour couvrir la portion des dépenses à laquelle les propriétaires sont assujettis quant aux nouveaux égouts, aux fins de l'article 4.

Pour
nouveaux
égouts le tiers
de la valeur
locative de
certaines
propriétés sera
payé.

Seront considérés dépendances d'une maison d'habitation tous bâtiments employés au service domestique, ainsi que le terrain formant l'enclos jusqu'à et n'excédant pas une vergée.

Dépendances.

Sont exceptés de contributions toutes serres ainsi que les terrains à l'exception du terrain considéré comme dépendances d'une maison d'habitation ainsi que dessus.

Serres et
terrains
exemptés.

7.—Les contributions mentionnées dans l'article précédent se lèveront d'après un cadastre, lequel sera

Contributions
dans l'Article
6 se lèveront
d'après un
cadastre.

1899.

dressé par les Connétables et Douzeniers de la Paroisse de St. Pierre-Port et sera rectifié d'an en an. Et pourront les dits Connétables et Douzeniers (s'ils le jugent à propos) se faire assister par des experts assermentés à cet effet.

Cadastré.

8.—Le cadastre énoncera :

- 1°. La désignation de la propriété.
- 2°. Le nom du propriétaire.
- 3°. Le nom de l'occupant.
- 4°. L'arpentage du terrain jusqu'à, et n'excédant pas, une vergée.
- 5°. Le nombre et la désignation des bâtiments.
- 6°. La valeur locative.
- 7°. La valeur contribuable.

Cadastré sera déposé pour inspection pendant 15 jours.

9.—Après la confection ou la rectification du cadastre, les Connétables de la ville et paroisse de Saint Pierre-Port donneront connaissance, par le moyen d'une annonce dans la partie de la Gazette autorisée pour les annonces officielles, que le cadastre sera déposé à un lieu désigné dans la dite annonce pour l'inspection des contribuables, pendant quinze jours dénommés.

Signification d'erreurs.

Pendant cette quinzaine tout contribuable pourra signifier aux dits Connétables, par le Sergent de la Reine, qu'il y a dans le cadastre quelque inexactitude par laquelle il est lésé, et notamment :

- 1°. Que certaines propriétés désignées n'y figurent pas.
- 2°. Que certaines propriétés désignées y figurent pour moins qu'elles ne valent.
- 3°. Que certaines propriétés désignées y figurent pour plus qu'elles ne valent.

Bien entendu que le fait de n'avoir pas envoyé une signification aux fins que dessus n'empêchera pas un contribuable de disputer le montant de sa contribution pour des raisons qui lui sont particulières.

10.—Sur les significations envoyées les dits Connétables et Douzeniers pourront corriger le cadastre, après quoi, si le contribuable n'est pas satisfait, ils prieront la Cour Royale d'autoriser un Commis pour devant le dit Commis, régler les différends élevés par les significations, et le cadastre sera arrêté devant Commis, après avoir entendu les parties. Néanmoins si l'une ou l'autre partie le requiert, le dit Commis devra remettre le différend à la Cour Ordinaire dont la décision sera finale.

1899.

Révision du
Cadastre.

11.—Le cadastre, après qu'il aura été finalement arrêté, sera authentiqué sous la main du Président du Conseil, et servira de base pour les contributions de chaque propriétaire.

Cadastre sera
authentiqué.

12.—Une notification sera envoyée par les Connétables à chaque propriétaire spécifiant la somme par lui due, laquelle devra être payée au bureau des Connétables avant l'expiration de trois mois à compter de la date de l'envoi de la notification. Après l'expiration des dits trois mois tout défaillant sera sujet, en outre le paiement de la dite somme à une amende à discrétion de Justice, qui ne sera pas moins de 7 livres tournois et n'excédera pas 30 livres tournois.

Notification
au
propriétaire
de la somme
due.
Paiement
d'icelle.

13.—Les Chefs de Famille de la dite paroisse nommeront deux autorisés pour examiner et vérifier chaque année le compte des recettes et débours conjointement avec le Superviseur de la Chaussée, ou un substitut nommé par lui à l'effet, bien entendu qu'un des deux autorisés qui seront nommés pour la première fois sortira de charge à la fin de l'année de sa nomination, l'autre à la fin de l'année subséquente, et que tout autorisé subséquent nommé sortira de charge à l'expiration de deux ans à compter du commencement de l'année de sa nomination.

Audition des
comptes.

14.—Avant l'expiration d'une année à compter de l'époque où la construction d'un égout est complète, le

Transfert d'un
Égout à la
Paroisse par
Acte de Cour.

1899.

Conseil s'adressera à la Cour Royale la priant de passer un acte pour autoriser le transfert du dit égout à la Douzaine paroissiale de St. Pierre-Port, et, à partir de la passation de cet acte, les frais encourus pour la réparation et l'entretien du dit égout demeureront à la charge de la paroisse, aux fins de la loi relative à la taxation paroissiale.

Avant le transfert, Conseil aura pouvoirs du Comité Sanitaire.

15.—Jusqu'à ce que le transfert d'un égout ait été fait aux fins de l'article précédent, le Conseil aura, par rapport aux maisons d'habitation et dépendances mentionnées par l'article 6, tous les pouvoirs qui ont été confiés au Comité Sanitaire par les Ordonnances de la Cour Royale relative à la salubrité publique de la ville et paroisse de St. Pierre-Port, et, à cette exception près, cette loi ne dérogera en rien aux dispositions des dites ordonnances.

Conseil pourra requérir propriétaire de maison et dépendances de les pourvoir d'un embranchement pour communiquer avec l'égout public.

16.—Pendant le temps spécifié dans l'article précédent, le Conseil, lorsqu'il le jugera nécessaire dans l'intérêt de la salubrité publique, pourra, de plus, au moyen d'une signification par écrit, signée du Président, requérir le propriétaire de toute maison d'habitation et dépendances mentionnées dans l'article 6, de pourvoir la dite maison ou les dites dépendances d'un embranchement convenable au dire du Conseil, pour faire écouler dans l'égout public les immondices et impuretés provenant de telles maisons ou dépendances.

Un mois après signification Conseil pourra faire l'ouvrage au frais du propriétaire, lequel sera sujet à une amende.

17.—Dans le cas où le propriétaire ne compléterait pas l'ouvrage dans un mois après que la dite signification lui aura été envoyée, le Conseil pourra le faire faire aux frais du propriétaire, lequel sera de plus sujet à une amende à discrétion de Justice qui n'excédera pas 280 livres tournois.

Après transfert Connétables et Douzeniers auront pouvoirs contenus dans les Articles 16 et 17.

18.—Après qu'un égout aura été transféré à la Douzaine aux fins de l'article 14, les pouvoirs accordés au Conseil dans les deux articles précédents seront exécutés par les Connétables et Douzeniers de la paroisse.

19.—Seront censés égouts publics :—

1°. Les égouts publics qui existent déjà, à l'exception des égouts du hâvre. 1899.
Egouts
Publics—
définition.

2°. Les égouts qui seront ci-après déclarés publics par un Acte de la Cour Royale.

20.—Seront les saisis d'héritages, ainsi que les usufruitiers censés propriétaires et obligés comme tels aux fins de la présente loi. Saisis et
Usufruitiers
censés
propriétaires.

21.—La compensation aux particuliers pour droits de passage à travers leurs propriétés et pour dommages-intérêts, les frais d'expropriation et la construction le maintien et l'entretien de l'embouchure de l'égout sur le rivage de la mer, seront à la charge exclusive des Etats. Etats
fourniront
frais de
compensation,
d'expropria-
tion, et de la
construction
et entretien
de
l'embouchure.

22.—Les infractions des articles de la présente loi seront poursuivies de la même manière que les infractions d'ordonnances et les amendes seront applicables moitié à Sa Majesté et moitié aux Etats. Poursuites et
amendes.

(Enregistré sur les Records le 28 Octobre 1899.)

AT THE COURT AT BALMORAL,

The 7th day of October, 1899.

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

HIS ROYAL HIGHNESS THE DUKE OF CONNAUGHT AND
STRATHEARNE.

LORD BALFOUR OF BURLEIGH.

SIR FLEETWOOD EDWARDS.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 14th day of August, 1899, in the words following, viz. :— Loi relative au
Scrutin Secret.

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of

1899.

March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth that a petition presented to the States praying, that in the elections within the island of Guernsey of certain Public Officers (States and parochial) the principle of voting by Ballot should be henceforward substituted for that of voting by show of hands, as hitherto practised, was duly taken into consideration at two sittings of the States held respectively, before Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff, on the 28th January and 25th February 1898, on which latter occasion a Committee was appointed to consider the said petition and to report thereon ; that at an Assembly of the States held on the 10th August 1898 before the Bailiff, the Report of the States Committee having been presented, the recommendations contained therein were accepted and the Royal Court was requested to prepare such legislative measure as it might deem necessary to give effect thereto ; that the Royal Court did on the 13th day of May 1899, adopt a Bill or Projet de Loi intituled "Loi relative au Scrutin Secret" in order that, should the same be approved by the States, it be transmitted for Your Majesty's Royal Sanction ; that at subsequent Assemblies of the States, held before the Bailiff, on the 14th June and the 12th July 1899 the said Bill or Projet de Loi was taken into consideration and was on the 12th July 1899 definitely approved of subject to Your Majesty's Royal Sanction in the form set forth in the Schedule annexed to the said Petition ; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to ratify and confirm the said Bill or Projet de Loi intituled 'Loi relative au Scrutin Secret,' as set out in the Schedule annexed to the said Petition, and to declare Your Royal Will and pleasure that the same should have force of law within the Island of Guernsey.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition and Projet de Loi into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of Guernsey, and to approve of and ratify the said Projet de Loi entitled ‘Loi relative au Scrutin Secret.’”

1899.

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty’s Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI RELATIVE AU SCRUTIN SECRET.

1.—A l’avenir les élections de Jurés-Justiciers, du Prévôt de la Reine et des Députés des Etats élus par les Chefs de Famille de l’Ile se feront par le moyen du scrutin secret—s’il se trouve plus d’un candidat

Elections de
Jurés, Prévôt
et Députés des
Etats se feront
par Scrutin
Secret.

IV.—M.

1899. pour la charge—et ce dans la forme et aux conditions ci-après spécifiées.
- Scrutin est facultatif pour élections d'Officiers Paroissiaux. 2.—Le scrutin secret sera facultatif pour les élections de Connétables, de Douzeniers et autres Officiers paroissiaux—mais obligatoire si aucun des électeurs l'exige.
- Assemblées, autres que l'élection des Députés, comme par le passé. 3.—Les assemblées des électeurs autres que celles pour l'élection des Députés seront convoquées et tenues dans les lieux ordinaires, aux heures indiquées dans les publications officielles le tout suivant loi et coutume comme par le passé.
- Président. 4.—Chaque assemblée des électeurs sera présidée par qui de droit—suivant loi et coutume—comme par le passé.
- Elections de Jurés, Prévôt et Députés—Nominations. 5.—Tout électeur qui proposera un candidat pour la charge de Juré-Justicier, Prévôt de la Reine ou Député des Etats sera tenu de le faire par écrit, et de présenter en même temps, à l'appui de sa proposition, un soussigné d'un autre électeur. Les nominations devront être livrées au Président des Etats au moins quinze jours avant le jour fixé pour l'élection, lequel en donnera connaissance aux électeurs avant le jour de l'élection par le moyen d'une annonce dans la Gazette Officielle. En cas qu'il n'y ait qu'une seule nomination à la charge de Juré-Justicier ou de Prévôt de la Reine, l'élection se fera de vive voix de la manière ordinaire, bien entendu qu'il ne sera pas loisible de proposer d'autres candidats que celui dont la nomination a été reçue par le Président des Etats.
- Procédure. 6.—L'élection d'un candidat pour la charge de Juré-Justicier, Prévôt de la Reine ou Député des Etats, se fera par le moyen d'un bulletin de vote estampillé de manière qu'on puisse en constater l'authenticité. Le bulletin portera autant de noms qu'il y a de nominations et sera livré à chaque

électeur présent. Celui-ci devra faire une croix contre le nom de son candidat ou les noms de ses candidats s'il s'agit de l'élection de plus d'un candidat pour la même charge—et ces bulletins, lesquels devront être pliés et fermés de manière à cacher les noms, seront recueillis, ou déposés par les électeurs dans une boîte scellée adaptée à cet effet, et le scrutin sera dépouillé par les scrutateurs qui seront chargés de former le scrutin et de recueillir les suffrages.

7.—Lorsqu'une élection à la charge de Connétable, Douzenier ou autre Officier paroissial doit avoir lieu, les Recteurs, Connétables (ou autres Officiers paroissiaux suivant le cas) en donneront avis aux électeurs de la manière ordinaire. Au jour fixé pour l'élection, si le scrutin secret n'est pas demandé par un des électeurs, comme sus est dit, l'élection se fera de vive voix comme par le passé. Cas avenant que le scrutin secret soit demandé, le Président recevra séance tenante les nominations. Le jour de l'élection sera alors fixé, et connaissance sera donnée aux électeurs par le moyen d'une annonce dans la Gazette Officielle et d'une publication dans le cadre au porche de l'Eglise paroissiale, l'élection alors se fera comme est porté dans l'article 6. Chaque candidat sera proposé par un électeur et secondé par un autre. Dans le cas où les voix sont égales le Président aura voix prépondérante.

1899.

Elections
d'Officiers
Paroissiaux.

8.—Le lieu où se tiendra une élection de Connétable, Douzenier ou autre officier Paroissial sera ouvert pour un jour depuis huit heures du matin à huit heures du soir en la paroisse de St. Pierre Port et depuis midi à huit heures du soir en les paroisses de la Campagne. L'élection sera sous la charge des Recteurs, Connétables ou autres officiers paroissiaux suivant le cas ou autres personnes qui à la requête du président de l'assemblée pourront être autorisées par l'assemblée au jour de la nomination.

Heures et
charge des
Elections
d'Officiers
Paroissiaux.

1899. 9.—Seront complètement nuls dans toute élection
Bulletins nuls. par le Scrutin Secret :—

(1.) Tous les bulletins autres que ceux dont l'usage est permis par la présente Loi.

(2.) Les bulletins dont l'usage est permis :—

(a) S'ils ne portent pas l'estampille officielle,

(b) S'ils ne contiennent pas l'expression certaine d'un suffrage,

(c) S'ils contiennent plus de suffrages qu'il n'y a de vacances,

(d) S'ils contiennent un suffrage en faveur d'une personne autre que celles qui auront été dûment proposées et secondées.

Bulletins
seront gardés.

(3.) Les bulletins qui, par une écriture marquée ou indication quelconque, servent à identifier un électeur.

Frais
d'élection.

10.—Après les élections les bulletins seront gardés dans une boîte scellée jusqu'à ce que le candidat ait été sermenté de la manière ordinaire.

11.—Les Etats feront les frais d'élection des Jurés-Justiciers, du Prévôt de la Reine, et des Députés des Etats, et les paroisses feront les frais de l'élection de leurs officiers respectifs.

(Enregistré sur les Records le 28 Octobre 1899.)

AT THE COURT AT BALMORAL.

The 7th day of October, 1899.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

HIS ROYAL HIGHNESS THE DUKE OF CONNAUGHT AND STRATHEARNE

LORD BALFOUR OF BURLEIGH

SIR FLEETWOOD EDWARDS.

Impôt 5s. par
gallon sur
liqueurs
spiritueuses;
1s. 6d. par
gallon sur
vins.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of

An Order in Council of the 15th May 1900 registered on the Records the 7th June 1900 repeals that portion of the present Order in Council which sanctions the levying of an "Impôt" of 1s. 6d. per gallon on wines, and authorises the States to levy in lieu thereof, a uniform duty of one shilling per gallon upon all wines consumed in the Island, which uniform duty was increased to 1s. 6d. by Order in Council of 10th August 1903 registered 22nd August 1903.

the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 21st day of August, 1899, in the words following, viz. :—

1899.

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, of the 31st July, 1899, setting forth that since the year 1814 the States have been authorised by divers Orders in Council to levy an Impôt or duty on Spirituous Liquors consumed in the Island, the present amount of such duty being Four shillings and twopence per gallon in accordance with the provisions of Your Majesty’s Order in Council of the 30th June, 1890 : that the States do further, under the authority of an Order in Council dated the 17th December, 1860, levy an Impôt or duty of ninepence per gallon on all wines consumed in the Island : that the said Impôts or duties exclusive of Harbour Dues which are wholly devoted to Harbour purposes form the principal portion of the revenue of the States and are applied towards the following among other objects, viz., public improvements, the maintenance and construction of the roads throughout the island, and in part, that of the streets of the town of St. Peter Port, the coast defences against inroads of the sea, grants in aid of primary and technical education, annual subsidies to Elizabeth College, the maintenance of an intermediary school, sanitary requirements and the maintenance and repatriation of Stranger poor : that the ordinary annual expenses of the States are ever increasing, and, owing to the needs of modern civilisation must necessarily continue to do so : that as shown by the States accounts for the year 1898 the surplus of receipts over expenditure was only slightly in excess of Two thousand pounds, but, during that period, certain engagements representing some thou-

1899.

sands of pounds were entered into by the States the cost of which could not be included in the expenditure of the year: that the resources of the States receivable under the authority of Your Majesty's Order in Council of the 20th October, 1898, are needed for defraying the cost of the works specified in the petition in response to which the said Order in Council was granted by Your Majesty: that there still exists a general debt of the States amounting to about £90,000: that it has now become necessary to provide for the annual cost which the re-organization of the Royal Guernsey Militia will entail in accordance with the requirements of the Right Honourable the Secretary of State for War: that at an Assembly of the States holden on the 12th day of July 1899 before Thomas Godfrey Carcy, Esquire, Bailiff, the States accepted generally a plan of such re-organization presented by the Lieutenant-Governor and named a Committee authorised to prepare the legislative enactment to give effect thereto: that the cost of this intended re-organization is estimated (irrespective of the cost of quartering the Force when embodied and other incidental expenses which will have to be incurred) at a sum not less than £3,500 per annum: that owing to the necessity of improving the financial position of the States by reason of this additional annual expenditure the States did, at the aforesaid Assembly of the 12th July 1899 resolve to present a humble petition to Your Majesty praying that Your Majesty would be graciously pleased to authorise them to levy a duty of Five shillings per gallon instead of that of Four shillings and twopence as is leviable at present upon all Spirituous Liquors consumed in the Island for the same term and upon the same conditions as were specified in Your Majesty's Order in Council of the 6th September 1880 and did further resolve to pray Your Majesty to

1899.

allow the States to levy on all Wines consumed in the island (containing at least thirty per cent. of Alcohol), one shilling and sixpence per gallon, instead of ninepence per gallon leviable at present under the authority of the aforesaid Order in Council of the 17th December 1860 : and most humbly praying that Your Majesty would be most graciously pleased to ratify and confirm the aforesaid deliberations of the States and to authorise the States to levy a duty of Five shillings per gallon instead of that of Four shillings and twopence, leviable as at present upon all Spirituous Liquors consumed in the island, for the same term and upon the same conditions as were specified in Your Majesty's Order in Council of the 6th September 1880 and to allow the States to levy on all Wines consumed in the Island (containing at least thirty per cent. of Alcohol) one shilling and sixpence per gallon instead of ninepence per gallon, leviable at present under authority of the aforesaid Order in Council of the 17th December 1860 :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference have this day taken the said Petition into consideration, and their Lordships do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to approve of what is therein proposed, and to authorise the States of the said Island to levy a duty of five shillings per gallon instead of that of four shillings and twopence leviable as at present upon all spirituous Liquors consumed in the Island for the same term and upon the same conditions as were specified in Your Majesty's Order in Council of the 6th September, 1880, and to allow the States to levy on all Wines consumed in the Island (containing at least thirty per cent. of Alcohol) one shilling and sixpence per gallon instead of ninepence per gallon leviable

1899.

at present under authority of the aforesaid Order in Council of the 17th December 1860.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof and to authorise the States of the said Island to levy a duty of five shillings per gallon instead of that of four shillings and twopence leviabie as at present upon all Spirituous Liquors consumed in the Island for the same term, and upon the same conditions as were specified in Her Majesty’s Order in Council of the 6th September, 1880, and to allow the States to levy on all Wines consumed in the Island (containing at least thirty per cent. of Alcohol) one shilling and sixpence per gallon instead of ninepence per gallon leviabie at present under authority of the aforesaid Order in Council of the 17th December, 1860.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty’s Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

(Enregistré sur les Records le 27 Janvier 1900.)

AT THE COURT AT WINDSOR,

The 27th day of December, 1899.

PRESENT,

THE QUEEN’S MOST EXCELLENT MAJESTY

HIS ROYAL HIGHNESS THE DUKE OF CONNAUGHT

AND STRATHEARNE

MR. BALFOUR

MR. RITCHIE.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the

Auregny.
Loi relative
au Scrutin
Secret.

Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 8th day of December, 1899, in the words following, viz. :—

1899.

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Nicholas Barbenson Esquire Judge and President of the States of the Island of Alderney, setting forth that at a meeting of the States of the Island of Alderney, assembled, in ‘Chefs Plaids’ holden before the Petitioner on the 2nd October ultimo it was thought expedient to pass a ‘Projet de Loi’ so that in future, when the election of a Magistrate, Douzainier or other Parochial Officers, takes place, the said election should be by ballot a copy of which ‘Projet de Loi’ was annexed to the said Petition; that the said ‘Projet de Loi’ was confirmed at the said meeting of the States, and the Petitioner was requested to submit the same to Your Majesty in Council for confirmation; and the Petitioner humbly prayed that Your Majesty would be graciously pleased to sanction the said ‘Projet de Loi’ and declare Your Royal Will and pleasure that the same should have full force of law in Your Majesty’s said Island of Alderney :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree most humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable to comply with the prayer of the Petitioner and ratify the said Projet de Loi entitled ‘Loi relative au Scrutin Secret.’”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the

1899.

said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Alderney.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey, and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, of Guernsey, and also the Judge and Jurats of the said Island of Alderney, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

• LOI RELATIVE AU SCRUTIN SECRET.

Elections de Jurés, Douzainiers et Officiers Paroissiaux se feront par moyen du Scrutin Secret.

1.—A l'avenir les élections de Juré-Justicier, Douzainiers et autres Officiers Paroissiaux élus par les Chefs de Famille de l'Île se feront par le moyen du scrutin secret et ce dans la forme et aux conditions suivantes.

Assemblées des électeurs tenues de 11 heures à 1 heure après-midi.

2.—Les assemblées des électeurs seront convoquées suivant Loi et Coutume, et tenues dans les lieux ordinaires, aux heures indiquées dans les publications officielles, qui seront de onze heures du Matin à une heure de l'après-midi comme par le passé.

Présidence.

3.—Chaque assemblée des électeurs sera présidée par qui de Droit, suivant Loi et Coutume, comme par le passé.

Nominations.

4.—Tout électeur qui proposera un candidat pour Juré-Justicier ou Douzainier sera tenu de le faire par écrit et de présenter en même temps à l'appui de sa proposition un soussigné d'un autre électeur. Les

nominations devront être livrées au Président des États au moins trois jours avant le jour fixé pour l'élection, lequel en donnera connaissance aux électeurs avant le jour de l'élection par le moyen d'une annonce dans le cadre proche l'Église Paroissiale de cette Ile.

1899.

5.—L'élection se fera par le moyen du Scrutin Secret, comme suit.

Manière de
procéder au
Scrutin.

Une carte ou un bulletin de vote estampillé, de manière qu'on puisse en constater l'authenticité, lequel portera autant de noms qu'il y a de nominations, sera livré à chaque électeur, lequel devra faire une croix contre le nom de son candidat ou les noms de ses candidats, s'il s'agit de l'élection de plus d'un candidat pour la même charge, et ces bulletins devront être pliés et fermés de manière à cacher les noms, seront recueillis, ou déposés par les électeurs dans une boîte scellée adaptée à cet effet, et le scrutin sera dépouillé par les scrutateurs qui seront chargés de former le scrutin et recueillir les suffrages.

6.—Lorsqu'une élection à la charge d'un Officier Paroissial doit avoir lieu les Recteurs en donneront avis aux électeurs de la manière ordinaire. Au jour fixé pour l'élection, le Président recevra séance tenante les nominations. Chaque candidat sera proposé par un électeur et secondé par un autre. Le Président en donnera connaissance des noms des candidats, avant de procéder à l'élection, après quoi, une carte ou bulletin de vote, estampillé de manière qu'on puisse en constater l'authenticité, sera livré à chaque électeur, lequel devra écrire le nom de son candidat (ou les noms de ses candidats, s'il s'agit de l'élection de plus d'un candidat pour la même charge) lesquels bulletins devront être pliés et fermés de manière à cacher les noms et seront recueillis comme sus est dit dans l'article 5.

Elections.

Dans le cas où les voix sont égales le Président aura voix prépondérante.

1900.
Bulletins nuls.

7.—Seront complètement nuls :—

1. Tous les bulletins autres que ceux dont l'usage est permis par la présente Loi.
2. Les bulletins dont l'usage est permis :—
 - (a) S'ils ne portent pas l'estampille officielle,
 - (b) S'ils ne contiennent l'expression certaine d'un suffrage,
 - (c) S'ils contiennent plus de suffrages qu'il n'y a de vacances,
 - (d) S'ils contiennent un suffrage en faveur d'une personne autre que celles qui auront été dûment proposées et secondées.
3. Les bulletins qui par une écriture marque ou indication quelconque, servent à identifier un électeur.

Bulletins seront gardés.

8.—Après les élections les bulletins seront gardés dans une boîte scellée jusqu'à ce que le candidat ait pris le serment nécessaire devant la Cour.

Assermentation.

9.—L'assermentation des élus se fera de la manière ordinaire suivant loi et coutume.

Amendes.

10.—Les États feront les frais de toutes élections.

(Enregistré sur les Records le 27 Janvier 1900.)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT,
The 11th day of January, 1900.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD STEWARD

MR. AKERS-DOUGLAS

SIR FLEETWOOD EDWARDS.

Loi relative
aux Droits
perçus sur les
Pierres
exportées.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the

Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 28th day of December, 1899, in the words following, viz. :—

“ YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth that there is at present in force in the said Island an Order of Your Majesty in Council dated the 7th day of July 1874 authorizing the levying of a duty of one penny per ton on stones exported from the said Island; that the ‘*Projet de Loi*’ sanctioned by Your Majesty’s said Order in Council was passed by the Royal Court and approved by the States of the said Island with a view to meet the expenses connected with the weigh-bridges over which stones pass before exportation and also to recoup the States for a portion of the increased cost of maintaining the public roads over which the stone-carrying carts have to pass to reach the harbours of the said Island; that owing to growing trade the cost of repairing these roads is heavier than heretofore and the States of the Island did in consequence on the 30th day of August 1899 pass a Resolution declaring the expediency of raising the duty on stones exported from one penny to three halfpence per ton; that on the 4th day of November 1899 the Royal Court with a view to give effect to the deliberation of the States adopted a ‘*Projet de Loi*’ entitled ‘*Loi relative aux droits perçus sur les pierres exportées*’ and requested the Bailiff to lay the same before the States for their approval; that at an Assembly of the States holden before Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff, on the 29th November 1899 the States approved the said ‘*Projet de Loi*’ in the form set forth in the Schedule annexed to the Petition, and authorized

1900. _____ the Bailiff humbly to pray Your Majesty in Council to give Your Royal Sanction thereto; that the said 'Projet de Loi' is a reproduction of the law sanctioned by Your Majesty's aforesaid Order in Council of the 7th day of July 1874 save and except that an additional duty of one halfpenny per ton on stone exported from the Island is sought thereby to be imposed for the reason afore-stated; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to give Your Royal Sanction to the 'Projet de Loi,' intituled 'Loi relative aux droits perçus sur les pierres exportées' as set forth in the Schedule annexed to the Petition, and to declare Your Royal Will and pleasure that the same should have force of law within the said Island of Guernsey."

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said Projet de Loi, entitled 'Loi relative aux droits perçus sur les pierres exportées.'"

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said "Projet de Loi," and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said "Projet de Loi" (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey, and observed

accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

1900.

A. W. FITZ ROY.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI RELATIVE AUX DROITS PERÇUS SUR LES
PIERRES EXPORTÉES.

1. Toutes les pierres apportées au Havre de Saint Pierre Port ou au Havre de Saint Samson pour exportation seront pesées à un des Ponts-à-Bascule sous peine d'une amende qui ne sera pas moins de £7 tournois et n'excédera pas £30 tournois, la dite amende exigible tant sur le marchand chargeur que sur le propriétaire ou conducteur de toute charrette qui aura contrevenu à cet article.

2. Il sera livré par le gardien des Ponts-à-Bascule au conducteur de la charrette un billet portant le poids de la charge de la dite charrette, et il sera payé sur le pied d'un penny et demi par tonneau du dit poids.

3. Les sommes reçues en vertu de l'article 2 seront payées au Superviseur de la Chaussée et seront appliquées comme suit, savoir :—

Un demi penny au compte des havres de Saint Pierre Port et de Saint Samson à proportion des pesages, les revenus des dits havres devant soutenir, comme par le passé, les frais du maintien et entretien des dits Ponts-à-Bascule et du salaire des gardiens, et un penny au compte général des États en aide du maintien des voies publiques.

1900.

(Enregistré sur les Records le 17 Mars 1900.)

AT THE COURT AT WINDSOR,

The 3rd day of March 1900.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD CHANCELLOR

LORD PRESIDENT

LORD JAMES OF HEREFORD.

Cimetière au
Fort George.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 9th day of February, 1900, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the Reverend George Edward Lee, Clerk, Master of Arts, Rector of the Parish of Saint Peter Port in the Island of Guernsey Charles James Durand and Nicholas Ferguson, Churchwardens of the said Parish, dated the 12th January 1900, setting forth that Your Majesty as Patron of the living of the said Parish of Saint Peter Port in the Diocese of Winchester, by Order in Council dated the seventh day of July, One thousand eight hundred and ninety-seven, was graciously pleased to grant Your Royal Sanction and Authority to the said Rector to pass a Contract or Deed with the Colonel Commanding the Royal Engineers in that Island by which Contract the said Rector for himself and his successors the Rectors of the said parish should cede and make over to the said Colonel Commanding the Royal Engineers acting for and on behalf of Your Majesty's War Department, all rights, privileges, emoluments and revenues to the said Rector or his successors belonging to or appertaining upon or by reason of a piece of ground

1900.

measuring three roods twenty-four perches or thereabouts situate within the precincts of Fort George and belonging to Your Majesty's War Department to be used as a Cemetery or Burial Ground for the Officers and soldiers of the garrison of the said Island of Guernsey upon certain conditions, amongst others,—‘(1) That no person but Officers and soldiers of the garrison shall be interred in the new Burial Ground’: that on the seventh day of July One thousand eight hundred and ninety-seven the said Contract or Deed between the said Rector and the Colonel Commanding the Royal Engineers was passed before the Bailiff and Jurats of the Royal Court of the said Island of Guernsey: that the said Colonel Commanding the Royal Engineers has approached the said Rector of the said Parish with a view to the modification and extension of the above mentioned contract or deed so as to enable the families of the Officers and men of the garrison to be buried in the said burying-ground: that on the second day of December One thousand eight hundred and ninety-nine the Very Reverend Thomas Bell, M.A., Dean and Commissary of the said Island of Guernsey granted a Licence or Faculty to the said Rector of the said parish of Saint Peter Port for the passing of a contract or deed between the said Rector and the said Colonel Commanding the Royal Engineers in that Island by which contract the Rector should extend and modify Article 1 of the conditions contained in the Contract of the seventh day of July One thousand eight hundred and ninety-seven so as to read as follows,—‘That no person but Officers and soldiers of the garrison and members of their families shall be interred in the new Burial Ground’: and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction and authority for the passing of a

1900.

Contract or Deed before the Bailiff and Jurats of the Royal Court of the Island of Guernsey between the said Rector for himself and his successors the Rectors of the said Parish and the Colonel Commanding the Royal Engineers in the said Island of Guernsey acting for and on behalf of Your Majesty's War Department by which Contract the said Rector shall extend and modify Article 1 of the conditions contained in the contract of the seventh day of July one thousand eight hundred and ninety-seven so as to read as follows :—'That no person but Officers and soldiers of the garrison and members of their families shall be interred in the new Burial Ground' :

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the Rector and Churchwardens of the Parish of St. Peter Port."

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to authorize the passing of a contract or deed before the Bailiff and Jurats of the Royal Court of the Island of Guernsey, between the Rector of the Parish of Saint Peter Port, for himself and his successors the Rectors of the said Parish, and the Colonel Commanding the Royal Engineers in the said Island of Guernsey, by which contract the said Rector shall extend and modify Article 1 of the conditions contained in the Contract of the 7th day of July, 1897, so as to read as follows :—"That no person but officers and soldiers of the garrison, and members of their families, shall be interred in the new burial ground."

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

1900.

A. W. FITZ ROY.

(Enregistré sur les Records le 7 Juin 1900.)

AT THE COURT AT WINDSOR,

The 15th day of May, 1900.

PRESENT :

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

EARL OF KINTORE

LORD CHAMBERLAIN

SIR RICHARD WEBSTER.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 11th day of April, 1900, in the words following, viz. :—

Impôt sur
Vins.
Un chelin par
gallon.

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 14th day of March, 1900, setting forth that by an Order of Your Majesty in Council of the 17th day of December, 1860, the States of that Island were authorised to levy an “Impôt” of nine pence per gallon on all wines consumed in the Island ; that by a subsequent Order

By an Order in Council of the 10th August 1903 registered on the Records the 22nd August 1903 the States are authorised to increase the duty on all wines consumed in the Island from one shilling to one shilling and sixpence. Vide also Footnote Vol. III. page 180.

1900.

of Your Majesty in Council of the 7th day of October, 1899, the States were authorised to increase the aforesaid duty or "Impôt" of nine pence to one shilling and six pence per gallon on all wines so consumed containing at least thirty degrees of alcohol ; that experience having shown that a uniform scale of duties is preferable to the scales of duties now leviable under the authority of Your Majesty's two aforesaid Orders in Council the States did at an Assembly holden on the 14th day of March, 1900, before Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff, resolve to apply to Your Majesty in Council to repeal that portion of Your Majesty's Order in Council of the 17th December, 1860, which sanctions the levying of an "Impôt" of nine pence per gallon on all wines consumed in that Island, as also that portion of Your Majesty's Order in Council of the 7th October, 1899, which sanctions the levying of an "Impôt" of one shilling and six pence per gallon on all wines so consumed containing above thirty degrees of alcohol, and to allow the States to levy for the future in lieu thereof, a uniform duty of one shilling per gallon upon all wines consumed in the Island ; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to repeal that portion of Your Majesty's Order in Council of the 17th day of December, 1860, which sanctions the levying of an "Impôt" of nine pence per gallon on all wines consumed in that Island, as also that portion of Your Majesty's Order in Council of the 7th day of October, 1899, which sanctions the levying of an "Impôt" of one shilling and six pence per gallon on all wines so consumed containing above thirty degrees of alcohol, and to authorise the States to levy for the future in lieu thereof, a uniform duty of one shilling per gallon upon all wines consumed in the Island :

“ THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to approve of what is therein proposed, and to authorize the States of Guernsey to levy for the future a uniform duty of one shilling per gallon upon all wines consumed in the Island.”

1800.

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and to authorize the States of Guernsey to levy for the future a uniform duty of one shilling per gallon upon all wines consumed in the Island ;

And Her Majesty is further pleased to repeal that portion of Her Order in Council of the 17th December, 1860, which sanctioned the levying of an Impôt of nine pence per gallon on wines, and also that portion of Her Order of the 7th October, 1899, which sanctioned the levying of an Impôt of one shilling and sixpence per gallon on wines containing at least thirty degrees of alcohol ;

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty’s Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

1900.

(Enregistré sur les Records le 7 Juin 1900.)

AT THE COURT AT WINDSOR,

The 15th day of May, 1900.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

EARL OF KINTORE

LORD CHAMBERLAIN

SIR RICHARD WEBSTER.

Loi portant
modifications
à la Loi
relative à
l'Entretien des
Voies
Publiques.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 11th day of April, 1900, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 22nd March, 1900, setting forth that by an Order of Your Majesty in Council dated the 23rd day of August 1894 a *Projet de Loi* intituled ‘*Loi relative à l’entretien des Voies Publiques*’ was approved by Your Majesty; that by a deliberation of the States dated the 22nd day of February 1899 certain modifications of the provisions of the said Law which experience had shown to be desirable were accepted by the States, and the Royal Court was requested to prepare a ‘*projet de loi*’ to give effect thereto; that the Royal Court did on the 3rd day of February 1900 adopt a Bill or *Projet de Loi* intituled ‘*Loi portant modifications à la Loi relative à l’entretien des Voies Publiques*’ in order that when approved by the States it should be transmitted for Your Majesty’s Royal sanction; that the said Bill or *Projet de Loi* was taken into consideration at an Assembly of the States holden on the 21st day of March 1900 before

This Law is repealed by an Order in Council of the 14th November 1904, registered on the Records of this Island the 26th November 1904, approving and ratifying a *Projet de Loi* intituled “*Loi relative à l’Entretien des Voies Publiques.*”

Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff and was approved of by the States in the form set forth in the Schedule hereunto annexed; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to ratify and confirm the said Bill or Projet de Loi intituled 'Loi portant modifications à la Loi relative à l'entretien des Voies Publiques' as set forth in the Schedule annexed to the said Petition and to declare Your Royal Will and pleasure that the same should have force of Law within the island of Guernsey:

1900.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of Guernsey, and to approve of and ratify the said 'Projet de Loi,' entitled 'Loi portant modifications à la Loi relative à l'entretien des Voies Publiques.’”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

1900.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing
Order in Council.

LOI PORTANT MODIFICATIONS À LA LOI RELATIVE À
L'ENTRETIEN DES VOIES PUBLIQUES.

Vu la délibération des Etats de cette Ile, en date du 22 Février 1899, la Cour, ouïes les conclusions des Officiers de la Reine, moyennant l'approbation des Etats et la sanction de Sa Très Excellente Majesté en Conseil, a rappelé et rappelle les articles 5, 6 et 8, de la Loi relative à l'entretien des Voies Publiques enregistrée sur les Records de cette Ile, le 8 Septembre 1894, et y a substitué les articles suivants, lesquels seront censés former partie de la dite Loi.

5.—Tout propriétaire de cheval en cette Ile, à l'exception du Commandant en Chef et des Officiers de la garnison, sera tenu, pendant le mois de Janvier de chaque année, de déclarer, par écrit aux Connétables de la paroisse dans laquelle il habite, le nombre de chevaux dont il est propriétaire, et ce sur une amende, à discrétion de Justice, qui ne sera pas moins de £14 tournois et n'excédera pas £42 tournois.

6.—Sur les déclarations ci-dessus (et dans l'absence d'une déclaration après que le propriétaire d'un cheval a été mis à l'amende comme sus est dit) les Connétables de chaque paroisse recevront pour l'année courante une contribution de Douze Chelins sterling du propriétaire de chaque cheval dans l'Ile de deux ans ou au delà et Cinq Chelins sterling pour chaque anglicé "Pony" n'ayant pas plus de treize paumes de hauteur bien entendu que la contribution pour un cheval sera réduite par un chelin et pour un "pony" par cinq pennis pour chaque mois échu de l'année lors de leur arrivée dans l'Ile.

Tout importateur de cheval devra, dans les vingt quatre heures de son arrivée, payer au Superviseur de la Chaussée le montant de l'avant dite contribution sur peine d'une amende, à discrétion de Justice, qui ne sera pas moins de £14 tournois et n'excédera pas £42 tournois, bien entendu que si le dit cheval est importé à la place d'un cheval mort ou exporté hors de l'Ile sur lequel la contribution de l'année a été payée, la sus dite contribution lui sera remboursée après preuve faite.

Et seront les dites amendes applicables au bénéfice des Etats.

8.—Le montant des contributions, sera avant la fin du mois de Mars de chaque année, versé par les Connétables de chaque paroisse, entre les mains du Superviseur de la Chaussée, lequel paiera les frais de publication et cinq pour cent de commission qu'ils sont autorisés à retenir pour leurs peines et vacations.

(Enregistré sur les Records le 25 Juillet 1900.)

AT THE COURT AT WINDSOR,

The 15th day of May 1900

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

EARL OF KINTORE

LORD CHAMBERLAIN

SIR RICHARD WEBSTER

WHEREAS there was this day read at the Board a
Report from the Judicial Committee of the Privy

Appel devant
le Conseil
Privé.
The National
Telephone
Company
Limited and
Constables
of St. Peter
Port.

Council dated the 24th March 1900 in the words 1900.
following viz :

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order in Council of the 26th November 1897 to refer unto this Committee the matter of an Appeal from the Royal Court of the Island of Guernsey between The National Telephone Company Limited (Plaintiffs) Appellants and The Constables of St. Peter Port (Defendants) Respondents and likewise a humble Petition of the Appellants setting forth that an Action was lately brought in the Royal Court of the Island of Guernsey by the Appellants as Plaintiffs against the Respondents for 250*l.* damages for the wrongful cutting of telephone wires passing over certain public roads in the Parish of St. Peter Port in the said Island : that the said action was heard on the 22nd March 1897 by the said Court and Judgment was pronounced for the Respondents with costs : that the Appellants being dissatisfied with the said Judgment appealed to the Full Court of the said Royal Court : that the Appeal was heard in due course before the said Full Court and on the 15th June 1897 Judgment was pronounced by the said Full Court confirming the Judgment appealed from with costs : that the Appellants feeling themselves aggrieved by the said Judgment applied to said Royal Court for leave to appeal to Your Majesty in Council which leave was granted upon terms which have been duly complied with. And humbly praying that Your Majesty in Council will be pleased to take their said Appeal into consideration and that the said Judgments of the said Royal Court of the 22nd March 1897 and of the 15th June 1897 may be reversed altered or varied or for other relief in the premises :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE in
obedience to Your Majesty’s said General Order

1900.

in Council have taken the said humble Petition and Appeal into consideration and having heard Counsel on behalf of the parties on both sides their Lordships do this day agree humbly to report to Your Majesty as their opinion that the Judgment of the Royal Court of the Island of Guernsey dated the 15th day of June 1897 ought to be affirmed and this Appeal dismissed :

“ And in case Your Majesty should be pleased to approve of this Report and to dismiss the said Appeal then their Lordships do direct that there be paid by the Appellants to the Respondents their costs of this Appeal incurred in the said Royal Court and the sum of two hundred and seventy-seven pounds eighteen shillings and four pence sterling for their costs thereof incurred in England.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration was pleased by and with the advice of Her Privy Council to approve thereof and to order as it is hereby ordered that the said Judgment of the Royal Court of the Island of Guernsey dated the 15th day of June 1897 be and the same is hereby affirmed and that this Appeal be and the same is hereby dismissed and the Appellants are to pay to the Respondents their costs of this Appeal incurred in the said Royal Court and the sum of two hundred and seventy-seven pounds eighteen shillings and four pence sterling for their costs thereof incurred in England. Whereof the Bailiff and Jurats of the Royal Court of the Island of Guernsey for the time being and all other persons whom it may concern are to take notice and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

(Enregistré sur les Records le 25 Juillet 1900.)

1900.

AT THE COURT AT WINDSOR,

The 29th day of June, 1900.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

MARQUESS OF LONDONDERRY

LORD CHAMBERLAIN.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 14th day of June, 1900, in the words following, viz. :—

Havre de
St. Samson.
Reconstruc-
tion du
Pont-à-bascule
sur le Quai du
Nord.

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 16th day of May, 1900, setting forth that for a long period there has existed a weighbridge on the north quay of the harbour of St. Sampson in that Island, known as “the old north weighbridge”; that for years past the said weighbridge has been deemed incommodious and unfit for the purposes for which it was needed; that, in consequence, the States of the said island, at an Assembly holden on the 9th day of May, 1900, subject to Your Majesty’s sanction, adopted a proposition emanating from the Committee of the said harbour in favour of the reconstruction of the said weighbridge, and voted a sum of two hundred pounds to defray the cost thereof, the same to be taken out of the revenues of the said harbour; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to sanction the said work as

1900. approved by the States, and the application of the revenues of the said harbour of St. Sampson to the payment of the aforesaid sum of two hundred pounds required for that purpose :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to approve of the reconstruction of the weighbridge on the North Quay of the Harbour of St. Sampson, and also to sanction the application of £200 sterling of the revenues of the said harbour for execution of the said work.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to approve of the reconstruction of the weighbridge on the North Quay of the Harbour of St. Sampson, and also to sanction the application of the sum of £200 sterling to be taken from the revenues of the said Harbour for the execution of the said work.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty’s Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

(Enregistré sur les Records le 25 Juillet 1900.)

1900.

AT THE COURT AT WINDSOR,
the 29th day of June, 1900.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
LORD PRESIDENT
MARQUESS OF LONDONDERRY
LORD CHAMBERLAIN.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 18th day of June, 1900, in the words following, viz. :—

Loi relative
aux Egouts de
la paroisse de
St. Samson.

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth that for a considerable period the absence of proper drainage in the parish of St. Sampson in the said Island has occupied the attention of the Municipal and other Authorities; that with a view to provide a remedy for the existing evils the Royal Court did on the 3rd day of March 1900 adopt a Bill or ‘Projet de Loi’ intituled ‘Loi relative aux égouts de la paroisse de St. Samson’ in order that should the same be approved of by the States, it should be transmitted for Your Majesty’s royal sanction; that the said Bill or ‘Projet de Loi’ was taken into consideration at an Assembly of the States holden on the 9th day of May 1900 before Thomas Godfrey Carey, esquire Bailiff, and was approved of by the States in the form set forth in the Schedule annexed to the Petition; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to ratify and confirm the said Bill or ‘Projet de Loi’ intituled ‘Loi relative aux égouts de la paroisse de St. Samson’ and to declare Your Royal Will and pleasure that the

1900. same should have force of law within the island of Guernsey ;

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of Guernsey, and to approve of and ratify the said Projet de Loi entitled ‘Loi relative aux égouts de la paroisse de St. Samson.’”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty’s Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI RELATIVE AUX EGOUTS DE LA PAROISSE
DE SAINT SAMSON.

1.—L’exécution de cette Loi sera confiée à un Conseil composé d’un Président et de trois Membres choisis par les Etats parmi les Membres des Etats, et

de trois Membres choisis par les Chefs de Famille de la paroisse de Saint Samson de parmi les dits Chefs de Famille, et aura le dit Conseil droit aux services des Ingénieurs des Etats, et aussi le droit d'appeler un Ingénieur consultatif s'il le juge nécessaire.

1900.

2.—Afin de pourvoir à l'existence non-interrompue du Conseil, les règles qui suivent seront en force :—

- (1) Toutes les fois que la charge de Président Constitution d'un Conseil. deviendra vacante les Etats nommeront un nouveau Président pour le terme de cinq ans. Trois autres Membres du Conseil seront choisis par les Etats parmi les Membres des Etats, et les autres trois Membres du Conseil seront choisis par les Chefs de Famille de la paroisse de Saint Samson de parmi les dits Chefs de Famille.
- (2) Le Président aura la faculté de désigner chaque année un Membre du Conseil pour agir comme Vice-Président jusqu'à l'expiration de l'année courante.
- (3) Dans l'absence tant du Président que du Vice-Président ces assemblées du Conseil seront présidées par le plus ancien membre présent.
- (4) Les six Membres du Conseil sortiront de charge à tour de rôle à la fin de chaque année comme suit, savoir : Un de ceux nommés par les Etats, et un de ceux nommés par les Chefs de Famille.
- (5) Au fur et à mesure que les Membres du Conseil sortiront de charge comme est spécifié dans l'alinéa 4 ces membres seront remplacés comme suit : L'un des remplaçants sera nommé par les Etats et l'autre par les Chefs de Famille, et sera chacun en charge pour le terme de trois ans à compter du commencement de l'année de sa nomination.

1900.

- (6) Dans toute assemblée du Conseil quatre membres formeront un quorum en comprenant dans ce nombre le Président ou Membre du jour.
- (7) Un Président ou autre membre nommé par les Etats ne cessera pas d'être Président ou Membre du Conseil par le fait seul qu'il a cessé d'être Membre des Etats, mais un Membre nommé par les Chefs de Famille cessera d'être Membre du Conseil par le fait qu'il a cessé d'être Chef de Famille de la paroisse de Saint Samson.
- (8) Dans le cas où la place d'un Membre du Conseil (autre que le Président) deviendrait vacante par son décès, sa résignation, ou autrement, le Conseil, après y avoir été préalablement autorisé par la Cour Royale, pourvoira à son remplacement, bien entendu qu'un membre qui n'aura pas assisté à une assemblée du Conseil pendant une année entière sera censé avoir résigné sa charge.
- (9) Le membre qui aura été désigné par le Conseil, en vertu de la règle précédente, ne restera en charge que pendant le temps restant à courir sur l'exercice de celui qu'il remplacera.

Travaux
autorisés.

3.—Le dit Conseil est autorisé par la présente loi à entreprendre les travaux ci-dessous mentionnés ; mais seulement après que les plans de chacun d'iceux auront été approuvés par les Etats et le montant requis pour l'exécution voté par les dits Etats :—

- 1°. De construire des égouts dans la paroisse de Saint Samson au fur et à mesure qu'ils seront jugés nécessaires ;
- 2°. De mettre en bon état, et, en cas de besoin, de reconstruire à neuf les égouts publics dans la dite paroisse de Saint Samson ;

3°. Bien entendu qu'avant de commencer les dits travaux le dit Conseil sera tenu de présenter à la Cour Royale pour son approbation un plan général du système de drainage qui sera alors projeté.

1900.

4.—Avant de commencer les travaux mentionnés dans l'article précédent, le Conseil sera tenu de s'adresser à la Cour en Corps pour permission à cet effet, après publications faites par trois Samedis consécutifs dans la partie officielle de la Gazette de cette île, et par trois Dimanches consécutifs dans le cadre au porche de l'église de la paroisse de St. Samson, notifiant le jour et l'heure de l'application projetée, et que tout propriétaire d'héritage situé dans la dite paroisse qui désire s'opposer à la dite application ait à se présenter en Cour, le dit jour et heure, afin de faire valoir son opposition.

Conseil s'adressera à la Cour Royale pour permission de commencer travaux.

5.—Les Etats devront contribuer la moitié des sommes pour porter à exécution les ouvrages spécifiés dans l'article 3 de la présente loi ; un quart des sommes ainsi dépensées sera fourni au moyen de contributions foncières sur les héritages situés dans la paroisse de Saint Samson, et l'autre quart, en cas de confection de nouveaux égouts, sera fourni par les Etats lesquels recevront les contributions mentionnées dans l'article 7 de la présente loi.

La moitié des dépenses des travaux sera contribué par les Etats, un quart par contributions foncières, et l'autre quart, en cas de nouveaux égouts, par les Etats, sujet à recouvrement.

Quant au renouvellement d'égouts existant lors de la passation de la présente loi, l'autre quart des sommes dépensées sera payé par les propriétaires de bâtiments et terrains bordant la voie publique où l'égout sera renouvelé suivant la longueur de leur propriété et en faisant cette répartition toute fraction d'un pied en longueur comptera pour un pied.

Lors du renouvellement d'égouts existants, l'autre quart sera fourni par propriétaires riverains.

Bien entendu que sur les frais de construction ou de renouvellement il sera fait dans tous les cas une ajoutation de cinq pour cent, pour être appliquée au paiement

A ajoutation de 5 pour cent pour frais de commis et de cadastre.

1900.

de Commis employés par le Conseil, et autres frais y compris les frais du cadastre.

Contribution foncière n'excédant pas 3d. par quartier sera levée en Mars et payée au Président du Conseil.

6.—Une contribution foncière qui n'excédera pas trois pennis par quartier sera levée par les Connétables et Douzeniers de la paroisse de Saint Samson sur les héritages situés dans la dite paroisse d'après le cadastre, durant le mois de Mars de chaque année, pour tout et aussi longtemps que des contributions seront requises pour défrayer la partie des dépenses faites par le Conseil et payables de la manière indiquée dans l'article précédent, et sera le net produit des dites contributions foncières versé par les Connétables entre les mains du Président du Conseil d'an en an à compte de la portion qui doit être payée au moyen des dites contributions.

Pour nouveaux égouts le tiers de la valeur locative annuelle de certaines propriétés sera payé aux Etats.

7.—Tout propriétaire de maison d'habitation et dépendances bordant la voie publique où un nouvel égout sera à l'avenir construit, ainsi que tout propriétaire de maison d'habitation, édifice ou chantier que le Comité Sanitaire ordonnera, dans l'intérêt de la salubrité publique, d'être mis en communication avec un égout public construit aux fins de la présente loi (que les dites maisons et dépendances, et les dits autres édifices ou chantiers soient érigés lors de la confection ou après la confection de l'égout) paiera aux Etats de cette île le tiers de la valeur locative annuelle, une fois payée, des dites maisons et dépendances, chantiers ou autres édifices, pour couvrir la portion des dépenses à laquelle les propriétaires sont assujettis quant aux nouveaux égouts, aux fins de l'article 5.

Dépendances d'une maison d'habitation.

Seront considérés dépendances d'une maison d'habitation tous bâtiments employés au service domestique, ainsi que le terrain formant l'enclos jusqu'à et n'excédant pas une vergée.

Serres et terrains autres que dépendances exemptés.

Sont exceptés de contributions toutes serres ainsi que les terrains à l'exception du terrain considéré

comme dépendance d'une maison d'habitation ainsi que dessus. 1900.

8.—Les contributions mentionnées dans l'article précédent se lèveront d'après un cadastre, lequel sera dressé par les Connétables et Douzeniers de la paroisse de Saint Samson, et sera rectifié d'an en an. Et pourront les dits Connétables et Douzeniers (s'ils le jugent à propos) se faire assister par des experts assermentés à cet effet.

Contributions mentionnées dans l'article 7 se lèveront d'après un cadastre.

9.—Le cadastre énoncera :—

Cadastre.

- 1° La désignation de la propriété.
- 2° Le nom du propriétaire.
- 3° Le nom de l'occupant.
- 4° L'arpentage du terrain jusqu'à, et n'excédant pas une vergée.
- 5° Le nombre et la désignation des bâtiments.
- 6° La valeur locative.
- 7° La valeur contribuable.

10.—Après la confection ou la rectification du cadastre, les Connétables de la paroisse de Saint Samson donneront connaissance, par le moyen d'une annonce dans la partie de la Gazette autorisée pour les annonces officielles, que le cadastre sera déposé à un lieu désigné dans la dite annonce pour l'inspection des contribuables pendant quinze jours dénommés.

Cadastre sera déposé pour inspection pendant 15 jours.

Pendant cette quinzaine tout contribuable pourra signifier aux dits Connétables, par le Sergent de la Reine, qu'il y a dans le cadastre quelque inexactitude par laquelle il est lésé, et notamment :—

Signification d'erreurs.

- 1° Que certaines propriétés désignées n'y figurent pas.
- 2° Que certaines propriétés désignées y figurent pour moins qu'elles ne valent.
- 3° Que certaines propriétés désignées y figurent pour plus qu'elles ne valent.

1900.

Bien entendu que le fait de n'avoir pas envoyé une signification aux fins que dessus n'empêchera pas un contribuable de disputer le montant de sa contribution pour des raisons qui lui sont particulières.

Révision du
Cadastré.

11.—Sur les significations envoyées, les dits Connétables et Douzeniers pourront corriger le cadastre, après quoi, si le contribuable n'est pas satisfait, ils prieront la Cour Royale d'autoriser un Commis, pour, devant le dit Commis, régler les différends élevés par les significations et le cadastre sera arrêté devant Commis, après avoir entendu les parties. Néanmoins, si l'une ou l'autre partie le requiert, le dit Commis devra remettre le différend à la Cour ordinaire dont la décision sera finale.

Cadastré sera
authentiqué.

12.—Le cadastre, après qu'il aura été finalement arrêté, sera authentiqué sous la main du Président du Conseil, et servira de base pour les contributions de chaque propriétaire.

Notification
de la somme
due sera
envoyée au
propriétaire.
Paiement
d'icelle.

13.—Une notification sera envoyée par les Connétables à chaque propriétaire spécifiant la somme par lui due, laquelle devra être payée au bureau des Connétables avant l'expiration de trois mois à compter de la date de l'envoi de la notification. Après l'expiration des dits trois mois, tout défaillant sera sujet, en outre le paiement de la dite somme, à une amende, à discrétion de Justice, qui ne sera pas moins de sept livres tournois et n'excédera pas Trente livres tournois.

Audition des
comptes.

14.—Les Chefs de Famille de la dite paroisse nommeront deux autorisés pour examiner et vérifier chaque année le compte des recettes et débours conjointement avec le Superviseur de la Chaussée, ou un substitut nommé par lui à l'effet, bien entendu qu'un des deux autorisés qui seront nommés pour la première fois sortira de charge à la fin de l'année de sa nomination, l'autre à la fin de l'année subséquente, et que tout

autorisé subséquemment nommé sortira de charge à l'expiration de deux ans à compter du commencement de l'année de sa nomination. 1900.

15.—Avant l'expiration d'une année, à compter de l'époque où la construction d'un égout est complète, le Conseil s'adressera à la Cour Royale la priant de passer un acte pour autoriser le transfert du dit égout à la Douzaine paroissiale de Saint Samson, et, à partir de la passation de cet acte, les frais encourus pour la réparation et l'entretien du dit égout demeureront à la charge de la paroisse, aux fins de la loi relative à la taxation paroissiale.

Transfert d'un Égout à la Paroisse sera fait par Acte de Cour.

16.—Jusqu'à ce que le transfert d'un égout ait été fait aux fins de l'article précédent, le Conseil aura, par rapport aux maisons d'habitation et dépendances mentionnées par l'article 7, tous les pouvoirs qui ont été confiés au Comité Sanitaire par les Ordonnances de la Cour Royale relatives à la salubrité publique de la paroisse de Saint Samson, et, à cette exception près, cette loi ne dérogera en rien aux dispositions des dites Ordonnances.

Avant le transfert, Conseil aura pouvoirs du Comité Sanitaire.

17.—Pendant le temps spécifié dans l'article précédent, le Conseil, lorsqu'il le jugera nécessaire dans l'intérêt de la salubrité publique, pourra, de plus, au moyen d'une signification par écrit, signée du Président, requérir le propriétaire de toute maison d'habitation et dépendances mentionnées dans l'article 7 de pourvoir la dite maison ou les dites dépendances d'un embranchement convenable, au dire du Conseil, pour faire écouler dans l'égout public les immondices et impuretés provenant de telles maisons ou dépendances.

Conseil pourra requérir propriétaire de maison et dépendances de les pourvoir d'un embranchement pour communiquer avec l'égout public.

18.—Dans le cas où le propriétaire ne compléterait pas l'ouvrage dans un mois après que la dite signification lui aura été envoyée, le Conseil pourra le faire faire aux frais du propriétaire, lequel sera de plus sujet à une amende, à discrétion de Justice, qui n'excédera pas 280 livres tournois.

Un mois après signification Conseil pourra faire l'ouvrage aux frais du propriétaire lequel sera sujet à une amende.

1900. 19.—Après qu'un égout aura été transféré à la Douzaine aux fins de l'article 15, les pouvoirs accordés au Conseil dans les deux articles précédents seront exécutés par les Connétables et Douzeniers de la paroisse.

Après transfert
Connétables et
Douzeniers
auront
pouvoirs
contenus dans
les articles
17 et 18.

Egouts
Publics—
Définition.

20.—Seront censés égouts publics :—

1°. Les égouts publics qui existent déjà, à l'exception des égouts du havre.

2° Les égouts qui seront ci-après déclarés publics par un acte de la Cour Royale.

Saisis et
Usufruitiers
censés
propriétaires.

21.—Seront les saisis d'héritages, ainsi que les usufruitiers censés propriétaires et obligés comme tels aux fins de la présente loi.

Etats
fourniront
frais de
compensation,
d'expropriation
et de la
construction
et entretien de
l'embouchure.

22.—La compensation aux particuliers pour droits de passage à travers leurs propriétés et pour dommages-intérêts, les frais d'expropriation et la construction, le maintien et l'entretien de l'embouchure de l'égout sur le rivage de la mer, seront à la charge exclusive des Etats.

Poursuite et
amendes.

23.—Les infractions des articles de la présente loi seront poursuivies de la même manière que les infractions d'Ordonnances, et les amendes seront applicables moitié à Sa Majesté et moitié aux Etats.

(Enregistré sur les Records le 13 Octobre 1900.)

AT THE COURT AT BALMORAL,

The 17th day of September, 1900.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
HIS ROYAL HIGHNESS THE DUKE OF YORK

VISCOUNT CROSS

VISCOUNT CROMER

SIR FLEETWOOD EDWARDS.

Loi relative à
la Douzaine de
la Ville et
Paroisse de
St. Pierre
Port.

WHEREAS there was this day read at the Board
a Report from the Right Honourable the Lords of

the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 1st day of August, 1900, in the words following, viz. :—

1900.

“ YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 11th July, 1900, setting forth that by an Ordinance of the Royal Court dated the 23rd October, 1670, it was enacted that no one should be eligible to the office of ‘Douzenier’ of the parish of St. Peter-Port, without having previously filled the office of Constable ; that by a Law, dated 17th July, 1851, it was provided that a ‘Cantonal Douzenier’ after a three years’ tenure of office would be eligible to the said Office of Douzenier notwithstanding his not having previously filled the said office of Constable ; that owing to the difficulties experienced in filling the vacancies that occur in the ‘Douzaine’ consequent on the existing restrictions, the Royal Court did, on the 24th February, 1900, assent to the prayer of a petition presented by the Constables on behalf of the said Douzaine, to the effect that henceforward any ratepayer of the said parish assessed at thirty quarters of wheat rent or upwards be declared eligible to the office of Douzenier of the said parish ; that with a view to give effect to such resolution the Royal Court did on the 23rd day of April, 1900, adopt a Bill or *Projet de Loi*, intituled ‘*Loi relative à la Douzaine de la Ville et paroisse de St. Pierre Port*’ in order that, if approved by the States, it should be transmitted for Your Majesty’s Royal sanction ; that the said Bill or *Projet de Loi* was taken into consideration at an Assembly of the States holden on the 29th day of June, 1900, before John R. Tardif, Esquire, Lieutenant Bailiff, and was approved of in the form set forth in the Schedule annexed to the Petition ; and most humbly praying

1900.

that Your Majesty would be graciously pleased to ratify and confirm the said Bill or Projet de Loi intituled 'Loi relative à la Douzaine de la Ville et paroisse de St. Pierre Port' as set forth in the Schedule annexed to the said Petition—and to declare Your Royal Will and pleasure that the same should have force of Law within the Island of Guernsey :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of Guernsey, and to approve of and ratify the said Projet de Loi entitled 'Loi relative à la Douzaine de la Ville et paroisse de Saint Pierre Port.'”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing 1900.
Order in Council.

LOI RELATIVE À LA DOUZAINÉ DE LA VILLE
ET PAROISSE DE ST. PIERRE PORT.

Est éligible à la charge de Douzenier de la Ville et paroisse de Saint Pierre Port tout Chef de Famille de la dite paroisse dont la propriété est taxée à la somme de Trente quartiers ou au-delà.

Sont et demeurent rappelés les articles 1 et 2 de la Loi relative à l'Eligibilité des Douzeniers de Canton à la charge de Douzenier de paroisse sanctionnée par un Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 17 Juillet 1851 enregistré sur les Records de cette île le 2 Août 1851.

(Enregistré sur les Records le 13 Octobre 1900.)

AT THE COURT AT BALMORAL,

The 17th day of September, 1900.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
HIS ROYAL HIGHNESS THE DUKE OF YORK

VISCOUNT CROSS

VISCOUNT CROMER

SIR FLEETWOOD EDWARDS.

WHEREAS there was this day read at the Board Havre de St. Pierre Port. Draguage.
a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 23rd day of August, 1900, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 3rd day of August, 1900, setting forth that Your Majesty was graciously pleased, by

1900.

an Order in Council dated the 18th day of May 1897 to sanction certain works voted by the States of that island for the dredging of the Harbour of St. Peter Port, at an estimated cost of £9,600 and authorising the States to apply the said sum to that object out of the revenues of the said Harbour ; that Your Majesty was further graciously pleased by another Order in Council dated the 14th day of July 1899 to sanction an additional expenditure for an extension of the dredging of the said Harbour at a cost of £5,000 and did authorise the States to apply to that purpose an equivalent sum also from the revenues of the said Harbour ; that at an Assembly of the States holden before Sir T. Godfrey Carey, Knight, Bailiff of Guernsey, on the 1st day of August 1900 upon an application from the Committee of the said Harbour (the two amounts of £9,600, and £5,000 previously granted having for divers reasons proved insufficient for the purpose) an additional sum of £4,049 18s. 4½d. was voted subject to Your Majesty's gracious approval to liquidate the balance still due and owing upon the cost of the aforesaid work ; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to approve of the said resolution of the States, and to order and direct that the revenues of the said Harbour of St. Peter Port be charged with the additional sum of £4,049 18s. 4½d. being the balance due and owing for the cost of dredging the said Harbour :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition and to sanction the revenues of the said Harbour of St. Peter Port being charged with the additional sum of

£4,049 18s. 4½d. sterling representing the balance due and owing for the cost of dredging the said Harbour.”

 1900.

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof and to order and direct that the revenues of the Harbour of St. Peter Port be charged with the additional sum of £4,049 18s. 4½d. sterling, being the balance due and owing for the cost of dredging the said Harbour :

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

(Enregistré sur les Records le 13 Octobre 1900.)

AT THE COURT AT BALMORAL,

The 17th day of September, 1900.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
 HIS ROYAL HIGHNESS THE DUKE OF YORK
 VISCOUNT CROSS
 VISCOUNT CROMER
 SIR FLEETWOOD EDWARDS.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 23rd day of August, 1900, in the words following, viz. :—

Havre de
 St. Samson.
 Draguage.

1900.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 3rd day of August, 1900, setting forth that Your Majesty was graciously pleased, by an Order in Council dated the 20th day of October 1898, to sanction certain works voted by the said States for the dredging of the entrance of the Harbour of St. Sampson at an estimated cost of £1,000 and to authorise the States to apply that amount to the said object out of the revenues of the said Harbour; that at an Assembly of the States holden before Sir T. Godfrey Carey, Knight, Bailiff of Guernsey, on the 1st day of August, 1900, upon application from the Committee of the said Harbour (the amount £1,000 previously voted having proved inadequate for the purpose) an additional sum of £345 3s. 9d. was voted subject to Your Majesty’s gracious approval to enable the Committee of the said Harbour to liquidate the balance due and owing upon the cost of the said work; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to approve the aforesaid resolution of the States and to order and direct that the revenues of the said Harbour of Saint Sampson be charged with the additional sum of £345 3s. 9d. due and owing in connexion with the dredging of the entrance of the said Harbour :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable to comply with the prayer of the said Petition of the States of Guernsey, and to sanction the balance due and owing in connexion with the dredging of the entrance of the said

Harbour of St. Sampson (£345 3s. 9d. sterling) being charged on the Revenues of the said Harbour.” 1900.

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to order and direct that the Revenues of the said Harbour of St. Sampson be charged with the additional sum of £345 3s. 9d. sterling due and owing in connexion with the dredging of the entrance of the said Harbour.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey, and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

(Enregistré sur les Records le 13 Octobre 1900.)

AT THE COURT AT BALMORAL,

The 17th day of September, 1900.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

HIS ROYAL HIGHNESS THE DUKE OF YORK

VISCOUNT CROSS

VISCOUNT CROMER

SIR FLEETWOOD EDWARDS.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 31st day of August, 1900, in the words following, viz. :—

Loi relative à
l'Education
Primaire
Obligatoire.

1900.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 15th day of May 1900, setting forth that at an Assembly of the States holden on the 29th day of November 1895, before Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff, the States adopted the report of their Committee in favour of compulsory education in the primary schools of the Island, and the Royal Court was requested to prepare a *Projet de Loi* to give effect thereto ; that the Royal Court did on the 3rd day of February 1900 adopt a Bill or *Projet de Loi*, intituled ‘*Loi relative à l’Education Primaire Obligatoire,*’ in order that when approved by the States it should be transmitted for Your Majesty’s Royal sanction ; that the said Bill or *Projet de Loi* was taken into consideration at an Assembly of the States holden on the 21st day of March 1900, as also at a like Assembly holden on the 9th day of May 1900, before the said Bailiff, on which latter occasion the said Bill or *Projet de Loi* was approved of by the States, subject to Your Majesty’s sanction, in the form set forth in the Schedule annexed to the said Petition ; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to ratify and confirm the said Bill or *Projet de Loi*, intituled ‘*Loi relative à l’Education Primaire Obligatoire,*’ as set forth in the Schedule annexed to the said Petition, and to declare Your Royal Will and pleasure that the same should have force of Law within the Island of Guernsey :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the

prayer of the Petition of the States of Guernsey, and to approve of and ratify the said Projet de Loi, entitled ‘Loi relative à l’Education Primaire Obligatoire.’”

1900.

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty’s Officers for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI RELATIVE À L’ÉDUCATION PRIMAIRE OBLIGATOIRE.

Article Général.—Dans cette loi le terme “Comité des Etats” s’applique au Comité des Etats pour l’Education Paroissiale; le terme “Comité Paroissial” s’applique au Comité d’Education d’une paroisse; le terme “Parent” s’applique au père ou mère, tuteur ou autre personne qui a la garde d’un enfant d’âge scolaire. “L’âge scolaire” s’applique à tout enfant âgé au dessus de cinq ans et au dessous de treize ans.

Education
Primaire
Obligatoire.
Définitions.

1.—Dans l’île de Guernesey l’Instruction Primaire est obligatoire pour les enfants des deux sexes âgés au

Enfants de
5 à 13 ans.

1900.

dessus de cinq ans et au dessous de treize ans quelle que soit la nationalité des parents. Tout enfant d'âge scolaire, à l'exception des enfants mentionnés dans l'article 3 de cette présente Loi, doit recevoir une instruction au moins égale à celle qui est donnée dans les écoles publiques primaires.

Instruction
publique et
privée.

2.—L'instruction peut être donnée, soit dans les établissements d'instruction publics ou privés, soit dans les familles, par le parent lui même ou par toute personne qu'il aura choisie, pourvu toutefois, que le parent prouve que l'instruction est égale à celle qui est donnée dans les écoles publiques primaires. Le Comité des Etats pourra faire examiner l'enfant afin de s'assurer s'il reçoit ou a reçu l'instruction visée par cette loi.

Dispenses.

3.—Sera dispensé de l'instruction obligatoire :

- (a) L'enfant auquel sera décerné un certificat dit "Certificat d'Etudes Primaires," constatant qu'il a passé l'examen de quatrième grade du code d'instruction prescrit par le Comité des Etats aux fins de l'article 20 de la Loi sur l'Instruction Publique Primaire du 12 Décembre 1893, enregistré sur les Records de cette Ile le 23 Décembre 1893.
- (b) L'enfant qui sera prouvé être dans un état de santé qui le rend incapable de recevoir l'instruction visée par cette Loi.
- (c) L'enfant qui demeure à une distance de plus de deux milles et demi d'une école publique primaire.
- (d) L'enfant âgé de moins de sept ans qui demeure à une distance de plus d'un mille d'une école enfantine.

Dispenses.

4.—Les dispenses pour les causes mentionnées dans les alinéas (b), (c), et (d) de l'article précédent seront données par le Comité Paroissial ; en cas de dispute

entre le parent et le comité il y aura recours au Comité des Etats. 1900.

5.—Le Comité des Etats nommera trois Officiers surveillants (“School Attendance Officers”). Le premier exercera les fonctions de sa charge dans la paroisse de Saint Pierre Port ; le deuxième dans les paroisses de Saint Samson et du Valle, et le troisième dans les autres paroisses de cette Ile. Ils prêteront serment devant la Cour Royale de bien et fidèlement gérer la charge d’officier surveillant. Officiers
Surveillants.

6.—Les dits Officiers surveillants dans les limites de leurs districts respectifs devront Devoirs des
Officiers
Surveillants.

- (a) Recevoir des maîtres et des maîtresses des écoles primaires subventionnées par les Etats une liste des noms des enfants inscrits sur les Registres de chaque école.
- (b) S’informer du nom et de la demeure de tout enfant âgé de cinq ans à treize ans qui ne reçoit pas l’instruction primaire visée par cette loi.
- (c) Se rendre au domicile de l’enfant, s’assurer de tous les faits, avertir le parent qu’il ait à envoyer l’enfant de suite à l’école sous les peines échéantes aux fins de la présente loi, et finalement transmettre aux Comités Paroissiaux et au Comité des Etats une liste des enfants dont les noms sont enregistrés sur les registres de l’école, qui ne fréquentent pas régulièrement la dite école, et des enfants qui ne fréquentent aucune école.
- (d) Poursuivre devant la Cour de Police, après avoir obtenu du Comité des Etats l’autorisation à ce faire, le parent ou autre personne qui aura enfreint la présente loi.
- (e) Assister aux réunions du Comité des Etats ou des Comités Paroissiaux lorsqu’ils en seront requis par le Président du Comité.

III.—P.

1900.
Registre
d'appel.

7.—Les maîtres et maîtresses des écoles primaires doivent tenir un registre d'appel qui constate, pour chaque classe, l'absence des élèves inscrits sur les registres de l'école. A la fin de chaque semaine ils adresseront à l'officier surveillant un extrait de ce registre signé d'eux avec l'indication du nombre des absences et des motifs invoqués.

Motifs
d'absence
légitimes.

Les motifs d'absence réputés légitimes sont les suivants :—Maladie de l'enfant, décès d'un membre de la famille, maladie contagieuse à la demeure de l'enfant, empêchements résultant de la difficulté accidentelle des communications. Les autres circonstances exceptionnellement invoquées, seront appréciées par le Comité Paroissial, et référées au Comité des Etats pour leur décision. Toutefois, sur la demande du parent, un enfant sera dispensé par le maître ou la maîtresse d'école de l'obligation d'assister à l'école aux jours considérés dans sa religion comme jours fériés.

Subvention
des Etats peut
être retirée.

8.—Il sera loisible aux Etats sur la recommandation de leur Comité de priver en tout ou en partie de la subvention donnée par les Etats une école dont le maître ou la maîtresse ne se sera pas conformé aux prescriptions de l'article précédent.

Dispense
partielle pour
enfants de
11 ans.

9.—Le Comité Paroissial pourra, avec l'approbation du Comité des Etats et sur la demande motivée du parent, dispenser des deux classes de la journée ou d'une des classes de deux journées dans le courant d'une semaine, un enfant employé dans l'industrie ou dans l'agriculture qui aura atteint l'âge de onze ans, et qui aura passé le troisième grade.

Enfants seront
présents à
l'examen
annuel.

Tout enfant qui fréquente une école publique primaire subventionnée par les Etats qui n'est pas exempté conformément aux dispositions de l'Article 7 de cette Loi devra être présent à l'examen annuel de cette école.

10.—Le Comité des Etats pourra suspendre en tout ou en partie l'opération de cette loi. 1900.

Suspension
de la Loi.

(a) Dans le cas d'une épidémie.

(b) Dans tout autre cas d'une gravité exceptionnelle.

11.—Tout parent qui, pour cause d'indigence, ne pourra payer les écolages d'une école publique primaire subventionnée par les Etats, devra s'adresser au Comité paroissial. Si le Comité est satisfait que la demande est justifiée, le Trésorier des Ecoles de la paroisse paiera hors des fonds à sa disposition l'entier ou partie des dits écolages suivant la décision du dit Comité pourvu toutefois que le paiement ainsi accordé n'excède pas deux pennis par semaine pour chaque enfant. Dans le cas où l'enfant soit étranger, le parent devra s'adresser aux Connétables de la paroisse de sa demeure, lesquels après avoir pris les renseignements nécessaires, feront leur rapport au Comité des Etats. Si le Comité est satisfait que la demande est justifiée, il autorisera, des fonds à sa disposition, le paiement de l'entier ou d'une partie des dits écolages, et ce aux conditions précitées.

Dispense du
paiement des
Ecolages par
parent
indigent.

L'ordre et l'autorisation sus dits ne seront en force que pour le terme de six mois mais pourront être renouvelés de temps à autre.

L'enfant ne sera pas censé être à charge, ni à la paroisse ni aux Etats, en conséquence du dit paiement des écolages.

12.—Toute poursuite en vertu de la présente Loi sera faite devant la Cour de Police à l'instance d'un Officier Surveillant autorisé à cet effet par le Comité des Etats. Le prévenu sera averti de se trouver en Cour par un des Connétables de la paroisse de sa demeure.

Poursuites
devant Cour
de Police.

13.—Est passible d'une amende qui n'excédera pas cinq chelins sterling, et à défaut de paiement, de deux jours d'emprisonnement, tout parent qui, après avoir

Peines
d'Amende et
d'emprisonne-
ment.

1900.

été averti de ce faire, refusera ou négligera soit de donner à l'enfant d'âge scolaire dont il a la garde une éducation égale à celle qui est donnée dans une école primaire subventionnée par les Etats, soit de l'envoyer à une des dites écoles.

Récidive.

En tout cas de récidive et nouvelle récidive, la peine pourra être portée à une amende qui n'excédera pas £1 ou à un emprisonnement, à discrétion de Justice, qui n'excédera pas huit jours.

Peines contre
employeur
d'un Enfant
d'âge scolaire,
pendant les
heures des
classes.

14.—Est passible d'une amende qui n'excédera pas £2, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement qui ne dépassera pas quinze jours, tout parent ou autre personne qui sciemment emploiera, pendant les heures des classes, un enfant d'âge scolaire qui n'a pas été dispensé de l'instruction obligatoire.

Cautions dans
le cas
d'Etrangers.

15.—Lorsque la personne condamnée en récidive à une amende aux fins des articles 13 ou 14 est de nationalité étrangère, il sera loisible à la Cour de Police Correctionnelle, en infligeant la dite amende, d'ordonner que la dite personne trouvera caution pour le paiement de telle amende et les frais judiciaires qui peuvent avoir été encourus, et ce conformément au principe posé dans l'article 26 de la Loi relative à l'application des peines tant au Criminel qu'en Police correctionnelle.

Dans l'absence
d'un Comité
de paroisse
Comité des
Etats
exercera les
fonctions.

16.—Dans le cas où il n'existe pas de Comité de paroisse, le Comité des Etats, ou un sous Comité du dit Comité composé d'au moins cinq membres, exercera les fonctions d'un Comité de paroisse en tout ce qui regarde les dispositions de la présente Loi.

(Enregistré sur les Records le 28 Décembre 1900.)

1900.

AT THE COURT AT WINDSOR,

The 13th day of December, 1900.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

HIS ROYAL HIGHNESS THE DUKE OF YORK

LORD PRESIDENT

LORD ROWTON

LORD CHAMBERLAIN

MR. MACARTNEY.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 30th day of November, 1900, in the words following, viz. :—

Loi Relative à
la Milice
Royale de l'Île
de Guernesey.

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth that their attention was recently called by the Right Honourable the Secretary of State for War to the necessity of reorganizing the Royal Guernsey Militia ; that certain recommendations, with a view thereto, prepared by the Lieutenant-Governor, were taken into consideration and approved in principle by the States at an Assembly holden before Thomas Godfrey Carey, Esquire, Bailiff, on the 12th July, 1899, and a Committee was appointed to prepare, with the assistance of the Crown Officers, legislative measures giving effect to the recommendations so approved ; that on the 18th day of November, 1899, a ‘Projet de Loi’ intituled ‘Loi relative à la Milice Royale de l’Île de Guernesey’ prepared by the said Committee was adopted by the Royal Court, and the Bailiff was requested to lay the same before the States for their approval ; that at an Assembly holden before the Bailiff on the 11th December, 1899, the said ‘Projet de Loi’ and a draft of Ordinance to be

1900.

passed into law by the Royal Court (the said 'Projet de Loi' and the said Ordinance constituting the necessary legislative measures proposed by the Committee) were taken into consideration and approved by the States—the said 'Projet de Loi' in the form set forth in the Schedule annexed to the said Petition, and the Bailiff was requested to present a humble Petition to Your Majesty in Council praying for the confirmation thereof; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to give Your Royal Sanction and approval to the 'Projet de Loi' intituled 'Loi relative à la Milice Royale de l'Ile de Guernesey' as set forth in the Schedule annexed to the Petition, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same should have force of law within the said Island of Guernsey:

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of Guernsey, and to approve of and ratify the 'Projet de Loi' entitled 'Loi relative à la Milice Royale de l'Ile de Guernesey.'”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said "Projet de Loi," and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said "Projet de Loi" (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey, and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Com-

mander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

1900.

A. W. FITZ ROY.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI RELATIVE À LA MILICE ROYALE DE L'ILE DE GUERNESEY.

1.—Les dispositions de l'Acte de Parlement intitulé "Army Act, 1881," à l'exception des parties II. et III. et de tout autre Acte l'amendant, ainsi que les Règlements de Procédure établis sous son ou leur empire, seront en ce qui concerne le gouvernement et la discipline de la Milice Royale de Guernesey, et généralement toutes autres personnes visées par les dits Actes de Parlement, censées s'étendre et s'appliqueront en tant qu'elles s'y trouveront applicables, à la Milice Royale de l'Ile de Guernesey, savoir :—

Certaines dispositions de l'"Army Act, 1881," et d'autres Actes s'appliqueront à la Milice Royale.

- (a) Quant à son Etat-Major et à ses Officiers de Commission en tout temps.
- (b) Quant à ses Sous Officiers, Miliciens, Musiciens et Recrues durant toute période de mobilisation, et durant telle période que ceux-ci porteront l'uniforme de Sa Majesté.

2.—Est rappelée la partie du dispositif de l'Ordre de Sa feu Majesté le Roi George III., en date du 24 Février 1796 lequel fut enregistré sur les records de cette Ile le 4 Avril ensuivant qui déclare :—

Est rappelée partie de l'Ordre en Conseil de 1796, réglant la procédure devant la Cour Royale en cas d'infraction d'Ordonnances relatives à la Milice.

"It is hereby ordered that for the future all causes arising upon the Ordinances of the said Royal Court respecting the Militia of the said Island of Guernsey shall be decided on every Saturday

1900.

in term and out of term, and that a President and three Jurats be, and be deemed, a competent Court to decide all such cases.”

Tout milicien est tenu de prêter le serment d'allégeance.

3.—Tout Milicien de quelque grade que ce soit ainsi que toute Recrue est tenu de prêter devant la Cour Royale ou à tel lieu qui sera fixé par la Cour le serment d'allégeance dans la forme contenue dans la cédule annexée à la présente Loi.

Est passible en Police Correctionnelle d'une amende de £50 stg. : ou d'emprisonnement de 6 mois avec ou sans travail forcé.

4.—Pourra être traduit devant la Cour de Police Correctionnelle et puni d'une amende à discrétion de Justice, qui n'excédera pas cinquante livres sterling ou d'emprisonnement, avec ou sans travail forcé, pour un terme qui n'excédera pas 6 mois.

Celui qui après avertissement ne se trouve pas au lieu et à l'heure signalés.

1° Celui qui, étant dûment averti aux fins d'une Ordonnance de la Cour Royale, de se rendre soit devant un conseil médical pour subir un examen médical, soit en Cour ou au lieu fixé par la Cour pour prêter le serment d'allégeance, soit au lieu d'exercice ou de rendez-vous, soit à un lieu quelconque pour chercher ses habits d'uniforme, armes et accoutrements, refusera ou négligera, sans cause valable, de se trouver au lieu qui lui aura été signalé, et au jour et à l'heure indiqués, ainsi que celui qui sans permission valable s'absentera de l'exercice.

Celui qui s'absente de l'exercice.

2° Celui qui incitera ou encouragera un milicien à commettre un acte d'insubordination ou à s'absenter de ses devoirs après avoir été dûment averti.

Celui qui incite à ou encourage insubordination.

Celui qui cache ou emploie milicien qui s'est absenté.

3° Celui qui, sachant qu'un milicien s'est absenté sans permission, l'aura caché ou l'aura assisté à se cacher, ou qui l'aura employé ou continué de l'employer.

Celui qui aide à délivrer de custodie un milicien.

4° Celui qui aidera ou assistera à délivrer de custodie un Milicien lors dûment arrêté.

5°. Celui (a) qui aura monté sur les Forts et Boulevards de cette Ile pour y faire du dommage, (b) qui aura renversé les boulets qui s'y trouveront rangés en pyramide ou (c) qui aura touché aux canons pour les renverser de leur assiette.

1900.

Celui qui cause dommage sur les Forts et Boulevards.

6° Celui qui aura renversé, encloué ou endommagé les canons de Sa Majesté dans cette Ile, ou qui en aura endommagé les affûts.

5.—Pourra être traduit devant la Cour de Police Correctionnelle et puni d'une amende, à discrétion de Justice, qui n'excédera pas vingt livres sterling, ou d'emprisonnement qui n'excédera pas deux mois :

Est passible en Police Correctionnelle d'une amende de £20 stg. ; ou d'emprisonnement de 2 mois.

1° Tout milicien qui aura prêté à qui que ce soit les habits, armes ou effets d'équipement qui lui ont été confiés, ou qui, sans permission valable, s'en sera servi autrement que pour le service de la milice.

Habits, armes ou effets d'équipement prêtés.

2° Tout milicien qui, étant dûment averti, refusera ou négligera, sans cause valable, de se rendre au lieu qui lui aura été signalé, au jour et à l'heure indiqués pour déposer les habits d'uniforme, les armes et les effets d'équipement qui lui ont été livrés.

Dépôt d'armes d'habits.

3° Tout milicien dont les habits d'uniforme, les armes et effets à lui confiés ne sont pas dans un bon état lorsqu'ils sont déposés. Il sera de plus tenu des frais de nettoyage ou de réparation.

Nettoisement et réparation.

4° Celui qui, la milice étant de service, et l'officier commandant ayant donné l'ordre de faire éloigner la foule, ne se sera pas éloigné aussitôt l'ordre donné.

Refus des éloigner lors milice de service.

5° Celui qui aura interrompu le service.

Interruption du service.

6° Celui qui aura vendu, donné ou distribué de la liqueur, de quelque espèce que ce soit, à des

Liqueur vendue ou donnée à miliciens sous les armes.

1900.

Vente de
liqueur dans
maison
déclarée "out
of bounds."

miliciens lorsque sous les armes sans avoir préalablement obtenu la permission de l'Officier Commandant.

7° Celui qui, étant licencié pour la vente de vins, liqueurs, bière et cidre et dont la maison aura été déclarée interdite (anglicé) "out of bounds" par un Officier Commandant, en aura vendu ou donné à boire à un milicien.

Tir d'armes à
feu près la
milice et près
d'une maison
de guet ou
magasin.

8° Celui qui, sans la sanction de l'Officier Commandant, aura tiré une arme à feu, auprès d'un régiment ou détachement de la milice lorsque sous les armes, ou près d'une maison de guet, ou d'un magasin à poudre.

Refus de
répondre aux
questions
faites par
Connétable
pour la
confection de
la Liste,
Réponses
fausses,
Empêchement
à la visite de
Connétable.

9° Celui qui refusera de répondre aux questions qui lui seront faites par un Connétable, Assistant de Connétables ou Connétable Spécial lors demandant des renseignements nécessaires pour la confection de sa liste, ou qui y fera sciemment une réponse fausse, ou qui y mettra empêchement à la visite de tel Connétable, Assistant de Connétables ou Connétable Spécial.

Juré-Justicier
sera autorisé
par Cour
Royale à
administrer
Serment
d'Allégeance.

6.—Il sera loisible à la Cour Royale composée de M. le Baillif ou M. son Lieutenant et de deux Jurés-Justiciers, d'autoriser un Juré-Justicier à administrer le Serment d'Allégeance dans tels lieux et à tels jours qu'elle trouvera convenables.

CEDULE A LAQUELLE REFERENCE EST FAITE
DANS LA LOI CI-DESSUS ECRITE.

Serment d'Allégeance.

"Je, A. B., promets solennellement et déclare par serment, que je serai fidèle à (insérer le nom du Souverain qui pour le temps sera) ses hoirs et successeurs et que je servirai fidèlement dans la Milice Royale de Grande-Bretagne à l'heure de ma décharge.

Oath of Allegiance.

1900.

“I, A. B., do solemnly promise and swear that I will be faithful to (here insert name of Sovereign for time being) her (or his) heirs and successors, and that I will faithfully serve in the Royal Guernsey Militia until I shall be discharged.”

(Enregistré sur les Records le 28 Décembre 1900.)

AT THE COURT AT WINDSOR,

The 13th day of December, 1900.

PRESENT,

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

HIS ROYAL HIGHNESS THE DUKE OF YORK

LORD PRESIDENT LORD ROWTON

LORD CHAMBERLAIN MR. MACARTNEY.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 5th day of December, 1900, in the words following, viz. :—

Loi Relative
à la
Compensation
qui pourra
être accordée
aux Familles
de Personnes
dont la Mort
aura été
causée par
Accident.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth that whereas by the Common Law of the said Island an action for damages may be maintained by any person sustaining an accident, not proving fatal, against the party by reason of whose fault or neglect or want of skill such accident had occurred, no such action, on the other hand, is maintainable by the relatives of a person who has sustained a fatal accident caused by such fault, neglect, or want of skill; that with a view to extend the Common Law right of action to the relatives of a person who has so sustained a fatal accident the Royal Court did, on the 1st day

1900. of October, 1900 adopt a Bill or Projet de Loi, intituled 'Loi relative à la compensation qui pourra être accordée aux familles de personnes dont la mort aura été causée par accident,' in order that, should the same be approved by the States, it should be transmitted for Your Majesty's Royal sanction; that the said Bill or Projet de Loi was taken into consideration at an Assembly of the States holden on the 9th day of November, 1900, before Sir T. Godfrey Carey, Knight, Bailiff of the said Island, and was approved of by the States in the form set forth in the Schedule annexed to the said Petition; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to ratify and confirm the said Bill or Projet de Loi, intituled 'Loi relative à la compensation qui pourra être accordée aux familles de personnes dont la mort aura été causée par accident,' as set out in the Schedule annexed to the said Petition, and to declare Your Royal Will and pleasure that the same should have force of Law within the Island of Guernsey :

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of Guernsey, and to approve of and ratify the said Projet de Loi, entitled 'Loi relative à la compensation qui pourra être accordée aux familles de personnes dont la mort aura été causée par accident.'"

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey, and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI RELATIVE À LA COMPENSATION QUI POURRA ÊTRE ACCORDÉE AUX FAMILLES DE PERSONNES DONT LA MORT AURA ÉTÉ CAUSÉE PAR ACCIDENT.

Vu que l'on ne peut maintenir jusqu'à présent aucune procédure contre une personne qui, soit par sa faute, soit par sa négligence ou par son impéritie, pourra avoir causé la mort d'une personne quelconque, et qu'il arrive souvent que ce n'est que juste et à propos que celui, qui a été la cause du tort, doit être responsable en dommages et intérêts pour le tort ainsi occasionné par lui.

1.—Dans le cas où la mort d'une personne aura été causée par un acte blâmable, par négligence ou impéritie, et que l'acte blâmable, la négligence ou l'impéritie, se trouve tel que (si la mort n'était pas survenue) la partie lésée se serait trouvée à même de maintenir une action en dommages et intérêts ; alors, et dans tout et tel cas, la personne qui aurait été responsable (si la mort n'était pas survenue) sera sujette à une action en dommages et intérêts, même lorsque le décès aura été causé sous des circonstances qui donneraient lieu à une poursuite criminelle pour Félonie.

1900.

2.—Toutes et telles procédures seront pour bénéficier le Mari la Femme le Parent et l'Enfant de la personne dont la mort aura été ainsi occasionnée, et seront intentées par et au nom de l'Exécuteur testamentaire ou l'Administrateur de la succession de la personne décédée, et dans toutes et telles actions la Cour pourra accorder tels dommages et intérêts qu'à la discrétion de la Cour seront jugés proportionnés au tort qui résulte de tel décès aux parties respectives pour lesquelles et au profit desquelles telles actions auront été intentées, et le montant ainsi obtenu, déduction faite des frais qui n'auront pas été recouvrés du Défendeur, sera partagé parmi les avant dites parties en telles portions que la Cour décidera.

3.—Pourvu toutefois et il est ordonné qu'il n'y aura qu'une seule action par rapport à la même plainte, et que toute et telle action sera commencée dans l'an et jour de la mort de la personne ainsi décédée.

4.—Dans toutes et telles procédures l'acteur sera tenu de narrer dans sa cause les qualités de la personne ou des personnes pour laquelle ou pour lesquelles, et au profit desquelles cette cause aura été intentée, ainsi que la nature de la réclamation pour laquelle les dommages et intérêts sont demandés.

5.—Dans le cas où il n'y a ni Exécuteur ni Administrateur de la personne décédée, ou que l'Exécuteur ou l'Administrateur de la personne décédée n'aura pas dans les six mois après la mort intenté une action en dommages et intérêts en conformité avec la présente loi, telle action pourra être intentée par ou pour et au nom de telle personne ou telles personnes, pour le bénéfice de laquelle ou pour le bénéfice desquelles telle action aurait pu être intentée par un Exécuteur ou Administrateur.

6.—Les mots et les termes ou expressions qui suivent auront les significations qui leur sont assignées

respectivement, d'autant que ces significations n'auront pas été annulées par le contexte ou par la nature de la matière en question ; c'est à dire que les mots qui dénotent le singulier incluent aussi le pluriel pour les personnes comme pour les choses, et les mots qui indiquent le sexe masculin comprendront aussi le sexe féminin, et le mot " Personne " s'appliquera également aux corporations et aux sociétés, et le mot " Parent " comprendra le Père et la Mère, le Grand père et la Grand mère, le Beau-père et la Belle-mère (" step-father " and " step-mother "), et le mot " Enfant " comprendra le Fils et la Fille, le Petit fils et la Petite-fille, le Beau-fils et la Belle-fille (" step-son " and " step-daughter ").

1901.

(Enregistré sur les Records le 30 Mars 1901.)

AT THE COURT AT ST. JAMES'S.

The 9th day of March, 1901.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY.

LORD PRESIDENT	LORD TWEEDMOUTH
EARL OF DERBY	LORD JAMES OF HEREFORD
EARL OF KINTORE	LORD HENEAGE
EARL OF DUCIE	SIR JAMES FERGUSSON, BART.
EARL ROBERTS	SIR FRANCIS JEUNE
VISCOUNT PEEL	SIR DIGHTON PROBYN.
LORD WENLOCK	

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 23rd day of February, 1901, in the words following, viz. :—

Loi relative
à l'Equivalent.

“ YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 24th day of

This Law is repealed by an Order in Council of the 14th November 1904, registered on the Records of this Island the 28th November 1904, approving and ratifying a Projet de Loi intituled "Loi relative à l'Entretien des Voies Publiques."

1901.

January 1901, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth that on the 1st day of September, 1899, the States of the said Island passed a resolution to the effect that, owing to the heavy annual cost of maintaining and repairing the roads of the said Island, an 'Equivalent' or road tax which is now levied upon owners of property bordering the high roads shall henceforward be levied upon all lands situate in the said island belonging to private owners, save and except upon such lands situate in the parish of St. Peter Port, as are now under the control of the Street Board; that to enable the said tax to be levied it is necessary, as a preliminary step, that a cadastral survey of the aforesaid land be made; that the Royal Court did, on the 1st day of October, 1900, with a view thereto, adopt a Bill or Projet de Loi, intituled 'Loi relative à l'Equivalent,' in order that, should the same be approved by the States, it be transmitted for Your Majesty's Royal sanction; that the said Bill or Projet de Loi was taken into consideration at an Assembly of the States holden on the 9th day of November, 1900, before Sir T. Godfrey Carey, Knight, Bailiff of the said Island, and was approved by the States in the form set forth in the Schedule annexed to the said Petition; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to ratify and confirm the said Bill or Projet de Loi, intituled 'Loi relative à l'Equivalent,' as set out in the Schedule annexed to the said Petition, and to declare Your Royal Will and pleasure that the same should have force of Law within the Island of Guernsey:

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their

opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition, and to approve of and ratify the said Projet de Loi, entitled 'Loi relative à l'Équivalent.'”

1901.

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey, and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

* LOI RELATIVE A L'ÉQUIVALENT.

Vu la délibération des Etats de cette île du 1er Septembre 1899, portant :—

“ Que le montant annuel requis pour le maintien des routes sous la direction du Comité des Voies Publiques, sera augmenté par une taxe sur les pierres exportées, et par une taxe à tant par vergée sur les terrains, étant propriétés particulières situées hors l'enceinte sous la direction du Conseil des Rues de la ville et paroisse de St. Pierre Port, bien entendu que tout enclos en dessous d'une vergée comptera pour une vergée.”

1.—Les Connétables de chaque paroisse, à l'exception de celle de St. Pierre Port, présenteront aux Chefs Plaids prochains deux experts pour faire un cadastre des terrains dans la paroisse.

* Cette Loi fut rappelée par un Ordre en Conseil du 14 Novembre 1904 Enregistré sur les Records le 26 Novembre 1904 sanctionnant la Loi Relative à l'entretien des Voies Publiques.

1901.

2.—Les dits experts seront assermentés.

3.—Le cadastre énoncera :—

1°. La désignation de la propriété.

2°. Le nom et l'adresse du propriétaire.

3°. L'arpentage du terrain.

La carte officielle fera foi de l'arpentage du terrain à moins de preuve du contraire.

4.—Tout propriétaire, Curateur aux biens, Tuteur, et Procureur d'un propriétaire, et tout saisi d'héritage et agent est tenu dans le mois qui suivra la date de l'enregistrement de l'Ordre en Conseil sanctionnant la présente loi d'envoyer au Connétable de la paroisse où la propriété est située pour être transmis par le dit Connétable au Superviseur de la Chaussée une déclaration, par écrit, signée de lui, constatant, du meilleur de sa connaissance,

1.—La désignation de la propriété pour laquelle il est responsable.

2.—Le nom et l'adresse du propriétaire.

3.—L'arpentage du terrain.

Le tout sous une pénalité qui n'excédera pas £1 sterling applicable moitié à Sa Majesté et moitié aux Etats.

5.—Lors de la confection du cadastre le Superviseur donnera connaissance, par le moyen d'une annonce dans la partie de la Gazette autorisée pour les annonces officielles, que le cadastre de la paroisse sera déposé à un lieu dans la dite paroisse désigné dans la dite annonce pour l'inspection des contribuables, pendant quinze jours dénommés.

Pendant cette quinzaine tout contribuable pourra signifier au Superviseur de la Chaussée par le Sergent de la Reine, qu'il y a dans le cadastre de sa paroisse, quelque inexactitude par laquelle il est lésé, et notamment.

1.—Que certaines propriétés désignées n'y figurent pas.

2.—Que l'arpentage de certaines propriétés n'est pas exact.

Bien entendu que le fait de n'avoir pas envoyé une signification aux fins que dessus n'empêchera pas un contribuable de disputer le montant de sa contribution pour des raisons qui lui sont particulières.

6.—Le cadastre, après qu'il aura été finalement arrêté, sera authentiqué sous la main du Superviseur de la Chaussée, et servira de base pour les contributions de chaque propriétaire.

7.—Les cadastres seront confectionnés aux frais des Etats.

(Enregistré sur les Records le 1er Juin 1901.)

AT THE COURT AT ST. JAMES'S,

The 13th day of May, 1901.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

EARL OF KINTORE

MARQUESS OF BREADALBANE

BISHOP OF LONDON

LORD CHAMBERLAIN

SIR RICHARD PAGET.

EARL OF ABERDEEN

Loi ayant
rapport à
l'Arrêt par un
créancier de la
personne de
son débiteur,
et à la Cession
et la
Renonciation
Volontaire.

WHEREAS there was this day read at the Board

a Report from the Right Honourable the Lords of

the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 20th day of April, 1901, in the words following, viz. :—

1901.

“HER late Majesty Queen Victoria having been pleased by Her General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 8th day of January, 1901, setting forth that by the law now in force in the island ; (a) A Debtor not possessed of Real Estate in the Island may be arrested before Judgment upon an affidavit of his Creditor setting forth simply the amount of his indebtedness ; (b) A Foreigner under arrest for debt is prevented from applying for the benefit of Cession until after he has remained incarcerated for a period of three months ; (c) A preference is obtained by an arresting Creditor over other creditors when an incarcerated Debtor is admitted to the benefit of Cession ; that the Royal Court deeming that alterations in the Law should be made in these respects and with a view to bring the Law more into harmony with modern legislation, did on the 13th day of October 1900 adopt a Bill, or ‘Projet de Loi,’ intituled ‘Loi ayant rapport à l’arrêt par un Créancier de la personne de son Débiteur, et à la Cession et la Renonciation Volontaire’ in order that if approved by the States, it should be transmitted for Her late Majesty’s Royal sanction ; that this ‘Projet de Loi’ aims ; (a) At preventing the arrest of a Debtor before Judgment except in respect to sums of ten pounds or upwards and after presentation of an affidavit setting forth, inter alia, that the Creditor has reason to believe that his Debtor is on the point of leaving the Island, and specifying the facts upon which such belief is grounded—and further at giving facilities to a Debtor against whom a permit to arrest has been issued to avoid incarceration pending judgment

1901.

obtained against him ; (b) At allowing every Debtor whether British subject or Foreigner when under arrest to apply immediately for the benefit of Cession or Renunciation ; (c) At placing all Creditors on an equal footing thus doing away with the preference hitherto acquired by an arresting Creditor whose Debtor when incarcerated makes application for the benefit of Cession ; that the said Bill or *Projet de Loi* was taken into consideration at an Assembly of the States holden on the 28th day of December 1900 before Sir T. Godfrey Carey, Knight, Bailiff of the said Island, and was approved of in the form set forth in the Schedule annexed to the Petition ; and most humbly praying that Her Majesty would be graciously pleased to ratify and confirm the said Bill or '*Projet de Loi*,' intituled '*Loi ayant rapport à l'arrêt par un créancier de la personne de son débiteur, et à la Cession et la Renonciation Volontaire,*' as set forth in the Schedule annexed to the Petition, and to declare Her Royal Will and pleasure that the same should have force of Law within the Island of Guernsey, and Your Majesty having been pleased, by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer all Petitions to this Committee :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of Guernsey, and to approve of and ratify the said *Projet de Loi* entitled '*Loi ayant rapport à l'arrêt par un Créancier de la personne de son débiteur et à la Cession et la Renonciation Volontaire.*'”

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

1901.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey, and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI AYANT RAPPORT À L'ARRÊT PAR UN CRÉANCIER DE LA PERSONNE DE SON DÉBITEUR, ET À LA CESSION ET LA RENONCIATION VOLONTAIRE.

Vu le rapport du Comité nommé par la Cour pour prendre en considération les modifications nécessaires à introduire en ce qui concerne l'arrêt par un créancier de la personne de son débiteur.

1.—Il ne sera permis à un créancier de faire arrêt de la personne de son débiteur, dans l'absence d'un acte exécutoire de la Cour Royale, que pour une somme de dix livres sterling ou au-delà.

2.—Tout arrêt de la personne d'un débiteur, dans l'absence d'un acte exécutoire de la Cour Royale, sera fait en vertu d'une permission d'arrêt signée du

1901.

Baillif, du Lieutenant-Baillif, ou dans leur absence, d'un des Jurés-Justiciers de la Cour Royale, et ne sera accordé que sur un affidavit signé du créancier, ou de son représentant légal, et sermenté devant le Baillif, Lieutenant-Baillif, ou Juré-Justicier, selon le cas, lequel affidavit constatera :

- (a) Le montant et la nature de la dette ;
- (b) La déclaration par le créancier ou son dit représentant constatant des faits donnant raison de croire que le débiteur est sur son départ de l'île ;
- (c) Qu'il s'est adressé sans succès au débiteur pour le paiement du montant dû ;
- (d) Que l'absence de l'île du débiteur préjudiciera considérablement à l'action qu'il voudrait intenter.

Ne sera pas censé représentant légal un agissant qui n'est pas pourvu d'une procuration l'autorisant à faire arrêt de la personne.

3.—Dans les cas où une permission d'arrêt est demandée avant l'action intentée, la dite permission d'arrêt sera censée être le commencement de l'action et le créancier arrêtant sera censé dorénavant être l'acteur en cause et sera obligé, dans les huit jours qui suivront la date de la permission, d'intenter une action contre le débiteur à voir la Cour confirmer l'arrêt faute de quoi la dite permission sera nulle et de nul effet.

4.—Lors de l'exécution de l'arrêt de la personne le débiteur ne sera pas incarcéré s'il fournit au Prévôt de la Reine caution pour le montant réclamé, ou si, en conséquence de sa demande, il prête serment devant le Baillif, Lieutenant-Baillif ou Juré-Justicier qui aura signé la permission d'arrêt qu'il ne quittera pas l'île sans le consentement par écrit de son créancier, dont

relation sera faite et signée par celui qui aura signé la permission d'arrêt. Celui qui, ayant prêté serment comme dessus, cherchera à quitter l'île sans le consentement par écrit de son créancier, ou qui aura sans tel consentement quitté l'île, sera censé coupable de félonie comme débiteur frauduleux, et pourra être arrêté au corps par le Prévôt de la Reine ou son député, et par tout Connétable et Assistant-de-Connétable. Et ne déroge cet article au droit du débiteur de demander le bénéfice de la cession ou de la renonciation.

5.—Tout créancier, lors de l'exécution de la permission d'arrêt, sera tenu de livrer à son débiteur une copie, tant de la dite permission que de l'affidavit, faute de quoi la dite permission sera nulle et de nul effet.

6.—Tout débiteur arrêté au corps pourra de suite demander le bénéfice de la cession ou de la renonciation.

7.—Sur la demande d'un débiteur arrêté au corps, de faire cession, il sera tenu de déclarer par serment:—

- (a) Qu'il n'a d'autre créancier que le créancier arrêtant, ou
- (b) Qu'il a d'autres créanciers que le créancier arrêtant.

Un débiteur arrêté au corps qui n'a qu'un créancier, pourra, dans l'absence de fraude, être de suite admis au bénéfice de la cession en suivant les formalités requises par les lois et ordonnances en force dans cette île.

La demande de faire cession de la part d'un débiteur arrêté au corps qui a plus d'un créancier, sera une demande de faire cession envers tous ses créanciers, et la même procédure sera suivie comme dans le cas où une demande est faite pour le bénéfice de la Renonciation.

1901.

(Enregistré sur les Records le 1er Juin 1901.)

AT THE COURT AT ST. JAMES'S,

The 13th day of May, 1901.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LOLD PRESIDENT	EARL OF KINTORE
MARQUESS OF BREADALBANE	BISHOP OF LONDON
LOLD CHAMBERLAIN	SIR RICHARD PAGET.
EARL OF ABERDEEN	

Loi Supplé-
mentaire à la
Loi relative
aux Preuves.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 25th day of April, 1901, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth that the Royal Court deeming it desirable that some alteration should be made in the Law of Evidence in force in the Island with a view to bring it more into harmony with modern legislation did, on the 21st day of January 1901, adopt a Bill or Projet de Loi, intituled ‘Loi Supplémentaire à la Loi relative aux Preuves’ in order that, if approved by the States, it might be transmitted for Your Majesty’s Royal sanction ; that the said Bill or Projet de Loi was taken into consideration at an Assembly of the States holden on the 20th day of March 1901, before Sir T. Godfrey Carey, Knight, Bailiff of the said Island, and was approved of in the form set forth in the Schedule annexed to the said Petition ; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to ratify and confirm the said Bill or Projet de Loi, intituled ‘Loi supplémentaire à la Loi relative aux Preuves’ as set forth in the Schedule annexed to the said Petition, and to declare

Your Royal Will and pleasure, that the same should have force of Law within the Island of Guernsey : 1901.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition and to approve of and ratify the said Projet de Loi, intituled ‘Loi supplémentaire à la Loi relative aux Preuves.’”

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey, and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty’s Officers for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI SUPPLÉMENTAIRE À LA LOI RELATIVE
AUX PREUVES.

1.—Nul ne pourra être entendu comme témoin dans sa propre cause excepté toutefois dans les causes civiles dans lesquelles toute partie pourra être entendue comme témoin dans sa propre cause.

Et pour cet objet sera le mari ou la femme d’une partie témoin idoine.

1901.

Pourra aussi le mari ou la femme d'une des parties être appelé comme témoin par la partie adverse et l'individu ainsi appelé sera censé témoin idoine.

2.—Après qu'un témoin a été examiné en chef par la partie qui l'a appelé, l'autre partie a la faculté de le contre-interroger sur tous faits ayant rapport à la cause, ou à la crédibilité du témoin, et ensuite la partie qui l'a appelé peut le ré-interroger sur les faits par lui déclarés en réponse aux contre-interrogats. Les parties ne peuvent faire au témoin d'autres interrogats qu'avec la permission de la Cour et par l'intermédiaire du Président.

3.—Nul témoin ne sera tenu de révéler ce qui pourra lui avoir été communiqué par son conjoint constant leur mariage, ni de répondre à aucune question tendant à démontrer que le témoin a commis quelque crime ou a été coupable d'adultère.

4.—Sont et demeurent rappelés les Articles 10 et 16 de la Loi relative aux Preuves sanctionnée par Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 29 Juin 1865 enregistré sur les records de cette île le 8 Juillet 1865, et la partie de l'Article 13 de la dite Loi qui porte que dans des causes civiles le mari ou la femme de l'une des parties en cause peut être reproché comme témoin.

(Enregistré sur les Records le 29 Juin 1901.)

AT THE COURT AT ST. JAMES'S,

The 15th day of June, 1901.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRIVY SEAL	EARL BROWNLOW
DUKE OF RICHMOND AND GORDON	LORD CURRIE
DUKE OF RUTLAND	MR. GERARD NOEL
EARL WALDEGRAVE	SIR DIGHTON PROBYN.

Loi relative
aux Etats
d'Election.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the

Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 6th day of June, 1901, in the words following, viz. :—

 1901.

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth that by Article X. of the law intituled ‘Loi relative à la Réforme des États de Délibération’ sanctioned by an Order of Her late Majesty in Council dated the 8th day of August, 1899, no changes or modifications to the said law, nor to the unrepealed Articles of the law sanctioned by an Order in Council dated the 13th day of December, 1844, by which the Constitution of the island was till then regulated could be transmitted, with a view to obtain the Royal sanction, until such proposed changes or modifications should have been approved of by the States at three consecutive sittings of that Body; that by Article 17 (still unrepealed) of the aforesaid law of 1844 the States of Election are composed of :—

The Bailiff and Jurats of the Royal Court.....	13
The Rectors of parishes	8
His Majesty’s Procureur.....	1
The Constables and Douzeniers of St. Peter Port.....	22
The Douzeniers of Cantons of St. Peter Port	48
The Constables and Douzeniers of the Country parishes	130
	<hr/>
Total number of Members	<u>222</u> ;

that by the law sanctioned as aforesaid by Order in

1901.

Council dated the 8th day of August, 1899, there were added to the States of Deliberation Your Majesty's Controller and Nine Deputies elected by the ratepayers of the whole island ; that by a deliberation of the States of the 3rd day of September, 1900, the Royal Court was requested to prepare a Bill or Projet de Loi with a view of constituting Your Majesty's Controller and the said Nine Deputies Members of the States of Election ; that thereupon the Royal Court did on the 8th day of December, 1900, adopt a Bill or Projet de Loi intituled 'Loi relative aux États d'Élection' in order that when duly approved by the States it might be transmitted for Your Majesty's Royal sanction : that the said Bill or Projet de Loi was laid before the States on the 15th day of February, 1901, and approved of by them for the first time : that it was again approved of by them at a sitting held on the 20th day of March, 1901 : that it was for the third time laid before the States, and approved of in the form set forth in the Schedule annexed to the Petition at a sitting held on the 1st day of May, 1901, before Sir T. Godfrey Carey, Knight, Bailiff of the said island, and he was requested by the States to present an humble petition to Your Majesty in Council, praying that it might please Your Majesty to ratify and confirm the said Bill or Projet de Loi : and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to ratify and confirm the said Bill or Projet de Loi intituled 'Loi relative aux États d'Élection,' as set forth in the Schedule annexed to the Petition and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same should have force of law within the Island of Guernsey :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to

report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of Guernsey, and to approve of and ratify the said Projet de Loi entitled 'Loi relative aux Etats d'Election.'”

1901.

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI RELATIVE AUX ÉTATS D'ÉLECTION.

Seront aussi Membres des États d'Élection.

M. le Contrôle du Roi.

Les Députés élus par les Chefs-de-famille de l'île toute entière.

Sera le présent article censé former partie de l'article 17 de la Loi du 13 Décembre 1844, relative à la constitution des États.

1901.

(Enregistré sur les Records le 13 Juillet 1901.)

AT THE COURT AT ST. JAMES'S,

The 26th day of June, 1901.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT	LORD STEWARD
LORD PRIVY SEAL	LORD CHAMBERLAIN
DUKE OF NORFOLK	LORD SUFFIELD
DUKE OF PORTLAND	MR. RITCHIE.
MARQUESS OF DUFFERIN AND AVA	

Loi Supplémentaire à la Loi par rapport aux Procédures en Crime. Reconnaissance de l'Infraction.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 15th day of June, 1901, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth that Article 5 of the law, intituled “Loi par rapport aux procédures en Crime,” sanctioned by an Order of Her late Majesty in Council dated the 13th day of August, 1877, enacts as follows : ‘Celui qui étant poursuivi pour infraction d’Ordonnance, se présentera devant la Cour sur le premier ajour reçu et reconnaîtra l’infraction, sera adjugé au minimum de l’amende portée dans l’action avec frais de Cour, à moins que depuis an et jour il n’ait été adjugé à une amende pour une pareille infraction’ ; that experience has shown that it is desirable that the Royal Court should possess the discretionary power under certain circumstances, such as a technical violation only of one of its Ordinances, to dispense the offending party from the payment of even the minimum fine imposed by the law ; that with

a view to attain this result the Royal Court did on the 15th day of April, 1901, adopt a Bill or Projet de Loi, intituled 'Loi supplémentaire à la loi par rapport aux Procédures en Crime,' in order that, if approved by the States, it be transmitted for Your Majesty's Royal Sanction; that the said Bill or Projet de Loi was laid before the States and approved of, in the form set forth in the Schedule annexed to the Petition, at an Assembly holden on the 17th day of May, 1901, before Sir T. Godfrey Carey, Knight, Bailiff of the said island, and he was requested by the States to present an humble Petition to Your Majesty in Council praying that it might please Your Majesty to ratify and confirm the said Bill or Projet de Loi; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to ratify and confirm the said Bill or Projet de Loi, intituled "Loi supplémentaire à la loi par rapport aux procédures en Crime," as set forth in the Schedule annexed to the said Petition, and to declare Your Royal Will and pleasure that the same should have force of Law within the island of Guernsey:

1901.

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of Guernsey, and to approve of and ratify the said Projet de Loi, entitled 'Loi supplémentaire à la loi par rapport aux procédures en Crime.'"

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby

1901. ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI SUPPLÉMENTAIRE À LA LOI PAR RAPPORT
AUX PROCÉDURES EN CRIME.

Article 5.—Celui qui, étant poursuivi pour infraction d'ordonnance, se présentera devant la Cour sur le premier ajour reçu et reconnaîtra l'infraction, sera adjugé au minimum de l'amende portée dans l'action avec frais de Cour, à moins que depuis an et jour il n'ait été adjugé à une amende pour pareille infraction; bien entendu que, dans les cas exceptionnels où il y a des circonstances atténuantes, la Cour pourra, en exerçant un pouvoir discrétionnaire, condamner le délinquant à ne payer que les frais de l'action.

Est et demeure rappelé l'Article 5 de la Loi par rapport aux Procédures en Crime, sanctionnée par un Ordre de Sa Majesté en Conseil, en date du 13 Août 1877, enregistré sur les Records de cette île le 30 Août 1877.

(Enregistré sur les Records le 17 Août 1901.)

1901.

AT THE COURT AT ST. JAMES'S,

The 8th day of August, 1901.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

EARL OF KINTORE

LORD CHAMBERLAIN

EARL WALDEGRAVE.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 24th day of July, 1901, in the words following, viz. :—

Havre de St.
Samson.
Havre de
Bordeaux.
Chaussée des
Amarreurs.
Grand Havre.

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 6th day of July, 1901, setting forth that by an Order of Her late Majesty the Queen in Council, dated the 3rd day of July, 1865, it was ordered and directed, *inter alia*, that the dues levied in the Harbour of St. Sampson in the said Island be applicable to the following purposes, in the order following :—

* * * * *

‘3. To the cost of erecting and maintaining such piers or other harbour works on the coasts of the Island as Her Majesty in Council may be pleased to authorise on the petition of the States’ :

That at an Assembly, holden on the 28th day of June, 1901, before Sir T. Godfrey Carey, Knight, Bailiff of the said Island, the States were pleased to approve of the reconstruction of a small pier for the use and benefit of fishermen and pilots at Bordeaux Harbour, on the coast of the Vale Parish in the said Island, at an estimated cost of five hundred pounds :

III.—R

1901.

that at the same Assembly the States did likewise approve of repairs to be made to a small pier for the use and benefit of fishermen at 'La Chaussée des Amarreurs' forming part of the bay known as 'Le Grand Havre' on the coast of the Vale Parish in the said Island, at an estimated cost of thirty pounds : that the States further resolved to petition Your Most Gracious Majesty to authorise the aforesaid works, and to order and direct that the revenue of the Harbour of St. Sampson be applied to the payment of the cost thereof, in accordance with the provisions contained in the aforesaid Order in Council of the 3rd July, 1865, and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to authorise the reconstruction of the small pier at Bordeaux Harbour and certain repairs to 'La Chaussée des Amarreurs' at 'Le Grand Havre,' as voted by the States, and to order and direct that the revenue of the Harbour of St. Sampson be applied to the payment of cost of the same in accordance with the provisions contained in the aforesaid Order in Council of the 3rd day of July, 1865 :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to authorise the Works voted by the States on the 28th June, 1901, and also to sanction the payment of the cost of the same, as estimated, out of the revenue of the Harbour of St. Sampson.”

HIS MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve thereof and to authorise the works voted by the States of Guernsey on the 28th June, 1901, and also to sanction the

payment of the cost, as estimated, of the said works out of the revenue of the Harbour of St. Sampson.

1901.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

(Enregistré sur les Records le 17 Août 1901.)

AT THE COURT AT ST. JAMES'S.

The 8th day of August, 1901.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

EARL OF KINTORE

LORD CHAMBERLAIN

EARL WALDEGRAVE.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 24th day of July, 1901, in the words following, viz. :—

Havre de St.
Pierre Port.
Signaux au
Fort George et
au Châtead
Cornet.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 6th day of July, 1901, setting forth that at an Assembly, holden on the 28th day of June, 1901, before Sir T. Godfrey Carey, Knight, Bailiff of the said Island, the States declared their approval of some fresh arrangements proposed by the

1901.

Committee of the Harbour of St. Peter Port with a view to the due signalling of the steam packets and other vessels approaching the coast of this island : that these arrangements include the supply of accommodation for a signalman at Fort George and one also at Castle Cornet, at an estimated cost of Four hundred and twenty-five pounds fourteen shillings and two pence : that the States resolved to present an humble petition to Your Most Gracious Majesty praying that it might please Your Majesty to authorise the aforesaid expenditure out of the revenues of the said Harbour, and did further resolve that the said fund should bear the annual cost of the maintenance which these fresh arrangements will entail : and most humbly praying that it might please Your Majesty to authorise the expenditure by the States of the aforesaid sum of Four hundred and twenty-five pounds fourteen shillings and two pence for the purpose of providing a signalling station at Fort George and one at Castle Cornet, and to order and direct that the said sum, as well as the annual cost of maintaining the said Signalling Stations and making due provision for the Signalmen, be defrayed out of the revenues of the Harbour of St. Peter Port :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to authorise the expenditure by the States of Guernsey, out of the revenues of the Harbour of St. Peter Port, of the sum of Four hundred and twenty-five pounds fourteen shillings and two pence for the purposes mentioned, as well as the annual cost of maintaining the said Signalling Stations and making due provision for the Signalmen.”

HIS MAJESTY, having taken the said Report 1901.
 into consideration, is pleased, by and with the advice
 of His Privy Council, to approve thereof, and to
 authorise the States of Guernsey to expend, out of
 the revenues of the Harbour of St. Peter Port, the
 sum of Four hundred and twenty-five pounds fourteen
 shillings and two pence for the purposes mentioned,
 as well as the annual cost of maintaining the said
 Signalling Stations and making due provision for the
 Signalmen.

And His Majesty doth hereby further direct that
 this Order be entered upon the Register of the Island
 of Guernsey and observed accordingly. And the
 Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the
 Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all
 other His Majesty's Officers, for the time being, in
 the said Island, and all other persons whom it may
 concern, are to take notice, and govern themselves
 accordingly.

A. W. FITZ ROY.

(Enregistré sur les Records le 17 Août 1901.)

AT THE COURT AT ST. JAMES'S,

The 8th day of August 1901.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

EARL OF KINTORE

LORD CHAMBERLAIN

EARL WALDEGRAVE.

WHEREAS there was this day read at the Board Auregny.
 a Report from the Right Honourable the Lords of Impôt
 the Committee of Council for the Affairs of Guernsey renouvelé
 and Jersey, dated the 6th day of August, 1901, in pour 5 ans.
 the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your
 General Order of Reference of the 24th day of

1901.

January, 1901, to refer unto this Committee the humble Petition of Nicholas Barbenson Esquire Judge and President of the States of the Island of Alderney dated the 29th day of July, 1901, setting forth that on the 1st day of August 1896 Her late Majesty was most graciously pleased by and with the advice of Her late Majesty's Most Honourable Privy Council to grant to the States of the Island of Alderney, the power to levy for five years, from the 2nd August 1896 to the 2nd August 1901 a duty of 2s. 6d. per gallon on all Spirituous Liquors retailed and consumed in the Island ; 2s. 6d. per dozen on all cordials consumed in the Island ; a duty of 1s. per gallon on all wines consumed in the Island, and also 2d. per gallon on all Beer imported and consumed in the Island ; the proceeds of which duties were to be applied from time to time by the joint discretion of the States and the Court of the Island, towards the liquidation of the Public debt ; the payment of £100 sterling per annum to the Commissioners of Woods and Forests and Land Revenues, as a contribution towards the expenses of the Local administration ; in works of Public utility ; in keeping Public Buildings in repair ; continuing the construction and repairs of Roads ; to pay to the Directors of the Public Schools such expenses beyond the endowment as may appear in yearly accounts to have been incurred ; also authorizing the States to make such regulations for raising and collecting such duties as may seem to them meet and proper ; that the power granted to the States of the Island to levy the said duties will cease on the 2nd day of August 1901 ; and most humbly praying that Your Most Gracious Majesty would be pleased to grant to the States of the Island the power to levy for a term of five years from the 2nd August 1901 to the 2nd August 1906 a duty of 2s. 6d. per gallon on all spirituous liquors retailed

1901.

and consumed in the Island ; a duty of 2s. 6d. per dozen on all Cordials consumed in the Island ; a duty of 1s. per gallon on all wines consumed in the Island ; and also a duty of 2d. per gallon on all beer imported, brewed and consumed in the Island, the proceeds of the said duties to be applied by the States according to the following conditions :—

1.—That the Impôt account be kept separately from that of other Funds ;

2.—That the proceeds of the Impôt be devoted to the following purposes exclusively—

- (a) Payment of Interest on bonded debt— which debt amounts to £300 ;
- (b) Payment of the sum of £100 sterling per annum to the Commissioners of Woods, Forests and Land Revenues as a contribution towards the expenses of the Local Administration of the Island, in accordance with Her late Majesty's Order in Council of the 4th July 1895 ;
- (c) Rent of Court House ;
- (d) Repairs and maintenance of all Public Buildings ;
- (e) Repairs and maintenance of Public Roads ;
- (f) Redemption of the Public debt at the rate of £50 sterling per annum ;
- (g) New Public works and improvements ;
- (h) To continue sanitary measures when recommended by the Sanitary Committee ;
- (i) To pay £30 sterling per annum as salary to His Majesty's Procureur in addition to that paid by Government ;

 1901.

- (j) To pay to the Directors of the Parochial Schools Quarterly such expenditure beyond the endowment as may appear in the Quarterly accounts to have been incurred ;
- (k) To assist in paying the expenses of lighting the Town ;
- (l) To pay the Militia expenses for the year ;
- (m) To pay His Majesty's Greffier for the registry of all Public documents, printing, postage, &c. ;
- (n) To pay a portion of Police expenses ; Insurance of all Public Buildings ; care of fire engines ; and cleaning and keeping in repair all Public Tanks ;

3.—That a yearly account of the receipt and expenditure of the Impôt be furnished to the Privy Council distinguishing the different items of expenditure ;

4.—That no debt chargeable to the Impôt be incurred without the previous sanction of His Majesty in Council ;

“ And also most humbly praying that Your Majesty might be pleased to authorize the States of the Island to make from time to time such regulations for raising and collecting the said duties as might be found meet and proper :

“ THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to grant to the States of the Island the power of levying for a term of five years from the 2nd August 1901

to the 2nd August 1906 a duty of 2s. 6d. per gallon on all spirituous liquors retailed and consumed in the Island ; a duty of 2s. 6d. per dozen on all cordials consumed in the Island ; a duty of 1s. per gallon on all wines consumed in the Island ; and also a duty of 2d. per gallon on all beer imported, brewed, and consumed in the Island, subject to the conditions set forth in the Petition ; And The Lords of the Committee are further of opinion that the States of the Island of Alderney should be authorized to make from time to time such regulations for raising and collecting the said duties as may be found meet and proper."

1901.

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve thereof, and to authorize the levying by the States of the Island of Alderney for a term of five years from the 2nd day of August, 1901, to the 2nd day of August, 1906, of a duty of two shillings and sixpence per gallon on all spirituous liquors retailed and consumed in the Island ; a duty of two shillings and sixpence per dozen on all cordials consumed in the Island ; a duty of one shilling per gallon on all wines consumed in the Island ; and also a duty of two pence per gallon on all beer imported, brewed, and consumed in the Island, subject to the conditions set forth in the said Report of the Lords of the Committee of Council for the affairs of Guernsey and Jersey :

And His Majesty is further pleased to authorize the States of the Island of Alderney to make from time to time such regulations for raising and collecting the said duties as may be found meet and proper :

And His Majesty doth hereby direct that this Order be entered upon the Register of the Island of

1901

Alderney and observed accordingly. And the Judge, Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island of Alderney, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

(*Enregistré sur les Records le 12 Octobre 1901.*)

AT THE COURT AT ST. JAMES'S,

The 26th day of September, 1901.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD GEORGE HAMILTON

MR. ST. JOHN BRODRICK

MR. CHAMBERLAIN

SIR CHARLES SCOTT.

Havre de
St. Sampson.
Emprunt de
£6,000.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 11th day of September, 1901, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 24th day of August, 1901, setting forth that since the year 1896 certain works for the improvement of the Harbour of St. Sampson and its dependencies have from time to time been voted by the States, all of which have been duly sanctioned by Orders in Council giving authority to the States to defray the cost thereof, amounting in all to Fifteen thousand pounds or thereabouts, out of the revenues of the said Harbour; that the revenues of the said Harbour after payment of the annual cost of upkeep have enabled the Committee of the said Harbour to liquidate only Nine thousand pounds out of the said Fifteen thousand pounds, and the balance

of Six thousand pounds has been advanced by the Treasurer of the States for account of the said Harbour ; that it being now necessary to reimburse to him the amount so advanced, the States at an Assembly holden on the 21st day of August, 1901, before Sir T. Godfrey Carey, Knight, Bailiff of the said island, resolved, subject however to the sanction of Your Majesty in Council, to raise a sum of Six thousand pounds by way of Loan, the same to be repaid out of the revenues of the said Harbour at the rate of Five hundred pounds per annum from September 1901 ; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to approve the aforesaid resolution of the States and to order and direct that a Loan of Six thousand pounds be raised to enable the Committee of the Harbour of St. Sampson to refund to the Treasurer of the States an equivalent sum advanced by him for account of the said Harbour in connection with the cost of certain works sanctioned by Orders in Council issued from time to time since the year 1896, the same with the interest thereon to be repaid out of the revenues of the said Harbour at the rate of Five hundred pounds per annum from September 1901 :

“ THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to sanction the raising of a Loan of Six thousand pounds to be repaid with interest thereon, out of the Revenues of the Harbour of St. Sampson at the rate of Five hundred pounds per annum from September 1901, in order that there may be refunded to the Treasurer of the States an equivalent sum advanced by him for account of

1901.

1902.

the said Harbour in connection with the cost of certain works sanctioned by Orders in Council passed from time to time since the year 1896."

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve thereof and to sanction the raising of a loan of Six thousand pounds, to be repaid with interest thereon, out of the Revenues of the Harbour of St. Sampson at the rate of Five hundred pounds per annum from September, 1901, in order that there may be refunded to the Treasurer of the States an equivalent sum advanced by him for account of the said Harbour in connection with cost of certain works sanctioned by Orders in Council since the year 1896.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey, and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

(Enregistré sur les Records le 7 Avril 1902.)

AT THE COURT AT ST. JAMES'S.

The 24th day of March, 1902.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD CHANCELLOR

MR. AKERS-DOUGLAS

LORD PRESIDENT

SIR DIGHTON PROBYN

LORD SUFFIELD

SIR JOHN CHARLES DAY.

Serk.

Emprunt
n'excédant pas
£1,000 garanti
par l'Impôt.

WHEREAS there was this day read at the Board
a Report from the Right Honourable the Lords of

the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 20th day of March, 1902, in the words following, viz. :—

1902.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer unto this Committee the Humble Petition of William Frederick Collings, Lord of the Island of Sark, President of the Harbour Committee of the said Island, and of William Philip Baker and James Baker, Constables of the said Island of Sark, dated January, 1902, setting forth that during the winter of the year one thousand eight hundred and sixty-five, the Breakwater or Pier sheltering the natural harbour of the Creux in the said Island having been partially destroyed, in consequence of a very severe storm, the Chief Pleas after Easter of the year one thousand eight hundred and sixty-six appointed a Committee for the carrying into execution of certain works, for the restoration and improvement of the Creux Harbour, amongst which was included the boring of a tunnel through a projecting cliff called La Moie du Creux, then belonging to Alfred Godfray a minor, in order to give access from the harbour quay to the road leading up into the interior of the Island; that on the eighteenth day of June one thousand eight hundred and sixty-nine, Her late Majesty was most graciously pleased, by and with the advice of Her Most Honourable Privy Council, to authorize and direct the levying of a rate of five pence per quarter to be assessed upon all the inhabitants of the said Island of Sark, year by year, until the entire extinction of the debt to be created, for the carrying into execution of the works for the amelioration of the Harbour of the Creux, the produce of the same to be applied exclusively towards the liquidation of the said debt; that on the twenty-eighth day of May one thousand

1902.

eight hundred and seventy-two, Her late Majesty was also most graciously pleased, by and with the advice of Her Most Honourable Privy Council, to sanction the levying of a due of two pence per ton on all steamers arriving in the said Island with passengers, the said due to be levied until the entire extinction of the Harbour debt, and the produce of the said due to be applied exclusively to the liquidation of the said debt; that on the fifteenth day of August one thousand eight hundred and ninety Her late Majesty was further graciously pleased :

“ 1st. To authorize the Committee for the time being of the said Harbour to borrow the sum of £2,000 upon the properties real and personal of the Inhabitants of Sark, to enable it to carry out certain works connected with the Harbour of the said Island of Sark specified in Her Majesty's said Order in Council, and which the said Committee had been authorized to carry into execution by an Act passed by the Lord and principle Franc-tenants of the Island of Sark, assembled in Chief Pleas on the ninth day of April one thousand eight hundred and ninety ;

“ 2nd. To authorise and direct the levying by owners of Steamers and other vessels carrying passengers to the Island of Sark, of Five pence per passenger landing in the said Island (save except on passengers permanently resident in the said Island) the same to commence as soon as the works projected at the Harbour of the Creux in Sark shall have been completed, and to be continued until the entire extinction of the debt to be created for the carrying into execution of the said works, the produce of the same to be paid over monthly to the Treasurer of the said Island of Sark, under

1902.

a penalty of Ten pounds sterling against the said owners or their Agents neglecting or failing so to do, to be by the said Treasurer applied exclusively, both produce and penalty, towards the liquidation of the said debt; that on the twenty-eighth day of June one thousand eight hundred and ninety-two, in consequence of the said works greatly exceeding the estimated cost, Her late Majesty was further most graciously pleased, by and with the advice of Her Most Honourable Privy Council, to authorize the Harbour Committee of the said Island to borrow the additional sum of £2,500 for the purpose of the said works, upon the security of the real and personal property of the Inhabitants of the said Island of Sark, and to levy the sum of five pence per passenger landing in the said Island, in the manner, and on the same terms and conditions as are specified in the said Order in Council of the fifteenth day of August one thousand eight hundred and ninety, until the entire extinction of the debt of £4,500 to be created for the carrying into execution of the said work; that on the seventeenth day of December one thousand eight hundred and ninety-five, the said Alfred Godfray commenced an action against the then Constables, the legal representatives of the Island of Sark, claiming a declaration that the tunnel above alluded to which was bored through the Moie du Creux, was his private property, and that the public had no right of way through it, and further claiming damages and other relief; that by judgment of the Royal Court of the Island of Guernsey, within which Bailiwick the Island of Sark is comprehended, the action was dismissed with costs, and on appeal to the Full Court (La Cour des Jugements et Records de l'île de Guernesey) the appeal was dismissed, and the judgment of the Royal Court affirmed; that

1902.

against the final judgment of the local Court the plaintiff Alfred Godfray appealed to Her Majesty's Privy Council, and the appeal was heard by the Lords of the Judicial Committee of the Privy Council on the 20th day of November one thousand nine hundred and one, Their Lordships reserving judgment; that these proceedings had entailed upon the Island of Sark considerable expenditure in Solicitors' and Counsels' fees, and that the Constables, as the legal representatives of the Island, had no power to levy a tax on the inhabitants in order to meet such exceptional expenditure; that the Harbour Revenue is not sufficient to support any additional taxation; that consequently at a meeting of the Chief Pleas held on the seventeenth day of January one thousand nine hundred, it was resolved to present an humble Petition to Her Majesty in Council for authority to raise from time to time, on the Impôts of the said Island such sum or sums of money, not exceeding one thousand pounds sterling, which might be required to meet the above expenditure, and any further costs that might be entailed in consequence of the action, and Your Petitioners were empowered to present the said Petition; that the said Impôt is raised by means of an arrangement with the States of Guernsey under which the Inhabitants of Sark import their spirituous liquors from Guernsey without drawback; that the ordinary income and resources of the Impôt of the said island of Sark are sufficient to meet the annual interest of the sum to be borrowed and to pay off annually a sum of at least one hundred pounds; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased, by and with the advice of Your Majesty's Most Honourable Privy Council, to authorize and direct the borrowing, from time to time as required, of a sum or sums of money not

exceeding one thousand pounds sterling upon the security of the Impôt of the said Island, which might be required to meet the expenditure and any costs that have been or may in the future be entailed in consequence of the action taken by the said Alfred Godfray against the Constables of the said Island :

1902.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition.”

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve thereof, and to authorize the Petitioners to borrow, from time to time, a sum or sums of money not exceeding in the whole one thousand pounds sterling, upon the security of the Impôt of the Island of Sark, which may be required to meet the expenditure and any costs that have been or may in the future be entailed in consequence of the action taken by the said Alfred Godfray against the Constables of the said Island.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty’s Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

1902.

(Enregistré sur les Records le 29 Novembre 1902.)

AT THE COURT AT WINDSOR,

The 19th day of November, 1902.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

LORD SUFFIELD

LORD CHAMBERLAIN

SIR DIGHTON PROBYN.

Loi relative
aux
Assemblées
Paroissiales.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 27th day of October, 1902, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth 1. that on the 21st day of August a Petition was presented to the States of that Island, signed by several members of the States and dated the 9th July, 1901, a translation of which is as follows:—

‘To Sir T. Godfrey Carey, Knight, Bailiff,
President of the States of the Island of
Guernsey.

‘The Humble Petition of the under-
signed Members of the States of
the Island of Guernsey.

‘Sir,

‘From time almost immemorial our Island has been governed by written Laws added to from time to time, and by unwritten Laws, otherwise termed customs, which have served as guide in the administration of public business in our respective parishes.

‘With all due respect to our ancestors, we acknowledge that there was a time at which an advanced education was scarce, and that with the exception of a

few individuals scattered here and there, the clergy alone appeared to be educated ; from thence probably came the cause that the clerical element was almost supreme in the Island.

1902.

‘ At the present time all has undergone a change. Thanks to the great progress of civilisation and of education within the reach of nearly everyone, there are numbers of capable men forming the respective Douzaines of the Island, and a larger number outsiders preparing to become useful citizens, all able to take upon themselves a portion of the burden hitherto willingly or unwillingly put on the backs of the Clergy.

‘ The duty of the clergyman that is to say as Minister of the Gospel, having the spiritual charge of the souls of his parish, is too holy a duty for him to be taken up with the direction or the presidency of political matters which occupy to such an extent the minds of the inhabitants of the respective parishes of this Island. We think therefore, Sir, that the time is come for a clear and precise distinction to be made between the manner of convoking and presiding over purely ecclesiastical meetings and the manner of convoking and presiding over Meetings the business of which is purely secular or civil.

‘ That since the year 1886, the parish of St. Peter-Port, by an agreement made with the Revd. W. Guille, then Rector, the secular matters were separated from the ecclesiastical, giving to the Constables the privilege of calling and of presiding over parish meetings for civil or secular matters, which has worked well.

‘ That since the year 1870, the parish of St. Martin, by a similar agreement with the Revd. C. D. P. Robinson, then Rector, followed suit.

‘ That since the year 1882 the Castel Parish, notwithstanding a protest drawn up by the Rector and

1902.

Churchwardens, but which was not insisted upon before the Royal Court, has followed in the track of the two above-named parishes.

‘ That since the year 1872, the parish of St. Peter-in-the-Wood, by an agreement made with the Revd. Carey Brock, then Rector of the said Parish, has followed in the same track.

‘ That the parish of St. Sampson wished to follow in the path of progress adopted by the above-named parishes : but on account of the opposition which was raised, and of an adverse decision of the Royal Court of the 15th June, 1901, found it impossible to do so.

‘ We most humbly beg of you, Sir, in convening a Meeting of the States of Deliberation at an early date, to beg the members of the States to take into consideration the following considerations :—

‘ 1. That one uniform system should exist in all the parishes of the island, so far as relates to the manner of convening, presiding, and holding of Parish Meetings.

‘ 2. That we believe that the moment is arrived at which ecclesiastical business should be separated from civil business in every parish.

‘ Your Petitioners pray that you will take the necessary steps to enable the States, in their wisdom, to arrive at a favourable solution, and prepare an Ordinance giving effect to the prayer of this Petition.

‘ We have the honour to be,

&c.

&c.

‘ The 9th July, 1901.’

2. That the allegations of fact, as distinguished from opinion, in the said Petition of members of the States are believed to be correct ; that it is the fact that according to the customary unwritten Law of the Island the ordinary business whether Ecclesiastical or

secular of a Parish is or ought to be put to the vote of Meetings of the Ratepayers or Chefs-de-famille of the Parish held from time to time as occasion may require : 3. that it is also the fact that with the exception of the deviations from custom which have taken place in some of the parishes in consequence of the several informal agreements referred to in the Petition (which however have never been recognised as having the force of Law) it has been the practice for the Rector of each parish to convoke, preside over, conduct and record the resolutions of all Meetings of Ratepayers of his parish whether for Ecclesiastical or secular affairs without distinction : 4. that it is also the fact that the Royal Court on the 15th of June, 1901, refused to recognise as valid a Resolution of a Meeting of the Ratepayers of St. Sampson's which had not been convened or presided over in accordance with the prescribed and recognised custom : 5. that the result of the deviations from custom which were introduced pursuant to the so-called agreements mentioned in the Petition has been to introduce a considerable amount of diversity and confusion in the practice of the different Parishes, those which have adopted the several informal agreements being unwilling to relinquish the reforms which were supposed to have been introduced and some, though not all, of the other Parishes being desirous of adopting the same or similar reforms : 6. that the subject matter of the said Petition came before the States on the 30th of October, 1901, and by a Resolution of that date the States approved of the general principles laid down in the Petition and appointed a Committee charged with the preparation of the outlines of a Bill or Projet de Loi to give effect to the desires of the Petitioners : 7. that the Committee met on several occasions and duly considered the Petition and finally on the 24th January, 1902, settled the outline of a Bill

1902.

1902.

or Projet de Loi and incorporated the same in their Report of the same date : 8. that the said Report was duly presented to the States and was debated and considered paragraph by paragraph at a Meeting of the States held on the 19th March, 1902 ; that by a Resolution of that date, the States were pleased to approve of and adopt the recommendations of the Committee with certain modifications and referred the same to the Royal Court, with a request that that Body would prepare a Bill giving effect thereto : 9. that the Royal Court on the 12th July, 1902, considered a Bill which had been prepared and settled in accordance with the request of the States, and after hearing the Crown Officers adopted the same with some formal alterations, and requested the Bailiff to lay the same before the States in order that if approved it might be submitted to Your Majesty in Council for Your Majesty's most gracious sanction : 10. that on the 27th August, 1902, the States of the Island considered the Bill so prepared by the Royal Court and by their Resolution of that date adopted the same without alteration and authorized the Bailiff in the name of the States to present a humble Petition to Your Majesty in Council praying Your Majesty to give it Your Royal sanction ; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal sanction to the said Bill or Projet de Loi intituled 'Loi relative aux Assemblées Paroissiales,' and to declare it to be Your Royal Will and Pleasure, that the same should have force of Law within Your Majesty's Island of Guernsey :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition of the States and the said Projet de Loi into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion to Your Majesty that it may be ad-

visible for Your Majesty to approve of and ratify the said *Projet de Loi* and to declare that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.”

1902.

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI RELATIVE AUX ASSEMBLÉES PAKOISSIALES.

1.—A partir de la date où un ordre de Sa Majesté en Conseil approuvant ce *Projet de Loi* aura été enregistré sur les Records de l'île, tous les Articles ci-dessous énumérés auront force de loi ; et à partir de la même date toute loi, ordonnance ou coutume qui sera incompatible avec aucun des mêmes articles sera censée être abrogée et annulée. Pourvu toujours, que toutes les choses et démarches qui auront été faites ou qui se feront d'après une délibération de paroisse adoptée avant la même date conformément aux lois et coutumes actuellement en force seront censées légales, les provisions de la présente loi nonobstant.

Date où cette
Loi viendra en
force.

1902.

Division en
deux classes
des Affaires
Paroissiales.

2.—Les affaires de chaque paroisse se diviseront désormais en deux classes :—

- 1° Les Affaires Ecclésiastiques, et
- 2° Les Affaires Séculières.

Affaires
Ecclésiasti-
ques.

3.—Sera censée Affaire Ecclésiastique toute affaire qui regardera :—

- 1° La fabrique de l'Église et des Cimetières qui en dépendent,
- 2° Le Trésor,
- 3° La Cure,

4° Les Pauvres (excepté les pauvres de la paroisse de St. Pierre-Port en tout ce qui a rapport à l'administration des pauvres sous la loi spéciale, présentement en force).

5° Les Curateurs du Trésor, Procureurs et Collecteurs des Pauvres et autres Officiers de l'Église et de l'Administration des Pauvres et la passation au vide de leurs comptes respectifs.

6° Toutes les autres Affaires Ecclésiastiques, s'il y en a.

Affaires
Séculières.

4.—Sera censée Affaire Séculière, toute affaire qui regardera :—

1° Les Connétables et les autres Officiers Séculiers de la Paroisse aussi leurs élections et la passation au vide de leurs comptes.

2° L'Instruction des enfants autant qu'il n'y sera pas pourvu par les lois spéciales de temps en temps en force.

3° Toutes les autres Affaires Séculières, s'il y en a.

Affaires
Ecclésiasti-
ques.
Convocation
des
Assemblées.

5.—Pour être dûment convoquées les Assemblées pour les Affaires Ecclésiastiques devront être convoquées par le Recteur et les Curateurs conjointement, ou par le Vicaire (en cas qu'il y soit autorisé spécialement par le Recteur) et les Curateurs conjointement,

ou dans l'absence de l'île et du Recteur et de son Vicaire, par les Curateurs conjointement. 1902.

6.—Devra présider les Assemblées pour les Affaires Ecclésiastiques, le Recteur, s'il est présent, ou dans son absence son Vicaire pourvu qu'il y soit autorisé spécialement par le Recteur, et qu'il soit Chef-de-famille de la paroisse. Dans l'absence et du Recteur et de son Vicaire, ou dans le cas que le Vicaire n'ait pas l'autorité nécessaire, ou qu'il ne soit pas Chef-de-famille, l'Assemblée doit être présidée par un des Curateurs ou dans l'Absence des deux Curateurs par un président choisi par les Chefs-de-famille présents.

Affaires
Ecclésiasti-
ques.
Présidence.

7.—Toute Assemblée pour les Affaires Séculières devra être convoquée par les Connétables au nom de la Douzaine.

Affaires
Séculières.
Convocation
des
Assemblées.

8.—Toute Assemblée pour les Affaires Séculières doit être présidée par le Doyen de la Douzaine, s'il est présent, ou dans son absence par un président choisi par les Chefs-de-famille présents.

Affaires
Séculières.
Présidence.

9.—Tout Président d'une Assemblée paroissiale, soit pour les Affaires Ecclésiastiques, soit pour les Séculières, aura une voix prépondérante en outre la voix ordinaire.

Président
aura voix
prépondé-
rante.

10.—Toute publication convoquant une Assemblée paroissiale, soit pour les Affaires Ecclésiastiques, soit pour les Séculières, devra spécifier l'heure et le lieu de l'assemblée et les objets de délibération et devra être publiée tant dans le cadre de l'Église que sur la *Gazette Officielle* et sur tel autre journal circulant dans l'île qu'il plaira aux personnes qui convoqueront l'assemblée indiquer.

Publication
convoquant
une
Assemblée.

11.—Toutes les Assemblées paroissiales seront à la charge des Chefs-de-famille et se tiendront dans tel endroit (n'étant pas un endroit dédié à un culte religi-

Assemblées
sont à la
charge des
Chefs-de-
famille qui
indiqueront
l'endroit.

1902.

eux) qu'il plaira aux Chefs-de-famille indiquer de temps en temps.

Heures légales pour la convocation.

12.—Seront censées heures légales pour la convocation des Assemblées paroissiales toute heure entre dix heures du matin et cinq heures de l'après-midi, au gré des convoquants.

Président rédigera, fera lecture de, et signera note des délibérations, laquelle sera enregistrée par Recteur et Curateurs, ou Doyen de la Douzaine et Connétables, selon le cas.

13.—A toute Assemblée paroissiale soit pour les Affaires Ecclésiastiques, soit pour les Séculières, le Président devra rédiger par écrit une note des délibérations qui ont été adoptées, et en faire lecture et ensuite les signer séance tenante. Il incombera au Recteur et aux Curateurs dans le cas des Affaires Ecclésiastiques, et au Doyen de la Douzaine et aux Connétables dans le cas des Affaires Séculières de faire copie des dites notes dans des registres qui seront fournis par les Chefs-de-famille à leurs propres frais.

Lois et Coutumes pas incompatibles avec Loi restent en force.

14.—Demeureront en force toutes les lois, ordonnances et coutûmes portant sur les Assemblées paroissiales qui ne sont pas incompatibles avec ce Projet-de-Loi.

Application de cette Loi à l'École des Hautes Capelles.

15.—En appliquant cette Loi aux Assemblées touchant les affaires de l'École des Hautes Capelles, telles Assemblées seront censées être Assemblées paroissiales pour des Affaires Séculières d'une paroisse tant comme si la paroisse de St. Samson et la Vingtaine de l'Épine du Valle formaient ensemble une seule paroisse et comme si les Connétables de Saint Samson et ceux des Connétables de la paroisse du Valle qui demeurent en la Vingtaine de l'Épine en étaient les Connétables et comme si les Douzeniers de Saint Samson et ceux des Douzeniers du Valle qui demeurent en la Vingtaine de l'Épine en étaient les Douzeniers, pourvu toujours que le Doyen de la Douzaine de Saint Samson sera censé être le Doyen de la Douzaine ainsi composée, et le cadre de l'Église de Saint Samson sera censé être le cadre de l'Église de la paroisse.

(Enregistré sur les *Records* le 7 Février 1903.)

1903.

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,

The 11th day of August, 1902.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

HIS ROYAL HIGHNESS THE PRINCE OF WALES

LORD PRESIDENT	MR. GEORGE WYNDHAM
LORD STEWARD	SIR DIGHTON PROBYN
EARL OF LEVEN AND MELVILLE	SIR EDWARD GREY
EARL OF DUDLEY	SIR JOHN DORINGTON
LORD SUFFIELD	SIR HUGH MACDONELL
LORD ROTHSCHILD	SIR ANTHONY MACDONNELL
LORD JAMES OF HEREFORD	SIR ALFRED LYALL
LORD KELVIN	SIR ALBERT HIME
LORD LISTER	SIR ROBERT BOND
LORD PRIVY SEAL	SIR ERNEST CASSEL
MR. SECRETARY AKERS- DOUGLAS	MR. R. B. HALDANE
THE HON. SIR MICHAEL HEBBERT	MR. A. F. JEFFREYS
MR. RITCHIE	MR. J. ROUND
SIR WILLIAM WALBROND	MR. J. AUSTEN CHAMBER- LAIN.

WHEREAS there was this day read at the Board Serk.
Appel Godfray
v. Connétables
a Report from the Judicial Committee of the Privy
Council dated the 18th day of June 1902 in the
words following viz. :—

“HER LATE MAJESTY Queen Victoria having been pleased by Her General Order in Council of the 26th November 1897 to refer unto this Committee the matter of an Appeal from the Royal Court of the Island of Guernsey between Alfred Godfray Appellant and The Constables of the Island of Sark Respondents and likewise a humble Petition of the Appellant setting forth that on or about the 17th December 1895 the Appellant commenced an Action in the Royal Court of the Island of Sark against the Respondents for a declaration that a tunnel which was cut through a certain hill called ‘La Moie du Creux’ in the said Island in or about the year 1866 and

1903.

through which the public had since been permitted to pass and re-pass to and from the Quay in the Harbour called 'Le Havre du Creux' was the private property of the Appellant and that the public had no right of passage over the same: that on or about the 17th December 1895 the Sénéchal or Judge of the said Island declined to adjudicate in the said Action on the ground of his relationship to the Appellant and remitted the Action to be heard before the Bailiff and Jurats of the Royal Court of the Island of Guernsey: that the said Action was accordingly heard by the said Royal Court of the Island of Guernsey and documentary evidence relating to the matters in dispute between the parties was adduced: that on the 14th March 1896 an Interlocutory Judgment of the said Royal Court in the nature of a verdict was given in favour of the Respondents and the Appellant was condemned in costs: that the Appellant appealed to the Full Court *gallicè* 'Cour des Jugements et Records': that the Appellant having moved the said Full Court for Judgment on Appeal in the said Action his application for such Declaration was refused and on or about the 16th June 1896 the said Judgment of the 14th March 1896 was confirmed by the said Full Court with costs: that the Appellant feeling himself aggrieved by the said Judgment of the said Royal Court applied to the said Court for leave to appeal therefrom to Her late Majesty in Council and such leave was granted on conditions which have been duly complied with And humbly praying Her late Majesty in Council to take his said Appeal into consideration and that the said Judgments or Orders of the Royal Court of Guernsey dated the 14th March 1896 and 16th June 1896 may be reversed or varied or for other relief in the premises:

“AND YOUR MAJESTY having been pleased by Your Order in Council of the 24th January 1901 to

order that the Judicial Committee of the Privy Council should proceed in all such Appeals and other Matters as had been referred to them by Her late Majesty and report the same with their opinion thereupon to Your Majesty :

1903.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE in obedience to the said Orders in Council have taken the said humble Petition and Appeal into consideration and having heard Counsel on behalf of the parties on both sides their Lordships do this day agree humbly to report to Your Majesty as their opinion that this Appeal ought to be allowed and the Judgment of the Royal Court of the Island of Guernsey dated the 16th day of June 1896 reversed and that instead thereof it ought to be declared that the said tunnel under ‘La Moie du Creux’ mentioned in the Appellant’s Petition is the private property of the Appellant and that the public has no right-of-way through the said tunnel and that the costs in the Royal Court of the Island of Sark and in the Royal Court of the Island of Guernsey ought to be paid by the Respondents.

“And in case Your Majesty should be pleased to approve of this Report and to allow the said Appeal then their Lordships do direct that there be paid by the Respondents to the Appellant his costs of this Appeal incurred in the said Royal Court and the sum of three hundred and fifty-six pounds and fourteen shillings sterling for his costs thereof incurred in England.”

HIS MAJESTY having taken the said Report into consideration was pleased by and with the advice of His Privy Council to approve thereof and to order as it is hereby ordered that this Appeal be and the same is hereby allowed and that the said Judgment of the Royal Court of the Island of Guernsey dated

1903. the 16th day of June 1896 be and the same is hereby reversed.

And it is hereby declared that the said tunnel under La Moie du Creux mentioned in the Appellant's Petition is the private property of the Appellant and that the public has no right-of-way through the said tunnel.

And it is hereby further ordered that the costs in the Royal Court of the Island of Sark and the Royal Court of the Island of Guernsey be paid by the Respondents.

And the Respondents are to pay to the Appellant his costs of this Appeal incurred in the said Royal Court and the sum of three hundred and fifty-six pounds and fourteen shillings sterling for his costs thereof incurred in England.

Whereof the Bailiff and Jurats of the Royal Court of the Island of Guernsey for the time being and all other persons whom it may concern are to take notice and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

(Enregistré sur les Records le 28 Février 1903.)

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,

The 16th day of February, 1903.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY
ARCHBISHOP OF CANTERBURY
LORD PRESIDENT
MARQUESS OF LONDONDERRY
LORD CHAMBERLAIN.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 29th day of January 1903, in the words following, viz. :—

Loi pour la
Suppression
des Maisons
de Jeu, des
Paris et des
Poules.

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey dated the 5th day of December, 1902, setting forth 1. that on the 13th of September 1901, the Royal Court appointed a Committee to consider in concert with the Crown Officers the propriety of amending the existing law on the subject of Betting and Betting houses ; 2. that on the 7th of April 1902 the Committee presented their Report together with the outline of a proposed law which they recommended for adoption ; 3. that on the 10th of May 1902 the Report of the Committee was taken into consideration and debated, and certain principles were adopted by the Royal Court and the whole question was then referred back to the Committee with instructions to redraft their proposed amendments accordingly ; 4. that on the 6th of October 1902 the Committee presented their further Report accompanied with the draft of an amended Bill which was duly published ; 5. that on the 25th of October 1902 the amended Bill was adopted by the Royal Court with certain modifications and the Bailiff was requested to lay the amended Bill in its modified form before the States of the Island for consideration ; 6. that on the 26th of November 1902 the amended Bill was brought on before the States and debated, and ultimately was adopted with some slight alterations. That by the resolution of the States of that date the Bailiff was authorised to present in the name of the States a most humble Petition to Your Majesty in Council praying Your Majesty to grant Your Royal Sanction to the said Bill which, as adopted by the States was in the words and figures set forth in the Schedule annexed to the Petition ; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your

1903.

Royal Sanction to the said Bill which is set forth in the Schedule to the said Petition, entitled 'Loi pour la suppression des maisons de jeu, des paris et des poules' and to declare it to be Your Royal Will and Pleasure that the same should have force of Law within Your Majesty's Island of Guernsey and its Dependencies :

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition and the said Projet de Loi into consideration and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said Projet de Loi and to declare that the same shall have force of Law within the Island of Guernsey and its Dependencies."

HIS MAJESTY having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey and its Dependencies.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey, and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI POUR LA SUPPRESSION DES MAISONS DE 1903.
 JEU, DES PARIS ET DES POULES.

1.—Il est défendu d'établir ou de maintenir aucun bureau ou établissement quelconque pour y faire, proposer, accepter ou recevoir des paris ou poules, soit comme principal, soit comme agent ou sur commission par rapport à, ou sur le résultat d'une course à chevaux ou aucune autre course ou compétition ; et ce sous une pénalité qui n'excédera pas £5 stg. pour la première contravention, et, en cas de récidive, sous une pénalité qui n'excédera pas £50 stg.

Défense
d'établir ou de
maintenir
bureaux ou
établissements
pour paris ou
poules.

2.—Tout propriétaire ou occupant d'une maison, bureau, chambre ou autre lieu qui, sciemment, permettra que telle maison, bureau, chambre ou lieu soient employés pour les objets mentionnés dans le susdit Article, sera passible des peines portées dans le dit Article.

Propriétaire
ou occupant
permettant
contravention.

3.—Il est pareillement défendu dans une route, rue, chemin ou lieu public, de faire, proposer, accepter ou recevoir des paris, soit comme principal, soit comme agent ou sur commission sous les peines portées dans le premier Article de cette loi. Toutefois il sera loisible aux personnes ayant la charge de jeux quelconques de donner permission par écrit d'établir des poules sur le résultat des jeux en train.

Défense dans
Rues et lieux
Publics.
Exception.

4.—Sur la demande par écrit d'un Connétable de paroisse, la Cour pourra autoriser l'ouverture et la visite, toutes fois et quantes qu'il le jugera à propos de tout lieu désigné dans la dite demande comme un lieu où il y a raison de croire que des paris ou des poules sont faits, proposés, acceptés, ou reçus en contravention à la présente loi. L'autorisation sera en force pendant six mois. Tout individu mettant délai ou empêchement à la visite des dits Connétables sera passible d'une amende qui n'excédera pas £10 stg.,

Pouvoirs des
Connétables.

1903.

et, lors d'une infraction subséquente, d'une amende qui n'excédera pas £50 stg.

Défense
d'annoncer
paris ou
poules.

5.—Il est défendu à toute personne d'annoncer dans les journaux ou autres pièces imprimés ou publiés en cette île que des paris ou des poules (autres que les poules permises par l'article 3) soit faits, proposés, acceptés ou reçus dans aucun bureau, agence ou quelque lieu que ce soit dans l'île, sous une pénalité qui n'excédera pas £50 stg.

Publication de
l'adresse ou de
l'existence
d'agences ou
d'établisse-
ments
prohibée.

6.—La publication de l'adresse ou de l'existence d'un bureau, agence ou établissement en cette île où des paris ou des poules (autres que les poules permises par l'article 3) peuvent être faits, proposés, acceptés ou reçus, rendra le propriétaire de tel journal ou l'imprimeur ou l'écrivain de tel imprimé ou écrit passible d'une amende qui n'excédera pas £5 stg.

Circulaires
envoyées à
mineurs.

7.—Il est défendu d'envoyer ou de faire envoyer à une personne sous âge aucun avis circulaire, lettre, dépêche ou autre document invitant telle personne à recevoir ou à faire un pari ou à prendre part dans aucune affaire ayant rapport à un pari sous peine d'un emprisonnement qui n'excédera pas trois mois ou d'une amende n'excédant pas £100 stg.

Accords faits
en contraven-
tion de la Loi
sont nuls.

8.—Tout contrat ou autre accord, soit de parole, soit par écrit, ayant rapport à la proposition, acceptation ou réception d'un pari ou d'une poule (autre que les poules permises par l'article 3) sera nul et de nul effet, et ne sera pas susceptible d'une action civile pour le recouvrement d'aucun argent ou d'aucune valeur en dépendant.

Contrevenant
sera traduit
devant Cour
de Police.
Peines.

9.—Tout contrevenant à la présente Loi sera traduit devant la Cour Royale, siégeant en Cour de Police, et, à défaut de paiement d'une amende, pourra être condamné à un terme d'emprisonnement, avec ou sans travail forcé, n'excédant pas un mois, et, en cas de récidive, n'excédant pas deux mois.

(*Enregistré sur les Records le 7 Mars 1903.*)

1903.

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,

The 16th day of February, 1903.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

ARCHBISHOP OF CANTERBURY MARQUESS OF LONDON-
LORD PRESIDENT DERRY
LORD CHAMBERLAIN.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 29th day of December, 1902, in the words following, viz. :—

Loi sur
l'Instruction
Publique
Primaire.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 9th day of September, 1902, setting forth that since the year 1893 the Primary Education of Children in the Island of Guernsey has been regulated by a Law which received the sanction of Her late Majesty in Council on the 15th day of December 1893, and was registered in due course upon the Records of the Island ; that the Law of 1893 originally applied only to the parish of St. Peter-Port, but, by virtue of a power in that behalf contained in Article 37 of the said Law, the provisions thereof have been extended to all the parishes of the Island ; that under the Law of 1893 a Central Committee (thereinafter referred to as the States Committee) was appointed to superintend and partly to control the Primary Education given in the different parochial Schools as they successively became subject to the provisions of the Law ; that in the year 1899, several Members of the Legislature being dissatisfied with the working of some of the provisions of the Law of 1893,

1903.

presented a Petition to the States of the Island, dated the 1st day of November, 1899, praying for certain modifications of the said Law ; that on the 15th day of December, 1899, the States passed a resolution referring the said Petition of the 1st day of November, 1899, to the States Committee for the purpose of being taken into consideration and reported upon by the said Committee in the interests of the whole Island ; that the States Committee entered upon the said reference and during the years 1900 and 1901 held numerous meetings for the purpose of thoroughly considering the provisions of the Law of 1893 and the modifications thereof suggested in the said Petition and various other modifications which were suggested to them from time to time, as being necessary or expedient in the interest of the whole Island ; that the result of the labours of the Committee was a thorough revision of the Law of 1893, section by section, and the embodiment of their proposed amendments in a Bill or *Projet de Loi* which was duly communicated to the then Bailiff, together with a Report recommending the same for adoption by the States ; that in recommending the Report of the States Committee to the attention of the States, the then Bailiff stated that he was happy to be able to assure them that the States Committee did not propose to interfere with the cardinal points of the Law of 1893, which he enumerated as follows :—

- 1°. That the State is and ought to continue the supreme power in matters of Education ;
- 2°. That it is the duty of the State through the agency of its Committee to fix the studies and inspect the work of the pupils, and it is the province of the Parochial Committees to prepare the pupils for examinations which

they shall be called upon to undergo in subjects of study fixed by the States Committee ;

1903.

- 3°. That the provinces of these two Committees being different, the two Committees ought to remain separate and distinct, and ought to work each in the sphere allotted to it by the Law ;
- 4°. That the Public Primary Education ought not to be fettered by the ill-will of any person, but, that the penal clauses of the Law of 1893 ought to be maintained intact ;
- 5°. That the ordinary expenses and extraordinary expenses which it was now proposed to call Auxiliary Expenses, ought to continue to be borne by the States and by the Parishes in the same proportions as they were borne under the Law of 1893 ;

that the said Bill or *Projet de Loi* and Report were duly laid before the States by the then Bailiff and were taken into consideration by the States at several successive sittings which took place on the 24th day of July, 1901, the 2nd August, 1901, the 6th August, 1901, and the 12th August 1901 ; that at the said successive sittings the said revised Bill or *Projet de Loi*, together with the proposals of the States Committee were debated by the States, clause by clause, most of the amendments proposed by the Committee being adopted with or without modification and some few of them being rejected, the result being that the Draft of a Law was adopted by the States incorporating all the Articles which had been adopted by them at their aforesaid sittings together with the several modifications which had been introduced in the course of the debates ; that on the 12th day of August, 1901, the States passed

1903.

a resolution referring the said Draft Law (modified as aforesaid) to the Royal Court in order that the latter might prepare a Bill or Projet de Loi giving effect to the aforesaid decision of the States, such Bill or Projet de Loi when prepared to be again submitted to the States for consideration; that accordingly a Bill or Projet de Loi was prepared by the Royal Court and taken into consideration by them and was finally settled and adopted by the Royal Court on the 21st day of June, 1902; that the said last mentioned Bill or Projet de Loi was submitted to the States at a Meeting held on the 27th day of August, 1902, and was adopted with some slight modifications, chiefly formal; that at the said Meeting of the 27th day of August, 1902, the States requested the Bailiff to present a humble Petition to Your Majesty in Council praying that it might please Your Majesty to ratify and confirm the said Bill or Projet de Loi; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the said Bill or Projet de Loi intituled 'Loi sur l'Instruction Publique Primaire,' as set out in the printed copy, annexed to the Petition, and to declare it to be Your Royal Will and Pleasure, that the same should have force of Law within Your Majesty's Island of Guernsey:

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken into consideration the said Petition and the said Projet de Loi, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to declare that the same shall have force of Law within the Island of Guernsey.”

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

1903.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey, and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE PRIMAIRE.

Chapitre I.

DES ÉCOLES ET DE LEUR ORGANISATION.

1. Les paroisses de cette île—chacune dans l'étendue de son territoire—sont tenues de pourvoir et de maintenir, avec l'aide ci-dessous détaillée une Education Primaire, bonne et suffisante, pour tout enfant y demeurant pour lequel une pareille éducation n'aura pas été autrement pourvue.

2. Les Écoles pour l'instruction publique primaire seront celles déjà existantes, ou ci-après érigées, que les États auront acceptées comme Écoles Primaires.

3. Les États détermineront de temps à autre le nombre d'Écoles qu'il conviendra d'ajouter ou d'agrandir dans chacune des paroisses.

4. La surveillance et la direction des Écoles Publiques Primaires d'une paroisse sont confiées ;

1903.

1. Au Comité des États pour l'Éducation Paroissiale.

2. A un Comité de la paroisse—le tout comme est ci-après indiqué.

5. Les frais encourus pour la bâtisse ou l'agrandissement d'une École Publique Primaire et pour son ameublement seront fournis moitié par les États et moitié par la paroisse. Les frais annuels de réparation, comme aussi le coût d'entretien et de maintien d'une École Publique Primaire, et toute chose fournie avec l'approbation du Comité des États, pour la dite École (à l'exception de ce qui constituera Dépenses Auxiliaires comme est ci-après spécifié) formeront les Dépenses Ordinaires de l'École, et seront fournis moitié par les États et moitié par la paroisse ; mais seront les contributions des Enfants (Anglicé School-Pence) et la valeur annuelle du Fonds de Dotation appartenant à l'École, censées former partie de la proportion fournie par la paroisse.

Tout ce qui est classé dans cette loi comme Dépenses Auxiliaires sera à la charge exclusive des États. Les frais de perception de taxe ou de dotation, ainsi que les frais encourus selon les Articles 26 et 34 de cette loi, seront à la charge exclusive de la paroisse.

* 6 Le personnel enseignant d'une École Publique Primaire recevra pour salaires :—

1. Le traitement formant partie des Dépenses Ordinaires ;
2. Les primes accordées selon l'Article 32, et
3. La prime accordée comme Capitation sur la recommandation de l'Inspecteur des Ecoles.

7. Tout enfant résidant dans une paroisse (à l'exception des internes des hospices publics qui ne pourront l'être sans l'assentiment des Chefs de Famille de la Paroisse où tel hospice est établi) sera admissible aux Écoles Publiques Primaires

* Cet article est rappelé par un Ordre en Conseil en date du 21 Avril 1904, enregistré sur les Records de cette Ile le 2 Mai 1904.

établies dans cette paroisse, et tout enfant, étant élève dans une École Publique Primaire, pourra concourir, sous les conditions qui seront fixées de temps en temps par le Comité des États, pour les Bourses pour lesquelles il y aura des examens d'année en année. Le Comité de chaque paroisse fixera les écolages payables par les enfants. Ces écolages ne pourront excéder deux pennis par semaine sans l'assentiment du Comité des États.

1903.

Quant aux enfants, internes d'un hospice public, le Comité de l'hospice sera soumis aux obligations imposées à la paroisse aux fins de l'Article 1, et l'École d'un hospice sera censée comme École Paroissiale.

8. L'instruction religieuse dans les Écoles Primaires Paroissiales comprendra :—

La lecture et l'explication de la Sainte Bible, de la Prière Dominicale et des Dix Commandements par le personnel enseignant de l'école sous la surveillance du Comité paroissial.

En donnant cette instruction, il ne sera fait usage d'aucun formulaire de dénomination particulière.

En outre de l'instruction ci-dessus il sera loisible au Recteur ou Vicaire de la paroisse où l'École est située, ou si les parents d'un nombre raisonnable d'enfants le désirent, au pasteur ou aux pasteurs conjoints d'une autre ou de plusieurs autres dénominations, de demander au Comité Paroissial la faculté d'instruire ces enfants dans leurs croyances religieuses. Et le Comité Paroissial devra autant que possible satisfaire à cette demande.

Il est entendu aussi qu'aucun enfant ne sera contraint de recevoir l'instruction religieuse dans une École Primaire si le parent exprime

1903.

par écrit son désir qu'il en soit exempté. Nulle instruction religieuse ne pourra être donnée dans une École Primaire Publique, soit Paroissiale, soit Volontaire, en dehors des heures réservées à cet effet dans l'Horaire de l'École approuvé par l'Inspecteur.

Le terme " parent " s'applique au père ou mère, tuteur ou autre personne, qui a la garde d'un enfant.

9. L'enseignement dans les Écoles Publiques Primaires sera porté sur les objets suivants :—

Instruction Religieuse,
Langues Anglaise et Française,
Arithmétique,
Géographie,
Histoire,
Écriture,
Dessin et Chant,
Exercices Physiques,

Et dans les Écoles des Filles, Travaux d'Aiguille.

Bien entendu que le Comité pourra introduire d'autres sujets après avoir obtenu l'assentiment des États.

Bien entendu aussi que le Comité des États aura la faculté de modifier selon les cas le cours à suivre dans chaque école.

10.—Outre les Écoles Primaires dont il est ci-dessus parlé, les États pourront, dans l'intérêt général de l'éducation dans une paroisse, accorder, s'il y a lieu, aux Écoles Volontaires pour l'éducation primaire qui y sont ou qui pourront y être établies, le même subside, et aux enfants appartenant aux dites Écoles les mêmes avantages que ceux qui seront accordés aux Écoles Publiques Primaires ; pourvu que le Comité de l'École Volontaire se déclare, et tant qu'il continuera, prêt à remplir les mêmes devoirs et

obligations que ceux qui sont imposés au Comité de paroisse, et à se conformer à toutes les dispositions de cette loi.

1903.

L'instruction religieuse qui sera donnée dans une École Volontaire subventionnée par les États, sera sous le contrôle exclusif des Représentants de la Dénomination qui maintient l'École. Cependant nul enfant ne sera contraint de la recevoir, si son père, ou sa mère, ou autre personne ayant la garde du dit enfant, exprime par écrit sa volonté à cet effet.

Chapitre II.

B Â T I M E N T S .

11. Les Salles d'École devront être saines, bien aérées, éclairées, chauffées et nettoyées, et d'une étendue proportionnelle au nombre des écoliers. L'École devra être pourvue de latrines et d'égouts, ainsi que de pupitres et d'autre ameublement convenable et suffisant.

12. La salubrité et l'ameublement des bâtiments scolaires sont soumis au contrôle du Comité des États qui ordonnera conjointement avec le Comité de la paroisse les mesures qu'ils jugeront nécessaires. Les frais encourus formeront partie des dépenses ordinaires de l'année. En cas de différend l'une ou l'autre des parties pourra en appeler à la Cour Royale en Corps afin qu'elle en ordonne, et le jugement de la Cour Royale sera final.

13. Toutes les fois que le Comité d'une paroisse croira qu'il est nécessaire de faire bâtir ou agrandir une École Publique Primaire, il s'abouchera avec le Comité des États, choisira avec lui le site et fera préparer conjointement avec le dit Comité les plans et devis des constructions ou des changements qu'il est proposé de faire. Et seront les dits plans et devis lorsque complétés envoyés par l'intermédiaire du Comité des États au Président des États avec l'estima-

1903.

tion tant du prix d'achat du terrain que du coût du travail proposé, et ce selon une soumission qui aura été approuvée par les dits Comités, sujette toujours à l'approbation des États.

Le terrain sur lequel est ou sera érigée ou agrandie une École Paroissiale, avec l'aide des États, ne sera diverti à aucun autre objet quelconque sans l'assentiment des États.

14. Si le Comité des États juge qu'il convient de bâtir ou d'agrandir une École Publique Primaire, il lui sera toujours loisible de s'adresser au Comité de la paroisse pour que celui-ci agisse en conformité à l'article précédent. S'il n'existe pas de Comité de paroisse ou Comité provisoire, nommé aux fins de l'article 25, ou si le Comité de la paroisse ou le Comité provisoire, selon le cas, refuse ou néglige de prendre les mesures nécessaires, ou d'approuver des plans et devis, la préparation des dits plans et devis et de l'estimation du coût, ainsi que le choix du site, pourront être faits par le Comité des États seul, et pourra ce Comité envoyer au Président des États des plans et devis, avec l'estimation tant du prix d'achat du terrain que du coût du travail proposé selon une soumission approuvée par le dit Comité sujette toutefois à l'approbation des États.

* 15. Si les États, lorsque consultés, sont d'avis qu'il convient de faire bâtir ou agrandir une école, et d'adopter les plans et devis à eux présentés ils seront appelés à voter leur proportion du coût, tant du site que de la construction ou agrandissement, suivant le cas, de la dite école moyennant le coût estimé avec l'addition de dix pour cent pour couvrir les frais de l'architecte et du surveillant (Anglicé "Clerk of Works"), et d'autres menues dépenses.

16. Les Connétables et Douzeniers de la paroisse devront dans les deux mois après une délibération affirmative des États lever par voie de taxe la proportion de la paroisse pour l'achat du dit terrain et pour la dite construction ou le dit agrandissement. Bien entendu que les dits Connétables et Douzeniers auront toujours le droit de proposer que la somme à lever sera répartie sur un nombre d'années n'excédant pas cinquante jusqu'à l'entier paiement ; bien entendu

* Deux nouveaux Articles ont été substitués aux Articles 15 et 16 par un Ordre en Conseil du 10 Août 1903, enregistré sur les Records de cette Ile le 29 Août 1903.

que la contribution à lever n'excédera en aucun cas trois pennis par quartier par année. Le nombre d'années sera fixé avec l'assentiment du Comité des États ou en cas de dispute par la Cour en Corps, sur la demande soit du Comité des États soit des dits Connétables et Douzeniers. Après que le nombre aura été fixé, les États avanceront toutes sommes nécessaires pour compléter la proportion de la paroisse pour l'achat du terrain et pour la bâtisse ou l'agrandissement de l'école, et auront droit de réclamer annuellement des Connétables le rembours d'une somme équivalente à celle qu'ils ont été autorisés à lever sur la paroisse durant la dite année pour subvenir aux frais du dit achat et de la bâtisse ou agrandissement, et ce avec intérêt sur le pied de trois pour cent par an sur la balance restant alors due sur la dite avance.

Chapitre III.

AUTORITÉS PRÉPOSÉES À L'INSTRUCTION PRIMAIRE.

17. Le Comité des États pour l'Éducation Primaire sera composé de dix membres au moins, nommés par les États. Le Comité actuel continuera en charge. Il devra toujours y avoir trois au moins des membres appartenant à la paroisse de St. Pierre-Port et trois au moins aux paroisses de la campagne. Le Comité sera toujours renouvelé par les États. Les deux plus anciens membres sortiront de charge chaque année, mais seront ré-éligibles. Le Comité élira son propre Président de parmi les membres du Comité. Le Comité élira son Vice-Président. Cinq membres formeront un quorum.

18. Le Comité d'Éducation nommé par les États réglera de temps en temps le Code d'instruction qu'on donnera dans chaque École et prescrira les livres, cartes et autres choses nécessaires à l'instruction. Il fixera les examens qu'on fera subir à ceux qui désirent former partie du personnel enseignant et fera faire l'inspection et l'examen des Écoles toutes fois et quantes, soit par les Membres du dit Comité, soit par son Inspecteur; en outre une inspection générale sera faite tous les trois ans par des Inspecteurs spéciaux, étrangers aux Écoles nommés par le Comité des États. Le Comité des États représentera les États en ce qui regarde les frais d'entretien

1903.

et de maintien des Écoles et fournira annuellement aux États un Rapport sur l'état des dites Écoles.

Le Comité des États aura la surveillance et la direction des classes établies pour l'instruction des élèves-assistants.

19. Il y aura dans chaque paroisse un Comité d'Éducation composé de neuf membres pour la ville et paroisse de St. Pierre-Port et de cinq membres pour les autres paroisses de l'île, et seront les dits membres élus par les Chefs de Famille pour le terme de trois ans. L'élection se fera en conformité à l'article 7 de la Loi relative au scrutin secret. Les membres de l'ancien Comité seront ré-éligibles. Le Comité élira son Président, et son Vice-Président. Cinq membres, le Président ou Vice-Président y compris, formeront un quorum dans le Comité de la paroisse de la ville et trois dans les Comités des paroisses de la campagne.

20. Le Comité d'Éducation d'une paroisse représentera la paroisse dans tout ce qui regarde les frais de maintien et d'entretien des Écoles. Il nommera et congédiera les maîtres et maîtresses et leurs assistants ; bien entendu que le Comité des États pourra faire examiner les candidats pour telles charges et refuser ceux de la compétence desquels il ne serait pas satisfait, aussi bien entendu qu'un maître ou une maîtresse ou un assistant congédié par le Comité de la paroisse, pourra en appeler au Comité des États, et sera la décision du Comité des États finale entre les parties. Mais seront les certificats de capacité donnés par le Ministère de l'Éducation pour l'Angleterre et le Pays de Galles acceptés comme preuve de compétence, excepté pour la langue Française.

Le Comité d'Éducation d'une paroisse pourvoira aussi à l'ameublement, au chauffage, à l'éclairage, et

1903.

au nettoyage de ses Écoles, fournira les livres et cartes et toute autre chose nécessaire pour l'instruction. Il veillera à la discipline scolastique, fera la visite des registres, réglera les devoirs des maîtres, des maîtresses et de leurs assistants, le tout conformément aux règles générales prescrites dans le Code émis par le Comité des États.

21. Avant le premier Octobre de chaque année ou autre date que les États de temps à autre prescriront, le Comité des États procédera à régler conjointement avec le Comité de chacune des paroisses de l'île, ainsi qu'avec le Comité de toute École Volontaire, qui sera subventionnée par les États, le montant requis pour subvenir aux dépenses ordinaires de leurs Écoles pour l'année suivante.

22. S'il n'existe pas de Comité de paroisse ou si le Comité de paroisse néglige de régler les dépenses comme sus est dit, ou ayant été dûment convoqué à l'effet ne se présente pas au jour et à l'heure indiqués par le Comité des États, le règlement se fera par le Comité des États seul et aura la même validité que s'il avait été fait conjointement par les deux Comités.

23. Cas avenant que les deux Comités ne soient pas d'accord sur le montant requis pour les dépenses ordinaires de l'année, à l'exception des traitements, leur différend sera soumis par le Comité des États à la Cour en Corps laquelle, après avoir entendu les parties, réglera définitivement et sans appel le montant requis pour les dépenses ordinaires de l'année.

24. Lorsque le montant requis pour les dépenses ordinaires d'une année aura été définitivement réglé, soit par un accord intervenu entre les Comités ou par le Comité des États seul dans l'absence d'un Comité de la paroisse, soit par une décision de la Cour en Corps, tel montant sera dûment incorporé dans le

1903.

Budget annuel qui sera préparé par le Comité des États. Quand le Budget aura été sanctionné par les États les Connétables et Douzeniers de la paroisse devront dans les trois mois s'adresser à la Cour Royale pour un remède afin de lever, par voie de taxe, la proportion que la dite paroisse est tenue de fournir, déduction ou addition faite, selon le cas, de la balance active ou passive de l'année échue.

25. Dans chacun des cas suivants :—

1. Lorsqu'il n'existe pas de Comité paroissial ;
2. Lorsque le Comité paroissial refuse ou néglige d'agir ;
3. Lorsque le Comité paroissial agit contrairement aux dispositions de cette loi ;

La Cour en Corps sur la demande du Comité des États nommera un Comité provisoire pour remplir les fonctions du Comité paroissial, les pouvoirs du Comité paroissial étant dès lors suspendus.

26. Tout Comité provisoire sera composé d'au moins cinq et pas plus de huit personnes étant Chefs de famille de l'île.

Tout Comité provisoire exercera les pouvoirs et remplira les devoirs qui suivent :—

- (a) Tout ce qu'il fera aura la même force et validité et liera la paroisse de la même manière que s'il avait été fait par le Comité paroissial.
- (b) Il agira pour tel temps et sous telles conditions qu'il plaira à la Cour ordonner.
- (c) Il aura le pouvoir, avec la sanction du Comité des États, de nommer, s'il le trouve nécessaire, un commis à la charge exclusive de la paroisse.

Chapitre IV.

1903.

TRAITEMENTS.

27. Le Comité des États réglera avec le Comité de la paroisse dans laquelle une École Publique Primaire est située, le nombre de maîtres, maîtresses, et assistants à employer dans la dite École et les traitements annuels qu'il convient de leur attribuer respectivement. S'il s'élève des différends à ce sujet entre les deux Comités, ils seront résolus par les États de Délibération sur une application qui leur en sera faite par leur Comité.

28. S'il n'existe pas de Comité de paroisse, ou si le Comité soit paroissial, soit provisoire, refuse ou néglige de faire le règlement comme sus est dit, ou, ayant été convoqué à l'effet, ne se présente pas au jour et à l'heure indiqués par le Comité des États, le règlement se fera par le Comité des États seul et aura la même validité que s'il avait été fait par les deux Comités conjointement.

29. Les traitements qui seront fixés soit par les deux Comités conjointement, soit en cas de différend entre eux par les États, formeront partie des dépenses ordinaires d'une École.

Le traitement d'un membre du personnel enseignant ne pourra être diminué sans l'assentiment du Comité des États.

Chapitre V.**DÉPENSES AUXILIAIRES.**

30. Outre les Dépenses Ordinaires, qui seront payées moitié par les États et moitié par la paroisse où les écoles sont situées, les États mettront à la disposition de leur Comité, pour subvenir aux frais auxiliaires, sur la demande du dit Comité dans le Budget Annuel, telle somme qu'il plaira aux États voter pour les objets ci-dessous mentionnés :—

1903.

- (a) L'administration, y compris le salaire du Surintendant et les dépenses du bureau d'éducation.
- (b) Les examens, qui doivent se tenir selon le Code d'Instruction.
- (c) Les Classes pour l'Instruction des Élèves-Assistants, y compris le salaire du personnel enseignant.
- (d) Les Bourses, y compris les honoraires du personnel enseignant.
- (e) La Capitation.*
- (f) Les Prix des Écoliers.
- (g) L'Éducation Obligatoire y compris les salaires du Superviseur et des officiers surveillants.
- (h) Tels autres objets que les États pourront de temps en temps approuver dans l'intérêt de l'éducation primaire.

31. Il sera accordé des Bourses aux garçons et aux filles, étant élèves des Écoles Primaires, pour les mettre à même de poursuivre leurs études gratuitement dans les Écoles Internémediaries pour le terme de trois ans, bien entendu que le nombre des bourses accordées dans une année n'excédera pas seize, sans vote spécial des États. Ces bourses seront adjudgées annuellement aux élèves qui se seront le plus distingués dans un Concours, ouvert aux enfants de toutes les Écoles Publiques Primaires de l'île, des Écoles Volontaires recevant subside des États, et des écoles des Hospices publics.

Les conditions du Concours seront réglées par le Comité des États.

Outre son éducation gratuite comme sus est dit chaque boursier recevra annuellement trois livres sterling en argent pendant les trois années durant

* La Capitation est abolie par un Ordre en Conseil du 21 Avril 1904 enregistré le 2 Mai 1904.

lesquelles il fera ses études dans une école intermédiaire. S'il ne suit pas régulièrement les classes ou s'il néglige ses études, le Comité des États pourra lui retirer en tout ou en partie sa bourse.

32. Il sera accordé la somme de £3 stg. au Maître ou Maîtresse d'une école à laquelle appartiendra chaque enfant qui gagnera une des bourses créées par les États, et une somme qui n'excédera pas £2 au Maître ou Maîtresse d'une école à laquelle appartiendra un Élève-Assistant, qui passera un bon examen, après avoir fait ses études dans les Classes établies pour l'instruction des Élèves-Assistants ; bien entendu que la somme à recevoir dans une école sur chacun des titres susdits n'excédera pas cinq livres sterling.

* 33. La Capitation sera payée, au prorata de leurs salaires, au personnel enseignant de chaque école, sur la recommandation de l'Inspecteur, après l'examen annuel de l'école. Le Comité des États fixera de temps à autre le montant de la Capitation à payer par enfant y ayant droit.

Chapitre VI.

FINANCE.

34. Le Comité de paroisse recevra et payera tout ce qu'il y a à recevoir et à payer pour les écoles de la paroisse. A cet effet le Comité choisira d'entre ses membres un Trésorier qui recevra les deniers contribués, tant par les États que par la paroisse, et fournira annuellement, avant le 15 Février, aux États et à la paroisse, dans telle forme que le Comité des États ou les Chefs de Famille, selon le cas, auront prescrit, un compte détaillé de recettes et de débours. Bien entendu que le Comité de paroisse pourra, s'il le trouve nécessaire, nommer un ou plusieurs officiers salariés, avec l'assentiment des Chefs de Famille.

35. Le Budget. Avant le 15 Novembre de chaque année, ou autre date que les États prescriront, le Comité des États soumettra pour la sanction des États, et ce dans telle forme qu'il plaira aux États ordonner,

* La Capitation est abolie Voir Note à la page 306.

1903. un Budget, lequel montrera un aperçu des dépenses, tant ordinaires qu'auxiliaires, à encourir pendant l'année suivante, avec l'aperçu déjà fait des dépenses de l'année courante, ainsi que le compte-rendu de la dernière année échue.

36. En tout ce qui aura rapport à l'École des Hautes Capelles, les dispositions de la présente Loi seront en force avec les modifications suivantes ;

- 1° La dite École sera censée une École Publique Primaire d'une Paroisse.
- 2° La paroisse de St. Samson et la Vingtaine de l'Épine du Valle seront censées former ensemble une seule paroisse.
- 3° Le Comité de la dite École sera censé le Comité de paroisse.
- 4° Le Recteur de St. Samson ou son Vicaire sera censé le Recteur ou Vicaire de la paroisse.
- 5° Les Chefs de Famille de la paroisse de St. Samson et de la Vingtaine de l'Épine du Valle, seront censés les Chefs de Famille de la paroisse.
- 6° Chaque fois que les dits Chefs de Famille auront voté une taxe sur les habitants de la paroisse de St. Samson et de la dite Vingtaine de l'Épine, les Connétables de la dite paroisse de St. Samson s'adresseront à la Cour Royale pour obtenir un acte ou remède autorisant la levée de la dite taxe laquelle sera ensuite répartie et levée par les Connétables et Douzeniers de la paroisse de St. Samson, et ceux des Connétables et Douzeniers de la paroisse du Valle qui demeureront en la Vingtaine de l'Épine, tous lesquels se réuniront ensemble pour l'effet sous la Présidence de l'un des Connétables de la paroisse de St. Samson. Et sera la proportion de chaque contribuable fixée d'après le

nombre de quartiers de froment de rente auquel son bien se trouvera porté dans la liste de la lors dernière taxe levée en sa paroisse. 1903.

Est et demeure rappelée la Loi sur l'Instruction Publique Primaire de 1893.

(Enregistré sur les Records le 30 Mai 1903.)

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,

The 20th day of May, 1903.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

LORD STEWARD

MARQUESS OF LONDONDERRY

EARL OF ONSLOW.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 12th day of May, 1903, in the words following, viz. :—

Railway
Companies
Subsidy.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 3rd April 1903, setting forth 1. that for some time past negotiations have been going on between the London and South Western Railway Company and the Great Western Railway Company (hereafter referred to as “the two Companies”) on the one part, and the States of the Island on the other part for the grant by the latter to the former of a subsidy in return for certain services rendered by the two Companies to the Island by means of mail boats and other steam boats for passenger and goods traffic ; 2. that the States and the two Companies have recently come to an agreement that the subsidy for the 18 months beginning

1903.

the 1st October 1901 and ending the 31st March 1903 shall be at the rate of Two thousand five hundred Pounds per annum to be equally divided between the two Companies; 3. that on the 30th March 1903 the States adopted a Resolution for the payment to each of the two Companies (subject to Your Majesty's sanction) of the following sums viz. :—

- “1. The sum of £1,250 for the services rendered for the year ending 30th September 1902.
- “2. The sum of £625 for the services rendered for the half-year ending the 31st March 1903.

and resolved that the said sums should be taken out of the sum of £5,625 comprised under the head of “Railway Companies subsidy” in the Budget for the Harbour of St. Peter Port for the year 1903; and humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to authorise the States to pay to each of the two Companies, viz. :—to the London and South Western Railway Company and the Great Western Railway Company—the said amounts out of the £5,625 comprised under the name of “Railway Companies subsidy” in the Budget for the Harbour St. Peter Port for the year 1903 :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to sanction the payment of the amounts to the said Companies as proposed.”

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve thereof, and to

sanction the payment, out of the sum of £5,625 1903.
 comprised under the name of "Railway Companies
 subsidy" in the Budget of the Harbour of St.
 Peter Port for the year 1903, to each of the said
 companies of the following sums, viz :—

1. £1,250 for services rendered during the year
 ended 30th September 1902.
2. £625 for services rendered during the half-
 year ended 31st March 1903.

And His Majesty doth hereby further direct that
 this Order be entered upon the Register of the
 Island of Guernsey and observed accordingly.
 And the Lieutenant-Governor or Commander-in-
 Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff
 and Jurats, and all other His Majesty's Officers,
 for the time being, in the said Island, and
 all other persons whom it may concern, are to
 take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

(Enregistré sur les Records le 30 Mai 1903.)

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,

The 20th day of May, 1903.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

LORD STEWARD

MARQUESS OF LONDONDERRY

EARL OF ONSLOW.

WHEREAS there was this day read at the Board a Serk,
 Report from the Right Honourable the Lords of the Télégraphe.
 Committee of Council for the Affairs of Guernsey
 and Jersey, dated the 23rd day of April, 1903, in
 the words following, viz. :—

"YOUR MAJESTY having been pleased, by Your
 General Order of Reference of the 24th day of
 January, 1901, to refer unto this Committee the
 humble Petition of William Frederick Collings,

1903.

Lord of the Island of Sark, Thomas Godfray, Sénéchal, and James Baker and Philip Carré, Constables of the said Island of Sark, setting forth that Your Majesty's Postmaster-General has offered to extend the Post Office System of Telegraphs to the Island of Sark, in consideration of certain covenants, and notably of a guarantee to be entered into by the Guarantors for a period of seven years, the liability of the Guarantors not to exceed in any year the sum of seventy four pounds ten shillings sterling ; that the Chief Pleas, on the first day of October one thousand nine hundred and two, passed a resolution accepting the offer of the Postmaster-General, to extend the Post Office System of Telegraphs to the Island of Sark, on the guarantee of the said sum of Seventy four pounds ten shillings sterling per annum for the term of seven years ; that the Chief Pleas, at an extraordinary meeting holden on the tenth day of March one thousand nine hundred and three, appointed and authorized the Petitioners to present an Humble Petition to Your Majesty in Council to authorize the above guarantee on behalf of the said Island of Sark, and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased by and with the advice of Your Majesty's Most Honourable Privy Council (1st) To authorize the said Petitioners, for and on behalf of the said Island of Sark, to execute an Indenture or Deed of arrangement with Your Majesty's Postmaster-General for the extension of Telegraphs to the said Island, the covenants of the said Deed to continue in force for the term of seven years only from the day on which the Post Office in the said Island shall be opened as a Telegraph Office, and to covenant (inter alia) as follows :—

“ If and whenever during the period of twelve calendar months next after the day on which the said Post Office shall be opened as a

1903.

Telegraph Office or next after the anniversary of the said day in any subsequent year whilst the said Post Office shall be used as an Office for forwarding and receiving inland Telegrams the total amount of the gross receipts at the said Post Office in respect of the transmission of Inland Telegrams forwarded from the said Post Office during such period shall be less than the sum of One hundred and forty nine pounds, the Guarantors or some or one of them shall and will pay or cause to be paid to the Postmaster-General within fourteen days after demand made one moiety of such a sum of money as together with the total amount of the gross receipts at the said Post Office in respect of the transmission of Inland Telegrams forwarded from the said Post Office during such period shall make up the sum of One hundred and forty nine pounds the intention of the Guarantors and the Postmaster-General being that the liability of the Guarantors under the provisions of the said Indenture and Deed of arrangement shall not in any case exceed the sum of seventy four pounds ten shillings.'

“(2nd) To order and direct that any sum or sums, not exceeding in one year the said sum of Seventy four pounds ten shillings sterling, required to meet the above guarantee during the said term of seven years, from the day on which the Post Office in the said Island shall be opened as a Telegraph Office, shall be chargeable to the general revenues of the Island upon the security of the real and personal property of the Inhabitants of the said Island of Sark :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of

1903.

Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition.”

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve thereof, and to authorize the Seigneur, the Sénéchal, and the Constables of Sark to enter into the agreement referred to in the said Report.

And His Majesty is further pleased to direct that any sum or sums, not exceeding in one year the sum of seventy four pounds ten shillings sterling, required to meet the guarantee during the said term of seven years shall be chargeable to the general revenues of the Island of Sark upon the security of the real and personal property of the Inhabitants of the said Island.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

(Enregistré sur les Records le 11 Juillet 1903.)

1903.

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,
The 25th day of June 1903.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY
LORD PRESIDENT
MARQUESS OF LONDONDERRY
EARL OF KINTORE.

* WHEREAS there was this day read at the Board Havre de St. Pierre-Port. Nouveau Tarif de droits.
a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 5th day of June, 1903, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 31st day of March, 1903, setting forth—

“1. That by an Order in Council dated the 14th November 1851 it was ordered that from and after the time when the cost of the Harbour Works therein mentioned should have been defrayed the Bailiff and Jurats of the Royal Court should be at liberty to levy in lieu of the ancient dues of the “Petite Coutume” the Dues following, viz. :—

One half of the dues on Goods Imported,
One half of the Tonnage Dues,
The Anchorage and Chainage Dues,
The Harbour Master's Fees,

¹ The Tariff approved by this Order in Council is no longer in force. Upon the extinction of the debt upon the Harbour of St. Peter-Port which took place upon the 31st December 1903, the tariff of dues hitherto authorized came to an end, and by virtue of an Order in Council dated the 2nd September 1858 and registered on the 11th September 1858 (Vol. I, page 289), a grant in favour of the Bailiff and Jurats of the Royal Court took effect, authority being given them to levy the Dues or Duties set forth in Schedule B. of the said Order in Council.

A further Tariff of additional dues on goods imported was authorized by an Order in Council of the 20th March 1905, registered the 8th April 1905.

1903.

(all as specified in a certain Tariff) the said several dues to be vested in the Bailiff and Jurats in perpetuity to be applied as therein mentioned ;

“ 2. That by an Order in Council dated the 2nd September 1858 Her late Majesty was pleased to sanction a new Tariff of Dues which was set forth in the Schedule **A** to the said Order and authorised the levying of the same until the sums already borrowed and the cost of the original and additional works therein mentioned should have been entirely discharged and paid off and Her Majesty was further pleased to grant to the Bailiff and Jurats authority from and after the time of such discharge and payment to levy the Dues or Duties set forth in a Schedule to the said Order called Schedule **B**, the said Dues or Duties to be vested in the Bailiff and Jurats in lieu and place of the Dues of “ La Petite Coutume ” provided always that the produce of the Dues on Shipping set forth in the said Schedule should constitute a special fund for the Harbour and that the produce of the Duties on Goods Imported set forth in the said Schedule should stand in lieu of the surplus which formerly remained of the Harbour Revenue after payment of the ordinary expenses of the Harbour and should be applicable to the wants of the Island in general ;

“ 3. That a print of the said Schedules **A** and **B** so far as the same respectively relate to Dues on Imported Merchandise was set forth in the first Schedule to the said Petition ;

“ 4. That the said Schedule **A** has been varied and added to from time to time by subsequent Orders in Council, dated respectively the 17th October 1860, the 17th December 1860, the 5th July 1865 and the 21st February 1872 ; that by the said last mentioned Order the Duty on Goods Imported into the Island was raised from two shillings to two shillings and sixpence

per Ton (as it now stands) with an augmentation of 25 per cent. on certain goods specifically enumerated in the 2nd Section of the Tariff then in force, and that it was further enacted by the same Order that the Impôt on Wines which had hitherto formed part of the Revenue of the Harbour should thenceforward be applicable to the general wants of the Island ;

1903.

“ 5. That no alteration had ever been made in Schedule **B** to the said Order in Council of 1858 ;

“ 6. That on the 20th October 1898 an Order in Council was made upon the Petition of the States authorising a new arrangement for the levying and application of Dues upon Goods Imported into the Island the effect of which arrangement as stated in the prayer of that Petition was as follows :—

“ 1°. To authorise the States from and after the 1st of January 1899 to levy the Dues upon Goods Imported into the Island in accordance with Her Majesty's Orders in Council then in force, viz. :—One half thereof for the benefit of the Harbour of St. Peter-Port and to order and direct that the Revenue of the said Harbour should thenceforward be applicable to the annual upkeep of the said Harbour the balance owing upon the construction of works already approved of by Her Majesty for the improvement of the Harbour and for the cost of construction of any supplementary work which Her Majesty might thereafter approve with a view to the completion of the said Harbour ;

“ 2°. To order and direct that from and after the same period a sum of four hundred pounds per annum which had been previously paid to the Bailiff and Jurats to be employed

1903.

by them at their discretion for public purposes out of the general Revenue of the States should thenceforward be annually paid out of the Revenue of the Harbour ;

“ 7. That the above new arrangement had taken effect as from the 1st day of January 1899. The average income derived from Imported Goods during the last three years was approximately £17,000 a year, of which £8,500 a year was diverted from the Harbour to the general purposes of the Island ;

“ 8. That in the meantime the Debt upon the Harbour of St. Peter-Port had been gradually reduced by the application of Harbour Dues (including the other half of the £17,000 a year derived from Goods Imported) not required for the upkeep of the Harbour ; that the Debt now stands at the sum of £14,000 or thereabouts, and if nothing unforeseen should happen to increase the Harbour Debt it is anticipated that the same will be wholly extinguished in the course of a year or two ;

“ 9. That on the 12th of August 1901, the States appointed a Committee for the purpose of considering a New Tariff of Dues adapted to the present time due regard being had to the state of the finances the obligations of the States and the general interests of the Island, such new Tariff to be subsequently submitted to the States for approval ;

“ 10. That the Committee so appointed presented their Report bearing date the 27th December 1902 to the States for consideration. The Committee in the body of their Report expressed their opinion that it was desirable to prepare a New Tariff, which without being in any manner an ad valorem one should be more in proportion to the intrinsic value of the articles Imported and should bear less heavily on necessaries of life than on things which were more or less articles

of luxury. And they stated that they had re-classified the Imports and had endeavoured to balance reductions made on some articles by increases made on others, their object being to keep up an average annual revenue from Dues on Imported Merchandise of £17,000 ;

1903.

“ 11. That the said Report was accompanied by the proposed new Tariff and the same was taken into consideration at two sittings of the States held on the 11th of March and 16th of March 1903 and on the latter day the States passed a Resolution to substitute for the actual Tariff of Dues on Imported Merchandise during the remainder of the time during which there should be anything remaining of the Debt on the Harbour of St. Peter-Port, the New Tariff as modified by the States at their said two meetings ; but this was to be without prejudice to the right of administration and enjoyment which would revert to the Royal Court under the Orders in Council of 1851 and 1858 upon the extinction of the said Debt, and the States requested the President to present a humble Petition to Your Majesty in Council praying Your Majesty to give Your Royal Sanction to the said Resolution ;

“ 12. That the said New Tariff as prepared by the Committee was estimated to yield the sum of £17,000 ; but as modified by the States it is estimated to fall short of £15,000 a year. A print of the proposed New Tariff as modified by the States is set forth in the Second Schedule to the said Petition ; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to give Your Royal Sanction to the said Resolution of the States of the 16th day of March 1903 and to direct that from and after the date of the Order to be made thereon and thenceforward so long as there shall be anything remaining unpaid of

1903.

the Debt upon the Harbour of St. Peter-Port, the new proposed Tariff of Dues as set forth in the Second Schedule to the said Petition should be substituted for the Tariff now in force and might be levied by the States accordingly ; but this is to be without prejudice to the rights of Administration and enjoyment which would revert to the Bailiff and Jurats of the Royal Court under and by virtue of the aforesaid Orders in Council of the 14th November 1851 and 2nd September 1858 upon the extinction of the said Debt ;

“ THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to sanction the Resolution of the States of the 16th day of March, 1903, as prayed for.

THE FIRST SCHEDULE ABOVE REFERRED TO.

Schedule A.

TARIF DE DROITS.

ARTICLE 1.—Un impôt de neuf pennis par gallon sur tous les vins consommés dans cette île.

ARTICLE 2.—Un droit de deux chelins, par tonneau de deux mille livres brut, sur toutes marchandises importées en cette île, à l’exception de la pierre à chaux, et de la pierre à ciment, qui ne payeront rien, et des objets ci-dessous énumérés qui payeront comme suit :—

	<i>s.</i>	<i>d.</i>
1°. Les Chevaux.. 	3	6
2°. Les Taureaux, Bœufs, Vaches, Génisses 	2	0

1903.

3°. Les veaux, au-dessous de trois mois, et autres bestiaux de toute espèce... ..	0	4
4°. Les Blés, Pois, et Graine de toute espèce, par le quartier Impérial.	0	6
5°. Les bois de Sapin, par anglicé " <i>Petersburgh Standard</i> ," estimé comme suit :		
Pour le Bois		
en planches, 165 pieds cubes	}	6 0
en poutres, 150 „ „		
non équarré, 120 „ „		
6°. Le chêne et les bois de menuiserie, par charge de 40 pieds	2	0

Et sera dans tous les cas le contenu en pieds cubes de bois non équarré, calculé suivant l'usage du commerce.

Les Liquides, par le tonneau de 210 gallons, mesure du pays ... 2 0

N.B.—Pour les liquides en bouteilles, le tonneau sera compté sur le pied de 36 douzaines de bouteilles à vin, de grandeur ordinaire.

Toutes autres marchandises qui paient le fret, non au poids, mais à la mesure, ou par le nombre d'articles, ou tonneau, suivant l'usage du commerce, payeront aussi le droit de la même manière.

Lorsqu'une cargaison contiendra des marchandises appartenant à différents individus non associés, le droit sera calculé séparément sur l'entier de la marchandise appartenant à chaque individu.

Toutes les fois que dans le montant calculé du droit payable par un individu pour sa marchandise, il se trouvera la fraction d'un penny, cette fraction sera comptée pour un penny entier.

1903.

Dans tous les cas, où le montant du droit payable par un individu pour sa marchandise ne s'élèvera pas à deux chelins, le maître du navire sera tenu du paiement dudit droit ; sauf à lui de se faire rembourser par le consignataire de la marchandise.

N.B.—Sera l'entier dudit droit remboursé au propriétaire d'une marchandise (autre que des bestiaux), importée dans l'intention déclarée de la ré-exporter, pourvu qu'elle soit ré-exportée dans le même état, et dans les mêmes emballages, qu'elle fut importée, et que ce soit en quantités de 20 tonneaux pour le moins, d'une même marchandise.

Il sera livré à l'importeur, lorsqu'il déclarera sa marchandise pour exportation, un certificat de la déclaration pour lequel il payera un chelin, lequel chelin fera partie du revenu du Havre.

Schedule B.

ARTICLE 1.—Le quart des droits d'entrée sur les marchandises spécifiées dans l'article deuxième du Tarif de droits contenu dans la Cédule A, à l'exception des chevaux lesquels payeront 2s. 6d.

THE SECOND SCHEDULE ABOVE REFERRED TO.
Measurement Goods at 40 Cubic Feet per Ton.

CLASS I.

Rough Goods, &c.,
 at 2s. 6d.

50 c. ft.

Beams.

40 c. ft.

Bamboo Canes.

Bottles in Crates, Mats, &c.

Cardboard Boxes.

Crockery and Earthenware

(excluding fancy glass, &c.,

in cases or crates.)

Rods and other Sticks.

Rough Timber.

CLASS II.

MANUFACTURED GOODS
 AND FANCY WOODS. AT 5s.

55 c. ft.

Deal Planks.

Joinery.

Furniture.

Lamps.

Mahogany.

Mats.

Matting.

Mouldings.

Plate Glass.

Sabots.

Teak.

Turnery.

Woodwork generally.

Other fancy and superior

woods.

CLASS III.

ARTICLES FOR RETAIL, &c., AT 6s. 8d.

Boots.
 Carpets.
 Drapery.
 Drugs (including Essences and Tinctures).
 Earthenware (fancy).
 Glass (fancy).
 Hats.
 Matches.
 Pictures.
 Plants.
 Rugs.
 Sundry Goods in cases.
 Toys and Fancy Goods.
 Trees.

CLASS IV.

MUSICAL INSTRUMENTS, &c., AT 10s.

Brass Instruments.
 Carriers' parcels in bulk.
 Clocks.
 Electric Fittings.
 Gas Fittings.
 Harmoniums and parts of same.
 Organs and parts of same.
 Pianos.
 Sewing Machines.
 Sundry Instruments.

Goods to be Charged by Weight except where otherwise stated.
Per Ton of 2,000lb., Guernsey Weight.

CLASS V.—ARTICLES USED IN BUILDING, MANUFACTURES, PRODUCTION, &c.

A	B	C	D	E	F
5d. per ton. Cement Stone. Chalk. Clay. Limestone. Ship ballast (if utilized).	1s. 0½d. per ton. Anthracite Coal. Bricks. Coke. House Coal. Stone.	1s. 8d. per ton. Drain Pipes. Gas Coal. Iron (unfd.) Marble. Steam Coal.	2s. 6d. per ton. Agricultural Im- plements. Boilers. Brimstone. Builders' Glass. Cannel Coal. Cement. Copperas. Copper. Fertilizers. Grease. Hardware. Horticultural Glass. Ironwork (manu- factured). Lead. Machinery. Pipes. Pitch. Plaster. Slates. Soda. Steel. Sulphur. Tar. Tin Plates. Tin Ware. Tubes. Wire Cables. Zinc.	5s. per ton. Books. Candles. Charcoal. Cork. Feathers. Felt. Flock. Hemp. Horsehair. Jadoo. Linoleum. Newspapers. Oakum. Oilcloths. Packing Paper. Periodicals. Printed Matter. Raffia. Rope. Soap. Stationary. Tallow. Twine. Wool. Zostera Marina.	7s. 6d. per ton. Leather. Oils. Paints. Tobacco (fumi- gating). Varnish.

CLASS VI.—FOOD STUFFS, &c.

A	B	C	D
2s. 6d. per ton. Corn and other grain.	3s. 4d. per ton. Chaff. Hay. Moss Bedding. Salt. Straw.	4s. 2d. per ton. Bran. Beans for feeding. Flour. Maize and other Meals. Molasses. Peas for feeding. Potatoes. Rice. Sugar. Treachle. Vegetables.	5s. per ton. Bacon. Beef. Biscuits. Butter Substitutes. Butter. Cakes. Cheese. Fish, fresh, salt, and dried. Game. Mutton. Pork and Poultry.

CLASS VII.—ARTICLES OF LUXURY, &c.

A		B	
1	At 10d.	1	At per 100 lb.
Chicory.		1	Fruits (fresh or canned).
Cocoa.			Jams.
Coffee.			Nuts.
Tea.			
C			
1	At 2s 6d. per ton.	1	At per 100 lb.
Cigars.			Gold Goods.
Tobacco, manufactured.			Jewellery.
" unmanufactured.			Plated Goods.
			Silver Goods.
		2	At 2s. 1d.
			Gold Goods.
			Jewellery.
			Plated Goods.
			Silver Goods.
		3	At 1s. 8d.
			Confections.
			Sweets (manufactured).

CLASS VIII.—LIVE ANIMALS.

Calves	... ..	10d. each.
Cattle from Alderney	... ..	2s. 6d. each.
Cattle landed from Serk, Herm, or Jethou free.	... ..	free.
Cows	... ..	2s. 6d. each.
Horses	... ..	5s. 0d. each.
Oxen	... ..	2s. 6d. each.
Sheep	... ..	5d. each.
Guernsey Cattle returned to Island from Shows	... ..	free.
All other animals	... ..	10d. each.

CLASS IX.—DANGEROUS ARTICLES.

Acetylene in porous substances	... ..	3d. per 100 lb.
Acetylene with an admixture of oil gas	... ..	5d. per tube.
Carbide of Calcium	... ..	5d. per 100 lb.
Dynamite and like explosives	... ..	5d. per 100 lb.
Carboys containing acid	... ..	10d. each.
Gas compressed (non-explosive)	... ..	3d. per tube.
Gas (Hydrogen compressed)	... ..	5d. per tube.
Gas (Nitric Oxide)	... ..	3d. per tube.
Gas (Oxygen)	... ..	5d. per tube.
Gun-cotton	... ..	5d. per 100 lb.
Gunpowder	... ..	3d. per 100 lb.
Fireworks	... ..	1s. 8d. per 100 lb.
Petrol in Tins	... ..	3d. per gallon.
Petroleum or Petrol in cask	... ..	1d. per gallon.
All other inflammable liquids	... ..	1d. per gallon.

CLASS X.—SUNDRIES (continued).

Fancy Poultry	...	...	...	2d. per head.
Flower Pots	...	...	...	2d. per cast.
Hampers, Potato and Broccoli (new)	...	...	...	1d. ½d., 1½d. and 2d., according to size.
Hops	...	...	...	2s. 6d. per pocket.
Hurdles, Watfle	...	...	...	1d. each.
" Gate	...	...	...	1d. each.
Hoops	...	...	...	1d., ½d. and 2d. per bundle, according to size.
Horticultural Seeds	...	...	...	10d. per 100 lb.
Hoes	...	...	...	2d. per bundle.
Grape Basket Lids (new)	...	...	...	4d. per 100.
Laths and Hammer Handles	...	...	...	1d. per bundle.
Lift Vans (empty)	...	...	...	10s. each.
Live Pigeons	...	...	...	2d. per crate.
Luggage (Travellers' Samples)	...	...	...	2s. 6d. per 40 cubic feet.
Live Poultry, other than fancy	...	...	...	10d. per doz.
Mail Carts	...	...	...	5d. and 10d. each, according to size.
Motor Cars	...	...	...	£2 each.
Motor Cycles	...	...	...	10s. each.
Omnibuses	...	...	...	£1 each.
Perambulators	...	...	...	5d. and 10d. each, according to size.
Rakes	...	...	...	2d. per bundle of ½ doz.
Resin and other such substances	...	...	...	10d. per 100 lb.
Shovels	...	...	...	2d. per bundle of ½ doz.
Spades	...	...	...	2d. per bundle of ½ doz.
Tramcars	...	...	...	£2 each.
Trolleys	...	...	...	10s. each.
Vans	...	...	...	10s. each.
Wheelbarrows	...	...	...	3d. each.

1903.

HIS MAJESTY having taken the said Report into consideration, is pleased by and with the advice of His Privy Council to approve thereof and to direct that so long as any of the Debt upon the Harbour of St. Peter-Port shall remain unpaid the New Tariff of Dues as set forth in the Second Schedule to the said Report shall be substituted for the Tariff now in force and may be levied by the States accordingly ; without prejudice to the rights of administration and enjoyment which will revert to the Bailiff and Jurats of the Royal Court under and by virtue of the Orders in Council of the 14th November, 1851, and 2nd September, 1858, upon the extinction of the said debt.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

(Enregistré sur les Records le 1er Août 1903.)

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE.

The 9th day of July, 1903.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

SIR ARTHUR CHARLES

EARL OF KINTORE

SIR RALPH KNOX.

LORD WINDSOR.

Cimetière à
St. Martin.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey

and Jersey, dated the 1st day of July, 1903, in the words following, viz. :—

1903.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer unto this Committee the Humble Petition of the Reverend William John Ozanne, Clerk, Rector of the Parish of Saint Martin in the Island of Guernsey, Daniel Gallienne and George Langlois, Constables of the said Parish of Saint Martin, dated the 29th May, 1903, setting forth that the want of a new burial ground for the said parish or of the extension of the existing one has been long and severely felt, and that in consequence, at a meeting of the Ratepayers of the said parish, held on the sixteenth day of November, One thousand nine hundred, the said Constables were authorized on behalf of the said parish to make a purchase of a certain field known as Courtil Moitié, situate in the said parish, for the sum of Two hundred and eighty-six pounds eight shillings and six pence, and twelve quarters, two bushels, and one-fifth of Rent, of which eight quarters are payable in money and redeemable at the rate of Twenty-five pounds per quarter ; that on the twenty-eighth day of November, One thousand nine hundred and two, at a further meeting of the ratepayers of the said parish, it was determined and agreed upon by and between the said Rector and the said ratepayers, subject to the approval of the higher authorities, that the cemetery field be bought in the names of the Constables, subject to certain conditions ; that on the 23rd day of May, One thousand nine hundred and three, the Very Reverend Thomas Bell, M.A., Dean and Commissary of the said Island of Guernsey, granted to the said Rector of the said parish a Licence or Faculty for the passing of a legal deed of the Agreement aforementioned with the said Constables ; and most humbly praying that Your

1903.

Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction and Authority for the passing of a legal deed of the aforementioned Agreement between the said Rector and Constables of the said Parish of Saint Martin, on the conditions following :—

- “(1) That the field known as Courtil Moitié be bought in the names of the Constables of the said Parish of Saint Martin, and be used for the purposes of a cemetery ;
- “(2) That the cemetery be managed by a Committee consisting of the Rector (who shall be an ex-officio member) and of six ratepayers of the said parish. This Committee to elect its own President ;
- “(3) That the control of all inscriptions on graves be vested in the said Committee, with right of appeal to the Bishop in the event of any dispute whatsoever arising ;
- “(4) That the Rector or his successors rectors be paid a fee of two shillings and sixpence for every burial of every description whatsoever which shall take place in the said ground, except in the case of persons buried in a pauper’s grave, and this in lieu of all fees and privileges and of the grass and other natural produce to arise from the said land :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the Rector and Constables of the Parish of St. Martin, Guernsey.”

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve thereof and to authorize the passing of a Contract or Deed before the Bailiff and Jurats of the Royal Court of the Island of Guernsey between the Rector of the Parish of Saint Martin and the Constables of the said Parish for the purchase of the field known as Courtil Moitié to be used for the purposes of a cemetery, subject to the conditions named.

1903.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

(Enregistré sur les Records le 22 Août 1903.)

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,

The 10th day of August, 1903.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

EARL OF KINTORE

LORD BALFOUR OF BURLEIGH.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 21st day of July, 1903, in the words following, viz. :—

Impôt 6s. par
gallon sur
Liqueurs
Spiritueuses.
1s. 6d. par
gallon sur
Vins.
Sucre.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 24th day of

1903.

January, 1901, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 28th day of March, 1903, setting forth (1) that ever since the year 1814 the States of the Island have been authorised by various Orders in Council to levy an Impôt or Duty on all spirituous liquors consumed in the Island, which Duty is now being levied at the rate of five shillings per gallon under the authority of Her late Majesty's Order in Council dated the seventh day of October 1899; that by a previous Order in Council dated the 30th day of June 1890 Her Majesty was graciously pleased to authorise the levying of a Duty of four shillings and two pence per gallon upon all spirituous liquors consumed in the Island for the same period reckoning from the 30th day of June 1890 and upon the same conditions as were specified in a previous Order in Council of the 6th day of September 1880; and that by the Order in Council of the 7th day of October 1899 the duty was raised to five shillings per gallon for the same term and upon the same conditions; (2) that under and by virtue of another Order in Council dated the 17th day of December 1860 the States were authorised to levy on all wines consumed in the Island an Impôt or duty of nine pence per gallon, which was afterwards increased to one shilling and six pence per gallon as to all Wines containing at least thirty per cent. of Alcohol; (3) that by another Order in Council dated the 15th day of May 1900 Her Majesty was pleased to authorise the States to levy for the future a uniform Duty of one shilling per gallon upon all Wines consumed in the Island in lieu of the previous Duties of nine pence per gallon on ordinary Wines and one shilling and six pence per gallon on those containing at least thirty degrees of Alcohol respectively, and that the said uniform duty of one shilling per gallon on all wines without distinc-

tion is now in force ; (4) that the said Impôts or Duties form the bulk of the free Revenue of the States applicable to general purposes of the Island ; 1903.
(5) that there are also Harbour Dues consisting of Tonnage Dues and Dues on imported merchandise (commonly called Wharfage Dues) which are levied in accordance with several Orders in Council now in force beginning with an Order in Council dated the 14th November 1851 followed by an Order in Council dated the 2nd September 1858 and several subsequent Orders, and ending with an Order in Council dated the 20th October 1898. The joint effect of these Orders is (shortly stated) as follows :—

“(i.) The Tonnage Dues are applicable in the first place to the Annual upkeep of the Harbour of St. Peter Port and in the next place to the reduction of the debt incurred in respect of the construction and improvement of the said Harbour, which debt stands at present at a little over £14,000, and will in all probability be extinguished in the course of the coming year or two.

“(ii.) The Dues on imported merchandise are as from the 1st January 1899 applicable as to one-half for the benefit of the general Revenue of the Island, and as to the other half for the benefit of the Revenue of the said Harbour, which Revenue (charged with an Annual sum of £400 payable to the Bailiff and Jurats for public purposes) is applicable to the Annual upkeep of the said Harbour and in the next place in reduction of the said Harbour debt. The dues on imported Merchandise according to the scale now in force amount annually to about £17,000.

1903.

“(iii.) By the Order in Council already referred to, of the 2nd September 1858 a Schedule of Dues (called Schedule **A**) was sanctioned to be continued until the sums already borrowed and the expenditure to be incurred in respect of other works voted for the improvement of the Harbour should be entirely discharged and paid after which time it was provided that the Bailiff and Jurats should be authorised to levy certain dues set forth in another Schedule of Dues (called Schedule **B**), the said Dues which included both Tonnage Dues and Dues on imported merchandise to be vested in and levied by the Bailiff and Jurats in lieu of the Ancient Dues of ‘La Petite Coutume’ in as full and ample a manner as those which had been reservèd to them by the Order in Council of the 14th November 1851.

“(iv.) The consequence will be that unless something unforeseen should happen to increase the debt owing upon the said Harbour the Schedule **B** to the Order in Council of the 2nd September 1858 will in the course of a year or two come into operation ; the effect of which will be to reduce the Tonnage Dues now levied by about one-half, and the Dues on imported merchandise, which now stand at two shillings and six pence per ton to six pence per ton on goods which are measured by the ton, and on other goods in like proportion. It is estimated that the annual amount of Dues on imported merchandise if levied on the scale of Schedule **B** would be between £3,000 and £4,000 instead of £17,000 ;

1903.

(6) that the one half of the Dues on Imported Merchandise to which the States became entitled for general purposes under the Order in Council of the 20th October 1898 has been dedicated to the Service of a Loan which was authorised for the purpose of defraying the cost of certain public works urgently needed in the Island ; (7) that the population of the Island has increased rapidly during the last 20 years, as appears by the following Census returns—

1881	1891	1901
<hr style="width: 100%;"/>	<hr style="width: 100%;"/>	<hr style="width: 100%;"/>
32,379	35,218	40,300

(8) that the Impôts or Duties above referred to are applied to the following among other objects ; viz. :— Administration of Justice, Pay and expenses of a Reorganised Militia, Construction and upkeep of Roads, Coast Defences against inroads of the sea, grants in aid of Primary, Secondary and Technical Education, Grants towards the Construction of New Schools, New Drains and sewers and a New Isolation Hospital, and the maintenance and repatriation of stranger poor ; (9) that the recent adoption of a Law of compulsory Education has increased the necessity for more and better school accommodation. And the rapid growth of the population has aggravated the already crying need for more and better Drainage, Water supply and other sanitary provision ; (10) that the ordinary annual Revenue of the States is wholly inadequate to meet their growing annual expenses, and the want of *equilibrium* between annual expenditure and annual resources is making itself more and more apparent every year ; (11) that a regular system of Annual Budgets and Public Audits has been adopted, and an endeavour has been made to produce and maintain a balance of revenue and expenditure, but owing to causes beyond the control of the States the effort cannot be said to have been successful ; (12)

1903.

that the Budget for the year 1902 showed an estimated deficit of over £7,000, after absorbing a surplus of £2,000 from the previous year. This was dealt with by the expedient of charging to Capital Account and restoring to Revenue a sum of £9,000 which might with propriety have been so charged originally, but had in fact been defrayed out of Revenue ; (13) that the Budget for the year 1903 shows an estimated Deficit of £9,900, and that unless some additional sources of Revenue are provided, this Deficit will have to be met by borrowing, a disastrous method of Finance which the States are desirous of avoiding, and that the sums to be provided annually in order to produce an equilibrium will be larger and larger as time goes on, especially having regard to the shrinkage of Harbour dues which will take place when Schedule **B** comes into operation ; (14) that with a view to providing a partial remedy for this condition of their finances the States on the 21st January 1903 and 16th March 1903 adopted certain Resolutions. And the States humbly pray that Your Majesty will be graciously pleased to sanction the said Resolutions, and to authorise them.

Firstly. To increase the Impôt or Duty on spirituous liquors consumed in the Island from five shillings to six shillings per gallon for the same period and on the same terms and conditions as Her late Majesty was graciously pleased to allow an Impôt or Duty to be levied by the said Order in Council of 6th day of September 1880.

Secondly. To increase the Impôt or Duty on Wines consumed in the Island from one shilling to one shilling and six pence per gallon, and to authorise the States to levy in future, a uniform duty of one shilling and six pence per gallon upon all Wines consumed in the Island.

Thirdly. To levy an Impôt or Duty not exceeding four shillings currency per hundred weight on all sugar consumed in the Island, subject to a condition that the permission to levy such Duty be not carried into effect until the States shall have passed at some future sitting a Resolution directing the levying of such duty ;

1903.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report that, as regards the Harbour Dues mentioned in the Petition Your Majesty was pleased by Your Order in Council of the 25th day of June, 1903, to approve under certain conditions, a New Tariff of Dues ; and that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition and to authorise the increase of the Impôts or Duties on Spirituous Liquors and Wines and the levying of an Impôt or Duty on Sugar as prayed for.

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve thereof, and to authorise the States of the said Island from the date of this Order to increase—

- (1) the duty on spirituous liquors consumed in the Island from five shillings to six shillings per gallon for the same period and on the same terms and conditions as were specified in Her late Majesty’s Order in Council of the 6th day of September 1880
- (2) the duty on all wines consumed in the Island from one shilling to one shilling and six pence ;

and further to authorise the States to levy an impôt or

1903.

duty not exceeding four shillings currency per hundred weight on all sugar consumed in the Island, provided that this duty shall not be levied until the States shall have passed at some future sitting a resolution directing the levying of such duty.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey, and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

(Enregistré sur les Records le 22 Août 1903.)

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,

The 10th day of August, 1903.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

EARL OF KINTORE

LORD BALFOUR OF BURLEIGH.

Taxe sur les
Automobiles
et Vélocipèdes.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 5th day of August, 1903, in the words following, viz. :-

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer unto this Committee the humble petition of the States of the Island of

1903.

Guernsey, dated the 20th June, 1903, setting forth—
1. that owing to the heavy annual cost of maintaining and repairing the public Roads in this Island, the amount raised by Taxes specially appropriated to meet those requirements is altogether insufficient for the purpose; that the special taxes allotted to Road maintenance were estimated by the Finance Committee at £3,600 for the year 1903, and the total expenditure for the same purpose at £8,300, the difference (in the absence of other special provision) having to be made good out of General Revenue; 2. that at an Assembly of the States, holden on the 29th day of January 1902, before Henry Alexander Giffard, Esquire, K.C., Bailiff of Guernsey, a decision was arrived at to levy in addition to the existing special Taxes for the maintenance of the public Roads a Tax on Motor Cars; 3. that at a subsequent meeting of the States holden before the said Bailiff of Guernsey, on the 21st day of January 1903, upon re-consideration of the decision of the States of the 29th January 1902 with respect to the amount required for the maintenance of the public Roads, a Resolution was passed to levy in addition to the existing special Taxes:

- (a) A Tax of One Pound sterling per annum on Motor cars;
- (b) A tax of Two shillings and sixpence sterling per annum on every velocipede in use in the island;
- (c) A Tax not exceeding £1,200 upon the letting value of landed property situate out of the district under the direction of the Street Board of St. Peter Port, and this to be in lieu of the present "Equivalent."

And that the remainder required for the main-

1903.

tenance of the public Roads be at the expense of the States ;

4. That the Estimated yield from the proposed Taxes (*a*) and (*b*) together is considerably less than £1,000 a year ; 5. that the machinery does not at present exist for levying the sum of £1,200 a year proposed to be raised by a land tax in lieu of the "Equivalent." And this head of Taxation will have to be made the subject of a "Projet de Loi" to be presented hereafter for Your Majesty's sanction ; and most humbly praying that Your Majesty would be most graciously pleased to sanction the said Resolution of the 21st January 1903 so far as it relates to Motor Cars and Velocipedes, and to authorise the States to levy from and after a date to be fixed in the Order to be made hereon the said taxes ; provided always that the Tax on Velocipedes should be levied only on persons who have resided, at the least, two months in the Island ; and further to authorise the Royal Court of the said Island to frame such Ordinances as might be necessary to give effect to the aforesaid provisions of the said Resolution ; so that the proceeds of both the said taxes be specially appropriated towards the maintenance of the public Roads of the Island :

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition, and to authorize the States of Guernsey to levy the said Taxes and to frame such Ordinances as may be necessary to give effect to the Resolution of the States ; provided that the said Taxes

on Motor Cars and Velocipedes shall not commence until a date to be fixed by Your Majesty.”

1903.

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve thereof, and to authorize the States of Guernsey to levy, as from two months after the registration of this Order in the said Island, the following taxes, viz. :—

- (a) A Tax of one pound sterling per annum on motor cars ;
- (b) A Tax of two shillings and sixpence sterling per annum on every velocipede ;

provided that the last mentioned tax shall be levied only on persons who shall have resided, at the least, two months in the said Island ;

And His Majesty is further pleased to authorise the Royal Court of Guernsey to frame such Ordinances as may be necessary to give effect to the said resolution of the States of the 21st, January, 1903, so that the proceeds of the said Taxes be specially appropriated towards the maintenance of the public roads of the Island.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey, and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

1903.

(Enregistré sur les Records le 29 Août 1903.)

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,
The 10th day of August, 1903.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

EARL OF KINTORE

LORD BALFOUR OF BURLEIGH.

Loi relative
aux Droits de
Timbre.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 8th day of August, 1903, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey dated the 19th day of June, 1903, setting forth—I. that up to the present time it has not been the practice in the Island of Guernsey to levy any Revenue by means of Stamps on Documents ; II. that at an adjourned meeting held on the 29th January 1902, the States resolved that for the purpose of increasing the general Revenue, which was insufficient for the growing needs of the Island, it was advisable to require that certain documents such as Conveyances of Real property, Bonds, Mortgages, Acknowledgments, Bills of Exchange, Cheques and Receipts should bear stamps of such and such a value and that a tariff thereof should be drawn up ; III. that at a meeting of the States held on 21st January 1903 the States definitively adopted the Resolution of the 29th January 1902 with regard to Stamp Duties, as above, and requested the Royal Court to prepare a Tariff of such Duties ; IV. that at an adjourned

Cette Loi a été rappelée par un Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 11 Juillet 1905 enregistré sur les Records le 25 Juillet 1905, sanctionnant une autre Loi relative aux Droits de Timbre.

1903.

meeting of the States held on the 26th January 1903 the States passed a Resolution whereby they requested the Royal Court to prepare such 'Projets de Loi' as they might see fit to give effect to (amongst other things) the aforesaid Resolution provided always that such 'Projets de Loi' should thereafter be submitted to the States for their consideration; V. that the Royal Court duly prepared and settled a Tariff of the proposed Stamp Duties, which was subsequently incorporated with the Projet de Loi hereinafter mentioned; VI. that at the Court of Chief Pleas held on the 20th April 1903 a 'Projet de Loi' was adopted, intituled 'Loi relative aux Droits de Timbre' and the Bailiff was requested to lay the same before the States, so that if they approved thereof it might be transmitted to Your Most Gracious Majesty in Council for Your Majesty's Royal Sanction; VII. that at a subsequent meeting of the States held on the 27th May 1903 a Resolution was passed whereby the States were pleased to approve the aforesaid 'Projet de Loi' and Tariff as the same are set forth in the Schedule annexed to the said Petition; and the Bailiff was authorised to present, in the name of the States, a humble Petition to Your Majesty praying that Your Majesty's Royal Sanction might be granted thereto; VIII. that there are no materials for making an estimate of the probable yield of the last two items (Nos 8 and 9) of the said Tariff. But the probable yield of items 1 to 7 inclusive of the Tariff is estimated approximately at £1,100 per annum; and most humbly praying that Your Majesty would be most graciously pleased to accord Your Royal Sanction to the said Resolution of the States of the 27th May 1903 and to order and direct that as and from the expiration of two calendar months after the date of the registration of any Order to be made on the said Petition the said 'Projet de Loi,' intituled 'Loi relative aux Droits de

1903.

Timbre' shall have force of Law within the Island of Guernsey ;

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition, and to approve of the said Projet de Loi.”

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall, as and from the expiration of two calendar months after the date of the registration of this Order in Council have the force of Law within the Island of Guernsey.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey, and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI RELATIVE AUX DROITS DE TIMBRE.

1.—La Contribution du Timbre est établie sur tous documents passés ou signés, après deux mois de l'enregistrement de la présente Loi, spécifiés à la Cédule ci-annexée, et suivant le Tarif y contenu.

2.—Sur les documents signés de Justice et sur les documents où la valeur du timbre nécessaire sera au-delà de deux chelins six pennis stg., le timbre sera, autant que possible, empreint ; pour les autres documents on pourra se servir de timbres mobiles.

3.—Sont exemptés du droit et de la formalité du timbre, tous documents passés ou signés au profit du Gouvernement de Sa Majesté.

4.—Les Sociétés, Compagnies et particuliers qui désirent s'affranchir de l'obligation d'apposer et d'oblitérer les timbres mobiles sur les chèques, quittances, décharges ou autres documents pareils, sont tenus de déposer ces formules et d'acquitter les droits au Bureau des États où les timbres seront empreints.

5.—Si un document quelconque sujet au timbre est produit devant la Cour, un Commis de la Cour, ou aucun Officier ou fonctionnaire public, sans que le timbre applicable au document y soit apposé, ou que le timbre apposé soit insuffisant, il ne pourra être reçu ou admis comme faisant preuve légale de son contenu, excepté dans les procédures en crime. Cependant il sera loisible au porteur de ce document d'apposer ou de faire empreindre le timbre nécessaire au dit document en payant au Trésorier des États une amende de £5 stg., outre trois fois la valeur du timbre qui aurait dû y être apposé. Le timbre apposé ou empreint, et l'amende payée, le document en question pourra être reçu et admis en évidence.

6.—Toute personne qui enlèvera d'un document un timbre déjà utilisé avec l'intention de l'utiliser derechef, ou de le vendre ou offrir en vente dans le même but, ou qui fera usage sciemment d'un timbre déjà utilisé, pourra être traduite devant la Cour siégeant en Cour de Police Correctionnelle, et sera passible d'une amende qui n'excédera pas £50 stg., et à défaut de paiement à un terme d'emprisonnement n'excédant pas deux mois.

1903.

7.—Toute personne contrefaisant un timbre établi en vertu de cette Loi, ou qui fera usage sciemment d'un timbre contrefait, sera coupable de félonie et passible aux peines de faux.

8.—Il est défendu d'enregistrer et d'enrôler dans les Records publics, aucun document sujet aux droits de timbre lequel ne serait pas revêtu du timbre prescrit par cette Loi, sous peine d'une amende, à discrétion de Justice, qui n'excédera pas £10 stg.

9.—Dans le cas où un document timbré ne serait pas utilisé, l'ayant droit pourra se faire rembourser par le Trésorier des États la valeur des timbres y apposés ou empreints déduction faite de cinq pour cent, contre livraison du document en question, pourvu que la demande en remboursement soit faite dans les deux ans à compter de la date du dit document.

10.—La personne qui signera ou émettra un document quelconque sujet au timbre, ou au profit de laquelle le dit document est présenté ou délivré sera la personne qui fournira et paiera le timbre.

11.—Tout document sujet au timbre devra être timbré dans les deux mois qui suivront son émission.

12.—Nul document sujet au timbre, portant une date postérieure à la promulgation de cette loi ne sera reçu par M. le Greffier du Roi pour enregistrement, ni ne sera admis comme preuve de son contenu, s'il n'est pas timbré.

13.—La Cour Royale est autorisée à passer telles Ordonnances qu'elle jugera nécessaire pour la mise en exécution des dispositions de la présente Loi.

14.—Les amendes seront applicables moitié à Sa Majesté et moitié aux États.

**CÉDULE à laquelle référence est faite dans la susdite
Loi.**

1903.

TARIF POUR TIMBRES.

	<i>s.</i>	<i>d.</i>
1.—Sur tous contrats de transfert d'immeubles et de constitution ou d'amortissement de rente, sur le montant du prix en quartiers, déduction faite des rentes restant dues sur le fonds, par quartier ou partie de quartier.....	2	6
2.—Sur tout contrat d'hypothèque, par quartier ou partie de quartier	2	6
3.—Sur tout contrat d'échange et de contr'échange ou contrat d'assignation et contrat de mariage avec valeur mentionnée par quartier ou partie de quartier ou par chaque £25 stg., ou partie de £25 stg.....	2	6
4.—Sur toutes procurations et contrats d'échange et de contr'échange ou d'assignation et contrats de mariage, valeur non-mentionnée, pour chaque.....	2	6
5.—Sur tous louages et accords provisoires ou définitifs composant engagements entre parties, non spécialement indiqués ailleurs dans ce tarif, pour chaque.....	2	6
6.—Sur toutes obligations pour argent prêté.		
Montant jusqu'à et n'excédant pas £25 stg.	0	8
Au dessus de £25 stg. et n'excédant pas £50	1	3
id. £50 id. £100	2	6
id. £100 id. £150	3	9
id. £150 id. £200	5	0
id. £200 id. £250	6	3
id. £250 id. £300	7	6
id. £300 pour chaque £100 stg., ou partie de £100 stg.....	2	6
7.—Sur tous certificats d'usage et pièces de semblable nature, sur la valeur y mentionnée,		

1903.

s. d.

même taux que sur obligations ; ou valeur non mentionnée, pour chaque	2	6
8.—Sur tous chèques, traites, billets de change, lettres de crédit et billets à ordre, tirés à ou émanant de cette île	0	1
9.—Sur tous reçus ou acquits pour argent ou valeur payée, pour toute somme excédant £2 stg.....	0	1

Sont exceptés tous reçus pour argent ou pour effets à l'encaissement déposés dans une banque et dont le produit est destiné à être retiré au moyen de chèques.

(Enregistré sur les Records le 29 Août 1903.)

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,
The 10th day of August, 1903.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

EARL OF KINTORE

LORD BALFOUR OF BURLEIGH.

Instruction
Publique
Primaire.
Deux
nouveaux
articles
substitués aux
Articles 15 et
16 de la loi de
1903.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 30th day of July, 1903, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer unto this Committee the most humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 3rd April, 1903, setting forth (1) that by an Order in Council dated the 16th day of February, 1903, which has been duly registered upon the Records of this Island, Your Majesty was pleased to give your Sanction to a New Law on Public Primary Education which enacted (amongst

other things) in effect that the initial cost of the site as well as of the construction of a new or enlarged Parochial School should be borne by the States and the Parish concerned in certain proportions; that as soon as the States had voted its proportion, the Parish authorities should levy a rate for defraying its proportion of such initial cost; with certain provisions enabling the Parish authorities to spread its contributions over a term of years not exceeding fifty; and limiting the annual amount to be levied to three pence per Quarter (equals £25) per annum; and enabling the States to make an advance of the proportion of such initial cost falling to the share of the Parish by way of Loan, repayable by instalments with interest at three per cent. per annum; (2) that it is thought desirable and has been suggested in the interests of Primary Education, and in order to encourage the Parishes of the Island to increase their school accommodation, to extend the said provisions of the New Law so as to cover the initial cost of furnishing a New School or Enlarged School, as the case may be, as well as the initial cost of site and buildings; (3) that by a Resolution of the States of the Island passed on the 30th March, 1903, the States approved of the said suggestion and adopted amendments giving effect thereto, with the result that, if Your Majesty should be graciously pleased to approve the prayer of this Petition, Articles 15 and 16 of the said New Law which were set forth in the first Schedule will stand as amended and stated in the second Schedule to the said Petition. And the Bailiff was authorised to present a humble request to Your Majesty praying Your Majesty's sanction to the said Resolution; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to accord Your Royal Sanction to the said Resolution of the 30th March, 1903, and to order and direct that as and from the date of the

1903.

1903.

Order to be made hereon the 15th and 16th clauses of the said New Law on Public Primary Education may be read and take effect as if the clauses set forth in the second Schedule to the said Petition were substituted for the clauses set forth in the first Schedule thereto :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition.”

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve thereof, and to ratify the said new clauses in substitution for clauses 15 and 16 of the Loi sur l’Instruction Publique Primaire, approved by Order in Council of the 16th day of February, 1903, and to order as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order and the said new clauses (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty’s Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

NEW CLAUSES to LOI sur L’INSTRUCTION PUBLIQUE PRIMAIRE referred to in the foregoing Order in Council.

15. Si les États, lorsque consultés, sont d'avis qu'il convient de faire bâtir ou agrandir une école, et d'adopter les plans et devis à eux présentés ils seront appelés à voter leur proportion du coût, tant du site que de l'ameublement et de la construction ou agrandissement, suivant le cas, de la dite école moyennant le coût estimé avec l'addition de dix pour cent pour couvrir les frais de l'architecte et du surveillant (*anglicé* Clerk of Works), et d'autres menues dépenses.

16. Les Connétables et Douzeniers de la paroisse devront dans les deux mois après une délibération affirmative des États lever, par voie de taxe, la proportion de la paroisse pour l'achat du dit terrain, et du dit ameublement et pour la dite construction ou le dit agrandissement ; Bien entendu que les dits Connétables et Douzeniers auront toujours le droit de proposer que la somme à lever sera répartie sur un nombre d'années n'excédant pas cinquante jusqu'à l'entier paiement ; Bien entendu que la contribution à lever n'excédera en aucun cas trois pennis par quartier par année. Le nombre d'années sera fixé avec l'assentiment du Comité des États, ou, en cas de dispute, par la Cour en Corps, sur la demande soit du Comité des États, soit des dits Connétables et Douzeniers. Après que le nombre aura été fixé les États avanceront toutes sommes nécessaires pour compléter la proportion de la paroisse pour l'achat du terrain et l'ameublement et pour la bâtisse ou l'agrandissement de l'école, et auront droit de réclamer annuellement des Connétables le rembours d'une somme équivalente à celle qu'ils ont été autorisés à lever sur la paroisse durant la dite année pour subvenir aux frais du dit achat et du dit ameublement et de la bâtisse ou agrandissement et ce avec intérêt sur le pied de trois pour cent par an sur la balance restant alors due sur la dite avance.

1903.

(Enregistré sur les Records le 28 Novembre 1903.)

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,
The 16th day of November, 1903.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

LORD PRIVY SEAL

MR. A. GRAHAM MURRAY.

International
Copyright.
Denmark and
the Farøe
Islands.

It is this day ordered by His Majesty, by and with the advice of His Privy Council, that printed copies of the following Order in Council relating to Copyright be transmitted to the Royal Court of the Island of Guernsey, viz. :

Order in Council of 9th October, 1903, for giving effect to the accession of Denmark to the International Copyright Union ;

And it is hereby further ordered that the said Order in Council be registered and published in the Island of Guernsey, not as being essential to its operation therein, but that His Majesty's subjects in the said Island may have notice of the said Order in Council having passed, and that they are bound thereby.

And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief for the time being of the Island of Guernsey, and its Dependencies, and all other persons whom it may concern, are to take notice of His Majesty's pleasure hereby signified, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

ORDER IN COUNCIL of the 9th day of October 1903 referred to in the foregoing Order in Council of the 16th day of November 1903.

The Provisions of the Orders in Council of the 28th November 1887 and the 7th March 1898 shall extend to the Kingdom of Denmark and the Faroe Islands as from the 1st July 1903.*

*Voir page 159.

(Enregistré sur les Records le 28 Novembre 1903.)

1903.

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,
The 16th day of November, 1903.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

LORD PRIVY SEAL

MR. A. GRAHAM MURRAY.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 20th day of October, 1903, in words following, viz. :—

Loi Supplémentaire relative aux Déclarations pour la Taxation Paroissiale. Honoraires du Greffier.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 29th day of September, 1903, setting forth (1) that by a Provisional Ordinance of the Royal Court dated the 19th January, 1903, made in pursuance of the powers conferred on that Body by the Laws in force relating to Parochial Taxation, certain Declarations, required to be made by the Ratepayers, were directed to be deposited at the Greffe in the custody and charge of His Majesty's Greffier ; (2) that by another Provisional Ordinance of the Royal Court dated the 30th June, 1903, made in pursuance of the same powers, the Constables of the several Parishes were ordered to deposit at the Greffe a numbered list of the Ratepayers in each Parish to whom Forms of Declaration had been sent ; (3) that there being no existing provision for the remuneration of the Greffier for the services and trouble imposed on him in connection with the custody and charge of the said Declarations the Royal Court on the 11th July, 1903, adopted the Bill or “Projet de Loi” which is set forth in the Schedule to the

1903.

Petition, in order that the same might be submitted to the States, and, if approved by that Body, transmitted to Your Majesty for Your Royal Sanction; (4) that the said Bill was duly presented to the States; and by a Resolution dated the 9th September, 1903, the same was approved by that Body without alteration, and the Bailiff was authorised to present a humble Petition to Your Majesty praying for Your Royal Sanction to the same; most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to give your Royal Sanction to the said Bill or "Projet de Loi" entitled Loi Supplémentaire relative aux Déclarations pour la Taxation Paroissiale, and to order and direct that the same might operate and be in force so as to apply to all Declarations which have been or shall be deposited at the Greffe pursuant to the said Provisional Ordinance of the 19th January 1903:

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition and the said "Projet de Loi" into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said "Projet de Loi" and to declare that the same shall be in force so as to apply to all Declarations which have been or shall be deposited at the Greffe pursuant to the said Provisional Ordinance of the 19th January, 1903."

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve of and ratify the said "Projet de Loi," and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey, so as to apply to all Declarations which have been and shall be deposited

at the Greffe Office in pursuance to the said 1903.
Provisional Ordinance of the 19th January, 1903.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey, and observed accordingly. And the Lieutenant Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI SUPPLÉMENTAIRE RELATIVE AUX DÉCLARATIONS POUR LA TAXATION PAROISSIALE.

Attendu que les Articles 4 et 5 de l'Ordonnance Provisoire relative aux Déclarations pour la Taxation Paroissiale du 19 Janvier 1903, portent que les déclarations solennelles qui doivent être faites en vertu de la dite Ordonnance doivent être déposées au Greffe et que le Greffier du Roi en aura la charge.

Attendu que l'Ordonnance Provisoire Supplémentaire relative aux Déclarations pour la Taxation Paroissiale du 30 Juin, 1903, ordonne que les Connétables des paroisses de cette île déposeront au Greffe une liste numérotée des contribuables de leur paroisse auxquels des déclarations auront été envoyées.

Les Connétables des paroisses de cette île paieront pour le compte de leurs paroisses respectives au Greffier du Roi la somme de trois pennis pour chaque déclaration qui aura été déposée au Greffe en vertu de l'Ordonnance Provisoire relative aux Déclarations pour la Taxation Paroissiale du 19 Janvier 1903.

1904.

Le neuf Janvier, mil neuf cent quatre, pardevant Messire Henry Alexander Giffard, K. C., Chevalier, Baillif, présents: Jean Thomas Ross de Havilland, Jean De Garis, Ferdinand Beckwith Mainguy, Jean Nant Brouard, Ernest Collas, Jean Allez De Garis, George Edward Kinnersly, Thomas Nicolas Le Pelley et George Herbert Le Mottée, écuyers, jurés.

Monsieur le Baillif ayant ce jour communiqué à la Cour un Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 16 Novembre 1903, transmettant à la Cour Royale une copie imprimée d'un Ordre de Sa Majesté en Conseil intitulé "Order in Council of 9th October 1903, applying the provisions of Section 238 of the Merchant Shipping Act, 1894, to deserters from Japanese Vessels," desquels Ordres la teneur suit :—

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE.

The 16th day of November, 1903.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

LORD PRIVY SEAL

MR. A. GRAHAM MURRAY.

Foreign
Deserters.
Japan.

It is this day ordered by His Majesty, by and with the advice of His Privy Council, that printed copies of the following Order in Council relating to Foreign Deserters be transmitted to the Royal Court of the Island of Guernsey, viz. :—

Order in Council of 9th October, 1903, applying the provisions of Section 238 of the Merchant Shipping Act, 1894, to deserters from Japanese vessels :

And it is hereby further ordered that the said Order in Council be registered and published in the Island of Guernsey, not as being essential to its operation therein, but that His Majesty's subjects in

the said Island may have notice of the said Order in Council having passed, and that they are bound thereby :

1904.

And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief for the time being of the Island of Guernsey, and its Dependencies, and all other persons whom it may concern, are to take notice of His Majesty's pleasure hereby signified, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,

The 9th day of October, 1903.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY IN COUNCIL.

WHEREAS by Sub-section (1) of Section 238 of "The Merchant Shipping Act, 1894," it is provided that, where it appears to His Majesty that due facilities are, or will be given by the Government of any foreign country for recovering and apprehending seamen who desert from British Merchant ships in that country, His Majesty may, by Order in Council, stating that such facilities are or will be given, declare that that section shall apply in the case of such foreign country, subject to any limitations, conditions, and qualifications contained in the Order :

And whereas it appears to His Majesty that due facilities are given by the Government of Japan for recovering and apprehending seamen who desert from British Merchant Ships in that Country :

And whereas Her late Majesty Queen Victoria was pleased, by and with the advice of Her Privy Council, on the 19th day of May, 1898, to apply the Provision of Section 238 of "The Merchant Shipping Act, 1894," in the case of Japan :

1904.

And whereas since the date of the above-mentioned Order in Council the Treaty of Commerce and Navigation entered into by Her late Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, and His Majesty the Emperor of Japan, dated the 16th day of July, 1894, has been brought into operation in accordance with the provision of Article XXI. thereof :

And whereas under Article XIV. of such Treaty it was provided that the stipulations therein contained for the recovery of deserters from the vessels of their respective countries should not apply to the subjects of the country where the desertion takes place :

And whereas it is desirable to repeal the said Order in Council of the 19th day of May, 1898 :

Now therefore His Majesty, by virtue of the power vested in Him by the hereinbefore recited Sub-section (1) of Section 238 of "The Merchant Shipping Act, 1894," and by and with the advice of His Privy Council, is pleased to order and declare, and it is hereby ordered and declared, that from and after the publication hereof in the "London Gazette," seamen not being slaves (and not being British subjects) who, within His Majesty's dominions, desert from ships belonging to subjects of His Majesty the Emperor of Japan shall be liable to be apprehended and carried on board their respective ships :

And His Majesty by virtue of the powers vested in Him by the provisions of Section 738 of "The Merchant Shipping Act, 1894," and by and with the advice of His Privy Council, is further pleased to order and declare that upon and after the publication hereof in the "London Gazette" the Order in Council made on the 19th day of May, 1898, and published in the "London Gazette" on the 20th day of May, 1898, shall be revoked and the same is hereby revoked accordingly :

And the Secretary of State for the Home Department, the Secretary of State for the Colonies, and the Secretary of State for India in Council, are to give the necessary directions herein accordingly.

A. W. FITZ ROY.

LA COUR, après lecture des dits Ordres en Conseil en confirmant un Acte de la Cour Royale en date du 11 Novembre 1903, ordonnant l'enregistrement du dit Ordre en Conseil du 9 Octobre 1903, a, ouïes les conclusions des Officiers du Roi, ordonné que les dits Ordres seront enregistrés sur les Records de cette île, et a ordonné et ordonne :—

Toutes fois et quantes qu'un marin ou apprentif n'étant pas sujet Britannique et n'étant pas esclave aura déserté d'à bord d'un navire de la marine marchande appartenant à un sujet de Sa Majesté l'Empereur du Japon, ou à un sujet d'un Gouvernement étranger en faveur duquel il aura plû à Sa Majesté en Son Conseil d'appliquer la provision de la section 238 de l'acte de Parlement dit "The Merchant Shipping Act, 1894" suivant à un Ordre en Conseil qui sera par après enregistré sur les Records de cette île, LA COUR en Police Correctionnelle sur l'application de l'agent consulaire de Sa dite Majesté l'Empereur du Japon ou de son représentant, ou de tel autre agent consulaire de tel autre pays étranger, et sur l'information par serment d'un témoin digne de foi, pourra ordonner que tel déserteur sera saisi par un Connétable et produit devant la dite Cour; et si le fait de désertion est établi, pourra la dite Cour ordonner que tel déserteur sera mis par le Connétable à bord du navire dont il appartient, ou qu'il sera livré au Capitaine, contre-maître, propriétaire ou agent de tel navire afin d'être conduit à bord; bien entendu que si tel déserteur a commis aucun crime ou délit dans cette

1904.

Ile il pourra y être détenu pour être produit devant la Cour, et s'il est condamné, jusqu'à l'expiration de sa sentence.

Et si la désertion a lieu en l'Ile d'Auregny pourront les dites procédures être prises soit devant la Cour Royale de l'Ile de Guernesey, soit devant la Cour de la dite Ile d'Auregny.

Et sera copie de ce présent Acte et Ordonnance transmise par le Greffier du Roi à Monsieur le Juge d'Auregny. Et sera la dite Ordonnance publiée et affichée aux lieux ordinaires afin que personne n'en prétende cause d'ignorance.

(Enregistré sur les Records le 26 Mars 1904.)

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,

The 7th day of March, 1904.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

SIR WILLIAM WALROND

EARL OF KINTORE

SIR DIGHTON PROBYN

MR. CHARLES HARDINGE.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 12th day of February, 1904, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer unto this Committee the humble Petition of Nicholas Barbenson, Esq., Judge and President of the States of the Island of Alderney, setting forth, that at a Meeting of the States holden on the 10th June, 1903, before the Petitioner, to take into consideration the necessity of passing a law relating to Betting, it was thought fit to pass the said law, and the Petitioner most humbly prayed that

Auregny.
Loi pour la
Suppression
des Maisons
de Jeu, des
Paris, et des
Poules.

Your Most Gracious Majesty would be pleased to sanction the said law and to declare Your Royal will and pleasure that the same might have full force of law in Your Majesty's Island of Alderney; and whereas the said law was, on the 18th day of January, 1904, amended in certain particulars by the States of Alderney :

1904.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition, and to ratify the said law, as amended on the 18th day of January, 1904, entitled, “Loi pour la suppression des Maisons de Jeu, des Paris et des Poules.”

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve of and ratify the said Law, as amended by the States of Alderney on the 18th day of January, 1904, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of law within the Island of Alderney.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order and the said Law (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey, and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, of Guernsey, and also the Judge and Jurats of the said Island of Alderney, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

1904.

AUX ETATS DE L'ILE D'AURIGNY.

Aux Etats de l'Ile d'Aurigny, tenus le 10 Juin 1903, devant Nicholas Barbenson, Ecuyer, Juge. Présents. — Nicolas B. Tenier*, Jean M. Duplain, Thomas J. Robilliard, Alfred P. Jourgis†, et Daniel S. Le Cocq, Ecuiers, Jurés, Et Messieurs les Douzainiers représentant le Droit du Public. Et en présence du Major Mosse, 2me Leicestershire Regiment, stationné en cette Ile, représentant son Excellence Monsieur le Lieutenant Gouverneur.

Les Etats ayant approuvé les dispositions du Projet de Loi intitulé “Loi pour la Suppression des Maisons de Jeu, des Paris et des Poules” ont prié Monsieur le Juge de la transmettre à Sa Majesté en Conseil pour confirmation.

PROJET DE LOI POUR LA SUPPRESSION DES MAISONS DE JEU, DES PARIS, ET DES POULES.

Défense
d'établir ou
de maintenir
bureaux ou
établissements
pour paris ou
poules.

1° Il est défendu d'établir, ou de maintenir aucun Bureau ou Etablissement quelconque pour y faire proposer, accepter, ou recevoir des paris ou poules ; soit comme principal, soit comme agent, ou sur commission par rapport à, ou sur le résultat d'une course à chevaux, ou aucune autre course ou compétition ; et ce sous une pénalité qui n'excédera pas £5 Stg. pour la première contravention, et en cas de récidive, sous une pénalité qui n'excédera pas £50 Stg.

Propriétaire
ou occupant
permettant
contravention.

2°. Tout propriétaire, ou occupant d'une maison, Bureau, chambre, ou autre lieu qui, sciemment, permettra que tels maison, Bureau, chambre ou lieu soient employés pour les objets mentionnés dans le susdit Article, sera passible des peines portées dans le dit Article.

Défense dans
rues et lieux
publics.
Exception.

3°. Il est pareillement défendu dans une route, rue, chemin ou lieu public de faire proposer, accepter, ou recevoir des paris, soit comme principal, soit comme

* Renier. † Jourgis.

agent, ou sur commission sous les peines portées dans le premier Article de cette Loi. Toutefois il sera loisible aux personnes ayant la charge de jeux quelconques d'établir des poules sur les jeux en train.

1904.

4°. Le Procureur du Roi pourra ordonner les Connétables ou l'Officier de Police de faire une descente sur toute maison, Bureau, ou chambre qu'il soupçonnera être un lieu où il y a raison de croire que des paris et poules précités sont faits, proposés, reçus et acceptés. Toute personne y mettant opposition sera passible d'une amende à discrétion de Justice qui ne sera pas moins de £14 tournois et qui n'excédera pas £70 tournois.

Pouvoirs des
Connétables.

5°. Il est défendu à toute personne d'annoncer dans des journaux qui pourraient être imprimés et publiés en cette Ile, ou par aucun autre imprimé ou écrit, que ce soit directement ou indirectement que des paris ou des poules sont faits, proposés, acceptés ou reçus dans aucun Bureau, agence, ou quelque lieu que ce soit, dans l'Ile ou ailleurs, sous une pénalité qui ne sera pas moins de £10 Stg. et qui n'excédera pas £30 Stg.

Défense
d'annoncer
paris ou
poules.

6°. La publication de l'adresse ou de l'existence d'un Bureau, agence, ou établissement en cette Ile où des paris ou des poules peuvent être faits, proposés, acceptés ou reçus, rendra le propriétaire de tel Journal ou l'imprimeur, ou l'écrivain de tel imprimé ou écrit passible d'une amende qui ne sera pas moins de £10 Stg. et qui n'excédera pas £30 Stg.

Publication de
l'adresse ou de
l'existence
d'agences ou
d'établisse-
ments
prohibée.

7°. Il est défendu d'envoyer ou de faire envoyer à une personne sous âge aucun avis circulaire, lettre, dépêche, ou autre document invitant telle personne à recevoir ou à faire un pari, ou à prendre part dans aucune affaire ayant rapport à un pari sous peine d'un emprisonnement qui n'excédera pas un mois ou d'une amende qui ne sera pas moins de £10 Stg. et qui n'excédera pas £30 Stg.

Circulaires
envoyées à
mineurs.

1904.
Accords faits
en
contravention
de la Loi sont
nuls.

8°. Tout contrat ou accord soit de paroles, soit par écrit ayant rapport à la proposition, acceptation ou réception d'un pari, ou d'une poule, sera nul et de nul effet, et ne sera pas susceptible d'une action civile pour le recouvrement d'aucun argent, ou d'aucune valeur en dépendant.

(Enregistré sur les Records le 2 Mai 1904.)

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,

The 21st day of April, 1904.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

EARL OF KINTORE

SIR SAVILE CROSSLEY.

Education
Primaire
Obligatoire.
Modification
de l'Article
III.
Certificat
d'Etudes, 5me
Grade au lieu
du 4me Grade.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 11th day of April, 1904, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 12th March, 1904, setting forth—1. that by the existing Law relating to Compulsory Primary Education (which Law was adopted by the States on the 9th May, 1900, and sanctioned by an Order of Her late Majesty in Council dated the 17th September, 1900, Primary Education was made compulsory for all children in the Island above the age of 5 and under the age of 13 years; 2. that by the 3rd Article of the said Law certain exemptions were granted, and amongst others the following—

‘ III Sera exempté de l’Instruction Obligatoire: 1904.

‘ (a) L’enfant auquel sera décerné un Certificat dit “Certificat d’Etudes Primaires” constatant qu’il a passé l’Examen de quatrième grade du Code d’Instruction prescrit par le Comité des Etats aux fins de l’Article vingt de la Loi sur l’Instruction Publique Primaire du 12 Décembre 1893 enregistrée sur les Records de cette Ile le 23 Décembre 1893 ’;

3. that it has been found by experience that children of comparatively tender years are enabled to pass the IVth Standard, and consequently that the above Standard of Exemption is too low; that the Supervisor of Attendance Officers and the States Superintendent of Primary Education in their Report dated the 31st December, 1903, reported (amongst other things) as follows;—

‘ The States have recognised 13 as the age at
 ‘ which a child might be legally employed. We
 ‘ believe that under existing conditions of effi-
 ‘ ciency, many scholars are becoming legally
 ‘ qualified for employment by passing the 4th
 ‘ Standard at an age not contemplated when the
 ‘ Law was enacted. Thus, at the recently
 ‘ completed Official examination of Guernsey
 ‘ Primary Schools 122 scholars passed the 4th
 ‘ Standard and became qualified for employment
 ‘ while under 11 years of age. Of these 15 were
 ‘ between 9 and 10 and one child qualified for
 ‘ employment at the age of 8 years and 9 months.
 ‘ We are convinced that it was not the intention
 ‘ of the States that children of such tender years
 ‘ should be allowed to leave school and go to
 ‘ work. And we therefore respectfully urge the
 ‘ States Committee to take the necessary steps to
 ‘ obtain an Amendment of the Compulsory

1904.

‘Education Law substituting the 5th for the 4th
‘as the exemption standard in the Primary
‘Schools of the Island’;

4. that the recommendation above referred to was duly brought before the States for their consideration, and at a meeting held on the 2nd day of March, 1904, the States adopted a Resolution that Article III subsection (a) of the Law relating to Compulsory Education should be amended by substituting the word ‘cinquième’ for the word ‘quatrième’ (‘fifth’ for ‘fourth’) in that subsection so that the subsection should hereafter stand in the words and figures set forth in the Schedule to the Petition; and most humbly praying that Your Majesty might be graciously pleased to sanction the proposed Amendment of Article III subsection (a) of the Law relating to Compulsory Primary Education and to order and direct that as from the date of Registration of the Order to be made thereon the said subsection might be read and take effect as if the word ‘cinquième’ were substituted for the word ‘quatrième’ therein so that the said Article III subsection (a) should stand in the words and figures set forth in the Schedule to the Petition :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition, and to approve of and ratify the said Amendment of the Projet de Loi entitled ‘Loi relative à l’Education Primaire Obligatoire’.”

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve of and ratify the said Amendment of the "Loi relative à l'Éducation Primaire Obligatoire," and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

1904.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order and the said Amendment (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey, and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

AMENDMENT OF
LOI RELATIVE A L'ÉDUCATION PRIMAIRE
OBLIGATOIRE

referred to in the foregoing Order in Council.

* * * * *

Article III Sera dispensé de l'Instruction Obligatoire

(a) L'enfant auquel sera décerné un "Certificat d'Études Primaires" constatant qu'il a passé l'Examen de Cinquième grade du Code d'Instruction prescrit par le Comité des États, aux fins de l'Article 20 de la Loi sur l'Instruction Publique Primaire du 12 Décembre 1893 enregistrée sur les Records de cette Ile le 23 Décembre 1893.

* * * * *

1904.

(Enregistré sur les Records le 2 Mai 1904.)

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,

The 21st day of April, 1904.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

EARL OF KINTORE

SIR SAVILE CROSSLEY.

Loi portant
modification à
la Procédure
en Plaids
d'Héritage.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 11th day of April, 1904, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 12th March, 1904, setting forth :—1. that with a view to simplifying and improving the Procedure in the Court known as ‘Plaids d’Héritage,’ a Committee of the Royal Court, after consultation with the Crown Officers, reported to the Court that it was advisable to abolish a practice whereby a Creditor is obliged to allow a term of 40 days to elapse between the two stages of an Action known respectively as ‘Troisième Défaut’ and ‘Quatrième Acte,’ during which period he is debarred from taking any step whatever ; 2. that at the Court of Chief Pleas held on the 18th January, 1904, the Court, after hearing the Crown Officers and others, adopted the Bill or ‘Projet de Loi’ set forth in the Schedule to the Petition ; and the Bailiff was requested to submit the same to the States for their consideration with a view to its being presented, if approved, to Your Majesty for Your Royal Sanction ; 3. that the Bill or ‘Projet’ in question was duly

submitted to the States; and at a meeting of that Body held on the 9th day of March, 1904, the same was approved and adopted without alteration; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to sanction the Bill or 'Projet de Loi' intituled 'Loi portant Modification à la Procédure en Plaids d'Héritage' as the same is set forth in the Schedule to the said Petition, and to order and direct that, as from the date of registration of the Order to be made thereon, the said Bill or 'Projet' might have the force of Law within the Island of Guernsey:

1904.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition, and to approve of and ratify the 'Projet de Loi' entitled 'Loi portant Modification à la Procédure en Plaids d'Héritage.'”

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve of and ratify the said “Projet de Loi,” and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order and the said “Projet de Loi” (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other

1904. persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI PORTANT MODIFICATION A LA PROCÉDURE
EN PLAIDS D'HÉRITAGE.

Après le troisième défaut en Plaids d'Héritage contre un débiteur, il ne doit plus s'écouler un terme de quarante jours avant que le saisi ne puisse procéder de nouveau et obtenir le quatrième Acte.

(Enregistré sur les Records le 2 Mai 1904.)

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,

The 21st day of April, 1904.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

EARL OF KINTORE

SIE SAVILE CROSSLEY.

Loi relative
aux Appels.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 11th day of April, 1904, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 12th March, 1904, setting forth—1. That there has been for a long time past and there is now a practice in that Island of allowing a Defendant to an Action as a matter of right to consent to a Judgment against himself in the Lower

Court (Cour Ordinaire) and at the same time to reserve a right of appeal therefrom to the Superior Court (Cour des Jugements); that it is difficult to trace the origin of the practice; that it is usually resorted to by a Defendant who has no real Defence to the Action; that the Appeal in such a case is seldom argued; and it has become a mere device for gaining time; 2. That at the Court of Chief Pleas held on the 18th January, 1904, the Court, after hearing the Crown Officers and others, adopted the Bill or 'Projet de Loi' set forth in the Schedule to the Petition, and the Bailiff was requested to submit the same to the States for their consideration with a view to its being presented, if approved, to Your Majesty for Your Royal Sanction; 3. That the Bill or Projet in question was duly submitted to the States; and at a meeting of that body held on the 9th day of March 1904 the same was approved and adopted without alteration, and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to sanction the Bill or Projet de Loi intituled 'Loi relative aux Appels' as the same is set forth in the Schedule to the Petition, and to order and direct that as from the date of Registration of the Order to be made thereon the said Bill or Projet might have the force of Law within the Island of Guernsey:

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition, and to approve of and ratify the said Projet de Loi entitled 'Loi relative aux Appels.'”

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice

1904.

of His Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI RELATIVE AUX APPELS.

Il ne sera pas permis à l'avenir à un défendeur, soit en Cour de Meubles, soit en Cour d'Amirauté, de porter appel devant la Cour des Jugements d'une sentence rendue contre lui en Cour Ordinaire auquel il aura consenti sans aucun protêt.

(Enregistré sur les Records le 2 Mai 1904.)

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,

The 21st day of April, 1904.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

EARL OF KINTORE

SIR SAVILE CROSSLEY.

Loi relative à
l'Instruction
Publique
Primaire.
L'Abolition de
la Capitation.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey

and Jersey, dated the 15th day of April, 1904, in 1904.
the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 5th February, 1904, setting forth, 1, that by an Order in Council dated the 16th February, 1903, which was duly enrolled on the Records of that Island on the 7th of March, 1903, Your Majesty was pleased to approve of the Bill or “Projet de Loi” intituled “Loi sur l’Instruction Publique Primaire,” and to order that the same should have force of Law within that Island; 2, that by an Order in Council dated the 10th day of August, 1903, Your Majesty was graciously pleased to approve of an amendment of Articles XV. and XVI. of the said Law by extending the provisions of the said Articles to the original furnishing of a School as well as to its construction or enlargement; 3. that at a meeting of the States of Guernsey held on the 29th July, 1903, the States passed certain resolutions to the effect following, viz. :—

(1) Approving of a Provident Fund for the benefit of the Teaching Staff (including the Directress of Pupil Teachers’ Centre), of the Public Primary Schools, and adopting certain Regulations for the government of such Fund;

(2) Sanctioning the payment by the States of an annual sum equal to the deductions from salaries contemplated by one of the said regulations;

(3) Sanctioning, subject to the approval of Your Majesty in Council to this effect, the abolition of a grant known as “Capitation Grant” which is referred to in Articles VI., XXX., and

1904.

XXXIII. of the said Law and substituting in lieu thereof an annual contribution in augmentation of the salaries of the said Teaching Staff ; 4, that at a meeting held on the 25th November, 1903, the States passed a resolution requesting the Royal Court to prepare such Bill or "Projet de Loi" as should be deemed requisite for carrying into effect the changes in the said Law contemplated by the third resolution above referred to, such Bill or "Projet de Loi" to be submitted to the States for their consideration and afterwards to Your Majesty in Council for Your Royal Sanction ; 5, that by an Act of the Royal Court dated the 28th November, 1903, the Court upon the motion of the Crown Officers adopted a Bill or "Projet de Loi" intituled "Loi relative à l'Instruction Publique Primaire, par rapport à l'abolition de la Capitation," as the same is set forth in the Schedule to the Petition ; 6, that the said Bill or "Projet de Loi" was duly submitted to the States for their consideration and by a resolution of that Body passed at a meeting held on the 6th of January, 1904, the said Bill or "Projet de Loi" was approved without alteration, and humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to give Your Royal Sanction to the said Bill or "Projet de Loi" intituled "Loi relative à l'Instruction Publique Primaire, par rapport à l'abolition de la Capitation" and to order and direct that as and from the date of the registration of the Order to be made hereon the same should have force of Law within the Island of Guernsey :

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with

the prayer of the said Petition, and to approve of and ratify the said "Projet de Loi." 1904.

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of law within the Island of Guernsey.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI RELATIVE A L'INSTRUCTION PUBLIQUE
PRIMAIRE PAR RAPPORT A L'ABOLITION
DE LA CAPITATION.

Vu la délibération des Etats de cette Ile en date du 29 Juillet 1903 adoptant les suggestions proposées par le Président du Comité des Etats pour l'Instruction Publique Primaire, en vue de la création d'un fonds de prévoyance pour le bénéfice du Personnel enseignant, y compris la Directrice du "Pupil Teachers' Centre" dans les Ecoles Publiques Primaires.

Vu la Délibération des dits Etats en date du 25 Novembre 1903 priant la Cour Royale de préparer tel Projet de Loi qu'elle jugera convenable pour effectuer les changements nécessaires dans la Loi sur l'Instruction Publique Primaire, sanctionnée par un Ordre de

1904.

Sa Majesté en Conseil le 16 Février 1903, enregistré sur les Records de cette Ile le 7 Mars 1903, pour donner effet à la sus dite délibération des dits Etats, afin que le dit Projet de Loi soit soumis aux Etats pour leur considération et ensuite à Sa Majesté en Conseil pour Sa Sanction Royale.

Article Unique.—Sont et demeurent rappelés les Articles 6 et 33 et l'alinéa (e) de l'Article 30 de la Loi sur l'Instruction Publique Primaire, sanctionnée par un Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 16 Février 1903, enregistré sur les Records de cette Ile le 7 Mars 1903.

(Enregistré sur les Records le 7 Mai 1904.)

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE;

The 21st day of April, 1904.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

EARL OF KINTORE

SIR SAVILE CROSSLEY.

Railway
Companies'
Subsidy, 1903.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 7th day of April, 1904, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 12th March, 1904, setting forth (1) that by an Order in Council dated the 20th day of May, 1903, Your Majesty was graciously pleased to authorise your Petitioners to pay to each of the two Companies, called the London and South Western Railway Company and the Great Western Railway Company, the following sums, viz :—

(1) £1,250 for services rendered during the year ended the 30th September, 1902.' 1904.

(2) £625 for services rendered during the half year ended the 31st March, 1903'; and that Your Majesty was pleased to direct that the same sums might be paid out of the £5,625 comprised under the name of 'Railway Companies' subsidy' in the Budget for the Harbour of Saint Peter Port for the year 1903; (2) that the several sums mentioned in the said Order have been duly paid to each of the two Companies; (3) that at a meeting of the States, held on the 9th day of March, 1904, a resolution was passed approving, provided Your Majesty should graciously sanction the same, the payment of the sum of £937 10s. 0d. to each of the two Companies for services rendered during the period 31st March, 1903, to the 31st December, 1903, and approving, subject to the like sanction, the payment of the said sum out of the £5,625 called 'Railway Companies' subsidy,' comprised in the Budget for the Harbour of Saint Peter Port for the year 1903; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to give Your Royal Sanction to the said Resolution of the 9th day of March, 1904, and to authorise the States to pay to each of the two Companies, viz. :—The London and South Western Railway Company and the Great Western Railway Company the sum of £937 10s. 0d. for services rendered during the period of nine months from 31st March, 1903, to 31st December, 1903, And that the same sums might be paid out of the £5,625 comprised under the name of 'Railway Companies' subsidy' in the Budget of the Harbour of Saint Peter Port for the year 1903 :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition

1904.

into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to sanction the payment of the amounts to the said Companies as proposed."

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve thereof, and to sanction the payment, out of the sum of £5,625 comprised under the name of "Railway Companies' subsidy" in the Budget of the Harbour of St. Peter Port for the year 1903, to each of the said Companies of the sum of £937 10s. 0d. for services rendered during the period of nine months from 31st March, 1903, to 31st December, 1903.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

(Enregistré sur les Records le 9 Mai 1904.)

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,
The 21st day of April, 1904.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

EARL OF KINTORE

SIR SAVILE CROSSLEY.

Havre de
St. Samson.
Assimilation
des Droits de
Tonnage et
des Droits sur
marchandises
importées à
ceux du
Havre de St.
Pierre-Port.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey

and Jersey, dated the 20th day of April 1904, in the words following, viz. :—

1904.

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901 to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated February, 1904, setting forth that by an Order in Council dated the 2nd day of September, 1858, Her late Majesty Queen Victoria was pleased to sanction the execution of certain Works for the Enlargement and Improvement of the Harbour of St. Peter Port and to sanction a certain Tariff of Dues set forth in the Schedule **A** to the said Order, and to authorise the levying by the States of (1) the Impôt on Wines (2) the Duty on Goods Imported and (3) the Tonnage Dues contained in the said Tariff until such times as the sums already borrowed and the expenditure incurred and to be incurred in respect of the Works therein mentioned should have been entirely discharged and paid off; and Her Majesty was further pleased to grant to the Bailiff and Jurats of the said Island authority, from and after the time when the said Debt and expenditure should have been entirely discharged and paid off, to levy the Dues and Duties set forth in Schedule **B** to the said Order, which Schedule included (1) Duties on Goods Imported, and (2) Tonnage Dues, both on a lower scale than the scale of Schedule **A** to be applied by the said Bailiff and Jurats as in the said Order mentioned; that by virtue of several subsequent Orders in Council further Works and modifications of the original Works were sanctioned, and the Dues and Duties mentioned in Schedule **A** to the Order of 1858 were from time to time altered and modified to meet the additional expenditure; and loans were from time to time contracted for the purposes of the said undertaking; that no alteration has ever been

1904.

made in Schedule **B**; that a copy of Schedule **A** so far as it relates to Duties on Goods Imported is set forth in the Schedule to the Petition and is therein referred to as **A** (1858); that a copy of the whole of Schedule **B** is also set forth in the schedule to the Petition and is therein referred to as **B** (1858); that there is another Harbour in the Island of Guernsey called the Harbour of St. Sampson distant about two miles from the Harbour of Saint Peter Port; that the levying of Dues in the Harbour of St. Sampson has been governed by Orders in Council made from time to time for that purpose; by one of such Orders, which was dated the 5th day of July, 1865, Her late Majesty was pleased to sanction the alteration of the Tariff of Dues then in force by virtue of a previous Order in Council of 17th December, 1860, by repealing the 3rd Article of the same and substituting for it the provisions set forth in the Schedule (marked **A**) annexed to the Order now in statement and to authorise the levying of the Dues set forth in the said Schedule in lieu and place of those contained in the Article so repealed; and Her Majesty was further pleased to order and direct that the proposed Dues of Sixpence a ton upon vessels arriving in ballast and without passengers (as set forth in the 3rd Article of the Schedule marked **A** thereunto annexed) should not be increased for a period of Twenty years at least and that from the time when the levying of the said Dues should commence the several Duties then payable upon the shipment of stones and other goods under Her Majesty's Order in Council of the 31st July, 1839, as well as the Dues created by Her Majesty's Order in Council of 25th November, 1853, should be no longer leviable; and Her Majesty was further pleased to order and direct that the Dues levied in the Harbour of St. Sampson as well as in any other Harbour which might be constructed in the

1904.

Island should be applicable to certain purposes as in the Order set forth ; that the whole of the Debt and Expenditure incurred in respect of the Harbour of St. Peter Port has been discharged and paid off, the last instalment thereof having been paid off as upon the 31st December, 1903, from which date the Tariff of Dues on Goods Imported set forth in Schedule **B** to the Order in Council of 1858 came into operation in lieu of the then existing Tariff ; that this reduction applies to all goods imported into the Island at whichever Harbour they may be landed ; that as from the same date the Tariff of Tonnage Dues set forth in Schedule **B** to the same Order came into force at the Harbour of St. Peter Port in lieu of the then existing Tariff ; but that the States are advised that the reduction did not apply to the Harbour of St. Sampson, and that the Tonnage Dues leviable at that Harbour are still governed by Schedule **A** to the Order in Council of 1865, herein-before referred to ; that there remains a small Debt on the Harbour of St. Sampson amounting to £2,500 or thereabouts ; that by virtue of a Resolution of the States this Debt is being liquidated out of the Revenues of the Harbour by annual instalments of £500 each ; that the existence of two different rates of Tonnage Dues at two Harbours lying so near to one another is causing considerable inconvenience ; that at a Meeting of the States of the Island held on the 20th day of January, 1904, it was resolved in effect, subject to the sanction of Your Majesty in Council, that the Dues levied in both Harbours both as regards Duties on Goods Imported and Tonnage Dues should be assimilated ; and humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to sanction the assimilation of the Tonnage Dues as well as of the Dues on Goods Imported at the Harbour of St. Sampson to those which are now levied at the Harbour of St.

1904.

Peter Port under Schedule **B** to the Order in Council of 1858, And to Order and direct that the States might be authorised as from the date of the registration of any Order to be made on the Petition to levy Tonnage Dues at the Harbour of St. Sampson according to the Tariff of the like Dues set forth in the same Schedule in lieu of the Tariff of Tonnage Dues at the same Harbour which was set forth in the Schedule **A** to the aforesaid Order in Council of 1865, which last-mentioned Tariff the States pray may be repealed; and that Your Majesty might be further pleased to order and direct that the Dues so to be levied at the Harbour of St. Sampson should be applied as follows and in the order following, viz. :—

- “1. To the maintenance and in general to the ordinary expenses of the Harbour of St. Sampson and its Dependencies.
- “2. To the payment of the cost of the Works already voted, and of such as may with Your Majesty’s sanction be hereafter voted for the improvement of the said Harbour.
- “3. To the cost of erecting and maintaining such Piers or other Harbour Works on the Coasts of the Island as Your Majesty in Council may be pleased to authorise on the Petition of the States.
- “4. To the liquidation of the debts incurred for the carrying on of the Works executed or hereafter to be executed in the Harbours of St. Sampson and Saint Peter Port :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may

be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition.”

1904.

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve thereof and to direct that the Tonnage Dues, as well as the Dues on Goods Imported at the Harbour of St. Sampson shall, on and after the registration of this Order in Guernsey, be levied under Schedule **B** to the Order in Council of the 2nd day of September, 1858 (a copy of which is hereunto annexed) and that the said Dues shall be applied in the manner recommended in the said Report; provided always that no Tonnage Dues whatever shall be paid by any of His Majesty's Ships or other vessels of State, or by any Yacht belonging to a recognised Yacht Club, or by any fishing boat or oyster boat not having any other merchandise on board; and His Majesty is further pleased to repeal Schedule **A** to the said Order in Council of the 5th July, 1865 :

And His Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

SCHEDULE referred to in the foregoing Order in Council.

ARTICLE I.

*Le quart des droits d'entrée sur les marchandises spécifiées dans l'article deuxième du Tarif de droits

*Un Ordre en Conseil en date du 20 Mars 1905, enregistré sur les Records le 8 Avril 1905, autorise la levée pour le compte des Etats de Droits Additionnels sur les Marchandises importées dans l'île, en outre les Droits en vigueur vertu de l'Article I. Cédule B. de l'Ordre en Conseil du 2 Septembre 1858, lesquels appartiennent aux Bailiff et Jurés de la Cour Royale. Voir aussi Ordre en Conseil du 16 Février 1906, enregistré le 6 Mars 1906, modifiant le susdit Ordre par rapport à l'application des droits Additionnels.

1904. contenu dans la Cédule **A** (*to the Order in Council of 2nd September 1858*), à l'exception des chevaux lesquels paieront 2s. 6d.

ARTICLE 2.

Un Droit de Tonnage sur la jauge légale Anglaise des Navires comme suit :—

1. Tout navire qui amarrera ou jettera l'ancre dans la Rade, sans y charger ou décharger des marchandises et sans y embarquer ou débarquer des passagers, paiera un penny par tonneau.
2. Tout navire qui chargera ou déchargera des marchandises dans la Rade, ou qui y embarquera ou débarquera des passagers paiera deux pennis par tonneau.
3. Bien entendu qu'un navire touchant à Guernesey deux fois dans le cours d'un même voyage, qui déchargera en Rade, tant en allant qu'en revenant, et ce dans un intervalle qui n'excédera pas une semaine, ne paiera en revenant qu'un penny par tonneau.
4. Tout navire qui entrera dans le Havre sans y charger ou décharger des marchandises, et sans y embarquer ou débarquer des passagers, paiera deux pennis par tonneau. Bien entendu qu'un navire qui paiera les Droits ci-après spécifiés, ne sera pas aujet aux Droits portés aux Articles précédents.
5. Tout navire à l'exception des bateaux à vapeur et des navires qui jaugent au-dessous de soixante tonneaux, qui entrera le Havre pour y charger ou décharger des marchandises, ou pour y embarquer ou débarquer des passagers, paiera six pennis par tonneau.

6. Les navires qui jaugent au-dessous de soixante tonneaux, et les bateaux à vapeur paieront quatre pennis par tonneau. 1904.
7. Les navires de vingt tonneaux ou au-dessous, venant immédiatement de quelque partie du Bailliage, pourvu qu'ils n'apportent point de marchandises qui auraient été chargées ailleurs que dans ce Bailliage, et qu'ils n'en chargent point pour être déchargées ailleurs que dans le Bailliage, ne paieront qu'un penny par tonneau.

Tout navire qui déchargera des marchandises ou débarquera des passagers dans cette Ile, ailleurs que dans la Rade ou dans le Havre de St. Pierre Port, paiera les mêmes Droits qu'un navire qui déchargerait dans le Havre.

(Enregistré sur les Records le 9 Juillet 1904.)

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,
The 23rd day of June 1904.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

MR. SECRETARY LYTTTELTON

EARL WALDEGRAVE

SIR H. E. TASCHEREAU.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 2nd day of June, 1904, in the words following, viz. :—

Loi modifiant
la Loi relative
aux Huiles ou
Essences
Minérales ou
Végétales ou
autres
Substances de
la même
nature.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer unto this Committee the most humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 30th day of April, 1904, setting forth that the Law now in force with respect to the

1904.

Sale and Storage of Mineral and Vegetable Oils and Essences and other substances of the like nature is regulated and governed by an Order in Council dated the 4th day of July, 1893, and registered on the Records of the Island on the 22nd July, 1893, as modified by a subsequent Order in Council dated the 15th January, 1897, and registered on the said Records on the 30th of January 1897; that considerable inconvenience having been found in the working of Articles I., III., IV. and V. of the existing Law a Committee of the States was duly appointed to consider and report upon the said Articles, and to suggest alterations and modifications thereof with a view to removing the said inconvenience, that the said Committee presented more than one Report on the subject and such Reports were duly considered by the States; and finally by a resolution of the States dated the 29th of July, 1903, the States accepted a supplementary Report and referred it to the Royal Court to prepare a Bill or 'Projet de Loi' to give effect to the recommendations of the said Comitétee contained in the said supplemental Report and in their previous main Report, which bore date the 17th December, 1902; that the Royal Court having taken up the said reference duly prepared a Bill or 'Projet de Loi' for the purpose of giving effect to the said recommendations, and by an Act of the Court dated the 14th of March, 1904, the Bailiff was requested to lay the said Bill or 'Projet de Loi' before the States for their approval with a view to its subsequent transmission to Your Majesty in Council for Your Royal sanction; that the Bailiff accordingly brought the said Bill or 'Projet de Loi' before the States; and after considerable discussion and debate the States on the 15th of April, 1904, adopted the said Bill or 'Projet de Loi' with some slight modifications; that the said Bill or 'Projet de Loi' as modified by the States is

1904.

intituled 'Loi modifiant la Loi relative aux Huiles ou Essences Minérales ou Végétales ou autres substances de la même nature,' and is set forth in the Schedule to the said Petition; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal sanction to the said Bill or 'Projet de Loi' as set forth in the Schedule to this Petition and to declare it to be Your Majesty's Royal Will and Pleasure that the same should have force of Law in the Island of Guernsey as from the expiration of ten days after the Order to be made thereon should have been registered on the Records of the Island :

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition, and to approve of the said Projet de Loi."

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of law within the Island of Guernsey.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

1904.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI MODIFIANT LA LOI RELATIVE AUX HUILES
OU ESSENCES MINÉRALES OU VÉGÉTALES
OU AUTRES SUBSTANCES DE LA MÊME
NATURE.

Préambule.

Vu les délibérations des États en date du 27 Février 1903 et du 29 Juillet 1903 accueillant les rapports d'un Comité des dits États chargé d'examiner une requête présentée par plusieurs Membres des États au sujet de l'Article 3 de la loi relative aux huiles ou essences minérales ou végétales ou autres substances de la même nature du 22 Juillet 1893.

Sont et demeurent rappelés les Articles 1, 3, 4 et 5 de la Loi relative aux huiles ou essences minérales ou végétales ou autres substances de la même nature du 22 Juillet 1893, et seront les articles suivants substitués à leur place lesquels seront censés former partie de la dite Loi.

Déclaration
par
l'importateur
d'huiles ou
essences au-
dessus de
73° Fahr.

1.—Tout importateur d'huiles ou d'essences minérales ou végétales ou autres substances de la même nature susceptibles de produire des vapeurs inflammables dans un vaisseau clos à une température inférieure à 73 degrés de thermomètre Fahrenheit (Abel Pinsky instrument), devra dans les vingt-quatre heures avant l'arrivée du navire contenant la dite cargaison, délivrer sous sa signature au bureau du Superviseur de la Chaussée une déclaration désignant son adresse, la quantité, la qualité et le degré d'inflammabilité des dites huiles ou essences et la nature de l'emballage sous peine d'une amende qui n'excédera pas cinq livres stg. en outre la confiscation de la dite cargaison à la discrétion de la Cour.

Superviseur
enregistrera
déclarations
et en livrera
copies aux
Connétables.
Débarque-
ment se fera à
l'endroit
indiqué par
Maître de
Port.

Le Superviseur de la Chaussée sera tenu d'enregistrer ces déclarations dans un livre spécialement tenu à cet effet et en délivrera immédiatement copie aux

Connétables de la paroisse du domicile du consignataire. Le débarquement des marchandises devra se faire à l'endroit indiqué par le maître du port sous peine d'une amende qui n'excédera pas cinq livres sterling tant contre le maître de navire que contre toute personne aidant à leur débarquement dans un endroit qui n'aura pas été indiqué par le maître de port.

1904.

Le débarquement et le transfert d'un chargement seront surveillés par un Inspecteur nommé à cet effet par le Superviseur de la Chaussée. L'importateur payera au dit Superviseur cinq chelins pour les frais de l'Inspecteur.

Débarquement et Transfert seront surveillés par l'Inspecteur. Honoraire de 5s.

3.—Il est défendu à toute personne, d'emmagasiner, garder dans sa possession vendre ou débiter aucunes des substances mentionnées dans l'Article 1er, sans avoir préalablement obtenu une licence à cet effet des Connétables et Douzeniers de la paroisse où le magasin, dépôt ou débit est situé et ce sous peine d'une amende qui n'excédera pas dix livres sterling.

Licences pour emmagasiner, vendre ou débiter.

Il sera payé pour l'octroi de chaque licence comme suit savoir :—

Prix des Licences.

Au dessus d'un demi-gallon et n'excédant pas deux gallons	£0	2	6
Au dessus de deux gallons et n'excédant pas dix gallons	0	5	0
Au dessus de dix gallons et n'excédant pas cent gallons	0	15	0
Au dessus de cent gallons et n'excédant pas deux mille gallons	1	0	0

La licence indiquera le nom, prénoms et domicile du licencié, la description du local affecté soit au débit au dépôt ou à l'emmagasinage et fixera la quantité d'huiles ou d'essences que la dite personne pourra garder sur les prémisses ainsi licenciées, bien entendu que cette quantité ne pourra dans aucun cas

Forme de la licence, et conditions.

1904.

excéder 2,000 gallons. La licence ne sera accordée que sous les conditions spécifiées dans la cédule A ci-dessous écrite ; sera valable pour une année, personnelle et non transférable.

Devoirs des
Connétables et
Douzeniers
avant
d'accorder
licence.

Les Connétables et Douzeniers avant d'accorder une licence feront examiner, aux frais du consignataire, le dépôt ou débit où il est proposé de garder les matières inflammables, par l'Inspecteur, nommé à cet effet par le Superviseur de la Chaussée, lequel fera un rapport aux dits Connétables et Douzeniers constatant que le dit dépôt ou débit est convenable pour tel emmagasinage, bien entendu qu'il ne sera accordé aucune licence :—

Cas où licence
ne sera pas
accordée.

- (a) Pour un magasin ou édifice dans lequel il est proposé d'emmagasiner deux gallons de liquide inflammable, si tel magasin ou édifice est en communication directe soit avec une maison d'habitation soit avec des appartements dans lesquels il est d'habitude d'allumer du feu, ou si d'après la nature des environs il y a lieu de croire qu'il y aura quelque danger.
- (b) Pour un magasin ou édifice dans lequel il est proposé d'emmagasiner du liquide inflammable excédant deux gallons et n'excédant pas dix gallons si tel magasin ou édifice est employé soit en entier soit en partie comme une maison d'habitation ou si le dit magasin ou édifice est construit de matière inflammable, ou si le dit magasin ou édifice est en communication directe avec un autre édifice ou partie d'un édifice employé pour un autre objet ainsi augmentant le danger de tel emmagasinage.
- (c) Pour tout magasin ou édifice dans lequel il est proposé d'emmagasiner plus de dix gallons

de liquide inflammable à moins que tel magasin ou édifice ne soit employé exclusivement et ne soit entièrement propre au dit emmagasinage et à moins que l'Inspecteur ne soit satisfait qu'il n'y ait aucun danger.

1904.

	Ville.		Cam- paigne.		
	s.	d.	s.	d.	
1° Sur une application pour une licence n'excédant pas 10 gallons	3	6	5	0	Honoraires de l'Inspecteur sur une application pour une licence.
2° Sur une application pour une licence n'excédant pas 100 gallons	5	0	7	6	
3° Sur une application pour une licence de 100 gallons à 2,000 gallons	10	0	12	6	

Les Connétables de la paroisse recevront tant le montant des licences que les honoraires de l'Inspecteur pour ses rapports et les remettront au Superviseur de la Chaussée après déduction de dix pour cent de commission que les dits Connétables sont autorisés à retenir pour leurs peines et vacations.

4.—Si les Connétables et Douzeniers refusent d'accorder une licence, la personne qui l'aura demandée pourra s'adresser à la Cour en Corps laquelle, après avoir entendu tant les Connétables et Douzeniers que l'Inspecteur, refusera ou accordera la dite licence. La décision de la Cour sera finale et sans appel.

5.—Les Connétables et Assistants de Connétables dans leurs paroisses respectives ainsi que l'Inspecteur dûment autorisé par le Superviseur de la Chaussée, pourront en tout temps faire la visite des maisons, des maisons de débit, dépôt ou magasins licenciés afin de s'assurer que ni les dispositions de cette loi ni les conditions de la licence aient été violées, et toute personne trouvée coupable d'avoir enfreint aucun des règlements contenus dans sa licence sera passible d'une

1904. amende qui n'excédera pas £5 stg. en outre la
forfaiture de la licence.

Empêchement
à la visite d'un
Connétable ou
de
l'inspecteur.

Tout propriétaire ou locataire qui refusera de
permettre la dite visite ou de montrer tout local ou
tous ustensiles dans lesquels sont gardées aucunes des
substances spécifiées dans l'Article 1er sera passible
d'une amende qui n'excédera pas cinq livres sterling.
En cas de refus persistant le Connétable pourra user
de force, si besoin est, et dans ce cas le délinquant
sera passible en Police Correctionnelle d'un emprison-
nement qui n'excédera pas deux mois.

Forme de la Licence.

Forme de la
Licence.

Les Connétables et Douzeniers de la paroisse de...
.....octroyent une licence à M.....
pour (emmagasiner, garder, vendre) pour une période
de douze mois à compter du.....gallons de
.....sur les prémisses situées à.....en la
paroisse de.....

Cédule A.

Cédule A.

1.—That the liquids specified shall be stored in.....
.....which building or place shall
have been examined by the inspector and shall have
been found to satisfy the requirements of the following
regulations laid down for his guidance.

2.—That the place of storage aforesaid be in all
respects kept and maintained in the same condition
that it was when inspected before the granting of this
licence.

3.—That there be no fire, forge, furnace, flame or
similar source of danger, or any storage of explosives
or of highly inflammable material within twenty feet
of such place of storage, unless separated therefrom
by a wall or partition of sufficient strength and height
to prevent the communication of fire, and should

contain no window, door or other opening, other than such fire-proof doors as are necessary for the purposes of access to the premises, and are open only when required for the said purposes.

1904.

4.—That the inflammable liquids be kept either in two-gallon tins or exclusively in strong metal vessels, the openings of which are covered with fine wire gauze and fitted with screw caps, and the vessels fitted with secure taps so constructed and connected as to prevent leakage or escape of vapour; and that such vessels and taps shall be kept in thorough good order.

5.—In the case of vendors that the storage vessels be painted in conspicuous characters with the name of the liquid and the words “highly inflammable.”

6.—That the liquids specified be only conveyed to or from the licensed premises between sunrise and sunset and in closed vessels free from leakage.

7.—That the liquids specified be not conveyed to and from the licensed place in a vehicle in which explosives or other articles likely to cause fire are also carried.

8.—That no artificial light, fire or article capable of causing fire, be at any time taken into or near the place of storage.

9.—That the vessels containing the liquids specified be only opened upon the licensed premises, at or near the place of storage and for the time necessary for drawing off the needed supply; and that during such drawing off every reasonable precaution be adopted for preventing the escape of the fluid or of the vapour therefrom.

10.—That all liquids specified received upon the premises be at once taken to, and upon delivery be at once taken from the place of storage.

1904.

11.—That the licensee do take effectual precautions for preventing unauthorised and all persons under 15 years of age from obtaining access to the place of storage.

12.—That no less than a bushel of sand be kept with each ten gallons or under of the liquid stored, except when the quantity exceeds 100 gallons, in which case one bushel of sand for every twenty-five gallons must be kept, and some portion of this must be constantly kept immediately under the tap of the vessel. The place of storage of the sand to be under the control of the Inspector.

13.—If a tank is used for storage it shall satisfy the following conditions :—

- (a) It must be constructed of good metal.
- (b) It must be properly tested before use, and seen to be perfectly tight and staunch.
- (c) It must at all times while in use be so well fitted that the inflammable liquid contained in it cannot escape therefrom in the form of liquid, whether under the action of fire or otherwise.
- (d) If it has a ventilating pipe, that pipe must be of suitable character and construction, and its orifice must be effectively protected by wire gauze.
- (e) Every other opening in the tank, whether to be used as a manhole or for a pipe or other purpose, such a ventilating pipe as aforesaid, must have a neck whose length is at least equal to one half of the diameter of the opening, and every such opening when not in actual use must be securely closed by an effective and properly secured cap, cover or tap.

(Enregistré sur les Records le 26 Novembre 1904.)

1904.

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,

The 14th day of November, 1904.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD CHANCELLOR

MR. A. GRAHAM MURRAY

LORD PRESIDENT

MR. J. L. WHARTON

EARL OF KINTORE

SIR A. F. ACLAND-HOOD.

MR. SECRETARY AKERS-DOUGLAS

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 3rd day of November, 1904, in the words following, viz. :—

Loi relative à
l'Entretien des
Voies
Publiques.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 11th day of August, 1904, setting forth—1. That on the 29th September, 1903, the States of the Island of Guernsey presented to Your Majesty a humble petition praying Your Majesty to sanction a resolution of the States of the 21st January, 1903, so far as related to a Tax on landed property in lieu of the ‘Equivalent’ and to authorise the States to levy as and from the 1st January, 1904, a Tax not exceeding £1,200 upon the letting value of landed property situate outside the district under the direction of the Street Board of Saint Peter Port, and that to be in lieu of the present ‘Equivalent’ such Tax to be appropriated to the maintenance of the Public Roads of the Island: And further to authorise the Royal Court to pass such Ordinances as might be necessary for giving effect to the said resolution; 2. that the said petition was referred to the Lords of the Committee of Council for the affairs of Guernsey and Jersey and was considered

1904.

by their Lordships : And on the 17th October, 1903, the Clerk of the Council, by their direction, wrote a letter to the Bailiff of Guernsey pointing out that in a previous petition of the States, the prayer of which had been complied with, it had been stated that the proposition to levy such a Tax would be the subject of a 'Projet de Loi,' and the Clerk of the Council intimated that as the proposed Tax was to be in lieu of the 'equivalent,' any such 'Projet de Loi,' that might be submitted, should include provision for repeal of so much of the Law of 1894 as might be necessary ; 3. that the Bailiff, on the 4th November, 1903, replied to the said letter of the Clerk of the Council acquiescing in the view that the procedure should be by 'Projet de Loi' as originally proposed and stating that he would propose to the States to pass a 'Projet de Loi' dealing with the said proposed Tax and repealing so much as might be found necessary of the Law of 1894 ; 4. that the Crown Officers were accordingly instructed to prepare a Bill or 'Projet de Loi' with the above object. In the course of preparing their draft it was made apparent to them that it would be desirable to take the opportunity of amending and consolidating the existing Laws (first) with regard to the framing and revising 'Cadastrés,' (secondly) with regard to the up-keep of roads lying outside the district under the direction of the Street Board of Saint Peter Port. They accordingly framed and presented to the Royal Court for consideration the draft of a consolidating Bill or 'Projet de Loi' which was in substance and effect the same as that which is set forth in the Schedule to the said petition ; 5. that at the adjourned Court of Chief Pleas held on the 9th May, 1904, the said Bill or 'Projet' was considered and after hearing the conclusions of the Crown Officers, was adopted by the Court : and the Bailiff was requested to submit the

said Bill or 'Projet' to the States with a view to its being subsequently presented to Your Majesty for Your Royal sanction; 6. that the said Bill or 'Projet' was in due course submitted by the Bailiff to the States for their consideration; and at a sitting of the States held on the 27th July, 1904, the States were pleased to adopt the said Bill or 'Projet' under the title of 'Loi relative à l'Entretien des Voies Publiques,' and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to sanction the said 'Projet de Loi' intituled 'Loi relative à l'Entretien des Voies Publiques,' as the same is set forth in the schedule to the said petition, and to order and direct that the same should have the force of Law within the Island of Guernsey, as from the date of the registration thereof on the Records of that Island:

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition and the said 'Projet de Loi' into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said 'Projet de Loi,' and to declare that the same shall have force of Law within the Island of Guernsey.”

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve of and ratify the said "Projet de Loi," and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey, as from the date of the Registration thereof on the Records of the Island.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of

1904.

the Island of Guernsey, and observed accordingly. And the Lieutenant Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI RELATIVE A L'ENTRETIEN DES VOIES
PUBLIQUES.

Préambule.

Vu la délibération des États de cette Ile, en date du 21 Janvier 1903, de lever entre autres choses, et moyennant la sanction de Sa Très Excellente Majesté en Conseil une taxe n'excédant pas £1,200 sur la valeur locative des propriétés situées hors l'enceinte sous la direction du Conseil pour l'Entretien des Rues de St. Pierre-Port, et ce au lieu de l'Équivalent actuel :—

Vu la délibération des dits États en date du 9 Septembre 1903 autorisant M. le Supérieur de la Chaussée à prendre les démarches nécessaires pour la confection d'un Cadastre de chaque Paroisse qui indiquera, en outre les détails exposés dans le Cadastre actuel qui a été confectionné en conformité à l'Ordre en Conseil de 1901 tant la valeur estimée en quartiers de froment de rente que la valeur locative de chaque propriété située hors l'enceinte sous la direction du Conseil pour l'entretien des Rues de St. Pierre-Port, lequel Cadastre actuel a été fait suivant les dispositions de la Loi relative à l'Équivalent sanctionnée par un Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 9 Mars 1901, enregistré sur les Records de cette Ile le 30 Mars 1901 :

Attendu, qu'afin de donner effet aux susdites délibérations des États du 21 Janvier 1903 et du 9 Septembre 1903, il sera nécessaire de faire rappeler les dispositions des Lois relatives à l'Entretien des Voies Publiques hors l'enceinte susdite en tout ce qui a rapport à l'Équivalent, et d'y substituer d'autres :

1904.

Attendu qu'il convient tout en rappelant les dites dispositions concernant l'Équivalent, de consolider toutes les lois relatives à l'Entretien des Voies Publiques hors l'enceinte susdite :—

I.—Les États répareront et entretiendront à leurs frais les voies publiques suivantes :—

Voies
Publiques
entretenu
par les États.

1.—Les grandes routes, rues et chemins de l'Ile comme par le passé.

2.—Les voies publiques de la Ville et Paroisse de Saint Pierre-Port à l'exception de celles dont l'entretien et la réparation sont confiés au Conseil pour l'entretien des rues de la dite paroisse, aux fins des dispositions de l'Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 7 Mars 1898, enregistré sur les records de cette île le 19 Mars 1898, et à l'exception aussi des Esplanades et des Quais du Havre de Saint Pierre-Port et des quais et routes présentement à la charge du Havre de St. Samson, lesquels sont réparés et entretenus de la manière indiquée dans les Ordres de Sa Majesté en Conseil au sujet des dits havres.

Ne sera compris dans l'entretien d'une voie publique le coupement des broussailles, lequel restera à la charge de ceux qui y sont présentement tenus.

II.—En considération des charges ainsi entreprises, les États lèveront et percevront annuellement les contributions spécifiées ci-dessous, savoir :—

Les États
percevront
contributions
ci-dessous.

III.—BB.

- | | |
|--|--|
| <p>1904.</p> <hr/> <p>Taxe n'excédant pas £1,200 sur valeur locative de certaines propriétés.</p> <p>Taxe sur pierres exportées.</p> <p>Licences pour voitures publiques.</p> <p>Droits sur chevaux.</p> <p>Taxe sur Automobiles.</p> <p>Taxe sur Vélocipèdes.</p> | <p>1.—Une taxe n'excédant pas £1,200 sur la valeur locative des propriétés situées hors l'enceinte sous la direction du Conseil pour l'entretien des Rues de St. Pierre-Port et ce au lieu de l'Équivalent actuel.</p> <p>2.—Une taxe sur les pierres exportées sanctionnée par Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 11 Janvier 1900, enregistré sur les Records de cette Ile le 27 Janvier 1900.</p> <p>3.—Les Licences pour les voitures publiques sanctionnées par Ordre en Conseil du 30 Janvier 1893 enregistré sur les records le 14 Février 1893.</p> <p>4.—Un droit de douze chelins sterling sur chaque cheval de l'Ile âgé de deux ans ou au delà, à l'exception des chevaux appartenant au Commandant-en-Chef et aux officiers de la garnison ; bien entendu toutefois que les chevaux de l'Ile dits anglicé "ponies," n'ayant pas plus de treize paumes de hauteur, ne contribueront que cinq chelins sterling par an.</p> <p>5.—Une taxe d'Une Livre sterling par an sur les Automobiles sanctionnée par Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 10 Août 1903, enregistré sur les Records de cette Ile le 22 Août 1903.</p> <p>6.—Une taxe de deux chelins six pennis sterling par an sur chaque vélocipède en usage dans l'Ile, sanctionnée par le susdit Ordre en Conseil du 10 Août 1903.</p> |
|--|--|

DU CADASTRE.

Experts seront présentés par Connétables et seront assermentés.

III.—Les Connétables de chaque paroisse présenteront à la Cour Royale deux experts pour faire un cadastre de chaque propriété située dans leurs paroisses.

IV.—Les dits experts seront assermentés.

V.—Le Cadastre énoncera :—

- 1.—La désignation de la propriété.
- 2.—Le nom et l'adresse du Propriétaire.
- 3.—Le nom de l'occupant.
- 4.—L'arpentage du terrain.
- 5.—La valeur de la propriété estimée en quartiers de froment de rente.
- 6.—Le nombre et la désignation des bâtiments.
- 7.—La valeur locative.
- 8.—La valeur contribuable.
- 9.—Le montant de la contribution.

1904.

 Cadastre
énoncera.

La carte officielle fera foi de l'arpentage du terrain à moins de preuve du contraire.

 Carte
Officielle.

VI.—Tout propriétaire curateur aux biens, tuteur et procureur d'un propriétaire, et tout saisi d'héritage et agent, est tenu dans le mois qui suivra la date de l'enregistrement de l'Ordre en Conseil sanctionnant la présente loi, d'envoyer aux Connétables de la paroisse où la propriété est située pour être transmise par eux au Superviseur de la Chaussée, une déclaration par écrit signée de lui, constatant du meilleur de sa connaissance :

 Déclaration
sera faite par
propriétaires,
curateurs,
saisis, etc.

- 1.—La désignation de la propriété pour laquelle il est responsable.
- 2.—Le nom et l'adresse du propriétaire.
- 3.—Le nom et l'adresse de l'occupant.
- 4.—L'arpentage du terrain.
- 5.—Le nombre et la désignation des bâtiments.
- 6.—Le montant du loyer si la propriété est louée.

Le tout sous une pénalité n'excédant pas Une livre sterling applicable moitié à Sa Majesté et moitié aux États.

1904.

Cadastre sera
déposé pour
inspection.

VII.—Lors de la confection du Cadastre le Superviseur donnera connaissance par le moyen d'une annonce dans la partie de la *Gazette* autorisée pour les annonces officielles, que le cadastre de la paroisse sera déposé à un lieu dans la dite paroisse désigné dans la dite annonce, pour l'inspection des contribuables pendant quinze jours dénommés.

Significations
au
Superviseur
par
Contribuables.

Pendant cette quinzaine tout contribuable pourra signifier le Superviseur de la Chaussée par le Sergent du Roi, qu'il y a dans le cadastre de la paroisse où la propriété pour laquelle il est responsable est située, quelque inexactitude par laquelle il est lésé, et nommément :—

- 1.—Que certaines propriétés désignées n'y figurent pas.
- 2.—Que l'arpentage de certaines propriétés n'est pas exact.
- 3.—Que certaines propriétés désignées y figurent pour moins qu'elles ne valent.
- 4.—Que certaines propriétés désignées y figurent pour plus qu'elles ne valent.

Bien entendu que le fait de n'avoir pas envoyé une signification aux fins que dessus n'empêchera pas un contribuable de disputer le montant de sa contribution pour des raisons qui lui sont particulières.

Révision du
Cadastre.

VIII.—Sur les significations envoyées, le Comité des États chargé de dresser les dits cadastres et de les rectifier de temps en temps, pourra corriger le cadastre, après quoi, si le contribuable n'est pas satisfait, le dit Comité priera la Cour Royale d'autoriser un Commis, pour, devant le dit Commis, régler les différends élevés par les significations, et le cadastre sera arrêté devant Commis après avoir entendu les parties. Néanmoins si l'une ou l'autre partie le requiert, le dit Commis devra remettre le différend à la Cour Ordinaire dont la décision sera finale.

IX.—Le Cadastre, après qu'il aura été finalement arrêté, sera authentiqué sous la main du Superviseur de la Chaussée, et servira de base pour les contributions de chaque propriétaire.

1904.

Cadastre sera authentiqué par Superviseur.

X.—Les Cadastres seront confectionnés aux frais des États.

Cadastres aux frais des États.

XI.—Les Forts, la Cour Royale, la Prison Publique, les lieux dévoués exclusivement au Culte Religieux, les Ecoles Paroissiales, les Cimetières Paroissiaux, les Hôpitaux, et les Propriétés des États, sont exemptés de la taxe.

Propriétés publiques exemptées.

XII.—Les Usufuitiers et les Saisis de propriétés seront sujets à être taxés pour les dites propriétés.

Usufuitiers et Saisis

DE LA PERCEPTION DE LA TAXE SUR LA VALEUR LOCATIVE.

XIII.—La taxe sur la valeur locative de propriétés sera payable le 10 Octobre 1905 et de chaque année ensuivant et sera perçue, savoir : dans la paroisse de St. Pierre-Port au bureau des États, et dans les autres paroisses de l'île par les Connétables de chaque paroisse.

Taxe sur la valeur locative payable le 10 Octobre.

Et sera le produit de la taxe reçue par les Connétables versé entre les mains du Superviseur de la Chaussée, après déduction de cinq pour cent de commission que les dits Connétables sont autorisés à retenir pour leurs peines et vacations sur le montant qu'ils auront respectivement perçu.

Taxe moins 5 p.c. sera payée au Superviseur par Connétables.

DE LA PERCEPTION DES DROITS SUR LES CHEVAUX.

XIV.—Tout propriétaire de cheval et de poney n'ayant plus de treize paumes de hauteur, en cette île, à l'exception du Commandant-en-Chef et des Officiers de la garnison, sera tenu, pendant le mois de Janvier de chaque année, de déclarer par écrit aux Connétables de la paroisse dans laquelle il habite, le nombre de chevaux et de poneys dont il est propriétaire, et ce sur

Déclarations seront faites en Janvier par propriétaires de chevaux.

1904.

la peine d'une amende, à discrétion de Justice, qui ne sera pas moins de 14 livres tournois et n'excédera pas 42 livres tournois.

12s. par cheval.
5s. par poney.

XV.—Sur les déclarations ci-dessus (et dans l'absence d'une déclaration après que le propriétaire d'un cheval a été mis à l'amende comme sus est dit) les Connétables de chaque paroisse recevront pour l'année courante une contribution de Douze chelins sterling du propriétaire de chaque cheval dans l'Île, de deux ans ou au delà, et Cinq chelins sterling pour chaque "poney," bien entendu que la contribution pour un cheval sera réduite par un chelin, et pour un "poney" par cinq pennis, pour chaque mois échu de l'année lors de leur arrivée dans l'Île.

Importateur
de cheval
paiera
contribution
dans les 24
heures de
l'arrivée.

Tout importateur de cheval devra, dans les vingt-quatre-heures de son arrivée, payer au Superviseur de la Chaussée, le montant de l'avant dite contribution, sur peine d'une amende, à discrétion de Justice, qui ne sera pas moins de 14 livres tournois et n'excédera pas 42 livres tournois ; bien entendu que si le dit cheval est importé à la place d'un cheval mort ou exporté hors de l'Île sur lequel la contribution de l'année a été payée, la susdite contribution lui sera remboursée après preuve faite.

Application
des Amendes.

Et seront les dites amendes applicables au bénéfice des États.

Registres des
noms des
propriétaires
seront gardés
par
Connétables et
publiés.

XVI.—Les Connétables de chaque paroisse garderont un registre des noms des propriétaires de chevaux dans leurs paroisses respectives avec le nombre de chevaux que chacun possède, et les listes pour l'année seront publiées annuellement, aux frais des États, pendant le mois de Mars, dans la partie de la *Gazette* autorisée pour les annonces officielles.

Contributions
seront payées
chaque Mars
par
Connétables
au
Superviseur.

XVII.—Le montant des contributions sera, avant la fin du mois de Mars de chaque année, versé par les Connétables de chaque paroisse entre les mains du Superviseur de la Chaussée, lequel paiera les frais de

publication et cinq pour cent de commission qu'ils sont autorisés à retenir pour leurs peines et vacations. 1904.

DE L'ADMINISTRATION DES VOIES PUBLIQUES
DE L'ÎLE.

XVIII.—Le Comité actuel des grandes routes sera dorénavant appelé le Comité des voies publiques. Comité des Voies Publiques.
Ce Comité sera renouvelé de temps à autre par les États comme par le passé.

XIX.—L'entretien et la réparation des voies publiques mis à la charge des États aux fins de l'article I. de cette Loi, sont confiés au Comité des voies publiques, lequel aura droit aux services d'un inspecteur nommé à cet effet aux frais des États, et dont les devoirs seront réglés par le dit Comité. Comité aura soin des voies publiques. Inspecteur.

XX.—Les voies publiques de l'Île seront divisées par le Comité en autant de districts que le dit Comité jugera nécessaires ; à chacun desquels il sera préposé un surveillant aux frais des États. Districts et Surveillants

XXI.—Les surveillants détermineront avec l'approbation du Comité ou de l'inspecteur, le travail qu'il sera nécessaire de faire de temps à autre dans leurs districts respectifs, pour l'entretien et la réparation des voies publiques, et ils auront la surintendance immédiate du dit travail. Ils devront veiller que les ouvriers remplissent bien leur devoir, et que les matériaux soient placés convenablement, et ils devront voir que les directions du Comité soient dûment observées. Devoirs des Surveillant

XXII.—Les surveillants seront tenus de garder chacun un livre-journal, dans lequel ils inséreront jour par jour :— Livre-journal sera gardé par Surveillant.

- 1.—Le nom de la route ou chemin dans lequel du travail est en voie d'être effectué.
- 2.—Les noms des ouvriers employés au dit travail et le nombre d'heures pendant lesquelles chacun d'eux a respectivement travaillé, et

1904

- 3.—La quantité de matériaux livrés dans le district pendant la journée, pour le compte des États, le nom de l'entrepreneur qui les aura livrés et le nom de la rue ou chemin où telle livraison aura eu lieu.

Et sera copie de toutes les insertions susdites faites durant la semaine précédente fournie chaque semaine par chaque surveillant à l'inspecteur.

Loix
rappelées.

XXIII.—Sont et demeurent rappelées :—

- 1.—La loi relative à l'entretien des Voies Publiques sanctionnée par un Ordre en Conseil du 23 Août 1894 enregistré sur les Records le 8 Septembre 1894.
- 2.—La Loi portant modifications à la Loi relative à l'entretien des Voies Publiques sanctionnée par un Ordre en Conseil, en date du 15 Mai 1900, enregistré sur les Records le 7 Juin 1900.
- 3.—La Loi relative à l'Équivalent sanctionnée par un Ordre en Conseil, en date du 9 Mars 1901, enregistré sur les Records le 30 Mars 1901.

(Enregistré sur les Records le 26 Novembre 1904.)

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,
The 14th day of November, 1904.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD CHANCELLOR	MR. A. GRAHAM MURRAY
LORD PRESIDENT	MR. J. L. WHARTON
EARL OF KINTORE	SIR A. F. ACLAND-HOOD.
MR. SECRETARY AKERS-DOUGLAS	

Loi relative à
la Vente de
Tabac.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey

and Jersey, dated the 3rd day of November, 1904, in the words following, viz. :—

1904.

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 11th day of August, 1904, setting forth :—1. that at a meeting of the States held on the 9th September, 1903, they resolved as follows :—

- (1.) That for the future it should be forbidden to sell Tobacco without licence ;
- (2.) That licences for the sale of Tobacco should be of 3 classes :—
 - (i.) Licences for places where the quantity stored should not exceed 30 lbs avoirdupois at any one time.
 - (ii.) Licences for places where the quantity stored should not exceed 150 lbs. avoirdupois at any one time.
 - (iii.) Licences for places where the quantity stored should exceed this limit.
- (3.) That there should be paid for each licence of the first class the sum of 5 shillings per annum ; for those of the second class, £1 per annum ; and for those of the third class, £5 per annum ; and that licences should be renewable every quarter ;
- (4.) That holders of licences of the third class should be the only persons entitled to drawback on exported tobacco ;
- (5.) That the importation into the Island of stem tobacco without leaf, unless the same had first been denatured, should be prohibited under a penalty not exceeding £50 ;
- (6.) That the Royal Court should be requested to prepare a Bill or ‘Projet de Loi’ to give

1904.

effect to the preceding declarations, such Bill or 'Projet de Loi' to be submitted to the States for their approval ;

2. that accordingly a Bill or 'Projet' intituled 'Loi relative à la vente de Tabac' was prepared and submitted to the Royal Court and considered by them ; and after hearing the conclusions of the Crown Officers, the Court on the 9th day of May, 1904, adopted the Bill or 'Projet' substantially in the words and figures set forth in the Schedule to the said Petition ; and the Bailiff was requested to place the said Bill or 'Projet' before the States with a view to its being, if approved, submitted to Your Majesty for Sanction ; 3. that the said Bill or 'Projet' was laid before the States in due course, and at a meeting held on the 27th of July, 1904, the States were pleased to approve and adopt the same with a slight modification, which is incorporated in the Bill or 'Projet' set forth in the Schedule to the Petition, and humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to give Your Royal Sanction to the said Bill or 'Projet de Loi' intituled 'Loi relative à la Vente de Tabac' as the same is set forth in the Schedule to the said Petition, and to order and direct that the same should have force of Law within the Island of Guernsey."

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition and the said 'Projet de Loi' into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said 'Projet de Loi' and to declare that the same

shall have force of Law within the Island of Guernsey.” 1904.

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order and the said ‘Projet de Loi’ (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey, and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty’s Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI RELATIVE A LA VENTE DE TABAC.

Vu les délibérations des États de cette Ile dans leur Assemblée tenue le 9 Septembre 1903.

1.—Il est défendu de vendre le Tabac sans licence sous peine d’une amende à discrétion de Justice qui n’excédera pas Dix livres sterling, et qui n’excédera pas Vingt livres sterling en cas de récidive. Défense de vendre sans licence.

2.—Les licences pour la vente de Tabac en détail seront de trois classes, savoir :— 3 Classes de Licence.

1ère Classe.—Les licences pour les lieux où la quantité de Tabac emmagasiné n’excédera pas trente livres avoirdupois à la fois.

2ème Classe.—Les licences pour les lieux où la quantité de Tabac emmagasiné n’excédera pas cent cinquante livres avoirdupois à la fois.

	3ème Classe.—Les licences pour les lieux où la quantité de Tabac emmagasiné excédera cette limite.
Prix des licences.	3.—Il sera payé au Superviseur de la Chaussée pour chaque licence comme suit :— Pour la 1ère Classe, cinq chelins par an. Pour la 2ème Classe, une livre sterling par an. Pour la 3ème Classe, cinq livres sterling par an.
Superviseur octroiera licence sur réquisition par écrit.	4.—Le Superviseur de la Chaussée est autorisé à octroyer les licences sur une réquisition par écrit signée de la personne demandant la licence, laquelle réquisition mentionnera le nom, prénom et la résidence de la personne demandant la licence, la classe de licence, et le lieu où le tabac sera emmagasiné.
Licences expirent le 31 Décembre.	5.—Les licences expireront le 31 Décembre de chaque année.
Défense d'importer tiges de tabac non dénaturé.	6.—Il est défendu d'importer dans cette île des Tiges de Tabac, sans feuille à moins que le tabac n'ait été premièrement dénaturé, sous peine d'une amende contre tout contrevenant qui n'excédera pas Cinquante livres sterling.
Remboursement de l'Impôt.	7.—Les marchands munis de licences de la troisième classe seront les seules personnes qui auront le droit de réclamer le remboursement de l'Impôt sur les Tabacs exportés.
Application du produit des licences.	8.—Le produit des licences sera applicable au compte général des États.
Cour autorisée à passer Ordonnances.	9.—La Cour Royale est autorisée à passer telles Ordonnances qu'elle jugera nécessaires pour régler tout ce qui a rapport à la mise en exécution des dispositions de cette Loi.
Date où loi vient en force.	10.—Cette Loi viendra en force le 1er Janvier 1905, ou dans le cas qu'elle ne soit pas enregistrée à la dite date, dans la quinzaine qui suivra l'enregistrement.
Application des amendes.	Et seront les amendes applicables moitié à Sa Majesté et moitié au délateur.

(*Enregistré sur les Records le 16 Janvier 1905.*)

1905.

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,
The 12th day of December, 1904.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT	EARL OF MINTO
LORD CHAMBERLAIN	SIR JOHN DORINGTON.

It is this day ordered by His Majesty, by and with the advice of His Privy Council, that printed copies of the following Order in Council relating to Copyright be transmitted to the Royal Court of the Island of Guernsey, viz. :—

International
Copyright.
Sweden.

Order in Council of 12th December, 1904, for giving effect to the accession of Sweden to the International Copyright Union :

And it is hereby further ordered that the said Order in Council be registered and published in the Island of Guernsey, not as being essential to its operation therein, but that His Majesty's subjects in the said Island may have notice of the said Order in Council having passed, and that they are bound thereby.

And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief for the time being of the Island of Guernsey, and its Dependencies, and all other persons whom it may concern, are to take notice of His Majesty's pleasure hereby signified, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

ORDER IN COUNCIL of the 12th December 1904 referred to in the foregoing Order in Council of the 12th December 1904.

The Provisions of the Order in Council of the 28th November 1887 shall extend to the Kingdom of Sweden as from the 1st August 1904.*

*Voir page 159.

1905.

(Enregistré sur les Records le 4 Février 1905.)

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,

The 12th day of January, 1905.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY
 ARCHBISHOP OF CANTERBURY
 MR. SECRETARY AKERS-DOUGLAS
 MR. E. R. WODEHOUSE.

Loi relative
 aux Explosifs.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 30th day of December, 1904, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer unto this Committee the humble petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 11th day of November, 1904, setting forth—1. that at an adjourned Court of Chief Pleas of this Island held on the 4th of July, 1904, the Court on the recommendation of the Crown Officers adopted a Bill or *Projet de Loi* relating to Explosives, and the Bailiff was requested to lay the said Bill or *Projet* before the States, in order that if approved by that body it might be submitted to Your Majesty in Council for Your Royal Sanction; 2. that the said Bill or *Projet* was accordingly laid before the States in due course, and by a resolution, dated the 19th of October, 1904, the States were pleased to adopt the said Bill or *Projet* with certain modifications, and the President was authorised to present in the name of the States a humble Petition to Your Majesty in Council praying for Your Majesty's Royal sanction to the same; 3. that the said Bill as adopted by the States is intituled “*Loi relative aux Explosifs*,” and is in the words and figures set forth in the Schedule to

the Petition ; 4. that the said Bill or Projet has been framed upon the basis of the Rules and Regulations now in force, with regard to Explosives in the United Kingdom, and is for the most part a translation of a draft Ordinance which was prepared at the suggestion of His Excellency the Lieutenant-Governor of the Island by the Chief Inspector of Explosives under the Secretary of State for the Home Department, with such modifications as were necessary to adapt the regulations to the Laws and constitution of this Island ; and humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to give Your Royal Sanction to the said Bill or Projet intituled "Loi relative aux Explosifs," and to order and direct that the same might have the force of Law in this Island.

1905.

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition, and to approve of the said Projet de Loi."

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve of and ratify the said "Projet de Loi," and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey, and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's

1905.

Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI RELATIVE AUX EXPLOSIFS.

Article Général.—Définitions.

Par “explosif” on entend la poudre à canon, la nitroglycérine, le fulmicoton, l'acide picrique, la dynamite, la gélatine à mine, la gélignite, le fulminate de mercure ou d'autres métaux, ainsi que toute autre substance, similaire ou non aux substances ci-dessus, employée ou fabriquée en vue de produire un effet pratique ou un bruit par explosion, ou un effet pyrotechnique. Le terme comprend les feux d'artifice, les feux colorés, les mèches, les capsules, les détonateurs, les cartouches, les munitions de toutes sortes, et toute adaptation ou préparation d'un explosif, comme il est défini plus haut.

Le terme “fabrication” signifie la composition d'un explosif au moyen de ses parties constituantes, ou par des procédés chimiques, le remplissage ou la fabrication de cartouches ou munitions, autrement que par unités pour un usage immédiat, la décomposition en ses éléments ou autrement la désagrégation d'un explosif, la recombinaison, la modification, la réparation ou l'adaptation à l'usage de tout explosif avarié, autrement que par fusion dans une bassinoire sûre et convenable destinée à cet effet.

Le terme “bâtiment à danger” ou “bâtiment dangereux” signifie tout bâtiment renfermant ou pouvant renfermer un explosif, à moins que ce bâtiment ne soit spécialement exempté par une licence.

1905.

Le terme “explosifs sans danger” ou “explosifs non dangereux” comprend toutes capsules, cartouches, mèches électriques ou de sûreté, qui ne sont pas sujettes à éclater en masse, *et tous les autres explosifs qui ne sont pas classés par un Ordre ou Ordonnance de la Cour Royale actuellement en vigueur.**

Le terme “inspecteur” signifie toute personne dûment désignée par la Cour Royale pour appliquer cette Loi.

Un explosif sera censé avoir été “importé” s’il est débarqué en aucun lieu de l’Ile, ou apporté dans un havre quelconque ou à moins d’un demi-mille de toute chaussée, quai, ou débarcadère.

Par le terme “munitions de bateau” il faut entendre toute poudre à canon, fusées, fusées-signaux, ou autres explosifs à bord d’un bateau, ou en cours de transport, soit à un bateau, soit en sens contraire, en vertu d’un acte du Parlement actuellement en vigueur.

Le terme “bateau” s’appliquera à tout navire, barque, bateau ou bâtiment de mer.

TITRE I.—CLASSIFICATION DES EXPLOSIFS.

Les explosifs seront classifiés comme suit :—

Classe I.—La poudre à canon et tous les explosifs destinés à être employés en charges pour mines, canons, petites armes, ou pour tout autre but semblable, qu’ils soient ou non contenus dans des cartouches ou charges non munies de leurs moyens d’ignition, et n’ayant ni fer ni acier dans leur confection.

Classe II.—Les fulminates de mercure et d’argent, et tout autre explosif ainsi classé par un Ordre ou Ordonnance de la Cour Royale actuellement en vigueur.

*Par un Ordre en Conseil en date du 11 Juillet 1905 enregistré sur les Records le 25 Juillet 1905 les mots suivants “et tout autre explosif qui se trouve ainsi classifié par une Ordonnance de la Cour pour lors en vigueur” ont été substitués aux mots imprimés en italique.

1905.

Classe III.—Toutes munitions contenant leurs moyens d'ignition, ou ayant du fer ou de l'acier dans leur confection, lesquelles ne forment pas des explosifs sans danger.

Classe IV.—Les détonateurs chimiques et les détonateurs électriques.

Classe V.—Les feux d'artifice, les feux colorés, et tout autre explosif ainsi classé par un Ordre ou Ordonnance de la Cour Royale actuellement en vigueur.

Classe VI.—Les explosifs non dangereux.

TITRE II.—FABRICATION.

Aucune fabrication ne sera pratiquée, si ce n'est dans une usine autorisée par licence de la Cour Royale.

Bien entendu que rien dans cet Article ne sera censé s'appliquer :

(a) A la confection d'une petite quantité d'explosif pour des expériences chimiques, et non pour un usage pratique ou pour la vente.

(b) A la confection de cartouches pour petites armes appartenant à la Classe VI., sous les conditions énumérées plus loin.

Toute personne contrevenant à cet Article sera censée avoir commis un délit de premier chef.

(La traduction de l'article général, Définitions du Titre I., Classifications des Explosifs et du Titre II. —Fabrication, qui se trouve dans la Cédule annexée à la présente Loi sera censée une traduction officielle).

TITRE III. CONSERVATION.

Aucun Explosif des Classes I. à V. ne sera gardé, excepté :

(a) Dans une usine autorisée pour les explosifs.

(b) Dans un entrepôt autorisé pour les explosifs.

(c) Dans un magasin autorisé pour les 1905.
explosifs.

(d) Dans une maison autorisée pour tenir des
explosifs.

Bien entendu que rien dans cet Article ne sera
censé s'appliquer :

(a) A une personne gardant pour son usage
privé et non pour la vente, une quantité de
poudre à canon n'excédant pas deux livres.

(b) A une personne gardant pour un temps
limité un explosif nécessaire pour quelque but
spécial, au lieu ou près du lieu de son emploi,
avec le consentement de la Cour Royale, ou
aux conditions imposées par elle.

Toute personne contrevenant à cet Article sera
censée avoir commis un délit de troisième chef.

TITRE IV.—DEMANDE D'AUTORISATION POUR USINE OU ENTREPÔT.

Toute personne désirant obtenir l'autorisation
d'établir ou d'exploiter une usine ou un entrepôt
devra d'abord adresser une demande à l'Inspecteur.
Cette demande devra être accompagnée d'un plan en
double dressé d'après une échelle montrant le site
proposé de l'usine ou de l'entrepôt, et l'exposé détaillé
du procédé de fabrication qu'on se propose de suivre,
ou de la nature et de la quantité d'explosifs qu'on
se propose de garder, et de tout autre renseignement
que l'Inspecteur pourrait exiger. Si l'Inspecteur est
convaincu que l'autorisation peut être accordée sans
danger, il préparera alors un brouillon de licence
contenant les conditions et les restrictions qu'il pourra
juger nécessaires pour assurer une sécurité raisonnable,
et il l'enverra au postulant, avec son consentement
par écrit de soumettre la demande à la Cour Royale.
Le postulant devra alors déposer au Greffe le projet
de licence, et faire publier un avis dans la partie

1905.

de la *Gazette* autorisée pour les annonces officielles, trois Samedis consécutifs, et un avis semblable sera affiché, trois Dimanches également consécutifs, dans le cadre de l'église de la paroisse où se trouve le site de l'usine ou de l'entrepôt proposé. Ces avis doivent indiquer clairement le site de l'usine ou de l'entrepôt proposé, et déclarer que le projet de licence peut être vu au Greffe, et aussi quel jour et à quelle heure la demande en autorisation sera soumise à la Cour Royale.

La demande pourra alors être présentée à la Cour Royale au jour et à l'heure indiqués dans l'avis. Si la Cour Royale est assurée que lesdits avis ont été dûment publiés, et après avoir entendu tous les opposants, s'il y en a, elle pourra accorder la licence en conformité avec le projet ou imposer telles conditions ou restrictions additionnelles qu'elle jugera à propos, le postulant ayant préalablement payé les droits prévus plus loin, ou bien elle pourra refuser la licence.

TITRE V.—AMENDEMENTS DE LICENCES.

Lorsque l'occupant d'une usine ou d'un entrepôt désire obtenir un amendement à sa licence, il peut en faire la demande de la manière prévue dans l'Article précédent, mais là où l'Inspecteur est assuré que l'amendement n'entraîne aucune augmentation matérielle de danger pour le public, il pourra donner au postulant la permission de s'adresser à la Cour Royale sans publication d'avis, et alors lesdits avis n'auront pas besoin d'être publiés. Cet Article sera censé s'appliquer aussi au renouvellement d'une licence avec amendement.

TITRE VI.—LICENCES D'USINES ET D'ENTREPÔTS.

Les termes et conditions de toute licence d'usine ou d'entrepôt seront dûment observés et nulle partie d'aucune usine ou entrepôt ne sera employée à n'im-

porte quel usage non en conformité avec la licence. L'usine ou l'entrepôt sera maintenu en conformité avec la licence, et aucune altération ou addition matérielle ne sera faite aux bâtiments, si ce n'est en conformité à un amendement de licence accordé par la Cour Royale.

1905.

Toute contravention à cet Article sera considérée comme délit de second chef.

TITRE VII.—RÈGLES GÉNÉRALES POUR LES ENTREPÔTS ET BÂTIMENTS DANGEREUX.

Les règles générales suivantes seront observées dans tout bâtiment à danger :—

- (1) L'intérieur, les établis, les étagères, et les aménagements de tout bâtiment à danger seront construits, ou doublés ou couverts de façon à empêcher l'exposition de tout fer ou acier, ou le détachement de tout sable, gravier, ou autre substance semblable, qui pourrait venir en contact avec un explosif ou avec ses ingrédients ; et ils seront tenus libres de gravier, et propres par ailleurs.
- (2) Tout bâtiment à danger servant à renfermer un explosif sera muni d'un paratonnerre efficace, à moins d'en être exempté par écrit de l'Inspecteur.
- (3) Les déchets de coton huilé, et tout autre article quelconque sujet à la combustion spontanée ne seront introduits dans aucun bâtiment dangereux, à moins que ce ne soit par nécessité, pour les y employer immédiatement, et dans ce cas, ils en seront retirés dès qu'ils ne seront plus requis.
- (4) Avant de faire des réparations à aucun bâtiment dangereux, tout explosif ou toute poussière explosive seront enlevés avec soin. Durant les réparations, le bâtiment ne sera point jugé bâtiment dangereux.

1905.

- (5) Tous outils et instruments employés dans un bâtiment à danger seront de bois, de cuivre jaune, de cuivre rouge, ou de quelque autre matière tendre, excepté du consentement par écrit de l'Inspecteur.
- (6) Il ne sera en aucun temps introduit dans un bâtiment à danger, de feu ni de lumière artificielle (autre que celle de nature à pouvoir être approuvée par l'Inspecteur) ni allumettes, ni substance ou article susceptible d'occasionner du feu ou un incendie.
- (7) Personne ne marchera sur le plancher d'un bâtiment dangereux, sans avoir d'abord mis des chaussures d'un modèle approuvé par l'Inspecteur pour empêcher l'introduction du gravier ou le contact des clous de fer de ses chaussures avec le plancher, ou sans avoir ôté ses chaussures. L'occupant procurera dans ce but des chaussures d'un modèle approuvé par l'Inspecteur et sans clous de fer. Ces chaussures seront tenues près de la porte du bâtiment, et ne pourront servir en dehors du bâtiment ni en aucun endroit où elles pourraient venir en contact avec le gravier.
- (8) Toute personne travaillant dans un bâtiment dangereux ou dans une usine portera un vêtement non inflammable approuvé, lequel sera fourni par l'occupant, et elle ne pourra avoir de poches à aucune partie de son vêtement. Toute personne, à son entrée et à tout moment pendant sa présence, à l'intérieur d'une usine ou d'un entrepôt, devra se soumettre à être fouillée par l'occupant ou toute autre personne par lui désignée à cet effet, ou par l'Inspecteur, et, au cas qu'il soit trouvé sur elle quelque article prohibé par la Règle

Générale No. 6, elle sera réputée coupable d'avoir violé ces règles. 1905.

- (9) Nulle personne ne fumera à l'intérieur ou aux abords d'un bâtiment dangereux.
- (10) Tout explosif dans un bâtiment dangereux, s'il n'est actuellement manipulé, sera tenu constamment entièrement couvert.
- (11) Un explosif que l'on transporte dans un bâtiment dangereux, ou en sens contraire, sera contenu dans une caisse close ou un réceptacle clos n'ayant ni fer ni acier à nu à l'intérieur, et ne contenant aucune substance ou article autre que l'explosif.
- (12) Nulle personne au-dessous de 16 ans ne sera admise dans aucun bâtiment dangereux, sans la surveillance de quelqu'un en âge et compétente.
- (13) Tout explosif fabriqué ou en cours de fabrication sera enlevé, avec toute la diligence requise, de tout bâtiment d'une usine aussitôt que sera terminée l'opération relative à cet explosif, que l'on exécute dans ledit bâtiment.
- (14) Toutes les fois qu'un danger peut se produire par la présence d'une substance étrangère dans un explosif ou dans un de ses ingrédients, cet explosif ou ingrédient sera examiné à fond, passé au tamis ou traité autrement, pour en éliminer ou en exclure, autant qu'il sera praticable, cette substance étrangère.
- (15) A l'approche d'un orage, toutes personnes devront se retirer à une distance du bâtiment suffisante pour leur sécurité, et nulle n'y retournera avant que l'orage soit passé.
- (16) Aucune caisse contenant un explosif ne sera déposée, traînée ou traitée brusquement dans un bâtiment à danger.

1905.

- (17) Il sera tenu constamment deux seaux d'eau ou plus dans tout bâtiment dangereux d'une usine où l'on pratique une fabrication, à moins que l'Inspecteur n'ait signifié par écrit que ce n'est pas nécessaire.
- (18) Tout bâtiment dangereux sera tenu fermé à clef d'une manière sûre, en tous temps, quand il n'y aura personne dedans.
- (19) Un explosif d'une classe ne sera point gardé dans le même réceptacle qu'un explosif d'une autre classe, ni dans le même bâtiment, à moins qu'il n'y ait entre eux une cloison de nature et de caractère à prévenir, dans l'opinion de l'Inspecteur, l'explosion de l'un de ces explosifs par sa communication avec l'autre.
- (20) L'occupant, et toute personne employée ou présente à l'intérieur ou aux environs d'un bâtiment dangereux, prendront toutes les précautions voulues pour prévenir tout accident par le feu ou l'explosion, et pour empêcher toute personne non autorisée d'obtenir accès au bâtiment.
- (21) Dans tout bâtiment à danger, on tiendra constamment affichés, bien en vue, en anglais et en français, une copie de ces règles et un avis des limitations imposées par la licence en ce qui regarde le bâtiment.

Toute personne contrevenant à ces règles sera réputée coupable d'un délit de troisième chef.

TITRE VIII.—LICENCES POUR PROVISION.

Toute personne voulant tenir en réserve une petite quantité d'explosif pour l'employer dans une carrière ou pour tout autre but pourra faire la demande d'une licence pour provision. Les dispositifs de cette Ordonnance relatifs aux demandes de licences pour

usines ou entrepôts, seront également applicables aux demandes de licences pour provisions. 1905.

Les licences pour provisions seront accordées moyennant soumission aux conditions suivantes :—

(a) Un magasin sera soit un bâtiment de brique, de pierre, de béton ou de fer, ou un réceptacle solide en bois ou en fer.

(b) La construction du magasin sera de nature à empêcher les personnes non autorisées de trouver accès aux explosifs y contenus.

(c) Le magasin devra être situé à une distance d'au moins 25 verges de toute maison d'habitation, boutique, école, église, grand chemin, carrière en exploitation ou autre lieu ou bâtiment fréquenté ou servant à des réunions, et aussi à pareille distance de tout autre magasin pour explosif.

(d) La quantité d'explosif à garder en réserve dans un magasin n'excédera pas cent cinquante livres de poudre, ou, au lieu de chaque livre de poudre non gardée, une demi-livre de n'importe quel explosif de la Classe I. ou bien deux livres de n'importe quel explosif de la Classe V., et, en sus, mille détonateurs ordinaires chimiques ou électriques.

Toute contravention à ces conditions sera réputée délit de troisième chef.

TITRE IX.—RÈGLES GÉNÉRALES POUR LES MAGASINS.

Là où un magasin est de dimensions à permettre à une personne d'y entrer, ce magasin sera réputé bâtiment dangereux, et les Règles Générales pour bâtiments dangereux s'y appliqueront. En tout autre cas les Règles générales suivantes devront s'appliquer :

- (1) L'intérieur du magasin sera doublé de bois en entier, et sera exempt de fer à nu et de gravier,

1905.

- et par ailleurs tenu propre autant que faire se peut.
- (2) Le magasin ne pourra servir à autre chose qu'à renfermer l'explosif.
 - (3) Aucun outil ou instrument de fer ou d'acier ne sera employé dans le magasin.
 - (4) Aucun feu ni lumière artificielle ne seront apportés près du magasin et aucunes allumettes, ni aucune substance ou article capable d'y causer le feu ou un incendie n'y pourront être déposés.
 - (5) Personne ne devra fumer aux abords du magasin.
 - (6) Tout explosif dans le magasin, s'il n'est en cours d'en être retiré, sera constamment couvert en son entier.
 - (7) Un explosif en cours de transport dans le magasin ou hors du magasin sera contenu dans une caisse close ou dans un réceptacle n'ayant point à l'intérieur de fer ni d'acier à nu, et ne renfermant aucune substance ou article autre que l'explosif.
 - (8) Personne au-dessous de 16 ans d'âge n'aura accès au magasin.
 - (9) Aucune caisse contenant un explosif ne sera déposée, traînée ou traitée brusquement dans le magasin ou auprès.
 - (10) Le magasin sera en tout temps tenu solidement fermé à clef quand personne n'y sera présent.
 - (11) Un explosif d'une classe ne pourra être gardé dans le même réceptacle qu'un explosif d'une autre classe, ni dans le même bâtiment, à moins qu'ils ne soient séparés l'un de l'autre par une cloison d'une substance et d'un caract-

1905.

tère qui, à l'avis de l'Inspecteur, empêche l'explosion d'un de ces explosifs par suite de sa communication avec l'autre.

- (12) L'occupant du magasin ou toute personne y employée prendra toutes les précautions voulues pour prévenir tout accident par le feu ou par l'explosion, et pour empêcher qu'aucune personne non autorisée puisse obtenir accès à l'explosif.
- (13) Une copie de ces règles en anglais et en français sera tenue affichée dans une position bien en vue, à l'intérieur ou aux abords du magasin.

Toute personne contrevenant à ces règles sera réputée coupable d'un délit de troisième chef.

TITRE X.- LICENCES POUR MAISONS.

Toute personne désirant garder une petite quantité d'explosif dans une maison, pourra faire la demande d'une licence de maison. Les dispositifs de cette Loi relatifs aux demandes de licences pour usines ou entrepôts, s'appliqueront également aux demandes de licences pour maisons. Les licences de maisons seront accordées moyennant soumission aux conditions suivantes :—

(a) Aucun explosif autre que la poudre à canon, les explosifs de la Classe I adaptés et destinés à servir de charges propulsives pour canon ou petites armes, et les explosifs des Classes V et VI, ne pourra être gardé dans aucune maison.

(b) La quantité d'explosif qu'il sera permis de garder dans une maison n'excédera pas :—

Là où ne sont gardés que les explosifs des Classes I et VI.	Là où ne sont gardés que les explosifs de la Classe V.
Classe I.—25 livres.	50 livres.
„ VI.—Illimitée.	

1905.

Là où les explosifs de la Classe V sont gardés avec d'autres explosifs.

15 livres, en tout.

(c) Tout explosif ne sera gardé que dans un réceptacle solide en bois ou en fer étamé, verni ou peint.

(d) Le réceptacle sera placé soit à l'étage du haut de la maison, ou dans une position qui permette de l'enlever promptement, en cas d'incendie.

(e) Aucun article de nature explosive ou très inflammable, ni aucun article susceptible de causer un incendie ou une explosion, ne devra être dangereusement gardé près du réceptacle.

(f) Aucun explosif d'une classe ne sera gardé dans le même réceptacle qu'un explosif d'une autre classe : et aucune autre substance ou article ne sera gardé dans un réceptacle avec un explosif.

(g) Le réceptacle sera solidement fermé à clef en tous temps où l'explosif n'est pas en cours d'y être placé, ou d'en être retiré.

(h) Aucun paquet contenant plus d'une livre d'explosif libre de la Classe I. ne sera ouvert dans aucune maison.

(i) L'occupant et toutes personnes présentes dans la maison prendront toutes les précautions voulues pour prévenir tout accident par incendie ou explosion, et pour empêcher toute personne non autorisée d'obtenir accès à l'explosif.

Toute contravention à ces conditions sera réputée délit de troisième chef.

TITRE XI.—FABRICATION DE CARTOUCHES POUR PETITES ARMES.

Toute personne ayant une licence de maison pour explosifs, pourra, dans ladite maison, fabriquer des

cartouches pour petites armes sans licence d'usine, _____ 1905.
pourvu qu'elle observe les Règles générales suivantes :

- (1) Avis sera donné par écrit à l'Inspecteur, et la fabrication des cartouches sans danger ne sera pratiquée que dans la pièce ou partie de la maison par lui approuvée.
- (2) Il ne pourra y avoir à la fois dans cette pièce ou partie de maison plus de deux livres d'explosif de la Classe I. non mises en cartouches sans danger.
- (3) Aucun travail indépendant de la fabrication des cartouches sans danger ne sera exécuté dans la pièce ou partie de maison pendant qu'il s'y trouvera un explosif autre que des cartouches sans danger.
- (4) Il ne pourra y avoir de feu ni lumière artificielle dans la pièce ou partie de maison durant la fabrication à moins qu'ils ne soient de l'espèce approuvée par l'Inspecteur.
- (5) Durant la fabrication, la pièce ou partie de maison sera tenue propre et exempte d'explosif répandu, autant que faire se pourra.

Toute personne contrevenant à ces règles sera réputée coupable d'un délit de troisième chef.

TITRE XII.—RENOUVELLEMENT DE LICENCES.

Toute licence pour usine, entrepôt, magasin ou maison ne sera valable que pour la personne y désignée, et pour une seule année. Toute licence de ce genre devra être renouvelée chaque année, ainsi qu'au changement d'occupation des locaux.

TITRE XIII.—VENTE D'EXPLOSIFS.

Les Règles Générales suivantes pour la vente d'explosifs devront être observées :—

- (1) Un explosif ne pourra être colporté, vendu ni exposé en vente sur aucun grand chemin, rue, passage public, ni lieu public.

1905.

- (2) Il ne sera vendu d'explosif à aucun paraissant âgé de moins de treize ans.
- (3) Tout explosif vendu sera empaqueté de la manière prescrite ci-dessous.

Toute personne contrevenant à ces règles sera réputée coupable d'un délit de troisième chef.

TITRE XIV.—TRANSPORT D'EXPLOSIFS.

Les Règles Générales suivantes pour le transport d'explosifs sur la voie publique devront être observées :—

- (1) Aucun explosif ne sera transporté par la voie publique, à moins d'être empaqueté de la manière prescrite ci-dessous.
- (2) Il ne pourra être transporté d'explosif d'une classe dans le même véhicule qu'un explosif d'une autre classe.
- (3) Aucune personne ne pourra fumer pendant qu'elle sera sur ou dans un véhicule transportant ou contenant un explosif, ou qu'elle l'accompagnera.
- (4) Tout explosif en cours de transport sera complètement couvert de toile goudronnée, de toile à sac ou autre toile convenable.
- (5) Là où un explosif excédant cinquante livres en poids total sera transporté, tout fer ou acier à nu à l'intérieur de cette partie du véhicule où l'explosif est placé, seront efficacement couverts et protégés par du cuir, du bois, de la toile ou autre matière convenable ; et si le fond de cette partie du véhicule n'est pas libre de gravier, il devra être pareillement recouvert.
- (6) Une personne en charge d'un véhicule contenant un explosif, ne conduira pas d'une manière dangereuse, téméraire, ou inconsidérée ; et une personne en état d'ivresse n'aura point la

charge d'un tel véhicule, ni ne pourra être dedans, dessus, ou l'accompagner. 1905.

- (7) Aucune substance ou article d'une nature très inflammable, ou sujet à causer un incendie ou une explosion, ne devra être dans aucun véhicule contenant un explosif.
- (8) Aucun véhicule ne restera arrêté sans nécessité, ni ne sera laissé sans être accompagné durant le transport d'un explosif.
- (9) Toute personne occupée au chargement, déchargement ou transport d'un explosif, prendra toutes les précautions pour prévenir tout accident par incendie ou explosion, et pour empêcher toute personne non autorisée d'avoir accès aux explosifs.

Bien entendu que les Règles Générales de 3 à 8 dans cet Article ne seront pas jugées s'appliquer au transport des explosifs sans danger.

Toute personne commettant une violation de ces règles sera réputée avoir commis un délit de troisième chef.

TITRE XV.—IMPORTATION D'EXPLOSIFS.

Aucun explosif autre que les explosifs sans danger ou les munitions de bateau, ne sera importé sans une licence accordée par le Superviseur de la Chaussée et cet explosif ne pourra être introduit dans aucun havre ou lieu autre que celui spécifié dans la dite licence.

Toute personne contrevenant à cet Article sera réputée coupable d'un délit de quatrième chef.

TITRE XVI.—EXPLOSIFS AUTORISÉS POUR L'IMPORTATION.

Aucun explosif non autorisé actuellement pour la fabrication ou la vente en Grande Bretagne, ne sera importé, et tout explosif différant en composition, qualité ou caractère, de la définition de l'explosif

1905. ainsi nommé dans la liste des explosifs autorisés en vigueur en Grande Bretagne, ne sera pas considéré comme explosif autorisé en Grande Bretagne.

Toute personne contrevenant à cet Article sera réputée coupable d'un délit de quatrième chef.

Bien entendu qu'une personne ne sera pas réputée avoir contrevenu à cet Article si elle peut produire un certificat du fabricant de l'explosif importé attestant que cet explosif est autorisé en Grande Bretagne, et qu'il est en conformité avec la liste des explosifs autorisés.

Bien entendu que, dans le but de n'importe quelle procédure légale se rapportant à quelque convention à cet Article, une attestation écrite de la part d'un des Inspecteurs de Sa Majesté pour les explosifs en Grande Bretagne, sera considérée comme preuve suffisante quant au nom et à la définition de tout explosif mentionné dans la dite liste, et pour toute question se rapportant à l'autorisation des explosifs en Grande Bretagne.

TITRE XVII.—LICENCES POUR L'IMPORTATION DES EXPLOSIFS.

Toute personne désirant importer un explosif (autre que les explosifs non dangereux ou les munitions de bateau) devra en faire la demande à l'Inspecteur au moins dix jours avant que l'importation ait lieu, déclarant la nature et la quantité de l'explosif à importer, et en même temps transmettant le montant des droits prescrits plus loin. Si l'Inspecteur est assuré que l'importation peut être permise, il préparera alors un projet de licence spécifiant la nature et la quantité de l'explosif, le havre auquel l'explosif pourra être importé, et toutes autres conditions qu'il pourra juger nécessaires pour assurer une sécurité raisonnable, et enverra ce projet de licence au postulant, avec la permission de s'adresser à la Cour

Royale siégeant en Cour Ordinaire pour obtenir confirmation du dit projet de licence. Au cas que la licence ne soit pas confirmée, la totalité, ou une partie des droits, selon que la dite Cour Royale le trouvera bon, sera rendue au postulant.

1905.

Toute personne qui usera ou tentera d'user d'une licence d'importation pour plus d'une importation, ou contreviendra aux termes de cette licence, sera réputée coupable de délit de second chef.

TITRE XVIII.—CHARGEMENTS ET DÉCHARGEMENTS D'EXPLOSIFS DANS LES HAVRES.

Les Règles Générales suivantes seront observées en ce qui regarde le chargement, déchargement, et autre traitement des explosifs dans les havres :—

- (1) Des explosifs excédant vingt-cinq livres en poids total ne seront embarqués dans aucun bateau se trouvant, ou étant amené dans le but d'être ainsi chargé, dans aucun havre non actuellement approuvé pour l'importation des explosifs.
- (2) Le patron de tout bateau ayant à bord des explosifs excédant vingt-cinq livres en poids total, devra, en approchant du havre et tant que le bateau restera dans le havre avec des explosifs à bord, déployer le jour, un pavillon rouge de trois pieds carrés au moins, et la nuit une lumière rouge au haut du mât.
- (3) Tout bateau portant ou devant porter des explosifs ne pourra être ancré ou amarré qu'à l'endroit assigné par le Maître de Port.
- (4) Lorsqu'un explosif sera près d'être embarqué, débarqué ou transbordé, le propriétaire ou l'importateur de cet explosif en donnera avis au Maître de Port ; et ce chargement, déchargement ou transbordement ne se fera qu'à

1905.

l'endroit que le Maître de Port pourra de temps en temps indiquer.

- (5) Durant le chargement, déchargement ou transbordement d'un explosif, il n'y aura ni feu ni lumière artificielle à bord de tout bateau dans lequel ou duquel l'explosif sera embarqué ou débarqué, ni dans le voisinage du lieu où se fera l'embarquement ou le débarquement.

Bien entendu que cette Règle n'empêchera pas l'usage d'une lampe de construction approuvée par l'Inspecteur, ni les lanternes d'éclairage ou le fanal du bateau.

Bien entendu également que cette Règle ne sera pas jugée s'appliquer aux feux de la chambre de la machine, quand ceux-ci auront été soigneusement poussés au fond des fourneaux.

- (6) Personne ne devra fumer au lieu ou près du lieu où l'explosif sera en chargement ou en déchargement, et aucune personne occupée à ce chargement ou déchargement ne portera d'allumettes ni autres matières à produire ignition.
- (7) Aucun paquet contenant un explosif ne sera laissé tomber, ni traîné ou manié avec rudesse, ni lancé d'aucune grue, ni d'aucun palan ou autre appareil.
- (8) Quand le chargement, déchargement ou transbordement d'un explosif sera une fois commencé, il devra s'achever avec toute la diligence voulue, et tout l'explosif qui aura été déchargé sur le débarcadère, quai ou jetée sera immédiatement transporté à un lieu d'emmagasinage approuvé. Aucun explosif ne sera apporté sur un embarcadère, quai ou jetée dans le but de le charger sur un bateau,

à moins que le bateau ne soit prêt à le recevoir, et tout explosif ainsi apporté sera aussitôt chargé dans le bateau.

1905.

- (9) Le débarcadère, les planchers, la cale, les passavants et les ponts du bateau, seront soigneusement nettoyés et balayés immédiatement avant et après le chargement et le déchargement de l'explosif, et tout explosif répandu sera soigneusement recueilli et détruit.
- (10) Des coussins de cuir rembourrés d'étoffe, ou de telle espèce que le Maître de Port pourra approuver, seront fournis pour protéger les colis d'explosif contre le danger provenant des chocs durant le chargement, déchargement ou transbordement, et seront employés de la manière que le Maître de Port pourra indiquer.
- (11) Le chargement, déchargement et transbordement d'un explosif, ne pourront se faire qu'entre les heures du lever et du coucher du soleil.
- (12) Durant tout le temps qu'un explosif sera en chargement dans un bateau, ou en déchargement d'un bateau, il y aura un officier de ce bateau présent spécialement chargé de surveiller le dit chargement ou déchargement.
- (13) Il n'y aura point de fer ni d'acier à l'intérieur d'une cale dans laquelle un explosif sera placé, à moins que ce fer ou cet acier ne soit efficacement couvert ou protégé à la satisfaction du Maître de Port.
- (14) Il sera pris les précautions voulues en rangeant un explosif dans la cale, pour empêcher les colis qui le contiennent de se déplacer pendant que le bateau sera en mer.

1905.

- (15) Un explosif d'une classe ne pourra être placé dans la même cale qu'un explosif d'une autre classe sans une permission spéciale de l'Inspecteur.
- (16) Aucun explosif ne sera introduit dans un havre, soit pour le charger dans un bateau, ou pour l'en décharger, ou le transborder, ou autrement, à moins qu'il ne soit emballé comme il est prescrit plus loin.
- (17) Toute personne occupée au chargement, déchargement ou transbordement d'un explosif, devra prendre toutes les précautions voulues pour prévenir tout accident par le feu ou l'explosion, et pour empêcher les personnes non autorisées d'avoir accès aux explosifs.

Bien entendu que les Règles de 1 à 14 de cet Article ne s'appliqueront pas aux explosifs non dangereux ni aux munitions de bateau.

Bien entendu également que, quand il paraîtra au Supérieur, sur la recommandation de l'Inspecteur, qu'une ou plusieurs des dites Règles de 1 à 14 ne sera pas nécessaire dans le cas d'un explosif particulier, ou d'une consignation de tel explosif, il pourra exempter par écrit cet explosif, ou cette consignation d'explosif, de l'observance de cette règle ou de ces règles.

Toute infraction à ces règles sera réputée délit de second chef.

TITRE XIX.—EMPAQUETAGE DES EXPLOSIFS.

Les Règles à suivre pour l'emballage des explosifs seront les suivantes :—

- (1) L'intérieur de toute enveloppe employée à l'emballage d'un explosif devra être libre de gravier et de sable et propre par ailleurs.
- (2) Il ne devra point y avoir de fer ni d'acier dans la confection d'un emballage pour explosif de la Classe I., à moins qu'ils ne soient effica-

cement recouverts soit d'étain, de zinc, de peinture, de vernis, ou d'autre substance. 1905.

- (3) Aucun paquet ne contiendra des explosifs de plus d'une classe, ni aucun paquet ne pourra contenir en même temps un explosif et un autre article ou substance.

Bien entendu que cette règle n'interdira pas l'empaquetage de tout article ou substance d'une nature non très-inflammable ni très-explosive, ou qui ne sera pas sujet de feu ni d'explosion, avec un explosif non dangereux.

- (4) Une enveloppe extérieure employée soit seule soit avec une enveloppe intérieure devra être une boîte, un baril, une caisse, ou un cylindre de bois, de métal, ou autre matière solide, d'une force, d'une construction et d'un caractère à ne pas se briser, ni à s'ouvrir accidentellement, ni à devenir défectueux ou mal assuré, ou à laisser échapper l'explosif pendant le transport.
- (5) Si un explosif demande à être mis dans une double enveloppe, celle de l'intérieur sera une caisse, un sac, une boîte, ou autre réceptacle solide, façonné et clos de manière à ne laisser échapper aucun explosif.
- (6) Dans l'empaquetage d'un explosif de la Classe I. contenant de la nitro-glycérine comme ingrédient, et servant ou devant servir aux mines, il ne devra y avoir aucun métal dans la confection de l'enveloppe, soit intérieure, soit extérieure, et si cet explosif excède cinq livres en poids total, l'enveloppe tant intérieure qu'extérieure, devra être parfaitement imperméable.
- (7) Méthode qu'on devra suivre pour l'empaquetage des explosifs des classes mentionnées ci-dessous, et quantités d'explosifs en chaque paquet :—

1905.

Classe.	Explosif.	Mode d'emballage.	Quantité dans chaque colis.					
			Extérieur.	Intérieur.				
I.	Poudre à canon. {	Au-dessous de 5 livres, poids total—paquet simple. Au-dessus de 5 livres, poids total—paquet double.	} 100 livres.	100 livres.				
					Nitro-glycérine explosif pour mines.	Do. (Voyez Règle VI.)	50 livres.	5 livres.
	Acide picrique, ou fulmi-coton humide.	Do.	sans limite.	sans limite.				
	II.	Fulminate de Mercure.	Emballé dans de l'eau. Triple enveloppe, l'enveloppe intérieure étant un sac perméable à l'eau, renfermé dans un baril ou caisse rempli d'eau, et d'une telle construction et d'un tel caractère que l'eau n'en puisse échapper. L'enveloppe extérieure contiendra aussi de l'eau en quantité suffisante pour entourer constamment le baril ou caisse intérieure. L'enveloppe extérieure et le baril ou caisse intérieure devront l'un et l'autre être d'un caractère et d'une construction à ne pas laisser échapper l'eau.	De la manière que l'Inspecteur pourra indiquer.	—	—		
III.							Autres explosifs.	Une seule enveloppe.	50 livres.	—
	IV.	Tout explosif. Détonateurs.	Les détonateurs et les espaces entre eux, et entre les parois de l'enveloppe intérieure et lesdits détonateurs	10,000 en nombre.	100 en nombre.			

<p>devront, autant que faire se pourra, être remplis de fine sciure de bois ou matière semblable; une couche de coton ou autre substance douce et élastique sera placée entre les deux bouts de tous les détonateurs et la paroi de l'enveloppe intérieure où ils seront placés, arrangée et assurée de manière que les deux bouts des détonateurs reposent sur ledit coton ou autre substance; chaque enveloppe intérieure, si elle est en métal, devra être entièrement doublée de papier ou autre substance moëlleuse, et quand le nombre de ces détonateurs empaquetés pour le transport dépasse mille (1,000) au total, tous les empaquetages intérieurs, comme il est dit plus haut, seront placés dans une caisse solide de bois ou de métal, façonnée et close de manière à empêcher chacun des paquets intérieurs de s'en échapper; et cette caisse sera placée dans une enveloppe extérieure disposée et assurée de façon à laisser un espace libre d'au moins trois pouces entre toutes les parois de l'enveloppe extérieure; cet espace pouvant néanmoins, si on le préfère, être rempli de sciure de bois, de paille ou autre matière analogue, ou bien il pourra contenir une légère charpente ou voliges de bois pour maintenir la dite caisse en position dans l'enveloppe extérieure. Quand le nombre des détonateurs dans une enveloppe extérieure dépassera 5,000, cette enveloppe extérieure sera munie de poignées ou autre moyen, permettant de la porter commodément sans danger.</p>	5,000 en nombre.	5,000 en nombre.
Détonateurs électriques.		
Double emballage, l'emballage intérieur devant être hermétiquement fermé et scellé.	100 livres.	1 livre.
Une seule enveloppe.	100 livres.	—

V.

Feux colorés.

Autres explosifs.

1905.

- (8) Sur l'enveloppe la plus extérieure sera attaché, en caractères bien visibles, au moyen d'une étiquette solidement attachée, d'empreintes au fer chaud, ou par d'autres marques le mot "Explosif," le nom de l'explosif, le nombre et la classe à laquelle il appartiendra, la date de fabrication, ou autre signe l'indiquant, tel que pourra approuver l'Inspecteur, le nom du fabricant, de l'expéditeur ou du propriétaire.

Bien entendu que, dans le cas d'explosif non dangereux (à l'exception des mèches de sûreté), il devra être ajouté les mots : "Non sujet à éclater en masse," et dans le cas de poudre à canon ou de mèches de sûreté le mot "Explosif" pourra être omis.

- (9) Quand l'enveloppe extérieure contient plus d'un explosif, la marque requise par la règle précédente sera répétée pour chaque explosif ainsi contenu.

Rien dans les règles qui précèdent ne sera censé prohiber l'usage d'une enveloppe additionnelle, soit intérieure, soit extérieure.

TITRE XX.—USAGE DES EXPLOSIFS.

Les Règles Générales suivantes devront être observées dans l'emploi des explosifs pour les mines.

- (1) Tous les explosifs (autre que les mèches de sûreté) seront transportés au lieu de leur emploi, et y seront gardés jusqu'à ce qu'ils soient employés, dans des enveloppes sûres, confectionnées et closes de façon à empêcher toute fuite de l'explosif et tout danger par suite des étincelles.
- (2) A la cessation du travail et au moment des repas, tout explosif (autre que les mèches de sûreté) devra être reporté à l'entrepôt autorisé.

- (3) Personne ne devra fumer en transportant, maniant ou employant un explosif, ni près d'une personne occupée à ce faire.
- (4) Quand les explosifs demanderont à être fondus, des bassinoires sûres et appropriées seront procurées et employées à cet usage ; et nul explosif ne sera fondu d'aucune autre manière.
- (5) Aucun outil ou instrument de fer ou d'acier ne sera employé à charger un fourneau de mine. Des baguettes de bois seulement devront servir à refouler l'explosif dans le trou de mine.
- (6) Après la déflagration de tout explosif, il ne sera point introduit d'autre charge dans le même trou, ni dans aucune fissure paraissant y communiquer, avant un laps de 30 minutes.
- (7) Quand une charge paraîtra avoir raté, et lorsque la décharge aura été tentée autrement que par l'électricité, personne n'approchera du foyer de la mine avant un laps de 30 minutes. La personne ou les personnes qui auront apparemment manqué une telle décharge, en donneront aussitôt un avertissement suffisant.
- (8) Personne ne devra débarrasser, creuser ni arracher une charge qui aura raté. S'il le faut on pourra creuser un nouveau trou près de la charge ratée, et y tirer une autre charge, mais il faudra prendre soin de creuser ce trou de manière à ne pas affecter ni enflammer la charge qui n'a pas éclaté.
- (9) Quand on va décharger une mine, un avertissement suffisant sera donné à toutes les personnes dans le voisinage, et nulle décharge ne sera faite avant que toutes soient en lieu de sûreté.
- (10) Le propriétaire d'une carrière, le patron, et toutes les personnes employées aux opérations

1905.

des mines, devront prendre les précautions nécessaires pour prévenir tous accidents aux personnes et à la propriété.

- (11) Une copie de ces règles en anglais et en français sera affichée dans une position en vue où elle pourra constamment être aperçue par les personnes occupées aux opérations des mines. Toute infraction à ces règles sera réputée délit de troisième chef.

TITRE XXI.—CONTREVENANTS.

Toute personne qui entrera sans permission ou tentera d'entrer ou pénétrera autrement dans une usine, un entrepôt, ou un magasin autorisé sous cette Loi sera passible d'une amende n'excédant pas cinq livres sterling.

Toute et telle personne pourra être écartée par un connétable, ou par le propriétaire, ou toute personne par lui autorisée.

Toute personne autre que le propriétaire ou une personne employée dans une usine, entrepôt ou magasin, qui commettra un acte susceptible de causer un incendie ou une explosion, au dedans ou aux environs de cette usine, entrepôt ou magasin, sera passible d'une amende n'excédant pas cinquante livres sterling.

La portion précédente de cet Article sera affichée, en anglais et en français, dans une position bien en vue soit sur la porte ou à l'entrée de toute usine, entrepôt ou magasin, soit auprès, et à toute autre place que l'Inspecteur pourra l'exiger ; mais l'absence d'un avis de cette sorte n'exemptera personne de la pénalité édictée par cette Article.

TITRE XXII.—FAUX.

Toute personne qui fabriquera, contrefera ou altérera, sans y être autorisée, une licence, plan ou

certificat accordé ou requis en conformité à cette Loi, ou pour les fins qu'elle a en vue, ou qui procure ou signe un tel document ou plan qui, à sa connaissance, est faux dans aucun de ses détails essentiels, ou qui sciemment et à dessein fait usage d'un document ou plan fabriqué, contrefait, faux ou indûment altéré, sera passible d'emprisonnement, avec ou sans travaux forcés, pour un terme n'excédant pas deux années.

TITRE XXIII.—NOMINATION DE L'INSPECTEUR.

La Cour Royale siégeant en corps pourra nommer et assermenter des hommes aptes comme Inspecteurs pour l'exécution de cette Loi.

TITRE XXIV.—POUVOIRS DE L'INSPECTEUR.

Les pouvoirs d'un Inspecteur nommé en vertu de cette Loi seront comme suit :—

- (1) Il pourra entrer dans toute usine, entrepôt ou magasin autorisé en vertu de cette Loi ou dans n'importe laquelle de leurs parties, les inspecter et les examiner, à toute heure du jour ou de la nuit, mais non de manière à empêcher sans nécessité le travail de la dite usine, entrepôt ou magasin, et il pourra prendre des informations sur l'observance de cette Loi, et sur toutes les matières relatives à la sûreté des personnes et de la propriété.
- (2) Il pourra entrer à toute heure raisonnable du jour, dans toute maison autorisée en vertu de cette Loi, et dans chacune de ses parties dans lesquelles il pourra raisonnablement soupçonner la présence d'un explosif, et en faire l'inspection et l'examen.
- (3) Il pourra exiger que l'occupant d'une usine, entrepôt, magasin ou maison de cette espèce, ou toute personne y employée, lui donne des

1905.

échantillons de n'importe quel explosif ou ingrédient de cet explosif, moyennant paiement de ces échantillons.

- (4) Il pourra entrer dans tout bâtiment ou lieu, ou dans n'importe laquelle de leurs parties, où il pourra avoir une cause raisonnable de croire à la présence d'explosifs en contravention à cette Loi, et d'en faire l'inspection et l'examen, et cela à toute heure du jour ou de la nuit.
- (5) Il pourra entrer dans tout bateau ou véhicule où se trouvent des explosifs, ou bien où il a des sujets raisonnables de croire à la présence d'explosifs, et d'en faire l'inspection et l'examen, et cela à toute heure du jour ou de la nuit.
- (6) Il pourra saisir tout explosif qu'il croira sujet à confiscation en vertu de cette Loi, et il pourra, par un avis écrit, exiger du propriétaire de cet explosif de le retenir dans tel lieu qu'il pourra lui désigner.
- (7) En toute matière non prévue par cette Loi, ou dans toute autre matière de danger public grave, il pourra faire telle réquisition ou donner tel ordre qui lui sembleront nécessaires dans les circonstances ; et cette réquisition ou cet ordre auront leur effet, quelle que soit la teneur de la présente Loi.

Bien entendu que si quelqu'un se trouve gêné par une telle réquisition ou un tel ordre, il pourra en appeler à la Cour Royale siégeant en Cour Ordinaire, après avoir notifié à l'Inspecteur que cet appel serait fait. La dite Cour Royale ayant entendu l'appel, pourra sanctionner ou confirmer la réquisition ou l'ordre, ou bien les annuler, et s'ils sont ainsi annulés, la réquisition ou l'ordre cessera d'avoir son effet. La décision de la dite Cour sera finale.

Toute personne qui manquera de donner à l'Inspecteur les facilités raisonnables de remplir ses devoirs, ou qui enlève, emploie, vend ou dispose autrement d'un explosif saisi par l'Inspecteur, ou qui se soustrait à la réquisition ou ordre de l'Inspecteur en vertu de ses fonctions, sera réputée avoir commis un délit de premier chef.

1905.

TITRE XXV.—RAPPORT DE L'INSPECTEUR.

L'Inspecteur fera un rapport à la Cour Royale, à l'expiration de chaque année sur les faits en vertu de cette Loi. Ce rapport devra contenir telle matière, et être dans telle forme que la Cour Royale pourra désigner.

TITRE XXVI.—POUVOIRS DU RECEVEUR DES DOUANES, ET DU MAÎTRE DE PORT.

Le Receveur des Douanes et le Maître de Port auront l'un et l'autre le pouvoir d'aller à bord de tout bateau arrivant dans l'Île, ou dans n'importe quel havre, et d'en examiner toutes les parties, ainsi que tout paquet à bord, pour s'assurer, s'il n'y a point d'explosifs importés, et si l'on s'est conformé à cette Loi.

Toute personne qui s'opposera, ou qui ne donnera pas les facilités raisonnables à ces officiers dans l'accomplissement de leurs fonctions, sera réputée coupable d'un délit de premier chef.

TITRE XXVII.—POUVOIRS DES CONNÉTABLES.

Un Connétable, de concert avec l'Inspecteur, ou en cas de danger public urgent, de son propre chef pourra exercer chacun des pouvoirs de l'Inspecteur, mais dans ce dernier cas il fera son rapport à l'Inspecteur quant aux circonstances et à la poursuite qu'il a entreprise. Toute poursuite entreprise par un Connétable en vertu de cet Article sera considérée comme étant une poursuite de l'Inspecteur.

1905.

TITRE XXVIII.—PÉNALITÉS.

Les pénalités suivantes sont attachées à toute infraction ou tentative d'infraction à cette Loi, et pourront être infligées aux délinquants et graduées à discrétion de Justice, de la manière jugée équitable.

Pour un délit de premier chef.—Une amende qui n'excédera pas Cinquante Livres Sterling pour le premier délit, ou Cent Livres Sterling pour le second délit et les délits subséquents.

Pour un délit de second chef.—Une amende qui n'excédera pas Vingt Livres Sterling pour le premier délit, ou Cinquante Livres Sterling pour le second délit et les délits subséquents.

Pour un délit de troisième chef.—Une amende qui n'excédera pas Dix Livres Sterling pour le premier délit, ou Vingt Livres Sterling pour le second délit et les délits subséquents.

Pour un délit de quatrième chef.—Une amende qui n'excédera pas Mille quatre cents livres sterling.

En sus des peines ci-dessus, lorsque le délit porte sur un explosif appartenant au délinquant, la totalité ou une partie de l'explosif au sujet duquel le délit aura été commis, ou étant dans le bâtiment, navire, bateau, ou véhicule dans lequel, ou au sujet duquel le délit aura été commis, pourra être confisquée ainsi que le réceptacle le contenant. Ou bien, au lieu de cette confiscation, une pénalité additionnelle n'excédant pas, de l'avis de la Cour Royale, la valeur de ces explosifs, pourra être imposée.

Les amendes seront applicables moitié à Sa Majesté et moitié aux États de cette Ile.

Bien entendu qu'en cas d'infraction volontaire à cette Loi, soit par acte ou par négligence, et si la Cour Royale est d'avis que la gravité du délit ne serait pas proportionnellement punie par une peine

pécuniaire, le coupable pourra être emprisonné pour une période de temps qui n'excédera pas six mois, en sus de l'amende pécuniaire à laquelle il aura pu être condamné.

1905.

TITRE XXIX.—HONORAIRES.

Les frais et honoraires ci-dessous seront payables à l'occasion des licences accordées en vertu de cette Loi :—

Licence d'usine.....	Dix livres sterling.
Renouvellement	Cinq livres sterling.
Amendement de Licence	Cinq livres sterling.
Licence d'entrepôt.....	Cinq livres sterling.
Renouvellement	Trois livres sterling.
Amendement de Licence .	Une livre sterling.
Licence de Magasin	Une livre sterling.
Renouvellement	Une livre sterling.
Licence de Maison.....	Dix schellings sterling.
Renouvellement	Dix schellings sterling.
Licence d'Importation ...	Une livre sterling, plus Un schelling sterling par cent livres d'explosif importé.
Licence temporaire en vertu de l'Article IV. de cette Loi.....	Une livre sterling.

Il sera de plus payé lors de l'octroi d'une Licence d'Usine, d'Entrepôt ou de Magasin, la somme de sept chelins six pennis à la Cour Royale, au Procureur du Roi, au Contrôle du Roi et au Greffier du Roi, et lors du renouvellement ou amendement de licence d'Usine ou d'Entrepôt, du renouvellement d'une Licence de Magasin, de l'octroi d'une Licence de Maison, d'une Licence d'Importation et de Licence temporaire, la somme de deux chelins six pennis à la Cour Royale, au Procureur du Roi, au Contrôle du Roi et au Greffier du Roi.

1905.

Rien dans la présente loi ne sera censé applicable à aucun explosif appartenant à Sa Majesté ou sous le contrôle de ses Armées de terre ou de mer, ou qui sera autrement tenu pour le service de la Couronne ; ou à aucun explosif qui sera gardé ou transporté par l'Inspecteur ou par son ordre pour les fins de la présente loi.

Cette Loi viendra en force dans trois mois à dater du jour où l'Ordre en Conseil, la sanctionnant, sera enregistré sur les Records de cette île.

SCHEDULE referred to in the foregoing Law.

The following Schedule is an approved translation of the General Article—Definitions—of Section I., Classification of Explosives, and of Section II., Manufacture.

GENERAL ARTICLE.—DEFINITIONS.

The term “explosive” means gunpowder, nitro-glycerine, guncotton, picric acid, dynamite, blasting gelatine, gelignite, fulminate of mercury, or of other metals, and every other substance, whether similar to those above mentioned or not, used or manufactured with a view to producing a practical effect or a sound by explosion or a pyrotechnic effect. The term includes fireworks, coloured fires, fuses, percussion caps, detonators, cartridges, ammunition of all descriptions, and every adaptation or preparation of an explosive as above defined.

The term “manufacture” means the making of an explosive from its component parts or by chemical process, the filling or making up of cartridges or ammunition otherwise than singly for immediate use, the dividing into its component parts or otherwise breaking up an explosive, the remaking, altering, repairing or making fit for use any damaged explosive otherwise than by thawing in a safe and suitable warming-pan designed for the purpose.

1905.

The term "danger-building" means any building in which explosive is present or liable so to be, unless such building is specially exempted by licence.

The term "safety explosives" includes all percussion caps, small-arm cartridges, safety and electric fuses, which are not liable to explode in bulk, and any other explosive which is so classed by an Order of the Court in force for the time being.

The term "Inspector" means any person duly appointed by the Royal Court to administer this Law.

An explosive shall be deemed to have been "imported" if it is landed at any place in the Island, or brought into any harbour, or within half a mile of any wharf, quay, or open landing.

The term "ship's ammunition" shall mean any gunpowder, rockets, rocket signals or other explosives on or in course of conveyance to or from any ship in pursuance of any Act of Parliament in force for the time being.

The term "ship" shall apply to any ship, boat, or other vessel.

SECTION I.—CLASSIFICATION OF EXPLOSIVES.

Explosives shall be classified as follows :—

CLASS I.—Gunpowder and all explosives intended for use in charges for blasting or for cannon or small arms or other like purpose, whether or not contained in cartridges or charges not containing their own means of ignition, and having no iron or steel in their construction.

CLASS II.—Fulminates of mercury and silver, and any other explosive so classed by an order of the Court in force for the time being.

CLASS III.—Any ammunition containing its own means of ignition or having iron or steel in the construction thereof, which is not a safety explosive.

III.—EE.

1905.

CLASS IV.—Detonators and electric detonators.

CLASS V.—Fireworks, coloured fires, and any other explosives so classed by an order of the Court in force for the time being.

CLASS VI.—Safety explosives.

SECTION II.—MANUFACTURE.

Manufacture shall not be carried on except at a factory licensed by the Royal Court.

Provided that nothing in this Article shall be deemed to apply :—

- (a) To the making of a small quantity of explosive for chemical experiment and not for practical use or for sale.
- (b) To the making of small-arm cartridges belonging to Class 6 under conditions hereinafter contained.

Any person who contravenes this Article shall be deemed to have committed an offence of the first order.

(Enregistré sur les Records le 4 Mars 1905.)

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE.

The 10th day of February, 1905.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT	MR. SECRETARY AKERS-
LORD CHAMBERLAIN	DOUGLAS
EARL OF KINTORE	SIR JOHN GORELL BARNES.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 6th day of February, 1905, in the words following, viz. :—

Havre de
St. Samson.
Magasin sur
le Quai du
Nord.

1905.

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1905, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 11th day of January, 1905, setting forth :—that at an Assembly holden before Sir Henry Alexander Giffard, K.C., Bailiff, and President of the States of Guernsey, on the 30th day of November, 1904, upon the application of the Committee of the Harbour of St. Sampson, supported by the Supervisor, the States passed a resolution whereby they voted a sum not exceeding £150 for the construction of a shed for goods on the new North Quay of the said Harbour, subject to Your Majesty’s Gracious sanction ; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to approve of the said Resolution and authorise the States to apply a sum not exceeding One hundred and fifty Pounds (£150) to be taken from the Revenue of the Harbour of St. Sampson to defray the cost of the said work ;

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition.”

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve thereof, and to authorize the States of Guernsey to apply a sum not exceeding one hundred and fifty pounds to be taken from the Revenue of the Harbour of St. Sampson to defray the cost of the construction of a shed for goods on the new North Quay of the said Harbour.

1905.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

(Enregistré sur les Records le 1er Avril 1905.)

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,

The 20th day of March, 1905.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

ARCHBISHOP OF CANTERBURY LORD SUFFIELD

LORD PRESIDENT

SIR WILLIAM WALBROND.

Loi qui autorise l'Expropriation Forcée pour cause d'Utilité Publique.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 16th day of March, 1905, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey dated the 28th December, 1904, setting forth—1. that by the Order in Council dated the 5th day of August, 1892, Her late Majesty was graciously pleased to renew for the period of 10 years from the date of that Order a Law intituled ‘Loi qui autorise l'Expropriation forcée pour cause d'Utilité Publique’ which had been enacted for a term then recently expired ; 2. that the said period of 10 years

expired on the 5th day of August, 1902, since which date there has been no Law of Compulsory Expropriation in force in the Island ; 3. that the necessity for such a Law is frequently occurring and is likely to recur in the near future ; 4. that at a Court of Chief Pleas held on the 3rd day of October, 1904, the Crown Officers presented a Bill or 'Projet de Loi' intituled as above for consideration ; and the Court ordered the same to be published in the Official Gazette for consideration on the 2nd November following ; 5. that on the 2nd November, 1904, the Court of Chief Pleas adopted the said Bill or 'Projet' with certain modifications, and the Bailiff was requested to present the same to the States of the Island for ratification ; 6. that the said Bill or 'Projet' was accordingly laid before the States ; that by a Resolution of that Body dated the 30th day of November, 1904, the said Bill or 'Projet' was adopted with certain further modifications, and the President was authorised to present in the name of the States a most humble Petition to Your Majesty praying for Your Royal Sanction to the same ; 7. that the said Bill or 'Projet' as finally modified and adopted by the States is intituled 'Loi qui autorise l'Expropriation Forcée pour cause d'Utilité Publique' and is in the words and figures set forth in the Schedule to the Petition, and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to sanction the said Bill or 'Projet' and to order and direct that the same may have the force of Law in the Island of Guernsey for the period of 10 years from the date of the Order to be made hereon :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Act into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be

1905.

advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said Act.

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI QUI AUTORISE L'EXPROPRIATION FORCÉE
POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE.

ARTICLE PRÉLIMINAIRE.

1.—Les articles qui suivent formeront la Loi sur l'Expropriation Forcée dans l'île de Guernesey, tant dans les cas où le Gouvernement de Sa Majesté aurait besoin d'occuper des propriétés particulières pour y faire des travaux pour la défense de l'île, que dans les cas où des terres, maisons, ou autres propriétés seraient requises pour d'autres causes d'Utilité Publique.

Chapitre 1.

DE L'EXPROPRIATION POUR CAUSE DE LA
DÉFENSE MILITAIRE DE L'ÎLE.

2.—Lorsque le Gouvernement de Sa Majesté aura besoin d'une propriété particulière pour y faire des

fortifications, ou autres travaux pour la défense militaire de l'île, les Officiers du Roi feront servir sur le propriétaire une signification par écrit contenant la désignation de la propriété requise et invitant le propriétaire à leur communiquer, dans le délai de quinze jours, le prix qu'il en demande, calculé en quartiers de froment de rente payables en argent à raison de 14 livres tournois par quartier.

1905.

3.—A l'expiration du susdit délai de quinze jours, si le propriétaire a refusé ou négligé de communiquer par écrit aux Officiers du Roi le prix qu'il demande pour la propriété, ou si le prix est jugé excessif par les Officiers du Roi, ils pourront faire servir une signification par écrit au dit propriétaire, lui offrant tel prix qu'ils jugeront convenable, avec intimation que, s'il ne l'accepte point, et ne passe pas contrat dans le délai de quinze jours, ils procéderont à le faire exproprier dans les formes prescrites par la présente loi.

4.—A l'expiration du délai prescrit par l'article précédent, si les parties ne sont pas convenues sur le prix, les Officiers du Roi pourront ajourner le propriétaire devant la Cour du Quartier à les voir obtenir un acte autorisant le Prévôt du Roi à appeler des Experts pour évaluer la propriété ; lequel dit acte leur sera octroyé sur la présentation d'un certificat signé de M. le Lieutenant-Gouverneur ou du Commandant en Chef, constatant que la dite propriété est requise par le Gouvernement de Sa Majesté pour y faire des fortifications ou autres travaux pour la défense militaire de l'île.

5.—Après cet acte obtenu, les Officiers du Roi le feront publier par deux Samedis consécutifs dans la *Gazette* autorisée pour les annonces judiciaires, et le feront afficher par deux Dimanches consécutifs dans le cadre de l'église de la paroisse où la propriété est située.

1905.

Chapitre II.**DE L'EXPROPRIATION POUR AUTRES CAUSES
D'UTILITÉ PUBLIQUE.**

6.—L'Expropriation pour des causes d'Utilité Publique autres que la défense militaire de l'île, peut être demandée par le Gouvernement de Sa Majesté, par les États, ou par l'une des Paroisses de cette île.

7.—Les dispositions de ce chapitre sont applicables, tant au cas où on aurait besoin du fonds même, qu'à ceux où un droit de passage ou autre servitude serait requis, soit pour l'élargissement ou la confection d'une route, soit pour tout autre objet d'utilité publique.

8.—La Partie Publique fera servir sur le Propriétaire une signification par écrit, contenant la désignation de la propriété requise, et invitant le propriétaire à lui communiquer, dans le délai de quinze jours, le prix qu'il en demande, calculé en quartiers de froment de rente payables en argent à raison de 14 livres tournois par quartier.

9.—Si le propriétaire ne donne pas de prix dans le délai fixé par l'article précédent, ou si le prix qu'il demande est jugé excessif par la Partie Publique, elle lui fera servir une signification par écrit, lui offrant tel prix qu'elle jugera convenable, avec intimation que s'il ne l'accepte point dans quinze jours, elle s'adressera à la Cour pour obtenir permission de l'exproprier de la dite propriété.

10.—Si le délai de quinze jours, prescrit par l'article 9, est expiré sans que les parties soient tombées d'accord, la Partie Publique ajournera le propriétaire à la voir présenter une requête à la Cour en Corps la suppliant d'autoriser l'expropriation demandée.

11.—La requête de la Partie Publique contiendra—

1° La désignation des lieux ;

2° La spécification des motifs d'utilité publique sur lesquels la demande est basée.

La requête, après qu'elle aura été communiquée à M. le Baillif, sera déposée au Greffe huit jours pour le moins avant d'être présentée à la Cour.

12.—La Cour ne procédera à faire droit sur la Requête qu'après que la Partie Publique aura inséré, par deux Same lis consécutifs dans la *Gazette* autorisée pour les annonces judiciaires, une publication notifiant le jour qu'elle se propose de la présenter à la Cour, avec intimation que la dite requête sera logée au Greffe pour les huit jours précédents.

13.—La Cour en corps, en faisant droit sur la requête, statuera sur la demande de la Partie Publique, après avoir entendu, tant le propriétaire et les tiers intéressés, s'ils se présentent, que les conclusions des Officiers du Roi. La sentence de la Cour sera finale et il n'y en aura ni doléance ni appel.

14.—Si la Cour autorise l'expropriation demandée, il sera par le même acte ordonné que le Prévôt du Roi appellera des experts pour procéder à l'évaluation de la propriété demandée.

Chapitre III.

DE LA NOMINATION DES EXPERTS.

15.—L'acte de la Cour autorisant une expertise sera livré au Prévôt du Roi par la Partie Publique dans les trois jours de sa date.

16.—La Partie Publique ajournera le propriétaire à comparaître devant la Cour du Quartier le second Samedi après la date du dit acte, pour faire choix d'experts pour évaluer la dite propriété.

17.—Lors de l'évocation de la cause, le Prévôt du Roi présentera à la Cour une liste contenant les noms de quinze prud'hommes, dont pas plus de quatre ne seront pris d'une même paroisse de la campagne, et pas plus de trois d'un même canton de la ville, bien entendu que pendant les deux jours précédents, la

1905.

Partie Publique et le propriétaire, en s'adressant au bureau du Prévôt du Roi, pourront obtenir copie de la dite liste.

18.—Si le propriétaire comparait devant la Cour, le jour pour lequel il aura été ajourné par la Partie Publique, pour faire choix d'experts, il aura la faculté de retrancher quatre des noms contenus dans la liste des prud'hommes, et la Partie Publique en retranchera trois, et cela alternativement, un nom à la fois, le propriétaire commençant ; et si le propriétaire ne comparait point, ou s'il ne retranche pas les dits quatre noms, les noms nécessaires pour retrancher le nombre de quatre seront tirés au sort par le Greffier du Roi.

19.—Les huit prud'hommes dont les noms resteront, seront faits convenir devant la Cour par la Partie Publique, et dans la présence du propriétaire, s'il paraît, ou dans son absence, s'il a été dûment ajourné, leurs noms seront tous tirés au sort par le Greffier du Roi, et les cinq dont les noms sortiront les premiers, s'ils ne sont exemptés de servir par la Cour pour raison valable, seront sermentés Experts par la Cour, et si l'un ou quelques-uns des dits cinq sont exemptés de servir, ils seront remplacés par les autres, dans l'ordre où leurs noms auront été tirés.

Chapitre IV.

DE L'EXPERTISE.

20.—La Partie Publique, en communiquant au Prévôt du Roi l'acte portant le sermentement des experts, le requerra de fixer un jour et heure dans les quinze jours ensuivants pour procéder à l'évaluation de la propriété demandée, de quoi le dit Prévôt fera son rapport par écrit. On procédera à la dite évaluation d'après les règles ci-après énumérées.

21.—Le propriétaire sera ajourné à comparaître sur le lieu, à l'instance de la Partie Publique, au

jour et à l'heure fixés par le Prévôt du Roi, et les cinq experts le seront également. Et seront les ajours servis trois jours avant le dit jour.

1905.

22.—Dans le cas où il y aurait des tiers intéressés, à titre d'usufruitier ou de locataire, le propriétaire sera tenu de les appeler à l'expertise pour concourir, en ce qui les concerne, aux opérations y relatives, sinon il restera seul chargé envers eux des dommages et intérêts que ces derniers pourraient réclamer. Les indemnités des tiers intéressés ainsi appelés ou intervenants seront réglées en la même forme que celles dues au propriétaire.

23.—Tout expert, dûment ajourné, sera tenu de comparaître au lieu, au jour et à l'heure indiqués dans l'ajour, et d'agir aux fins de la présente loi, s'il n'est absent de l'île, exoiné par maladie ou empêché par quelque autre cause légitime qui l'excuserait de paraître devant Justice ; et, sur son défaut ou refus d'agir, il sera passible d'une amende d'une livre sterling pour la première fois, et sur chaque défaut ou refus subséquent, il sera passible de tous les frais qui auront été occasionnés par son dit défaut ou refus.

24.—L'expertise se fera devant le Prévôt du Roi, et en présence des parties, à moins que le propriétaire, ayant été dûment ajourné, ne se présente point ; alors l'expertise aura lieu, nonobstant l'absence du propriétaire.

25.—Avant de procéder à l'expertise, il sera fait choix d'un des experts pour être chef.

Le choix se fera par les experts, si mieux n'aiment qu'il soit désigné par le sort.

26.—Les experts examineront la propriété à évaluer, et entendront les parties, afin de fixer la valeur de l'indemnité.

1905.

Toute question sera décidée au dire de la majorité absolue des experts, qui auront la faculté de délibérer en particulier.

27.—L'évaluation des dits Experts sera fixée de la date de la signification par écrit au propriétaire, soit de la part des Officiers du Roi, soit de la part de la Partie Publique, en conformité avec les Articles 2 et 8 de cette Loi.

En faisant l'évaluation de la propriété les Experts prendront en considération : —

- 1° Sa valeur marchande.
- 2° La dépréciation que pourra souffrir le restant de la propriété par le morcellement d'icelle.
- 3° Les dommages-intérêts qui pourront résulter de l'expropriation, soit au propriétaire, soit à des tiers intéressés.
- 4° Le dommage souffert par la perte des récoltes sur pied, et des arbres, arbustes et arbrisseaux.
- 5° Le dommage causé par suite de l'acquisition de la propriété expropriée au restant de la propriété tant mobilière qu'immobilière du propriétaire, et à ses gains.
- 6° Les dépenses raisonnables encourues de bonne foi, si par suite de l'expropriation le propriétaire ou un tiers intéressé est obligé de déménager ou changer son lieu d'affaires.

En addition à la valeur marchande de la propriété expropriée, les Experts accorderont une somme qui ne sera pas moins de quinze pour cent et qui n'excédera pas vingt-cinq pour cent en considération de la nature compulsive de l'acquisition.

Le Procès-verbal de l'expertise spécifiera la nature des dommages et la somme accordée pour chaque item.

28.—En faisant l'évaluation, les Experts ne prendront pas en considération :—

- 1° Le degré d'urgence qui a donné lieu à l'acquisition de la propriété expropriée ;
- 2° Aucune répugnance du propriétaire à se défaire de la propriété expropriée ;
- 3° Aucuns dommages soufferts, lesquels ne donneraient pas lieu à une action pour le recouvrement de dommages-intérêts, si tels dommages avaient été causés par un particulier ;
- 4° Aucune augmentation à la valeur de la propriété expropriée, qu'il y a raison de croire accroîtra par suite de l'emploi auquel la dite propriété est destinée ;
- 5° Aucune augmentation à la valeur du restant non-exproprié de la propriété qu'il y a raison de croire accroîtra par suite de l'emploi auquel la partie expropriée est destinée.

29.—L'indemnité due pour la propriété expropriée sera calculée en quartiers de froment de rente payables en argent sur le pied de 14 livres tournois par Quartier.

30.—Les dommages-intérêts qui pourront résulter de l'expropriation soit au propriétaire soit à des tiers intéressés seront estimés et seront payables en argent.

31.—Si par quelque cause l'expertise ne se termine pas le premier jour, le Prévôt du Roi aura la faculté d'en remettre la continuation d'office, de jour en jour.

32.—Le Chef des experts fera un procès verbal de l'expertise, dans lequel il spécifiera la décision sur chaque cas qui leur aura été soumis. Ce procès verbal sera signé par le dit chef et livré séance tenante au Prévôt du Roi, qui en donnera lecture aux parties, et

1905. — le transcrira dans son rapport, duquel il livrera copie, tant à la Partie Publique qu'au propriétaire.

33.—Si le prix auquel la propriété demandée est évaluée par les experts excède le prix que la Partie Publique avait offert au propriétaire les frais de l'expertise seront à la charge de la Partie Publique ; s'il ne l'excède pas les frais de l'expertise seront à la charge du propriétaire.

34.—Dans les cas où l'expropriation est demandée pour la défense de l'île, si les Officiers du Roi donnent au Prévôt connaissance par écrit qu'ils acquiescent à l'évaluation des experts, il les mettra, vertu de son office, en possession de la propriété demandée, et ce nonobstant appel de la part du propriétaire ou d'un tiers intéressé ; de tout quoi il fera son rapport.

Chapitre V.

DES APPELS.

35.—La Partie Publique, le propriétaire et les tiers intéressés, chacun pour ce qui le regarde, pourront appeler de l'évaluation des experts devant la Cour Royale en vue de justice, en notifiant l'appel au Prévôt du Roi dans les huit jours de la date du rapport, et la partie sera déserte de son appel si elle ne le poursuit dans quarante jours de la dite date.

36.—L'appel pourra être poursuivi en vacance comme en terme.

37.—Ceux qui ont agi comme experts ne seront pas admissibles comme témoins.

38.—Si l'évaluation des experts est maintenue, la partie appelant sera mise aux frais de l'appel ; si elle est réformée les frais seront à la discrétion de la Cour.

Chapitre VI.

DES SUITES DE L'EXPROPRIATION.

39.—Le rapport du Prévôt du Roi reconnu devant la Cour, ou, en cas d'appel, le jugement de la Cour, aura la force et l'effet d'un contrat juridique.

40.— Les rentes créées en vertu de la présente loi seront payables en argent à raison de 14 livres tournois par quartier, et seront imprescriptiblement rachetables sur le pied de 280 livres tournois par quartier.

1905.

41.—Tout et aussi longtemps que l'indemnité accordée aux fins de l'article 29 restera due en forme de rente, la Partie Publique ne pourra être inquiétée pour aucun droit, demande ou garantie quelconque sur le fonds, la dite rente étant déclarée par la présente loi tenir lieu et place du fonds même, et restant seule sujette à tout droit, demande ou garantie de la part de quelque personne et en quelque cas que ce soit.

42.—Si la Partie Publique, après avoir amorti la rente, est suivie comme affieffeur dans une saisie et qu'elle se décide à ne pas se faire tenant, elle aura la faculté au lieu de renoncer à sa prise, de faire bon la rente à celui qui se fera tenant de la saisie.

43.—Si la Partie Publique, après avoir amorti la rente, est suivie pour un usufruit, douaire ou jouissance due sur le fonds, elle pourra satisfaire à la demande en s'obligeant envers la partie à lui faire pendant la durée du dit usufruit, douaire ou jouissance, un paiement annuel, qui en représenterait la valeur à l'époque de l'expropriation, laquelle valeur sera basée sur l'évaluation des experts ou le jugement de la Cour.

Chapitre VII.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

44.—Les mots "*Partie Publique*," employés dans la présente loi, s'appliqueront tant au Gouvernement de Sa Majesté qu'aux autres parties par lesquelles l'expropriation peut être demandée.

45.—Le mot "*Propriétaire*," employé dans cette présente loi, s'appliquera à plusieurs comme à un seul propriétaire :—au mari et à sa femme, lorsque

1905.

la propriété appartiendra à une femme sous puissance de mari :—à toute personne ayant l'administration de telle propriété :—aux tuteurs de mineurs, curateurs de personnes interdites, administrateurs des biens et procureurs de personnes absentes du pays.

46.—Toute demande ou réclamation sur le Gouvernement de Sa Majesté, dans les cas découlants de la présente loi, pourra être exercée au moyen de poursuites intentées contre les Officiers du Roi.

47.—Tous ajours et significations envoyés en vertu de la présente loi seront servis par le ministère du Sergent du Roi, qui sera tenu dans tous les cas d'en donner relation par écrit.

48.—Les frais curiaux seront réglés d'après le Tarif annexé à la présente Loi.

49.—Seront les amendes mentionnées dans la présente loi applicables à Sa Majesté.

50.—Ne dérogera la présente loi aux dispositions de l'ordonnance des Chefs-Plaids d'après Noël tenus le 20 Janvier 1840, ayant rapport aux chemins publics.

TARIF DES FRAIS CURIAUX.

	£	s.	d.
Ecriture de signification et de relation, offrant prix au propriétaire	0	5	0
Acte de la Cour autorisant le Prévôt du Roi à appeler des Experts.—Avocat, 5s., Cour, 1s. 3d., Extrait d'Acte, 1s.	0	7	3
Au Prévôt du Roi pour la confection de la liste des Prud'hommes	0	15	0
Pour chaque copie	0	1	0
Ajour, relation et cause contre le propriétaire à faire choix d'Experts.—Avocat, 5s., Cour, 1s. 3d., Extrait d'Acte, 1s.	0	7	3

	£	s.	d.	1905.
Ajour, relation et cause contre le propriétaire à voir sermenter cinq Experts.—Avocat, 5s., Cour, 1s. 3d., Extrait d'Acte, 1s. ...	0	7	3	
Ecriture d'ajours aux Prud'hommes, <i>pour chacun</i>	0	1	0	
Au Greffier du Roi, pour faire le tirage des noms	0	1	6	
La journée à <i>chacun</i> des huit Prud'hommes appelés... ..	0	3	0	
Au Prévôt du Roi, pour son rapport fixant le jour et heure de l'expertise	0	5	0	
Ajour au propriétaire à comparaître à l'expertise.—Avocat, 3s.	0	3	0	
Ajour aux cinq Experts, <i>pour chacun</i> .—Avocat, 1s.	0	1	0	
Aux Experts, à <i>chacun</i> , pour chaque jour de l'expertise	0	10	0	
Au Prévôt du Roi, pour vacation à l'expertise, y compris son rapport, et les copies qu'il est tenu de livrer, <i>chaque jour</i>	1	1	0	
Au Sergent, pour chaque signification... ..	0	1	6	
Au Sergent, pour chaque ajour	0	1	0	
Réponse du défendeur à un acte contradictoire devant la Cour en Corps	0	10	6	
Réponse devant la Cour du Quartier	0	7	6	
Réponse du défendeur devant les Experts, par chaque jour	1	0	0	
Les frais en vue de Justice et dans les cas non énumérés dans le présent Tarif, tels qu'ils sont réglés par l'ordonnance des Chefs-Plaids d'après Pâques 1842, et la Loi relative aux honoraires de la Cour Royale, enregistrée sur les Records le 1er Décembre, 1888.				

1905.

(Enregistré sur les Records le 8 Avril 1905.)

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,
The 20th day of March 1905.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY
ARCHBISHOP OF CANTERBURY LORD SUFFIELD
LORD PRESIDENT SIR WILLIAM WALROND.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 16th day of March, 1905, in the words following, viz. :—

Droits
additionnels
sur les
Marchandises
importées
dans l'île.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 12th January, 1905, setting forth—1. That upon the extinction of the debt upon the Harbour of St. Peter Port, which took place upon the 31st day of December, 1903, a tariff of Dues which had been authorised to be levied by the States of Guernsey for the purpose of carrying the works of the Harbour into execution and paying the interest and sinking fund required for the service of the Harbour Loans, came to an end; and by virtue of an Order in Council of Her late Majesty dated the 2nd day of September, 1858 (registered in the Island on the 11th day of the same month) a grant in favour of the Bailiff and Jurats of the Royal Court took effect which in the said Order in Council of 1858 is thus described :—‘And Her Majesty is further pleased, ‘subject as aforesaid, to grant to the Bailiff and ‘Jurats of Her Majesty’s Island of Guernsey ‘authority from and after the time when the expen- ‘diture that shall have been incurred in respect of

1905.

‘the several works voted for the improvement of
‘the Harbour shall have been entirely discharged
‘and paid off to levy the Dues or Duties set forth
‘in the Schedule hereunto annexed (marked B) the
‘said Dues or Duties to be vested in and levied
‘by the said Bailiff and Jurats in lieu and place
‘of the Ancient Dues of “La Petite Coutume”
‘in as full and ample a manner as the Dues reserved
‘to the said Bailiff and Jurats by Her Majesty’s
‘Order in Council of the 14th day of November,
‘1851. Provided always that the produce of the
‘Dues on Shipping set forth in the said Schedule
‘shall constitute a Special Fund for the Harbour ;
‘and that the produce of the Duties on Goods
‘imported, set forth in the said Schedule shall
‘stand in lieu of the surplus which formerly re-
‘mained of the Harbour Revenue after payment
‘of the ordinary expenses of the Harbour and shall
‘be applicable to the wants of the Island in
‘general’ ; 2. that Schedule B referred to in the
said Order of 1858 is settled (so far as relates to
Duties on Goods imported) by reference to Schedule
A to the same Order in these words :—‘ Un quart
‘des droits d’entrée sur les marchandises spécifiées
‘dans l’Article deuxième du Tarif de droits contenu
‘dans la Cédule A, à l’exception des chevaux lesquels
‘paieront 2s. 6d.’ ; 3. that the scale of Duties
on Goods imported was fixed by Schedule A at 2s.
per ton of 2,000 lbs., with the exception of lime-
stone and stone for the manufacture of cement
(which were to be free) and certain other exceptions
which were to be on a Scale of Duties set forth
at length in the same Schedule ; 4. that the scale
of Schedule A was altered and modified from time
to time by successive Orders in Council and was
at one period as high as 2s. 6d. per ton with
corresponding alterations in the excepted items ;

1905.

but the tariff of Schedule B has never been altered ; 5. that on the 1st day of January, 1904, the Bailiff and Jurats entered upon the administration of the Dues and Duties granted to them by the Order in Council of 1858 and are now administering them for the purposes and upon the trusts prescribed by the same Order ; 6. that the States of the Island are in the enjoyment of other Revenues arising from 'Impôts' on Wines and Spirits, Duties on Tobacco and Cigars, Stamps, and other sources. But owing to the rapid growth of the population and the growing requirements of the public and also owing to the disappearance of a portion of the Wharfage Dues, which the States enjoyed from the 1st January, 1899, to the 31st December, 1903, there has been an increasing difficulty in producing an equilibrium between ordinary Revenue and Ordinary Expenditure. According to a recent Report of the Finance Committee of the States it is estimated that there will be a deficit for the year 1905 of £7,055 or thereabouts ; 7. that amongst the Loans contracted by the States is one of £150,000 which was authorised by a Resolution dated the 16th March, 1900 ; It is raisable in 10 series of £15,000 each, repayable with interest in 20 years from the date of issue. It is usually referred to as 'l'Emprunt Spécial' or 'the Special Loan.' The States Finance Committee report that the sum required for the service of this Loan for the year 1905 is the sum of £7,100. The duties for which Your Majesty's sanction is sought by the Petition will amount to about that sum ; 8. that at a meeting of the States held on the 6th day of January, 1905, it was resolved that the Supervisor be authorised to levy for the account of the States, over and above the Duties now in force by virtue of Article I. of Schedule B of the

1905.

Order in Council of the 2nd September, 1858, which Duties belong to the Bailiff and Jurats of the Royal Court, certain additional duties ; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to give Your Royal Sanction to the said Resolutions of the States of the 6th day of January, 1905, and to Order and direct that as and from the registration of any Order to be made on the Petition the Supervisor might be authorised to levy for the account of the States, over and above the Duties now in force by virtue of Article I. of Schedule B of the Order in Council of the 2nd September, 1858, which duties belong to the Bailiff and Jurats of the Royal Court,

- (1) A duty of 1s. 2d. per ton of 2,000 lbs. on all goods imported into the Island except upon Anthracite Coal, which shall only be subject to an additional duty of 6d. per ton, and except limestone, stone for making cement, and clay, which shall pay nothing :
- (2) An increase on certain goods enumerated in Article 2 of Schedule A of the Order in Council of 1858—all in accordance with the Schedule X annexed to the Petition and subject to the conditions therein specified—

the whole of such additional duties to be applied in the 1st place, up to the amount of £7,100 per annum, to the service of the 'Special Loan' sanctioned by the States on the 16th day of March, 1900 ; and in the 2nd place, if there be any surplus, either to the service of the same Loan, or to the increase of the Revenue required for the general wants of the States, as may be deemed necessary ; And that Your Majesty would be pleased to order and direct that any Order Your Majesty may make may have the force of Law within the Island of Guernsey :

1905.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition, and to authorize the levying of the duties specified.”

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve thereof and to direct that as and from the registration of this Order the Supervisor be authorized to levy for the Account of the States of Guernsey, over and above the Duties now in force by virtue of Article 1 of Schedule B of the Order in Council of the 2nd September, 1858, which duties belong to the Bailiff and Jurats of the Royal Court, the following, viz. :—

- (1) A duty of 1s. 2d. per ton of 2,000 lbs. on all goods imported into the Island except upon Anthracite coal which shall only be subject to an additional duty of 6d. per ton, and except limestone, stone for making cement, and clay, which shall pay nothing :
- (2) An increase on certain goods enumerated in Article 2 of Schedule A of the Order in Council of 1858—all in accordance with the Schedule (marked X) to this Order, and subject to the conditions therein specified—

The whole of such additional duties to be applied in the 1st place, up to the amount of £7,100 per annum, to the service of the “Special Loan” sanctioned by the States on the 16th day of March, 1900 ; and in the second place, if there be any surplus, either to the service of the same Loan, or to the increase of the

Revenue required for the general wants of the States, 1905.
as may be deemed necessary.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order shall have the force of Law within the Island of Guernsey and that it be entered upon the Register of the Island of Guernsey, and observed accordingly. And the Lieutenant Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.

SCHEDULE referred to in the foregoing Order in Council.

CÉDULE X.

Tarif de Droits Additionnels sur les Marchandises importées dans l'Île.

		Droit Additionnel. s. d.
1. Sur toutes marchandises importées dans cette île, par tonneau de deux mille livres brut, sauf les exceptions ci-dessous mentionnées, et la pierre à chaux et la pierre à ciment et l'argile, sur lesquels nul droit sera levé.	1 2	
2. Sur le charbon anthracite.....	0 6	
3. Sur les chevaux.....	0 6	
4. Sur les taureaux, bœufs, vaches, génisses ...	1 2	
5. Sur les veaux au-dessous de trois mois, et autres bestiaux de toute espèce	0 2½	
6. Sur le bois de sapin, par anglicé "Petersburg standard," estimé comme suit :—		
Pour le bois en planches, 165 pieds cubes ...		} 3 6
,, en poutres, 150 pieds cubes.....		
,, non équarré, 120 pieds cubes ...		

1905.

- | | s. | d. |
|--|----|----|
| 7. Sur le chêne et les bois de menuiserie, par charge de 40 pieds..... | 1 | 2 |

Et sera dans tous les cas le contenu en pieds cubes de bois non équarré, calculé suivant l'usage du commerce.

- | | | |
|---|---|---|
| 8. Sur les liquides, par le tonneau de 210 gallons, mesure du pays..... | 1 | 2 |
|---|---|---|

N.B.—Pour les liquides en bouteilles, le tonneau sera compté sur le pied de 36 douzaines de bouteilles à vin, de grandeur ordinaire.

Toutes autres marchandises qui paient le fret, non au poids, mais à la mesure, ou par le nombre d'articles au tonneau, suivant l'usage du commerce, paieront aussi le droit de la même manière.

Lorsqu'une cargaison contiendra des marchandises appartenant à différents individus non associés, le droit sera calculé séparément sur l'entier de la marchandise appartenant à chaque individu.

Toutes les fois que dans le montant calculé du droit payable par un individu pour sa marchandise, il se trouvera la fraction d'un penni, cette fraction sera comptée pour un penni entier.

Dans tous les cas, où le montant du droit payable par un individu pour sa marchandise ne s'élèvera pas à un chelin deux pennis, le maître du navire sera tenu du paiement du dit droit ; sauf à lui de se faire rembourser par le consignataire de la marchandise.

N.B.—Sera l'entier du dit droit remboursé au propriétaire d'une marchandise (autre que des bestiaux), importée dans l'intention déclarée de la ré-exporter, pourvu qu'elle soit ré-exportée dans le même état, et dans les mêmes emballages, qu'elle fut importée, et que ce soit en quantités de 20 tonneaux pour le moins, d'une même marchandise.

Il sera livré à l'importateur, lorsqu'il déclarera sa marchandise pour exportation, un certificat de la déclaration pour lequel il payera un chelin, lequel chelin fera partie du revenu du Havre.

1905.

Les marchandises du cru de l'île de Serk apportées à Guernesey ne sont point passibles des droits d'entrée.

(Enregistré sur les Records le 25 Juillet 1905.)

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,

The 11th day of July, 1905.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

LORD TENNYSON

EARL OF KINTORE

COLONEL SAUNDERSON

EARL OF MANSFIELD

MR. AILWYN FELLOWES

LORD RAYLEIGH

SIR ROBERT FINLAY.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 27th day of June, 1905, in the words following, viz. :—

Loi relative
aux Explosifs
Amendement.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 31st day of May, 1905, setting forth :—that on a Petition to Your Majesty of the States of this Island, dated the 11th day of November, 1904, an Order in Council was made dated the 12th day of January, 1905, granting Your Majesty's Sanction to a Law passed by the States, intituled ‘Loi relative aux Explosifs’ which Order in Council was duly registered on the Records of this Island on the 4th day of February, 1905 ; 2. that in the month of March last the attention of the President of the

III.—GG.

1905.

States was called to an error which had occurred in the translation of the aforesaid Law causing a discrepancy between the definition of 'explosifs sans danger' in the body of the Law and the corresponding definition of 'Safety Explosives' in the Schedule to the Law ;

“The former is in these words, viz. :

“Le terme ‘explosifs sans danger’ ou ‘explosifs non dangereux’ comprend toutes capsules, cartouches, mèches électriques ou de sûreté, qui ne sont pas sujettes à éclater en masse, et *tous les autres explosifs qui ne sont pas classés par un Ordre ou Ordonnance de la Cour Royale actuellement en vigueur.*

“The latter (which is the correct version) is in the following words :—

“The term ‘safety explosives’ includes all percussion caps, small-arm cartridges, safety and electric fuses, which are not liable to explode in bulk, *and any other explosive which is so classed by an Order of the Court in force for the time being ;*

3. that at a Meeting of the States holden on the 17th day of May, 1905, the matter was taken into consideration and an amendment was duly proposed and unanimously adopted bringing the French into harmony with the English definition. The following is a copy of the Resolution of the States :—

“Les Etats ont été d’avis d’adopter l’amendement suivant au quatrième paragraphe de l’Article Général de la Loi relative aux Explosifs, enregistrée sur les Records de l’Ile le 4 Février, 1905, c’est-à-dire ; rayer les mots et tous les autres explosifs qui ne sont pas classés par un Ordre ou Ordonnance de la Cour Royale actuellement en vigueur

et substituer ce qui suit. Savoir :—

et tout autre explosif qui se trouve ainsi classifié par une Ordonnance de la Cour pour lors en vigueur”

1905.

most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to give Your Royal sanction to the aforesaid Resolution of the States of the 17th day of May, 1905, amending the fourth paragraph of the General Article of the Law relating to Explosives, and to order and direct that as from the date of Registration of the Order to be made on the said Petition, the said fourth paragraph of the General Article of the Law relating to Explosives should be read and take effect as set forth in the said Resolution ;

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition, and to approve of and ratify the proposed amendment of Paragraph 4, of the General Article of the Law on Explosives.”

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve thereof, and to order, as it is hereby ordered, that as from the date of the registration of this Order the said fourth paragraph of the General Article of the Law relating to Explosives shall be read and take effect as if the words :—

“et tout autre explosif qui se trouve ainsi classifié par une Ordonnance de la Cour pour lors en vigueur”

1905. were substituted for the words:—

“et tous les autres explosifs qui ne sont pas classés par un Ordre ou Ordonnance de la Cour Royale actuellement en vigueur.”

And His Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

A. W. FITZ ROY.